

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°341**

**AOUT 2013**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **SYRIE : AFFLUX MASSIF DE RÉFUGIÉS AU KURDISTAN D'IRAK**
- **TURQUIE : LE PROCESSUS DE PAIX PIÉTINE**
- **KURDISTAN D'IRAK : LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FIXÉES AU 21 SEPTEMBRE**
- **PARIS : ENQUÊTE SUR L'IMPLICATION DE SOCIÉTÉS FRANÇAISES DANS L'ATTAQUE DE HALABJA**
- **CULTURE : MORT DU POÈTE SHËRKO BEKAS**

---

## SYRIE : AFFLUX MASSIF DE RÉFUGIÉS AU KURDISTAN D'IRAK

**E**n plus des violences armées, la pénurie de vivres et de soins touchent aussi le Kurdistan de Syrie.

Les agences d'informations proches du PYD ou du PKK ou russe ont même fait état de massacres de masse, allant jusqu'à parler de 200 ou 300 civils massacrés par les djihadistes, dans la première semaine d'août, ce qui a amené Massoud Barzani à avertir que les Kurdes d'Irak étaient prêts à porter secours à leurs frères syriens s'il apparaissait que « des citoyens kurdes innocents, des femmes et des enfants étaient menacés de mort et de terrorisme ».

Le 13 août, les forces kurdes signaient un accord avec la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne, une autorité de transi-

tion fondée à Doha en 2012, qui tente de rassembler et de coordonner les diverses composantes de l'opposition syrienne, politiques ou militaires. L'accord portait sur un échange de prisonniers et un retour des uns et des autres belligérants dans les places qu'ils contrôlaient avant les hostilités. Mais l'autorité de la Coalition a ses limites sur le terrain syrien, particulièrement quand il s'agit de contrôler les milices des mouvements djihadistes.

Le 14 août, une délégation de députés du Parlement du Kurdistan d'Irak passait la frontière et venait enquêter, au Kurdistan syrien, sur les massacres de masse contre des civils kurdes annoncés par le PYD. Le Comité chargé de la préparation de la Conférence nationale kurde a aussi envoyé une délégation d'enquête.

Deux semaines plus tard, les neuf membres de cette mission d'observation rendaient leur rapport, qui établissait qu'aucune preuve n'avait été trouvée au sujet de ces massacres, et qu'ils n'avaient vu que 17 à 25 corps, suite aux affrontements armés. Une copie de ce rapport a été envoyé au journal Rudaw qui en a publié les conclusions. Les personnes (une cinquantaine) ayant été interrogées par le comité, au cours d'un déplacement de 5 jours dans plusieurs localités kurdes qui avaient été mentionnées comme lieux de massacre, n'ont pas fait mention de 450 victimes, comme cela était relaté dans les media du PYD et un très petit nombre de personnes allait jusqu'à un chiffre de 80 morts.

Mais les régions kurdes syriennes sont décrites comme « dangereuses », souffrant d'« instabilité et d'une pénurie de

forces de sécurité », ce qui oblige chaque jour des habitants à abandonner leur foyer et leur travail.

« La situation est particulièrement dangereuse pour les chrétiens, dont des dizaines ont été kidnappées, 48 à Hassaké et 15 à Qamishlo dans les deux derniers mois. »

Les noms des groupes armés ayant attaqué les régions kurdes sont Jabhat al Nusra, État islamique en Irak (ISIS), les Combattants de la liberté pour la Syrie (Shams) et les Brigades de Salahaddin Ayyubi (des djihadistes kurdes).

Mais si les massacres de masse ne semblent avoir été qu'une exagération ou une rumeur de panique, ce qui est sûr, par contre, est l'afflux énorme des réfugiés kurdes dans la Région du Kurdistan d'Irak. Si le 15 août, le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations-Unies faisait état de 750 personnes franchissant le Tigre par le poste-frontière de Pêsh-Khabour, le 16 août, c'était une foule énorme, « entre 5000 et 7000 personnes » qui se ruaient à la frontière. La grande majorité était des femmes, des enfants et des vieillards, qui venaient des environs d'Alep ou de Hassaké. Claire Bourgeois, représentante en Irak du HCR parle de « fleuve humain ».

Adrian Edwards, le porte-parole du Haut Commissariat, déclarait alors aux agences de presse que des équipes humanitaires, de l'ONU ou bien locales, avaient

dû arriver en urgence, avec de l'eau et de la nourriture et que les raisons de ce soudain afflux n'étaient pas encore très claires.

Des camps de réfugiés ont dû être bâtis en toute hâte dans la province d'Erbil pour accueillir au final 15 000 réfugiés (venant s'ajouter aux 155 000 déjà sur place, surtout à Duhok). Quelques milliers ont été installés dans le camp inachevé de Quru Gusik (Erbil) qui manque encore des infrastructures de base, d'autres à Suleimanieh.

Peu à peu interrogés par les reporters et les ONG, les réfugiés font état de pénurie alimentaire, d'eau et d'électricité, de cherté des prix et de chômage (toutes les régions étant peu à peu paralysées économiquement), en plus des combats entre l'armée syrienne et l'Armée Syrienne de Libération (ASL) – les deux bords se livrant par ailleurs au pillage –, ou bien de l'ASL et des YPG (les forces armées du PYD). Les nouvelles du gazage d'un quartier entier de Damas ont pu aussi déclencher une réaction d'effolement.

Le 19 août, soit 5 jours après le premier afflux, 30 000 Syriens, Kurdes pour la majorité, étaient passés dans le Kurdistan irakien, certains venant d'assez loin, de Damas ou d'Alep.

Devant l'arrivée en masse de ces réfugiés, les Kurdes d'Irak ont tenté, tout en accueillant les gens sur place, d'endiguer le flot, Massoud Barzani appelant les Kurdes de Syrie à rester sur

place « pour défendre leur territoire ».

« Vous savez tous que depuis le début de la révolution syrienne, des dizaines de milliers de nos frères du Kurdistan occidental sont venus dans notre région, et nous les avons hébergés dans des camps de réfugiés. Cependant, et c'est regrettable, la communauté internationale n'a offert aucune aide à ces réfugiés. Récemment, un grand nombre de réfugiés a afflué encore dans notre région, et je voudrais présenter mes remerciements et mes félicitations au Gouvernement régional du Kurdistan pour l'aide qu'il leur a offerte en leur fournissant transports et hébergement temporaire.

Mais ayant dit cela, le problème reste très sensible, parce que nous ne voulons pas que le Kurdistan occidental se vide de ses habitants kurdes, et notre peuple là-bas doit rester et défendre son pays et obtenir ses droits légitimes. »

En attendant, un quota de 3000 personnes par jour a été imposé, le 20 août, au poste-frontière de Pêsh Khabour, quoique des observateurs sur place ont estimé que 5000 personnes étaient passés en une journée et le 23 août, Adrian Edwards (HCR) estimait le nombre des arrivants à 40 000 depuis la mi-août et le 27 août, ils pouvaient être 50 000. Les réfugiés présentaient tous le même état d'épuisement et de déshydratation, sous une température de 45°C.

---

## TURQUIE : LE PROCESSUS DE PAIX PIÉTINE

**L**a déception et l'impatience des Kurdes s'accroissent devant le peu d'actions concrètes entreprises par la

Turquie pour vitaliser le processus de paix annoncé depuis le printemps. Sur le terrain judiciaire, aucune amnistie n'est à envisager pour les membres de l'Union

des communautés du Kurdistan (KCK), pas plus qu'un rejugement d'Abdullah Öcalan, comme ce dernier l'a réclamé fin juillet, puisqu'un tribunal d'Ankara, spé-



cialisé dans les questions touchant les droits de l'homme a rejeté la demande à la majorité de ses juges.

L'attente porte surtout sur le paquet de réformes juridiques qui doit être voté par le parlement turc à l'automne 2013. Recep Tayyip Erdoğan a annoncé, lors d'une conférence de presse que la rentrée parlementaire pourrait être avancée afin de faire passer les réformes au plus vite, le parti kurde BDP réclamant que les nouvelles lois permettant l'éducation en langue kurde, la suppression du seuil électoral de 10% aux législatives et des dispositions pour encourager une décentralisation dans les régions kurdes puissent être votées avant la mi-octobre.

Mais du côté kurde, on estime que les pas faits par le PKK, avec le retrait de ses troupes de Turquie, n'ont été suivis d'aucune contrepartie turque. Interviewé par le journal arabe Asharq Al-Awsat, un vétéran du PKK, Zagros Hiwa a ainsi qualifié les annonces du Premier Ministre turc comme rien de plus qu'une « propagande électorale » anticipée :

« Une fois que les élections seront terminées, Erdoğan reviendra sur tous ses engagements et appels à résoudre pacifiquement et démocratiquement la question kurde. »

Selon Zagros Hiwa, le retrait de la guérilla de Turquie a permis à l'armée de s'implanter dans les places laissées vides par les Kurdes et de reconquérir ainsi le terrain, sans coup férir, en construisant de nouvelles installations militaires et en recrutant, selon lui « un grand nombre de mercenaires kurdes », c'est-à-dire des « gardiens de villages », milices kurdes employées par le gouvernement pour combattre le PKK. De même, de nombreux prisonniers politiques kurdes, dont certains en très mauvaise santé, restent derrière les barreaux.

« Nous sommes à bout de patience », conclut Zagros Hiwa.

Mais les commentaires politiques et les analyses de la situation ne sont pas toujours unanimes, comme en témoignent les propos Pervin Buldan, adjointe à la direction du BDP, au journal turc Radikal.

« Le processus de paix est en cours... Nous allons entrer dans la troisième et dernière phase, qui est la plus importante. Cette étape verra le retour de nos jeunes et des chefs du PKK des monts Qandil en Turquie afin de participer au processus politique. »

Par ailleurs, Pervin Buldan remercie l'AKP, le parti turc d'Erdoğan, de « soutenir la formation d'un État kurde au « Kurdistan occidental », c'est-à-dire en Syrie, en exprimant le vœu qu'un jour les Kurdes de Turquie obtiennent une « liberté similaire ».

Pervin Buldan faisait certainement allusion à la visite de Salih Muslim, le leader du PYD syrien, à Istanbul, où il a rencontré des membres du MIT, les services turcs. Mais cette interprétation d'un « soutien » à un éventuel État kurde syrien est démentie par des membres du PKK et du PYD. Le journal Asharq Al Aswat a publié les propos d'un responsable du PKK, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, dans lequel il accuse, au contraire, la Turquie de soutenir les milices djihadistes comme Djabhat Al Nusra et l'État islamique en Irak (ISIS) :

« Il y a clairement un malentendu de la part de ce leader kurde [Pervin Buldan] et la Turquie a pu accepter à contre-cœur que le PYD assume temporairement le contrôle et l'administration des affaires internes du Kurdistan syrien [...] Au contraire, la Turquie conspire clairement contre ce parti [PYD]. »

Aux accusations de « procrastina-

tion » de la part du PKK et du BDP, Recep Tayyip Erdoğan réplique toujours avec le même argument, à savoir qu'il est inexact que la guérilla kurde se soit retirée totalement de Turquie : « Seulement 20% ont quitté la Turquie, et ce sont principalement des femmes et des enfants. » Cette dernière affirmation sur la présence d'enfants peut sembler étrange car le PKK est constitué de combattants mixtes, certes, mais voués au célibat, à moins qu'il ne s'agisse d'adolescents très jeunes ayant rallié les montagnes.

Le PKK a répondu dans un communiqué officiel que le retrait « se poursuivait » sans préciser le nombre de combattants passés du côté de la frontière irakienne.

Les Kurdes ne sont pas les seuls à critiquer l'inertie du gouvernement. Lale Mansour, vice-présidente de la « Commission des sages » mise en place par Erdoğan pour aider à l'application du processus de paix, a appelé l'AKP à prendre « des mesures urgentes » pour éviter que celui-ci n'aboutisse à une impasse. Lale Mansour insiste sur le besoin de « démocratie avancée » et de « transparence » auprès l'opinion publique, qu'elle soit turque ou kurde. Ainsi Mithat Sancar, vice-président de la délégation des Sages pour la région de Marmara (hors régions kurdes, donc) souligne aussi l'importance d'une démocratisation effective dans tout le pays : « Le gouvernement a omis de faire une déclaration sur le calendrier et les mesures qu'il est supposé prendre dans ce processus. »

Selon Mithat Sancar, la fin de l'année parlementaire en Turquie, raison avancée par Erdoğan pour différer le vote de son « paquet démocratique » n'était pas un réel blocage à la poursuite de ce processus.

## KURDISTAN D'IRAK : LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FIXÉES AU 21 SEPTEMBRE

**D**ébut août, la Haute Commission électorale indépendante irakienne a approuvé la procédure des futures élections parlementaires dans la Région du Kurdistan d'Irak, fixées au 21 septembre, même si elle avait initialement souhaité leur report au 21 novembre, en même temps que les élections des conseils provinciaux.

La campagne électorale a donc commencé à la fin du mois d'août, sur un ton et un rythme plus modéré et moins passionné qu'en 2009, quand la percée du tout nouveau parti d'opposition Gorran avait changé la donne du bipartisme habituel. Aujourd'hui que ce troisième parti est bien installé dans le paysage politique du Gouvernement régional, la question était surtout de savoir, comme aux précédentes élections, si cette fois-là le mouve-

ment de Nawshirwan Mustafa allait pouvoir battre sur son terrain de Suleïmanieh l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Au contraire des élections précédentes, l'UPK avait choisi de ne pas faire liste commune avec le Parti démocratique du Kurdistan, tout en réaffirmant sa volonté de perpétuer son alliance politique avec le parti de Massoud Barzani et de faire donc essentiellement campagne contre son rival Gorran. Mais l'UPK partait avec le handicap majeur d'être toujours officiellement présidé par Jalal Talabani, même si son retrait de la vie politique fait que sur le terrain, c'est son politburo qui en assume la direction. Depuis l'accident de santé du président irakien, les rumeurs au sujet sa mort font surface régulièrement, alimentées par son absence de toute apparition publique depuis décembre 2012,

rumeurs toujours démenties, que ce soit par l'entourage familial direct de Jalal Talabani ou les autorités du GRK.

L'absence de Jalal Talabani laissant aussi vacante la présidence de l'Irak, Iyad Allawi, à la tête de la Liste irakienne au Parlement de Bagdad, a demandé à ce qu'une délégation irakienne composée de journalistes, de députés et de membres d'organisations civiles soit admise à se rendre en Allemagne afin de rencontrer Jalal Talabani. Entre temps, le 25 août, une délégation de 35 universitaires kurdes a tenté de rencontrer Jalal Talabani à l'hôpital de la Charité (Berlin) où il est toujours soigné. Le personnel médical leur a seulement transmis un message du président, leur assurant qu'il les rencontrerait dans « quelques jours », ce qui n'a pas eu de suite pour le moment.

---

## PARIS : ENQUÊTE SUR L'IMPLICATION DE SOCIÉTÉS FRANÇAISES DANS L'ATTAQUE DE HALABJA

**E**n juin 2013, des victimes de l'attaque chimique de Halabja, au Kurdistan d'Irak, par Saddam Hussein, le 16 mars 1988, attaque qui avait fait plus de 5000 morts en à peine 48 heures, ont porté plainte contre X pour « génocide et crimes contre l'humanité », en visant des entreprises françaises soupçonnées d'avoir fourni en matériel nocif le gouvernement irakien d'alors.

« Le 26 août, le parquet de Paris a pris un réquisitoire pour qu'une instruction soit ouverte contre X des chefs notamment de « complicités d'assassinats », « complicités de tentatives d'assassinats » et « recel » du produit de ces crimes,

selon une source judiciaire citée par l'AFP. Pour des raisons de non rétroactivité, le crime contre l'humanité, qui ne figure dans le code pénal que depuis 1994, n'a pas été retenu. La prescription ou non des faits n'a pas encore été établie par les juges.

Les deux avocats de la vingtaine de plaignants constituant la partie civile, le Français David Père et l'Américain Gavriel Mairone affirment être en possession de « plus de cent mille documents » permettant de reconstituer la façon dont l'Irak a pu se fournir en armes chimiques entre 1983 et 1988, c'est-à-dire sur la période allant du début des massacres de masse au Kurdistan (enlèvement et exécution secrète de 8000

membres de la tribu des Barzani), puis de la guerre avec l'Iran (avec usage d'armes chimiques) et enfin la décision de l'Anfal (déportations, exécutions massives, gazage de population), alors que ces crimes étaient, surtout dans les dernières années de la guerre avec l'Iran, largement portés à l'attention de l'opinion publique.

Les documents détenus par les avocats (dont certains sont jusqu'ici restés secrets) mettraient ainsi en cause 427 sociétés de tous pays. Selon Me Mairon, 20 d'entre elles ont agi en toute connaissance de cause, et parmi celles-ci, deux sociétés françaises dont le nom n'a pas encore été révélé au public.

---

## CULTURE : MORT DU POÈTE SHÊRKO BEKAS

**L**e poète kurde Shêrko Bekas est mort le 4 août d'un cancer, à Stockholm où il était soigné depuis plusieurs mois.

Shêrko Bekas est né le 2 mai 1940 à Suleïmanieh dans une famille éprise de littérature et de culture et dont le père, Fayik Bekas (1905-1948), était un poète patriote, plusieurs fois arrêté et emprisonné.

Orphelin à l'âge de sept ans, Shêrko Bekas fait toutes ses études primaires et secondaires à Suleïmanieh. En 1959, il part étudier à Bagdad pour y faire des études techniques.

Il commence à écrire à l'âge de 17 ans, et publie des poésies dans le journal *Jîn* (La Vie) et des nouvelles dans la revue *Hetaw* (Le Soleil). Très vite, ses poésies paraissent dans des revues littéraires kurdes prestigieuses, comme *Rojî Nuwê* (Le Jour nouveau) et *Hîwa* (L'Espoir).

Menacé d'emprisonnement en 1965, sous le régime du général Aref, il s'enfuit dans les montagnes et rallia le mouvement de résistance, en animant la radio *Dengê Shoreshê* (La Voix de la Révolution), et fut aussi un des rédacteurs du journal *Dengî Peshmerge* (La Voix des Peshmergas).

En 1970, à la faveur de l'Accord de Mars entre le gouvernement irakien et le mouvement kurde, les écrivains kurdes purent à nouveau s'exprimer et publier librement en Irak. En avril 1970, avec les romanciers Hussein Arêf et Kake Mem Botanîm, les poètes Djelal Mirza Kerim et Djemal Sharbajêrî, il écrivit un manifeste intitulé « Marsad » (Le Télescope), où les cinq hommes

de lettres exprimaient leurs aspirations et leur programme littéraire :

« Nous voulons que nos œuvres et créations littéraires soient adaptées à l'esprit de notre temps, tiennent compte des nouveaux concepts et doctrines et représentent un miroir ou un reflet authentique de notre société kurde comme de la société humaine tout entière.

« Notre manifeste constituera ainsi le point de jonction de l'ensemble des courants et des nouvelles idées. Ceux-ci s'y rencontreront malgré la diversité de leurs convictions et de leurs engagements philosophiques et idéologiques, et leurs positions intellectuelles à l'égard de l'homme et de la vie.

« Nous ne nous élevons pas aveuglément contre le patrimoine, nous pensons en effet que l'héritage patrimonial authentique tient lieu de soutien déterminant aux créations et aux tendances nouvelles ; en son sein, nos productions nouvelles sont-elles nées et ont grandi. » « Marsad », n°1, Bagdad, 1970 ; in « Étude sur la poésie kurde contemporaine », *Les Petits Miroirs*, Shêrko Bekas, trad. Kamal Maroof.

Mais en 1974, la guerre reprit au Kurdistan et il dut à nouveau prendre le maquis. Après la défaite du général Barzani, en 1975, il revint à Suleïmanieh avant d'être assigné à résidence par le pouvoir dans l'ouest de l'Irak, hors du Kurdistan. Mais il continue à écrire et ses poèmes circulent clandestinement dans les milieux de la résistance kurde.

En 1984, il réussit à s'enfuir à nouveau dans les montagnes, jusqu'en 1986. Il anima à nou-

veau la radio kurde de la résistance, prit part à la fondation de l'Union des écrivains kurdes et publia dans de nombreuses revues et bulletins qui paraissaient dans les zones libres » tenues par les Peshmergas.

Invité dans plusieurs pays européens, il choisit de se fixer en Suède jusqu'en 1987. En 1992, il retourne au Kurdistan d'Irak, en partie libéré après la Première Guerre du Golfe et l'instauration d'une zone de sécurité.

Il fut nommé ministre de la Culture dans le premier cabinet du Gouvernement régional du Kurdistan.

Shêrko Bekas s'est imposé comme une figure rénovatrice de la poésie kurde, avec son recueil paru en 1971, *Rûwange* (Vision) qui rompt avec la métrique classique et une poésie sans rime et son recours au « poème-affiche » en 1975.

Sa poésie a été traduite en arabe, suédois, danois, néerlandais, français et anglais. L'intégralité de son œuvre poétique a été rassemblée dans deux volumes de mille pages publiés à Stockholm.

Ses obsèques ont eu lieu dans sa ville natale, à Suleïmanieh, et il a été inhumé lors d'une cérémonie nationale dans le parc principal de cette ville, le parc Azadî (Liberté). En plus d'une foule nombreuse, assistaient à ses obsèques le vice-président de la Région du Kurdistan, Kosrat Rassoul, le secrétaire général adjoint de l'Union patriotique du Kurdistan, Imad Ahmed, et l'ancien Premier Ministre de la Région du Kurdistan, Barham Salih, ainsi qu'un certain nombre d'officiels et de représentants du gouvernement.

Mais le lieu de cette inhumation est provisoire car il doit se construire, à Suleïmanieh, une « cité culturelle » où un bâtiment doit abriter la sépulture de grandes personnalités culturelles et littéraires de la province.

Un recueil de ses poésies traduites en français par Kamal Maroof est paru en 1995, aux éditions L'Harmattan, dont nous reproduisons quelques poèmes :

### La nuit des contes

Hurlent et galopent les vents  
telle une femme prise d'épouvante.  
Ferment les yeux, les vagues,  
Déchiquetés sont les nuages,  
dispersés comme du coton cardé  
dans le ciel gris de l'Euphrate.  
Les nuages sont les plumes d'une colombe blanche,  
privée d'ailes,  
lorsqu'elle tente de s'envoler  
Mon cœur est à présent une grenade pressée,  
Je m'assieds en cette nuit près de la cheminée de ma chambre  
en face de ma vieille mère.  
J'observe ses yeux affaiblis.  
C'est la nuit des contes,  
Nous rendent visite cette nuit... Las et Khazal\*  
J'écoute ma mère religieusement  
J'écoute : Las parle, Las part  
et je voyage avec lui d'une rivière à l'autre  
d'un pied de montagne à l'autre,  
d'une montagne à l'autre, avec lui, je voyage  
et lorsque palpitent les ailes du sommeil  
dans mes yeux,  
j'entends l'Euphrate, et lui de gémir encore et de crier.  
À l'extrémité,

Las part, mettant de longues lieues derrière lui.

(\*) Couple amoureux d'une épouse kurde.

### La mort

Quand mourut une feuille d'arbre,  
mourut l'une de mes lettres,  
quand mourut la source de la montagne,  
mourut un de mes mots,  
quand mourut un des jardins de ma vision,  
mourut une phrase,  
mais

Ô fille de dix ans,  
Ô fille du village Heleden\*  
quand ils t'ont tuée

Moururent une dizaine de mes poèmes, d'un seul coup.

(\*) Village de la province de Suleïmanieh.

### Adresses

Point de nom de ville  
ni de quartier  
ni de rue

Point de numéro de téléphone  
ni de boîte postale  
que je possède

Mais  
Chaque jour  
Le long de la route  
Me parviennent des lettres vertes  
du lointain... et d'à côté  
Car  
ma poésie est elle-même le facteur de l'amour  
Et mon adresse  
la tranchée du dernier martyr.

### La route

Un certain jour  
La terre enfant un volcan  
De celui-ci naquit le Kurdistan  
Le Kurdistan engendra Ararât  
D'Ararât sont nés les Kurdes

Des Kurdes sont nés des jumeaux :  
la peine et le défi

Et de ceux-ci  
naquit la voie de Yilmaz Güneç.

### Le premier et le dernier des cris

Une minute, trente secondes,  
quelques tic tac tic...

Avant onze heures

Le ciel était semblable à l'âme de Mewlewî\*

Clair et pur

Pareil à la monture d'Ehmed Mukhtar\*\*

La beauté du printemps était dans le hennissement du cheval

Et le sommet de Gulan

Avait mis une rose-étoile de Shem\*\*\*

dans les cheveux de Goran\*\*\*\*

Une minute, trente secondes,  
quelques tic tac...

Avant onze heures

Sous le plafond d'une chambre

À Halabjah

Il y avait une famille

Le père, la mère et une petite fille

Quelques tic tac... avant onze heures

La mère balançait le berceau

Et le petit enfant souriait.

Allongé, le père

Écoutait une cassette.

Onze heures ont sonné

Dong ! Deux à trois fois

Une fumée tel le cœur d'Ibn 'Oujah

Et l'air, de mourir

Et le printemps, de mourir

Le père, la mère et l'enfant

À onze heures

Sous le plafond d'une chambre

À Halabjah

Sont devenus trois pierres

D'une statue

Ils se sont tous embrassés.

Après onze heures

<i>Une ville pareille</i>	<i>Après onze heures.</i>	<i>Qui joue l'hymne des armes</i>
<i>À une colombe étranglée</i>	<i>Seul le cri d'une voix dans cette ville</i>	<i>et des combattants.</i>
<i>Son cou brisé sous les ailes</i>	<i>Parvient aux oreilles de la</i>	_____
<i>Sa voix étouffée</i>	<i>montagne</i>	(*) Poète kurde (1806-1882)
<i>Dans une ville du sud</i>	<i>À travers l'arsine*****</i>	(*) Poète kurde assassiné en 1935.
<i>Pas de cri d'oiseau, ni de piaillage</i>	<i>Et rame pour atteindre</i>	(**) Nom d'une couronne dans
<i>d'oisillons</i>	<i>Les rivages de la vie.</i>	une épopée kurde.
<i>Ni de chuchotement</i>	<i>Seule, cette voix</i>	(****) Poète kurde (1904-1962)
<i>Ni de clameur</i>	<i>Après onze heures</i>	(*****) Gaz toxique.
<i>Ni de soupir</i>	<i>La voix d'une bande magnétique</i>	
<i>Ni âme qui respire</i>	<i>Dans la chambre</i>	

---

# En Syrie, la menace d'une guerre islamo-kurde



Des combattants kurdes à Kamechliyé, dans le nord-est de la Syrie, lors d'une cérémonie militaire le 18 juillet. AFP

Déjà mise à mal par la contre-offensive du régime et les atermoiements de la communauté internationale, la rébellion syrienne est désormais sous la menace d'un conflit interne, qui pourrait dégénérer en conflit ethnique.

La guerre intestine entre Kurdes et djihadistes, qui ravage le nord et l'est de la Syrie depuis la mi-juillet, a pris un nouveau tour, mercredi 31 juillet, avec la prise en otage de quelque 200 civils kurdes par les rebelles fondamentalistes du Front Al-Nosra et de l'Etat islamique en Irak et au Levant dans les villages kurdes de Tall Haren et Tall Hassel (province d'Alep). Nul ne sait où les habitants ont été emmenés par ces deux groupes proches d'Al-Qaïda.

Depuis deux semaines, de violents combats opposent des djihadistes aux miliciens kurdes, pourtant également farouchement hostiles au régime de Bachar Al-Assad. Ces affrontements, qui ont déjà causé plusieurs dizaines de morts, menacent de dégénérer en guerre ethnique entre Kurdes et Arabes et soumettent le reste de la rébellion, essentiellement arabe et sunnite, à un choix cornélien entre solidarité ethnico-religieuse et politique de bon voisinage avec la puissante minorité kurde de Syrie, soutenue par ses homologues de Turquie et d'Irak.

La prise d'otages de masse de mercredi, qui rappelle les sinistres méthodes d'Al-Qaïda en Irak, semble répondre aux récentes défaites de l'Etat islamique en Irak et au Levant face aux forces kurdes, notamment dans la localité clé de Ras Al-Aïn, à la frontière avec la Tur-

## Quelque 200 civils kurdes ont été enlevés, mercredi, par deux groupes proches d'Al-Qaïda

quie. Dans le secteur de Tall Abyad, l'Etat islamique a été lâché par les autres forces rebelles – notamment la division 11 de l'Armée syrienne libre, mais aussi des groupes salafistes –, qui refusent de mener un combat jugé inutile et fratricide.

Ce groupe djihadiste connu pour son radicalisme est originaire d'Irak mais de plus en plus présent en Syrie. Il a tenté en vain une OPA sur le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, qui a refusé la fusion mais continue d'entretenir des liens avec la branche irakienne. Il a également été désavoué par

Ayman Al-Zawahiri, le chef d'Al-Qaïda depuis la mort d'Oussama Ben Laden. Surtout, le groupe s'est attiré l'hostilité d'une bonne partie

## De violents combats opposent dans le nord et le nord-est syrien des rebelles djihadistes aux combattants kurdes

des rebelles, qui l'accusent de passer plus de temps à combattre la rébellion pour agrandir son territoire qu'à affronter l'armée du régime syrien. Ainsi, à la mi-juillet, un membre de l'Etat islamique avait assassiné Abou Bassir, le principal chef rebelle dans la région du djebel turkmène, choquant un grand



nombre de Syriens. L'Etat islamique en Irak et au Levant est également soupçonné d'avoir fait tuer Issa Hesso, un cadre important du PYD, le principal parti kurde syrien, dans un attentat à la bombe à Kamechliyé, mardi. Les observateurs n'écartent toutefois pas la possibilité que cet assassinat ait été commis par les services de renseignement syriens, qui voient d'un mauvais œil le rapprochement en cours entre le PYD et la Turquie, par l'entremise du PKK, la principale force politique kurde de Turquie, en plein processus de paix avec Ankara.

Toutefois, Issa Hesso, qui était chargé des relations extérieures au sein du Conseil suprême kurde, regroupant toutes les forces politiques kurdes de Syrie, avait violem-

ment critiqué, peu de temps auparavant, l'Etat islamique en Irak et au Levant.

Le PYD, qui, au début de la révolution syrienne, s'en était tenu à une stricte neutralité, a rompu définitivement avec le régime au mois de mars. Mais le parti entend bien gérer, avec l'aide des autres formations kurdes, les zones kurdes libérées de manière autonome. Le conflit en cours pourrait accentuer sa méfiance atavique envers les forces arabes, qu'elles soient favorables ou hostiles au régime en place à Damas. Après la mort d'Issa Hesso, les YPG, la branche armée du PYD, ont lancé un appel aux forces kurdes à se joindre à elles pour combattre les extrémistes religieux.

Conscient des risques poten-



L'OBSERVATEUR DU MONDE

## Syrie: des armes pour la rébellion?

PAR RENÉ BACKMANN



Ce jeudi 1<sup>er</sup> août, la levée de l'embargo européen sur les armes à destination de la rébellion syrienne est devenue exécutoire. Adoptée le 27 mai par les Ministres des Affaires étrangères de l'Union, au terme d'une longue négociation, la décision avait été ajournée à deux mois, dans l'attente des résultats de la conférence de paix Genève 2, prévue pour juin, qui n'a toujours pas eu lieu, faute de consensus minimal. La France et le Royaume-Uni, les deux seuls pays européens favorables à l'armement de la rébellion, peuvent donc désormais en toute légalité répondre aux appels du président de la Coalition nationale syrienne et du chef de l'Armée syrienne libre, renouvelés mercredi dernier lors de leur visite à Paris. Le feront-ils? C'est une autre question. David Cameron doit affronter les réticences d'une partie de sa majorité et l'hostilité de l'opposition travailliste. Il entend, par ailleurs, s'assurer, comme les dirigeants français, que les armes destinées à la rébellion ne tomberont pas entre les mains de djihadistes, liés ou non à Al-Qaïda. Pour l'Elysée,

« livrer des armes ne fait pas une politique », mais le président français serait résolu à « prendre ses responsabilités », tout en jugeant toujours que « cette guerre n'a pas de solution militaire » et que l'unique issue est le processus de paix de Genève. Lequel requiert une opposition crédible, représentative, capable d'assumer une transition. Et aussi un nouveau rapport de forces militaire sur le terrain, pour convaincre le régime de Damas et ses alliés russes et iraniens d'accepter une négociation. Pour Paris, il faut donc à la fois aider l'opposition à s'organiser et à renforcer sa crédibilité militaire. En agissant avec davantage de discernement que le Qatar, la Turquie ou l'Arabie saoudite. Parce que « certains pays ont des contraintes que d'autres n'ont pas », Paris n'a officiellement livré jusqu'à présent que du matériel non létal, comme des kits médicaux, des moyens d'observation et de communication sécurisés, et ce à des groupes « sûrs ». L'aide pourrait désormais s'étendre à un soutien logistique et à la fourniture de renseignements tactiques. Le temps est compté, estime Paris. Pas seulement parce que la guerre, en vingt-huit mois, a déjà fait plus de 100 000 morts, mais parce qu'elle menace aussi les pays voisins et affecte même l'Europe, où les filières djihadistes mobilisent des volontaires. Près de 250 combattants venus de France se battent déjà au sein des groupes islamistes radicaux de la rébellion syrienne. R.B.

tiels d'un tel conflit pour l'avenir de la révolution syrienne, qu'il soutient activement, le père jésuite Paolo d'All'Oglio, qui réside à Souleimaniyé, dans le Kurdistan irakien, s'est rendu le 28 juillet à Rakka, dans le nord-est de la Syrie, afin de mener une médiation entre islamistes et Kurdes. La ville est en effet tenue par l'Etat islamique en Irak et au Levant, en collaboration avec la brigade Ahrar Al-Cham, l'un de ses derniers alliés en Syrie. Depuis son installation, l'Etat islamique a multiplié les exécutions publiques de « traîtres », fait disparaître le notable local qui dirigeait le conseil élu après la libération de la ville et est soupçonné d'avoir enlevé deux journalistes français.

D'après des informations non confirmées, le Père Paolo Dall'Oglio serait retenu par les hommes de l'Etat islamique à Rakka. Le ministère italien des affaires étrangères et la communauté d'origine du Père Paolo refusent de confirmer pour l'instant un rapt. Mais le pape François, lui-même issu de la Compagnie de Jésus, a exprimé sa préoccupation mercredi, lors d'une messe célébrée à Rome. ■

CHRISTOPHE AYAD



August 2, 2013

## Turkey's evolving attitude toward PYD in parallel with Kurdish peace process 'natural': FM Davutoğlu

ANKARA - Anadolu Agency

Ahmet Davutoğlu argued in an interview with private broadcaster Habertürk that international criticism of Turkey's 'Zero conflict with neighbors' policy was due to Ankara's increasing regional and global influence. AA photo

Ahmet Davutoğlu argued in an interview with private broadcaster Habertürk that international criticism of Turkey's 'Zero conflict with neighbors' policy was due to Ankara's increasing regional and global influence. AA photo

The change in Ankara's attitude toward the Democratic Union Party (PYD), the biggest Kurdish group in northern Syria affiliated with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), is "natural" in parallel to the ongoing peace process, Foreign Minister Ahmet Davutoğlu has said.

Commenting on last week's talks with PYD leader Salih Muslim and Kurdish Regional Government (KRG) Prime Minister Nechirvan Barzani in an interview with private broadcaster Habertürk Aug. 2, Davutoğlu said Turkey does not perceive any group in Syria as a threat,



including PYD.

"It is out of the question that we maintain contacts with a group that poses threats to Turkey's security. But as the resolution process is ongoing, there is nothing more natural than reassessing our attitude toward the PYD. This has nothing to do with the clashes in Ras al-Ayn," Davutoğlu said, adding that talks with the PYD were already initiated a few months ago.

"I said expressly that there was a process that started in April with the PYD that completed in a way the resolution process in Turkey," he said.

The PYD has increased its control in the north of Syria after violent clashes between its armed wing and the al-Qaeda-lin-

ked al Nusra-Front which lasted for over a week.

Turkish officials expressed strong concerns about the imposition of a de facto autonomous Kurdish region in the north of Syria as a "fait accompli". The developments prompted the government to hold an emergency meeting on July 24, which was followed by surprise talks with Muslim.

Davutoğlu said some circles were trying to "create tension" between Kurdish communities in neighboring countries and Turkey. "We won't allow this. Should someone threaten Turkey, we will take the adequate measures, regardless of if they are Turks, Arabs or Kurds," he said.

Davutoğlu also touched on the ongoing clashes just across the Turkish-Syrian border which caused casualties in Şanlurfa's Ceylanpınar district.

"The issue is not the conflict between al-Nusra and PYD. What we are trying to prevent is the sparking of a Kurd-Arab conflict," Davutoğlu stressed, adding that Turkey was only providing support to the Syrian National Coalition (SNC) and the Higher Military Council which united with the Free Syria Army. □

# In Syrian chaos, Kurds carve out their own area

BEIRUT

As Assad fights rebels, Kurdish force fills void and forms local alliances

BY BEN HUBBARD  
AND AN EMPLOYEE  
OF THE NEW YORK TIMES

Street names in Syria's far northeastern corner have been changed from Arabic to Kurdish, schools openly teach the Kurdish language, and the country's most powerful Kurdish militia flies its flag from checkpoints on main roads.

Across northeastern Syria, the Kurds, the country's largest ethnic minority, have taken advantage of the vacuum left by the civil war to push for the autonomy long denied them by the government of President Bashar al-Assad.

Their struggle does not fit neatly into the war between Mr. Assad's government and the rebels seeking his ouster, and different parts of the scattered Kurdish population have allied at times with forces on either side.

The fight for a measure of autonomy by Syria's Kurds is the newest conflict in a broader struggle in which Kurds, spread across Turkey, Iraq, Syria and Iran and oppressed for decades, are trying to take advantage of the chaos in the Middle East to achieve longstanding ambitions for self-government and democratic rights. Most Kurds say their ultimate aim is an independent state, which was first promised to them, and then denied, by the victors of World War I. That perceived betrayal has sown deep grievances in the collective Kurdish psyche.

But for now, Kurdish leaders say their goal is more autonomy within existing countries, with the Kurdish region in Iraq as a model.

Recently, Kurdish assertiveness in Syria has set off rounds of clashes, pitting Kurds against rebel groups that accuse them of collaborating with Mr. Assad, and against fighters linked to Al Qaeda who see Kurdish control as a challenge to their plan to establish an Islamic state.

Scores of fighters from both sides have been killed, and new violence is shaking Kurdish areas long considered quiet. In the past week, a car bomb killed a prominent Kurdish politician, Isa Huso, in Qamishli, and rebel forces took over a Kurdish village in Aleppo Province, detaining about 200 Kurds, activists said.

The fighting highlights the further shattering of battle lines in the Syrian civil war as rebel groups focus their efforts on local struggles only loosely connected to their declared goal of toppling Mr. Assad.



IMANU BRABO/THE ASSOCIATED PRESS

Female Kurdish fighters at a checkpoint near Qamishli, a city in northeastern Syria near the Turkish and Iraqi borders. The city is the Kurds' largest stronghold in Syria.

Kurdish political leaders say they are not seeking an independent Kurdish state in northern Syria but are only pushing for greater Kurdish rights. They model their struggle in part on the status achieved by Kurds in Iraq, who run a region in the north that is essentially independent from Baghdad, conducting its own foreign policy, controlling its ports of entry and fielding its own armed forces.

Although for now that region relies on Iraq's central government for much of its budget, it has sought deals with Turkey and foreign companies to sell its oil in a bid for economic independence. Meanwhile, Syrian Kurdish militiamen have traveled to Iraqi Kurdistan for training, and the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which is negotiating its own peace with Turkey, has provided support to its brethren in Syria.

A recent trip by a reporter through the Kurdish area of Syria revealed many steps toward autonomy as well as fighters who have taken up arms to obtain it.

"The Kurds will take their right to self-determination under any political regime, with President Assad or without him," said Haval Mahmud, a militiaman in Qamishli with the Democratic Union Party, known by its Kurdish-language abbreviation, P.Y.D. "We are gaining our rights with our blood, not as a gift from any side."

About 9 percent of Syria's 22 million people are ethnic Kurds, most of them living in communities scattered near the Turkish border, with greater concentrations to the east, near Iraq.

They have long complained of discrimination by the state, which suppressed their language and invested

little in their areas despite the region's richness in oil and agricultural land.

While many Kurdish youths joined the anti-Assad uprising that started in 2011, Kurdish political parties mostly charted a neutral path, feeling that neither side had much to offer.

But since the uprising became a civil war and the government withdrew from many isolated areas, Kurdish militias have filled the void in their communities.

Turkish leaders worry that a strengthened P.Y.D., which is tied to the P.K.K., could embolden its Turkish counterpart or lead to cross-border attacks.

The head of the P.Y.D., Saleh Muslim, sought to reassure Turkish officials dur-

**"Kurds will take their right to self-determination under any political regime, with President Assad or without him."**

ing a visit last week to Ankara, the capital, that his group would establish only temporary administrations in its areas.

Turkey's foreign minister, Ahmet Davutoglu, praised Mr. Muslim's approach, while Prime Minister Recep Tayyip Erdogan warned against any "wrong and dangerous steps" toward Kurdish autonomy in Syria.

Recent visits to Kurdish areas in northern Syria revealed that the P.Y.D. is the strongest Kurdish force on the ground and that it has formed a patchwork of local alliances to defend its areas, teaming up with Arab tribes in some places while reaching accommodations with the government in others.

"The P.Y.D. is a pragmatic party that has its own project to administer Syria's



Kurd-populated areas, establishing political, social, cultural and security institutions," said Maria Fantappie, a researcher with the International Crisis Group who has studied Syria's Kurds. "This is their project, and we can expect them to make all the alliances they need as a temporary compromise."

The recent spike in violence has pitted P.Y.D. militias against rebels and fighters from two extremist groups with links to Al Qaeda: Al Nusra Front and the Islamic State of Iraq and Syria.

In mid-July, clashes broke out between the two sides in Ras al-Ain in Hasaka Province, and Kurdish fighters quickly seized control of the ethnically mixed town with help from the local Arab tribes that distrust the extremist groups.

"We are Sunni Muslims, but this is not Afghanistan," said an Arab resident, Hajj Omar, 50. "I am a Sunni Muslim, I pray five times a day, my sons pray, my

wife is covered, and we observe all the Islamic rituals, but we cannot live under these radical Islamic groups."

Since then, clashes have spread throughout the ethnically mixed region along the border, with each side erecting checkpoints to control roads and kidnapping civilians to put pressure on its foes.

After Kurdish fighters failed to seize the mixed town of Tal Abyad farther west along the border, extremist fighters blew up a Kurdish administrative building and the homes of Kurds believed to be supporting the fighters, activists said.

"They don't want to finish the Assad regime like we do," said a rebel fighter who goes by Abu Abdul-Rahman, 30. "They want to establish their own independent state."

The largest Kurdish stronghold is the northeastern city of Qamishli, near the borders with Turkey and Iraq.

The government withdrew its forces

from the city center last year, leaving only a contingent at the airport and allowing the P.Y.D. to take over.

At a checkpoint near the city's southern edge, Mr. Mahmud, the P.Y.D. fighter, denied that his group received support from the Syrian government, recalling its decades of neglect of Kurds.

"A new government will be established to fill the gap until the end of the Syrian crisis," he said, near a poster of the jailed P.K.K. leader Abdullah Ocalan. He said that no matter who ended up governing Syria after the war, the Kurds would protect their gains.

"Surely, the clock will not be turned back," he said.

*Ben Hubbard reported from Beirut, and an employee of The New York Times from Qamishli. Tim Arango contributed reporting from Baghdad, and Sebnem Arsu from Istanbul.*



1 août 2013



## Les Kurdes syriens mobilisent contre les jihadistes

par Elisabeth Cadot

**E**n Syrie, la principale milice kurde a appelé à la mobilisation générale contre les groupes jihadistes. Cet appel sans précédent fait suite à l'assassinat mardi dans une ville du nord-est d'un haut dirigeant kurde. Les « Comités de protection du peuple kurde », la milice militaire qui a lancé cet appel, comprennent environ 10.000 combattants. C'est une émanation syrienne du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Depuis la mi-mai 2012, l'armée syrienne s'est retirée des zones kurdes dans le nord du pays. Les Kurdes n'ont donc pas participé aux combats contre le régime de Bachar al-Assad.

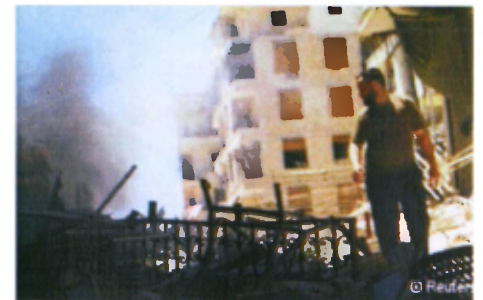
Mais les groupes islamistes radicaux comme l'État islamique, la branche irakienne d'Al-Qaïda, ne l'entendent pas de cette oreille : ils terrorisent la population. L'assassinat mardi par voiture piégée d'un haut dirigeant kurde en Syrie, a mis le feu aux poudres. Le Dr. Kamal Sido, membre de



**La principale milice kurde et les groupes islamistes se livrent depuis deux semaines des combats très violents dans le nord de la Syrie**

la Société allemande pour les peuples menacés, exprime ses craintes :

« La population civile fait face à une situation très dure dans les territoires kurdes. Des centaines de milliers d'habitants d'Alep et de Damas se sont réfugiés dans le nord. Les routes d'accès sont bloquées par les milices islamistes et la Turquie ne laisse passer aucune aide. Avec ces combats, la situation économique ne fait qu'empirer. On manque de pain, d'eau, d'électricité.



**L'armée syrienne tente de reprendre la ville d'Alep, où la population kurde est très importante**

Nous craignons une catastrophe humanitaire. »

**«Al-Qaïda essaye d'en faire un conflit ethnique »**

En réalité, il semble que les Kurdes tentent de se tailler un territoire autonome dans cette région du nord où leur communauté représente 15% de la population. Et les rebelles les accusent d'être prêts à faire des compromis avec le régime en place pour cet objectif. Le Dr. Kamal Sido voit un autre danger :

« Les Kurdes ont participé depuis le début aux manifestations pacifiques contre Bachar al-Assad. Mais aujourd'hui le mouvement des rebelles est largement infiltré par les jihadistes. Ce n'est plus une révolution contre le régime, c'est une guerre civile confessionnelle entre sunnites et chiïtes. Et Al-Qaïda essaye d'en faire un conflit ethnique entre Kurdes et Arabes. »

Le Qatar, qui soutient les rebelles, a déclaré qu'un gouvernement syrien en exil devrait être formé dans la deuxième quinzaine d'août. □

## Des djihadistes prennent 200 civils kurdes en otage dans le nord du pays

Des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda ont pris en otages environ 200 civils kurdes après de violents combats contre des combattants kurdes dans deux villages du nord-est de la Syrie, selon une ONG syrienne mercredi.

Par FRANCE 24

La tension monte dans le nord et l'est de la Syrie entre les Kurdes et des groupes de rebelles djihadistes liés au réseau Al-Qaïda. À la suite de violents combats contre des combattants kurdes dans deux villages du nord-est de la Syrie, des djihadistes ont pris en otage environ 200 civils kurdes, d'après l'OSDH, une ONG syrienne qui s'appuie sur un large réseau de militants et sources médicales en Syrie.

Les "combattants du Front Al-Nosra et de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) ont pris le contrôle du village de Tall Aren dans la province d'Alep et assiègent un autre village proche, Tall Hassel. Ils ont pris en otage environ 200 civils parmi les habitants des deux villages", a en effet indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) dans un communiqué publié mercredi 31 juillet.

Selon le président de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, les affrontements ont "éclaté dimanche à l'aube après l'appel d'un des chefs de l'EIL à aller combattre la brigade kurde" relevant de l'Armée syrienne libre (ASL), la principale composante de la rébellion contre le régime de Bachar Al-Assad.

Les djihadistes ont alors lancé un assaut contre le siège d'un bataillon de cette brigade à Tall Hassel, tuant son chef, a-t-il précisé. L'assaut a provoqué de violents combats entre kurdes et djihadistes dans ces deux villages qui ont coûté la vie à "16



Arab-Islamic jihadists from the al-Nusra front linked to al-Qaeda. Photo: Reuters.

kurdes dont 11 combattants" et à 10 djihadistes dont un dirigeant d'Al-Nosra, toujours selon l'OSDH.

Ce n'est pas la première fois qu'un événement de ce type se produit dans la région. Le 21 juillet, des djihadistes avaient relâché quelque 300 civils kurdes qu'ils avaient capturés la veille, en représailles à l'arrestation d'un de leurs commandants par des combattants kurdes dans le nord de la Syrie.

### "Mobilisation générale" contre les djihadistes

Ces événements interviennent au lendemain d'un appel à la mobilisation générale contre les groupes djihadistes lancé par la principale milice kurde en Syrie. Et ce, après l'assassinat dans un attentat à la voiture piégée de Isa Huso, membre du Conseil

suprême kurde, une plateforme réunissant la plupart des mouvements kurdes de Syrie. Ce dernier avait violemment critiqué, peu de temps auparavant les agissements de l'État islamique en Irak et au Levant.

"Les Comités de protection du peuple kurde (YPG) ont appelé tous ceux qui peuvent porter des armes à se joindre à leurs rangs pour protéger les zones qu'ils contrôlent des attaques de l'État islamique d'Irak et du Levant et du Front AL-Nosra", a indiqué l'OSDH, citant le communiqué. La milice se dit prête "à repousser les attaques dans les territoires qui sont sous [son] contrôle".

L'YPJ est considérée comme la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD). Celui-ci est l'émanation syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme "terroriste" en Turquie.

Depuis deux semaines, de violents combats aux abords de la frontière turque opposent les djihadistes aux combattants kurdes qui ont réussi à chasser les islamistes de plusieurs secteurs, le plus important étant la localité de Ras Al-Aïn.

Alors que la rébellion est globalement composée de sunnites, majoritaires en Syrie, et que les alaouites minoritaires se tiennent derrière le président Assad, qui appartient à cette communauté issue de l'islam chiite, la minorité kurde syrienne se retrouve prise en étau dans le conflit, se battant alternativement contre les uns et les autres. ○

## Syrie : des rebelles ont exécuté 450 otages kurdes

Par La Voix de la Russie |

Des rebelles des groupes extrémistes Jabhat al-Nusra et Etat islamique d'Irak et du Levant ont perpétré un nouveau crime sanglant dans le Nord de la Syrie.

La chaîne arabophone iranienne al Alam a annoncé lundi que

des islamistes avaient exécuté 450 otages kurdes (120 enfants et 330 femmes et vieillards) dans la ville de Tell Abyad située près de la frontière de la Turquie. La chaîne ne précise pas la date du massacre.

La semaine dernière, Al Hayat et d'autres éditions arabes ont annoncé que des islamistes détenaient plus de 300 otages. Ce sont des membres des familles des combattants de la brigade kurde qui faisant d'abord partie de l'Armée syrienne libre avant de passer du côté des forces d'autodéfense kurde après le déclenchement du conflit armé dans les provinces d'el Hasika et de Rakka.

Les médias gouvernementaux et les sources d'opposition n'ont pas confirmé les informations diffusées par la chaîne iranienne. En exécutant les otages, Al-Qaïda se serait vengée des défaites que les Kurdes lui auraient infligées au cours de ces dernières semaines. ●



# En Syrie, les Kurdes préparent leur autonomie

- Des groupes djihadistes liés au réseau Al-Qaida ont pris en otages environ 200 civils kurdes dans le nord de la Syrie.
- La Turquie s'inquiète de la création d'une éventuelle zone autonome kurde syrienne à sa frontière.



Combattants kurdes des Unités de défense du peuple, branche armée du Parti de l'union démocratique (Muzaffar Salman/Reuters).

laquelle se livrent les différents groupes pour le partage des zones syriennes. Dès le début de la révolte en Syrie, en mars 2011, les Kurdes, qui représentent 15 % de la population syrienne, ont entamé un processus d'autonomie des régions composées de villages kurdes.

D'abord dans la région d'Afrin, au nord d'Alep où, grâce au retrait sans heurt de l'armée syrienne, ils ont sécurisé les villages – dont certains sont chrétiens –, non sans avoir dû affronter, à plusieurs reprises, des groupes de l'Armée syrienne libre (ASL). Dans les régions sous leur contrôle, les Kurdes ont mis en place des conseils populaires, des comités, une armée et une force de police pour se défendre.

En mai dernier, Saleh Moslim, coprésident du PYD, déclarait que 60 % du pétrole syrien était sous le contrôle des Kurdes. Les puits de pétrole et de gaz se concentrent dans la province de Djezira, à l'est. Une région riche en eau, en pétrole et en gaz. L'autre zone pétrolière se trouve dans la région de Deir-El-Zor, proche de la frontière irakienne, au sud de Djezira. Elle est contrôlée actuellement par des groupes tribaux sunnites.

## L'INQUIÉTUDE D'ANKARA

Déjà bien avant le début du conflit, la production pétrolière en Syrie était en forte baisse. Pour compenser cette tendance, Damas espérait jouer la carte d'un pays transitaire. Et ainsi offrir un débouché sur la Méditerranée au pétrole irakien, saoudien et d'autres pays du Golfe, rapprochant ainsi de leurs marchés ces zones de production majeure.

La Turquie voisine suit avec inquiétude la progression, à sa frontière, des Kurdes alliés au PKK turc. Ankara redoute la création d'une région autonome kurde en Syrie, à la faveur de la guerre civile, qui ferait la jonction avec la zone autonome kurde d'Irak, plus à l'est. Elle craint aussi qu'une victoire du PYD en Syrie ne remette en cause le cessez-le-feu intervenu entre le gouvernement turc et le PKK, en mai dernier.

Selon cet accord, les combattants kurdes devaient être transférés au Kurdistan irakien. Mais il est fort possible qu'une partie soit aujourd'hui en train de se battre en Syrie sous la bannière du PYD, sa branche syrienne, considérée par Ankara comme « une organisation séparatiste terroriste ». ●

Des combattants djihadistes de « l'État islamique en Irak et au Levant » (EIL) et du Front Al-Nosra, deux groupes de l'opposition syrienne liés à Al-Qaida, ont pris le contrôle du village à majorité kurde de Tall Aren et assiègent Tall Hassel, un autre village proche, lui aussi à majorité kurde, dans le nord-est de la Syrie.

Les djihadistes avaient commencé par lancer un assaut, à Tall Hassel, contre le siège d'un bataillon des Unités de défense du peuple (YPG), la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – qui opère en Turquie –, tuant son chef.

L'assaut a provoqué de violents combats entre Kurdes et djihadistes dans les deux villages, qui ont coûté la vie, jusqu'à mercredi 31 juillet, à « 16 Kurdes dont 11 combattants » et à 10 djihadistes, dont un dirigeant d'Al-Nosra. Les djihadistes ont par ailleurs pris en otages environ 200 habitants kurdes de ces deux localités.

## DEUX SEMAINES DE COMBATS VIOLENTS

Selon Dulac Kamuran Laurent, journaliste kurde de Syrie, contacté par téléphone, « les 200 otages, parmi lesquels

des femmes et des enfants, ont été emmenés à Raqa », ville sous le contrôle des combattants de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) – où le père jésuite Paolo Dall'Oglio s'est rendu et n'a pas réapparu. Il ajoute que « lors des combats entre le groupe kurde du PYD et les islamistes, deux émirs de l'EIL ont été tués, et des femmes kurdes ont été violées par les combattants islamistes ».

Depuis deux semaines, de violents combats opposent dans le Nord et le Nord-Est syrien les djihadistes aux combattants kurdes. Le 18 juillet, les Kurdes de PYD ont réussi à chasser les islamistes d'Al-Nosra de la localité de Ras-Al-Aïn, à la frontière turque, par laquelle passe l'essentiel des combattants islamistes qui viennent se battre en Syrie. Alors qu'auparavant, pendant plusieurs mois, Kurdes et islamistes combattaient côte à côte dans la région.

Les combats s'étaient alors étendus dans la province de Hassakeh, largement peuplée de Kurdes. Des heurts avaient lieu aussi autour du gisement pétrolier de Roumeïlan, à 200 km à l'est de Ras-Al-Aïn, apparemment sous le contrôle kurde du PYD.

## 60 % DU PÉTROLE SOUS CONTRÔLE KURDE

Ce nouvel épisode illustre la guerre à

# Turkish-Kurdish Alliance in New Millennium?

**Relations between the Turkish government and the Kurdistan Region in Iraq are showing an unprecedented improvement. Cooperation is occurring over a wide range of issues, notes Idrees Mohammed.**

[www.middle-east-online.com](http://www.middle-east-online.com)

The once cold relations between successive Turkish governments and the Kurdish populations have been turning hot. This is crucial because the improvement may ultimately result in a concrete, strategic derail from the deeply-rooted traditional Turkish attitude towards the Kurds. In fact this change may be seen as the end of Turkish hibernation rather than a new beginning. Ironically, Turkey's ambitions having been disrupted by the Arab Spring, this development, became a powerful driving for Turkey to accelerate the transformation of Kurdish issue. If this process - subject to strict limits constructed by Turkish and Kurdish interests - goes ahead successfully, it will mark a milestone in Turkish-Kurdish relations and will likely produce seismic repercussions on the region's politics.

In a region that is geopolitically crucial as it brings together significant interests of both regional and non-regional powerhouse countries, neighboring states cannot afford to be passive spectators to events on the Kurdish stage. It is reasonable, therefore, to argue that the influential forces in such an area would seek to achieve equilibrium, allowing them to extract benefits. In the final analysis everything depends on their interests. Penetrated and subject to fierce rivalries, the region remains at the mercy of influential powers. The word mercy simply does not exist in the politicians' dictionaries. Only political terminologies dominate.

Such a situation is a double edged sword with regard to the Kurds. On the one hand, following the dismantlement of the Ottoman Empire, the Kurds were promised independence. The influential powers of the era later calculated that political benefits had to override ethnic considerations. The result was a Kurdish setback that is now a century old and unresolved.

The other edge of the sword bandages these Kurdish wounds. The nature of their region has seen the Kurds become a main player in the game and has produced the building blocks of Kurdish statehood. As a consequence of the Gulf War a Kurdish quasi-state emerged and continues to develop multi-dimensionally. Two decades later, and confirming the fundamental instability of the region, the Arab Spring has shaken the tectonic plates of the region.

All of the neighboring countries in which the Kurds live automatically repudiated the granting of Kurdish rights. While the remainder of the regionally influential powers simply pursue their own interests. Haunted by the injustice they have faced, enthusiastic about the struggle and determined to achieve their ambitions; the Kurds have come to view the sporadic instability and uproar, a characteristic of the region, as a window of hope, and have resorted to various tactics in order not to miss opportunities.

Bearing this in mind, Turkey, among others, understands that developments on the Kurdish stage could open a Pandora's Box for it.

Consequently, the traditional Turkish rationale for its attitude towards the Kurds would suggest that trying to keep the box locked is better than trying to close it later. More recent thinking, however, leans towards recognizing that it might be more beneficial to attempt to turn it into a golden opportunity.

This now appears to be happening. Relations between the Turkish government and the Kurdistan Region in Iraq are showing an unprecedented improvement. Cooperation is occurring over a wide range of issues. While the region has become a budding market for Turkish products and a gift for Turkish investment companies, Turkey in return is becoming the region's main conduit for the transfer of its energy products to international markets. Currently viewed by Turkey as a crucial partner in resolving its own Kurdish problem, the Kurdistan Region is in constant contact with Turkey's Kurdish officials while simultaneously receiving the armed PKK guerrillas as they withdraw from Turkish soil. The Justice and Development Party (AKP) and Iraqi Kurds have been in continuous contact and, in some cases, have coordinated moves, concerning developments in Turkey, Iraq, Syria, and beyond.

Meanwhile, Turkey and its own Kurds are having historic peace talks. Given the fact that such a process is always subject to potential sabotage by internal and external factors, it has passed several tough tests, demonstrating the serious intent of both parties to the process. While the Kurds are expecting an AKP supported constitution envisioning Kurdish rights, the AKP, in return, expects Kurdish support for Turkey.

It is possible to hypothesize that the AKP's recent policy in favor of Turkey's Kurds has been much influenced by developments in Syria's Kurdish region and is now, somewhat positively, affecting its policy towards Syria's Kurds. The nature of the relationship between the Turkish government and Turkey's Kurds certainly affects its policy towards Kurds beyond its borders, albeit to different degrees. Furthermore this has resulted in a spillover regarding the Syrian Kurdish attitude towards the Turkish government. Though still far from being firmly established, there has been a clear improvement in the discourse between the Turkish government and Syria's Kurds.

The background to this state of affairs consists of complex parts. Turkey has undergone multi-pronged developments. The assumption of the Justice and Development Party to power led to dramatic changes in the political landscape of the state. The AKP began to take a different route in its domestic and foreign policies. Its ambitions aimed to take Turkey to a top position in the hierarchy of regional and international systems. Interestingly, the party, following generations of political denial during which the state viewed itself as the guardian of traditional Turkish nationalist ideology, calculated accurately that the achievement of these goals would be torpedoed by oppressing its own Kurds and marginalizing the Kurds outside its borders, but might be realized by embracing them all. Of late this has had to translate into tangible moves as; on the one hand, the Kurdish issue is highly sensitive, while on the other, the AKP needed to guarantee its survival and rule. These changes resulted in a strengthening of AKP power, and given the party more say on subjects relating to Kurdish issues.

Other aspects driving the movement forward relate to the Kurdish stage. The removal of the Ba'ath regime in Iraq has wounded Turkey. While Turkey had no great enthusiasm for Saddam Hussein, he had been a protector of Turkish interests in Iraq. Iraq's territorial integrity, which is Turkey's end-game in Iraq, has now been put in real jeopardy as Iraqi governments may fail to keep Iraq territorially glued together. With their growing control over their own homeland the status of the Kurds has been greatly improved. The Kurds have now become an important player in both Iraq's politics and the region.

Syria's Arab Spring only added to Turkey's deeply-rooted fears about the increasing Kurdish influence. Its aggressive policy with regard to Syria's crisis was greatly influenced by the Kurdish issue since

☞ Syria had been the PKK's nest for over a decade. Added to that, relations between the Kurds in Iraq and Syria are well established. The complex nature of politics in Damascus may allow for developments to take a path perceived as very threatening to Turkish perceptions of its national interests. In the Turkish view the potential for the "PKK-ization" of the Kurdish issue or/and the "KRG-ization" of the Kurdish zone in Syria would surely have a domino effect on Turkey's Kurds, and, potentially, carry dangers for the survival of the Turkish state.

The improvement of Kurdish status in Syria has not only strengthened the leverage of Iraqi Kurds, it also emboldened Turkish Kurds to bitterly fight for their rights. As the Kurdish clout in Syria was being consolidated, the long-term Kurdish struggle in Turkey was hitting a new record. The crisis in Syria effectively contributed to the holding of historic peace talks in Turkey. Resolving its Kurdish problem peacefully is what Turkey must do and the sooner the better. Interestingly, Turkish politicians were rushed into intensive care by the sudden developments favorable to the Kurds. This problem effectively denied Turkish policy makers the ability to move forward domestically, regionally and internationally. Since Turkey's concerns regarding the Kurdish populations in neighboring states are caused entirely by its failure to address its own Kurdish issues, their resolution would provide Turkey with a route to the Kurds beyond its borders. Acknowledging Kurdish existence at home and away as an asset, rather than a punishment, is what Turkey should eventually come to acknowledge.

Turkey can derive much benefit from an alliance with the Kurds. A full and willing acknowledgement of the change in Kurdish status in the region will help to repair the self-harm that Turkey has persisted in inflicting for generations. Such an agreement would lead to a strengthening of both parties domestically, regionally and internationally.

On their part the Kurds are eager for such a development. Turkey, viewed as a strategic country in the region, is the Kurds main gateway to the western world and a potential counterbalance to possible events further east. The western countries have been a major source of legitimacy for the Kurdistan Region and are the markets for Kurdish energy resources. While, for the Kurds Turkey is regarded as a potential bulwark against Arab nationalism and fundamentalism.

Overall, the current state of affairs between Turkey and the Kurdish population may result in a formal Turkish-Kurdish alliance. In the meantime it will remain as an agreement between the AKP and the Kurds, rather than a formal pact between Kurds and the Turkish state. Domestically, the AKP and the Turkish Kurds may join hands to resolve the Kurdish problem by making a new constitution that envisages Kurdish rights and a presidential system. If successful, the AKP and the Kurds may establish future political alliances, although individual interests will be dominant. Regionally, Turkey will contribute to a Kurdish ascendancy and this will contribute to enhancing Turkey's influence. By the act of working together, they will affect regional politics.

This alliance will be subject to severe ceilings. It will exclude a declaration of Kurdish independence, one of Turkey's main objectives being the prevention of the Kurds assuming statehood. In addition the survival of any alliance that may be established will remain at the mercy of domestic, regional and international factors and developments. Nationalist ambitions and geopolitical considerations will always keep the alliance subject to the threat of sabotage.

*Idrees Mohammed works at University of Duhok, Kurdistan Region - Iraq. He largely monitors and writes on Turkey's policy towards the Kurds and Kurdish issues. He tweets @IdreesMohammad*

## Syrian Jihadists Kidnap 200 Kurdish Civilians

An Al-Qaeda-linked group in Syria kidnapped around 200 Kurdish civilians after violent clashes with Kurdish fighters.

By Elad Benari

An Al-Qaeda-linked group in Syria kidnapped around 200 Kurdish civilians after violent clashes with Kurdish fighters in the country, a monitoring group said on Wednesday, according to Al Arabiya.

"Fighters of Al-Nusra Front and the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIS) have seized control of Tall Aren village in Aleppo province and are laying siege to another village nearby, Tall Hassel. They have taken hostage around 200 civilians from the inhabitants of the two villages," said the Syrian Observatory for Human Rights, which collects data from medics and activists on the ground.

"They have taken hostage around 200 civilians from the inhabitants of the two villages," said the Observatory.

The main Kurdish militia called on Tuesday for battling jihadists after a

Kurdish leader was killed following weeks of clashes between the Kurds and radical Islamists.

"We call on the Kurdish people... to step forward... anyone fit to bear arms should join the ranks of the Committees for the Protection of the Kurdish People (YPG) and to face the assaults of these [jihadist] armed groups," said a YPG statement quoted by Al Arabiya.

Isa Huso, a well-known Kurdish politician, was killed near his place of residence in Qamishli.

"Despite our repeated calls to the National Coalition and the Free Syrian Army (FSA) command... to date these parties have failed to take a clear position" against the radicals, the YPG statement said.

It said it was clear that FSA battalions, Al-Nusra Front and ISIS in particular, were coordinating with jihadist groups, adding

that these groups and the FSA "have become one side in attacking the Kurdish people."

For more than a year, Syrian Kurds have been threatened by the Islamic extremists who long ago split from the more secular and so-called "moderate" National Syrian Council opposition forces.

Syria's long-oppressed Kurdish minority is now taking advantage of the Syrian civil war and is seeking to establish an autonomous region - free of Arab rule - similar to that in northern Iraq.

In addition to the war against President Bashar Al-Assad, over the past several weeks a second civil war has begun brewing in Syria, between the more moderate, Western-backed rebel groups and the Islamist extremist groups.

One of the jihadist groups, Al-Nusra Front, has pledged allegiance to Al-Qaeda chief Ayman al-Zawahiri.

Members of Al-Nusra and other Syrian rebels groups have committed atrocities during the Syrian civil war, including publicly beheading a Catholic priest who was accused of collaborating with Bashar Al-Assad's regime.

In July, Syrian rebels linked to Al-Qaeda killed a senior figure in the Western-backed Free Syrian Army (FSA). ●



# Iran : les multiples défis du président Rohani

Le religieux modéré, qui entre en fonctions ce week-end, suscite beaucoup d'espoirs, mais sa marge de manœuvre est étroite

Pas d'état de grâce pour Hassan Rohani, le nouveau président iranien, élu, à la surprise générale, dès le premier tour de l'élection présidentielle en juin. Jamais un dirigeant iranien en temps de paix n'a eu à affronter une telle somme de défis, tant internes qu'internationaux. Isolé diplomatiquement et soumis à des sanctions sans précédent, son pays est sous la menace d'une guerre lancée par Israël et les Etats-Unis afin de mettre fin à son programme nucléaire clandestin. A l'intérieur, la crise économique se double d'un divorce politique entre le régime et une partie de la population.

Quatre jours avant l'intronisation de M. Rohani, prévue samedi 3 août, par le Guide suprême Ali Khamenei, la Chambre des représentants américaine a adopté le Nuclear Iran Prevention Act qui, s'il était confirmé par le Sénat en septembre, sanctionnerait tous les clients des secteurs pétrolier, automobile, minier et industriel iraniens et achèverait de détruire l'économie iranienne.

Ce vote fait plus que contrebalancer l'assouplissement, annoncé le 25 juillet par le Trésor américain, des achats de matériel médical par Téhéran. Surtout, ce nouveau train de sanctions, s'il se confirme, risque d'obérer les velléités négociatrices d'Hassan Rohani, dont la marge de manœuvre est déjà étroite.

Ayant fait campagne contre l'intransigeance et l'isolement international, incarnés par l'actuel négociateur nucléaire Saïd Jalili, M. Rohani a la réputation d'être un diplomate pragmatique et modéré. En 2003, il avait négocié une suspension des activités nucléaires iraniennes avec une troïka européenne regroupant la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Mais la situation a bien changé depuis : d'ici moins d'un an au rythme actuel, l'Iran aura enrichi assez de matière fissile pour fabriquer une bombe et il aurait lancé les travaux d'un réacteur sur le site de Warak permettant d'obtenir du plutonium, nécessaire à la bombe H. La méfiance n'a fait que grandir



et les positions se sont rigidifiées. A tel point que l'ensemble des dirigeants des pays européens, invités à la prestation de serment de M. Rohani, ont décliné.

La fenêtre pour une éventuelle négociation avant la « ligne rouge » fixée par Israël est donc très étroite. M. Rohani a promis plus de « transparence » et d'œuvrer à une « entente constructive » mais a exclu une suspension unilatérale de l'enrichissement de l'uranium. Toute décision en matière nucléaire et dans les négociations avec l'Occident devra, de toute façon, recueillir l'assentiment du Guide, principal décideur en la matière.

Le succès de M. Rohani dépendra donc de ses relations avec Ali Khamenei, que l'on dit bonnes. En matière de politique étrangère, sa volonté de réconciliation avec les pays du Golfe pourrait être entravée par le soutien iranien inconditionnel à Damas : Téhéran vient de signer un accord prévoyant la livraison de 3,5 milliards de dollars de produits pétroliers en échange d'investissements en Syrie.

Pour autant, les écueils ne manquent pas. M. Rohani est réputé proche de l'ancien président

Hachemi Rafsandjani, qu'une sourde rivalité oppose au Guide et qui a été empêché de se présenter à la présidentielle de juin. M. Rafsandjani sera-t-il un président bis ou une éminente grise, ce qui ne manquerait pas de compliquer les processus de décision à Téhéran ?

## Le succès du président Rohani dépendra de ses relations avec le Guide Ali Khamenei, que l'on dit bonnes

Le nouveau gouvernement, qui sera annoncé après la prestation de serment du président devant le Parlement, dimanche, devrait donner de premières indications. D'après les fuites dans les médias iraniens, il devrait compter nombre de technocrates compétents et respectés ayant déjà servi sous les

présidences de MM. Rafsandjani (1989-1997) et Khatami (1997-2005) : c'est le cas du ministre du pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, du probable responsable des affaires étrangères, Mohamed Javad Zarif, et de Mohamed Forouzanfar, un ancien ministre de la défense qui devrait prendre la tête du Conseil suprême de la sécurité nationale. Le dossier nucléaire pourrait passer sous la responsabilité directe du président. Enfin, Ali Larijani, le fils d'un ultraconservateur, est pressenti pour la culture et la guidance islamique.

Après huit ans d'incompétence brouillonne sous la houlette de Mahmoud Ahmadinejad, les Iraniens espèrent que la nouvelle équipe saura atténuer l'effet des sanctions sur l'économie iranienne, qui souffre d'une inflation supérieure à 40 %, de recettes pétrolières en chute de moitié et d'une devise

ayant perdu 80 % de sa valeur. Sur le plan intérieur, M. Rohani est aussi très attendu. Il a beaucoup promis pendant sa campagne, notamment de lever la censure sur Internet, d'améliorer les droits des minorités ainsi que les

libertés publiques, de faire cesser le harcèlement des femmes par la police religieuse. « Un gouvernement fort ne signifie pas un gouvernement qui interfère et intervient dans tous les domaines. Ce n'est pas un gouvernement qui entrave la vie des gens », a-t-il ainsi déclaré peu après son élection, confirmant les immenses espoirs placés en lui.

Il reste un dernier point potentiellement explosif. Elu notamment grâce à l'électorat des réformateurs Mir Hossein Mousavi et Mehdi Karubi, candidats malheureux à la présidentielle de 2009 et maintenus en résidence surveillée depuis février 2011, M. Rohani a

une dette envers eux et leurs partisans. A chacun de ses meetings électoraux, des militants du « mouvement vert » ont brandi les portraits des deux leaders maintenus au secret. Sans prendre d'engagement précis, le candidat Rohani s'était prononcé pour la libération de tous les prisonniers politiques, qui seraient 800 selon les estimations les plus sérieuses.

De réelles avancées en la matière contribueraient assurément à réconcilier partiellement la société avec le régime et à guérir les blessures de 2009. Mais, tant sur la question des prisonniers politiques que celle du nucléaire, Hassan Rohani va devoir compter avec la surveillance tatillonne d'un Parlement ultraconservateur. ■

CHRISTOPHE AYAD



# Le verdict sévère du procès « Ergenekon » marque un raidissement du pouvoir turc

L'ancien chef des armées, accusé d'avoir fomenté un coup d'Etat, a été condamné à la perpétuité

Dans l'enceinte hautement sécurisée du tribunal de Silivri, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest d'Istanbul, s'est joué, lundi 5 août, l'épilogue de l'une des plus grandes affaires d'Etat en Turquie, symbole de la lutte engagée par le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, depuis son arrivée au pouvoir en 2002, contre l'institution militaire et les élites laïques. Des peines d'une grande sévérité ont été prononcées à l'encontre de la plupart des 275 anciens responsables militaires, politiques et intellectuels jugés depuis octobre 2008 pour leur appartenance présumée au réseau « Ergenekon » – un groupe ultranationaliste soupçonné de vouloir renverser le gouvernement islamo-conservateur du Parti de la justice et du développement (AKP), en semant le chaos dans le pays par des attentats et des opérations de propagande.

Au premier rang des accusés, le général à la retraite Ilker Basbug, ancien chef d'état-major des armées (2008 à 2010), a été condamné à la prison à perpétuité pour « tentative de renversement de l'ordre constitutionnel par la force ». Celui qui fut la bête noire de l'AKP à la tête de l'armée a prédit que « le peuple aura le dernier mot ».

Un ancien commandant de la prestigieuse première armée, un ancien chef de la gendarmerie, le chef du Parti des travailleurs, Dogu Perinçek, et le journaliste Tuncay Ozkan ont été condamnés à la même peine. Les six juges du tribunal de Silivri ont aussi condamné trois élus de l'opposition, issus du Parti républicain du peuple (CHP), à des peines allant de 12 à 35 ans de prison. Des dizaines d'autres condamnations à la prison ont été prononcées, ainsi que 21 acquittements.

La lecture du verdict a provoqué un tollé parmi les prévenus, leurs avocats, les responsables d'opposition et les journalistes présents à l'audience. « Maudite soit la dictature de l'AKP », « Nous sommes les soldats de Mustafa Kemal », a scandé l'assistance, dénonçant une justice sous la coupe du gouvernement et un « procès politique ». Des slogans repris à



Ilker Basbug, alors chef d'état-major, à Ankara en août 2009.

ADEM ALTAN/AFP

l'extérieur du tribunal par les milliers de manifestants qui avaient bravé l'important dispositif de sécurité mis en place.

L'affaire, première d'une longue série de procès controversés visant à déjouer des complots supposés contre le gouvernement islamo-conservateur, est vue par l'opposition comme une chasse aux sorcières destinée à faire taire les critiques contre le gouvernement. « Au cours des cinq années de procédure, les accusations se sont progressivement étendues à des intellectuels et des journalistes qu'on imagine difficilement impliqués dans ce complot. C'est un procès bâclé, avec des éléments de procédure contestables, et à forte dimension politique, où le nombre d'accusés et la nature des accusations sont délirants », estime Hamit Bozarslan, historien spécialiste de la Turquie.

Pourtant, quand l'affaire éclate, en juin 2007, après une opération antiterroriste dans un bidonville d'Istanbul où ont été découverts des armes et des explosifs, « certains se réjouissaient que la justice turque s'attaque à l'Etat profond »,

souligne Jean Marcou, spécialiste de la Turquie. Nombreux fustigent alors cette armée putschiste qui, à quatre reprises depuis 1960, a interrompu le processus démocratique au nom de la préservation des valeurs laïques de la République. Fort des succès électoraux engrangés depuis 2002, Recep Tayyip Erdogan s'emploie à sous-

« On aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement turc envoie un signal d'apaisement »

Hamit Bozarslan  
Historien

traire le pouvoir civil issu des urnes à l'influence des généraux.

Mais la mainmise croissante de l'AKP, débarrassée du contre-pouvoir militaire et peu menacée par une opposition faible et divisée, éveille finalement les craintes au-delà des cercles ultranationalistes de gauche.

C'est contre cette hégémonie grandissante du parti de M. Erdogan sur la société et les institutions, accompagnée d'une radicalisation du discours du premier ministre, que naît le mouvement de contestation du mois de juin, parti de la place Taksim, à Istanbul, et qui a réuni de larges pans de la société turque.

Dans ce contexte de forte polarisation, qui a vu les manifestants de Taksim qualifiés par les autorités de « putschistes », la sévérité du verdict fait craindre un raidissement du pouvoir. « On aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement envoie un signal d'apaisement. Les signes d'inquiétude sont multiples, alors que la mobilisation de Taksim n'est pas totalement éteinte et que l'automne s'annonce chaud », note Hamit Bozarslan. Le 90<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Etat turc, le 29 octobre, et le 75<sup>e</sup> anniversaire de la mort d'Ataturk, le 10 novembre, devraient être propices à un regain contestataire, dont les ultranationalistes de gauche, minoritaires au sein du mouvement de contestation, entendent tirer profit. ■

HÉLÈNE SALLON

# Syrie: les Kurdes défendent leur autonomie face aux djihadistes



PAR YASSINE KHIRI

**Groupes djihadistes et milices kurdes s'affrontent pour le contrôle des territoires libérés dans le nord-est de la Syrie. Après avoir profité de l'effondrement du pouvoir de Bachar el-Assad dans cette région pour installer un début d'autonomie, les Kurdes craignent que leur projet ne soit remis en cause.**

En Syrie, les combats n'opposent pas seulement les forces du régime aux rebelles. Depuis deux semaines, ils font rage, aussi, au nord du pays, entre la minorité kurde et certains groupes djihadistes. "Ce ne sont plus des combats entre électrons libres vaguement organisés, souligne Boris James, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient et spécialiste des Kurdes. Les niveaux de violences sont suffisamment élevés pour dire qu'il y a une offensive claire."

Mercredi 31 juillet, des combattants de l'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL) et du Front Al Nosra, deux groupes liés à Al Qaïda, ont pris le contrôle de deux localités, prenant en otages environ 200 civils kurdes. Les comités de la protection du peuple Kurde (YPG), principales milices kurdes de Syrie, ont appelé à la mobilisation générale afin de protéger les zones dont ils avaient réussi à s'emparer en profitant du chaos créé par la guerre civile depuis un an.

## UN PAYS MORCELLÉ

Cet appel sans précédent précipite l'entrée en guerre des Kurdes. Jusque là prudents, ils s'étaient mis volontairement à l'écart de toute confrontation. "Quand la phase armée de la révolution a commencé, les milices kurdes ont pris leurs distances avec la rébellion pour se placer en position d'attente, explique Ziad Majed, professeur d'études sur le Moyen-Orient à l'université

18 juillet 2013- des combattants Kurdes lors d'une cérémonie à Qamishli, dans le nord de la Syrie. AFP/STR

américaine de Paris et spécialiste de la Syrie. Mais quand les groupes djihadistes ont commencé à menacer le territoire qu'ils occupent, les combats ont éclaté au nord."

L'assassinat d'un dirigeant kurde, Isa Huso, membre du PYD, branche syrienne du PKK - parti indépendantiste kurde- a accéléré l'explosion d'un conflit larvé. "La situation de neutralité qui faisait que tout le monde jouait un jeu de dupe a éclaté", explique Boris James.

Les affrontements mettent surtout en lumière la bataille que se livrent les différents groupes pour le gain des territoires libérés dans le nord du pays. De fait, la Syrie est morcelée en différentes zones où chaque groupe tente d'imposer son leadership: une partie nord-est aux mains des milices kurdes, les régions tenues par le gouvernement autour de Damas, Homs et la zone littorale de Lattaquié, et les territoires contrôlés par les rebelles, qui s'étendent d'Alep jusqu'à l'Irak, en passant par la vallée de l'Euphrate.

"Alors que les Kurdes souhaitent mettre en place une zone autonome sur le modèle irakien, les djihadistes qui s'activent depuis 6 mois et profitent du vide politique et du manque de moyens de l'Armée Syrienne Libre veulent quant à eux imposer leur interprétation de la Charia dans le nord du pays, explique Ziad Majed. Les deux projets ne pouvant pas cohabiter, cela débouche nécessairement sur des combats."

## L'AMBITION DJIHADISTE, PRINCIPAL OBSTACLE À L'AUTONOMIE KURDE

Pour mener à bien leur projet islamique, les groupes djihadistes de l'EIL et du Front Al-Nosra entendent se débarrasser de leurs concurrents- Armée Syrienne Libre (ASL) et milices kurdes- afin de contrôler les "zones libérées" du nord. Et tous les coups sont permis, au risque d'affaiblir la

rébellion contre Bachar el-Assad.

En témoigne l'assassinat de Kamal Hamami, chef d'un bataillon rebelle de l'Armée syrienne libre (ASL) dans la région de Lattaquié - connu sous son nom de guerre d'Abou Bassir- par des tirs de combattants de l'Etat islamique en Irak et au Levant. "Depuis le mois d'avril, les groupes djihadistes partent très rarement au combat contre les forces d'Assad, souligne Ziad Majed. Ils sont davantage préoccupés par le contrôle et la gestion des territoires libérés comme à Idlib ou Raqqa où ils veulent imposer un modèle islamiste."

Les Kurdes, de leur côté, entendent bien profiter des luttes intestines entre djihadistes et l'ASL ainsi que l'hostilité croissante de la population locale pour se débarrasser d'Al Nosra et l'EIL. Peut-on pour autant imaginer une alliance objective entre milices kurdes et l'ASL? "Jusqu'à maintenant cela n'a pas été possible. Mais théoriquement au moins, cela ne manquerait pas d'avantages. Une telle alliance permettrait à la fois d'affaiblir le régime et de d'encercler les djihadistes, prophétise Ziad Majed. Cependant, dans les rangs de l'ASL, comme dans les rangs kurdes certains sont très méfiants quant aux ambitions des autres."

## VERS UN SCÉNARIO À L'IRAKIENNE?

Depuis le début du soulèvement syrien, les Kurdes jouent les équilibristes en tenant à égale distance la rébellion et le régime. Aujourd'hui, ils comptent défendre leurs intérêts jusqu'au bout. La construction et la préservation d'une région autonome est devenue leur priorité. Enfin maîtres chez eux, ils n'entendent pas laisser passer cette opportunité historique. "Nous nous sommes durement battus pour chasser le régime oppresseur (d'Assad) et son



➔ armée, ce n'est pas pour laisser des groupes liés à Al Qaïda nous voler notre victoire", affirmait ainsi, le 19 juillet, le porte-parole du PYD, Nawaf Khalil.

Les Kurdes, qui représentent quelque 10% de la population syrienne (un peu plus de 2 millions d'habitants), sont marqués par des décennies d'injustice et de répression sous le régime de Hafez Al Assad puis de son fils Bachar. "Les Kurdes étaient privés de droits politique, une grande partie n'avait même pas de papiers, rappelle Ziad Majed. Leur identité à été toujours été niée par le parti Baas, profondément panarabe." Minorité bafouée, exclue des postes importants de l'administration, ils entendent ne plus être traités comme des citoyens de second rang.

Comme la communauté kurde d'Irak, ils ont profité de l'effondrement de l'autorité centrale en Syrie pour exercer une autonomie recherchée depuis longtemps. Dans les régions sous leur contrôle, ils ont mis en place des conseils populaires, une armée et une force de police pour se défendre. Un processus facilité par une relative indépendance économique. Le nord du pays abrite d'importantes ressources agricoles et surtout des gisements

d'hydrocarbures. En mai dernier, Saleh Moslim déclarait que 60% du pétrole syrien - des réserves estimées à 2,5 milliards de barils - était sous le contrôle des Kurdes.

Toutefois, les zones de peuplements kurdes sont divisées en plusieurs entités. Ce qui risque d'être un frein à tout projet d'autonomie, selon Boris James. "Les trois enclaves kurdes de Syrie empêchent de former toute unité territoriale". De plus, le PYD même s'il est renforcé par la situation n'est pas le seul groupe politique kurde. Une divergence d'intérêts n'est pas à exclure entre les Kurdes résidant sur différents territoires. "On peut se demander ce que feront les Kurdes de Damas et d'Alep qui représentent une partie importante de la population kurde de Syrie, s'interroge Ziad Majed. Vont-ils aller vivre au nord-est? Et qu'en est-il de tous les déplacés internes (arabes sunnites dans leur majorité) qui ont trouvé refuge dans les régions kurdes? Les aspects démographiques peuvent aujourd'hui compliquer les choses."

#### L'EMBARRAS DE LA TURQUIE

En pleine négociation avec le PKK pour une trêve historique, la Turquie voit d'un

mauvais oeil une éventuelle autonomie en Syrie. Ankara craint que cela ne profite au PKK et ne remette en cause les discussions en cours. Les zones autonomes d'Irak et de Syrie risqueraient de constituer une double base arrière pour la rébellion kurde de Turquie.

Mais Ankara n'a pas le choix. Le risque de voir s'installer durablement des groupes djihadistes de l'autre côté de ses frontières augmente chaque jour. "Elle sait surtout qu'une autonomie kurde est devenue inéluctable, prévient Boris James. Son intérêt est d'accompagner ce mouvement." La Turquie souhaite ainsi travailler avec le PYD et éviter toute confrontation. En témoigne la visite de Saleh Moslim à Istanbul il y a deux semaines. Le leader du PYD a notamment rencontré des responsables des services de renseignement turcs afin d'évoquer avec eux différents scénarios. L'occasion, aussi, pour les Turcs, de tenter d'imposer quelques lignes rouges. Ankara, selon Ziad Majed, exige en particulier des Kurdes qu'ils "restent opposés au régime de Damas" et qu'ils "n'arrachent pas leur autonomie par la force avant que le conflit syrien ne soit résolu". □



11 AOÛT 2013

## Les autorités kurdes irakiennes menacent d'intervenir en Syrie contre Al-Qaïda

Dans une lettre publiée samedi sur Internet, le dirigeant de la région autonome du Kurdistan irakien a menacé d'intervenir dans le conflit syrien pour protéger la vie des civils kurdes de Syrie, s'ils sont menacés par Al-Qaïda.

**L**e Kurdistan irakien est prêt à prendre la défense des Kurdes de Syrie s'il est prouvé que ceux-ci sont menacés par des combattants liés à Al Qaïda impliqués dans la guerre civile syrienne, a déclaré Massoud Barzani, président de la région autonome kurde irakienne.

Dans une lettre publiée samedi sur internet, il annonce avoir demandé l'envoi en Syrie d'une mission chargée d'enquêter sur les informations selon lesquelles des "terroristes d'Al Qaïda attaquent les populations civiles et massacrent des femmes et des enfants kurdes innocents".

Les Kurdes de Syrie, profitant de l'affaiblissement du pouvoir de Damas sur une partie du territoire, ont installé une autonomie de fait dans l'extrême nord-est du pays, où vit la majeure partie de leur communauté. Mais ils se heurtent régulièrement aux djihadistes sunnites engagés contre le régime de Bachar al Assad.

"Si les informations sont exactes et montrent que des citoyens, les femmes et les enfants de Kurdes innocents, sont



menacés de meurtres et d'actes terroristes, la région du Kurdistan d'Irak utilisera tous les moyens dont elle dispose pour défendre les femmes, les enfants et les citoyens innocents", ajoute Massoud Barzani dans son communiqué.

Il ne précise pas la nature et l'ampleur de l'intervention envisagée.

Sa lettre a été adressée jeudi au comité chargé de préparer le congrès kurde prévu d'ici la fin du mois à Erbil, la capitale de la région autonome kurde d'Irak, et auquel doivent participer des délégations venues de Syrie, de Turquie

et d'Iran. Massoud Barzani a demandé à ce comité de constituer une commission chargée de se rendre en Syrie.

Les Kurdes d'Irak ont déjà par le passé approvisionné les Kurdes de Syrie en carburant, en nourriture et en aide médicale mais le communiqué de Massoud Barzani fait référence apparemment pour la première fois à une intervention directe.

Les Kurdes de Syrie représentent environ 10% de la population du pays (20,8 millions d'habitants environ avant le conflit) mais ils ont souffert de discriminations sous le régime de Bachar al Assad comme sous celui de son père Hafez. Quelque 100.000 d'entre eux ont ainsi été déchus de leur nationalité.

La prise de position du Kurdistan irakien tranche avec la prudence affichée par le gouvernement central de Bagdad: le Premier ministre Nouri al Maliki, un chiite, a assuré que l'Irak n'interviendrait pas dans le conflit syrien. Bachar al Assad s'appuie en Syrie sur la minorité alaouite, une branche issue du chiisme. **Reuters**

# Syria risks being extremist haven as fighters flow in

BEIRUT

BY ANNE BARNARD  
AND ERIC SCHMITT

As foreign fighters pour into Syria at an increasing clip, extremist groups are carving out pockets of territory that are becoming havens for Islamist militants, posing what U.S. and other Western intelligence officials say may be developing into one of the biggest terrorist threats in the world today.

Known as fierce fighters willing to employ suicide car bombs, the jihadist groups now include more than 6,000 foreigners, counterterrorism officials say, adding that such fighters are streaming into Syria in greater numbers than went into Iraq at the height of the insurgency there against the U.S. occupation.

Many of the militants are part of the Nusra Front, an extremist group whose fighters have gained a reputation over the past several months as some of the most effective in the opposition.

But others are assembling under a new, even more extreme umbrella group, the Islamic State in Iraq and Syria, that is

**“We have one enemy,” Iran,  
“and we should fight this  
enemy as one front and  
on different fronts.”**

merging some Syrians with fighters from around the world — Chechnya, Pakistan, Egypt and the West, as well as Al Qaeda in Mesopotamia, the Sunni insurgent group that rose to prominence in the fight against the U.S. occupation in the years after the 2003 invasion. The concern is that a new affiliate of Al Qaeda could be emerging from those groups.

It was the fear of militants coming to dominate the opposition that caused the United States and its Western allies to hold off providing lethal aid to the Syrian opposition, at least until now. But as a result, counterterrorism analysts say, they lost a chance to influence the battle in Syria. Even congressional supporters of the C.I.A.’s covert program to arm moderate elements of the Syrian opposition fear the delivery of weapons, set to begin this month, will be too little, too late.

The stakes are high. U.S. intelligence officials said this past week that Ayman al-Zawahri, the overall leader of Al Qaeda in Pakistan, has had regular communications with the Nusra Front in Syria, reflecting how favorably the Qaeda leadership views the long-term

potential for Syria as a haven. Juan Zarate, a former senior counterterrorism official in the George W. Bush administration, said that Syria lay in the center of an arc of instability, stretching from Iran through North Africa, and “in that zone, you may have the regeneration and resurrection of a new brand of Al Qaeda.”

In Syria, the battle lines have hardened in recent months. The Syrian government, backed by Iran and Hezbollah, has seized new momentum and retaken territory in the south and east from the rebels. At the same time, power within the badly fractured opposition, numbering about 1,200 groups, has steadily slipped into the hands of the jihadists based in the northeast, where this past week they seized a strategic airport in the area. They also hold sway in the provincial capital of Raqqa.

The idea that Syria could supplant Pakistan as the primary haven for Al Qaeda someday, should the government fall, is a heavy blow to the Western-backed Syrian opposition and its military arm, the Free Syrian Army. It plays directly into the hands of Syria’s president, Bashar al-Assad, whose government has sought to portray itself as the only alternative to Islamic extremism and chaos, and it has made the prospect of full U.S. support even more remote than it already was.

Mr. Assad’s argument “began as a fiction during the period of peaceful, unarmed protests but is now a reality” because of Mr. Assad’s own efforts to divide the country as well as the success of the extremists, Hussein Ibish, a senior fellow at the American Task Force on Palestine, wrote in a recent essay that appeared in *The National*.

In Raqqa recently, a commander of the Islamic State in Iraq and Syria sipped coffee after breaking the Ramadan fast, wearing a Pakistani-style outfit. The commander, Abu Omar, is Syrian, a member of a tribe in the area, but he described his movement’s goals as reaching far beyond the country’s borders.

He did not speak of attacking the United States. But he threatened Russia, and he spoke of a broad-based battle against Shiite-led Iran and its quest to dominate the region, and said Sunnis from across the world were justified in flocking to Syria to fight because of the government’s reliance on Shiite fighters from Lebanon and Iraq.

He rejected calls from some in the Syrian opposition to keep the fighting focused inside Syria and aimed at toppling Mr. Assad. “We have one enemy,” Iran, he said, “and we should fight this enemy as one front and on different fronts.”

The leader of the Free Syrian Army, Gen. Salim Idris, recently accused the jihadists of working for or receiving aid from the Assad government, not a completely far-fetched proposition, given that Western officials widely believe the Assad government played a major role in funneling Syrians and other foreigners into Iraq during the insurgency there. Some rank-and-file rebels say that government artillery and warplanes attack them fiercely while largely leaving jihadist positions alone.

Free Syrian Army fighters have clashed with jihadist groups in recent weeks over weapons and supplies, and civilian anti-Assad activists have struggled with them over their efforts to impose religious rules on society. The groups have kidnapped and imprisoned dozens of activists.

Yet the lines dividing the Free Syrian Army from jihadist groups are fluid, and the conflicts have not stopped F.S.A. leaders from working with their fighters, whose fierceness on the battlefield is undisputed. That has helped create a divergence between statements by exile opposition leaders rejecting extremists and their ideology and actions by ground commanders eager for help.

“We are getting big accusations that we are implementing foreign agendas to divide the Syrian rebel groups or we are agents for the Assad regime,” Abu Omar said. “But we are the ones who made the big military operations against the Assad regime. When we fight any military position we get it or die for God’s sake.”

This week, the jihadist group Jaish al-Muhajireen wal Ansar, or the Army of Emigrants and Supporters, led by a fighter from the Caucasus known as Abu Omar al-Shesheni — the Chechen — worked with Free Syrian Army battalions to take the Menagh air base in Aleppo Province after 10 months of try-

ing. What appeared to turn the battle around, said Charles Lister, an analyst with IHS Jane’s Terrorism and Insurgency Center, were the relentless suicide vehicle bombings on the walls of the base — five or six times in the past two weeks, he said.

After the battle, Col. Abdul Jabbar al-Okaidi, the head of the U.S.-backed opposition’s Aleppo military council, appeared in a video alongside Abu Jandal, a leader of the Islamic State in Iraq and Syria.

*Eric Schmitt reported from Washington. An employee of The New York Times contributed reporting from Raqqa.*

# Syria: parties discuss forming Kurdish regional government

**Jordanian security placed on high alert as violent clashes break out on the northern border between FSA and SAA units**

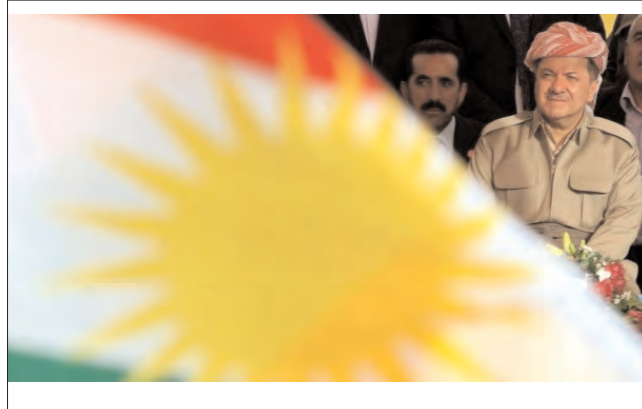
www.aawsat.net

**Erbil and Amman, Asharq Al-Awsat**—Talks have begun between the Democratic Union Party (PYD) and other Kurdish factions in West Kurdistan—the Kurdish region in Syria—aimed at forming an interim civilian administration. A source in the PYD leadership stressed that it would “represent all components and the Kurdish political spectrum.” Sherzad Al-Yazidi, the official spokesperson for the People’s Council in Western Kurdistan, said in a statement to Asharq Al-Awsat that the decision to form an autonomous civilian administration was made long ago, but it was delayed because of the ongoing events in Syria. The People’s Council is the political front of the PYD.

Yazidi added that talks are currently taking place to cement the formation of this governing body. The pace of developments in the region called for the establishment of an administration to deal with the current situation, which is an extremely volatile, he added.

“Citizens in our Kurdish areas are today facing many crises and living problems,” the spokesman explained. “Mainly, economic siege, a deteriorating security situation due to increasing attacks by extremist Islamic forces—Jabhat Al-Nusra and the Islamic State in Iraq and Syria (ISIS), which are subsidiaries of Al-Qaeda—as well as [the task of] finding one single political authority to take on the task of leading the current phase of the Kurdish revolution.”

Talking about what form such an authority would take, Yazidi said: “We are now in the process of consultation, which will embrace all political forces and organizations—including the Kurdish National Council. It will also ensure the representation of all other constituents in the region, such as Arabs, Turkmen, Christians and



*Massoud Barzani, the president of the Kurdish regional government in northern Iraq, is seen sitting behind a Kurdish flag prior to speaking to supporters in the northern Iraqi Kurdish city of Arbil on May 26, 2013. (AFP Photo / Safin Hamed)*

others, because we want to become a base for an expansive government.”

In a statement, the head of the PYD, Salih Muslim, indicated in statements published by local news agencies that discussions around the forming of “an interim government” within Kurdish territories in Syria had already begun. “We hope that all parties will reach an agreement in this regard, so that a government that satisfies all sides can be formed.”

Over the last week, Muslim has visited officials in Turkey and Iran to discuss the latest developments in Syria’s Kurdish areas. He met with the head of the Iranian wing of the Kurdistan Democratic Party (KDP), Abd Al-Hakim Bashar, and discussed compromises, as well as monitoring the serious threat faced by the Kurdish people from Jabhat Al-Nusra, which has been accused of mass murders of Kurdish women, children and young males in some Kurdish areas.

While the YPD says that its control of most Kurdish areas in Syria is solid, there have been considerable disagreements with other Kurdish political forces and parties.

These differences came despite the fact a Kurdish Supreme Committee was formed late last year—under the guidance of the president of the Kurdistan Regional Government,

Massoud Barzani—to contain such disputes.

Elsewhere in Syria, fighting between government and rebel forces continued.

Fragments of the Syrian conflict hit Jordan yesterday with missiles landing near intelligence headquarters in the border town of Ramtha, reportedly as a result of clashes between government forces and militias affiliated with the Free Syrian Army (FSA).

Clashes have increased since the leader of the National Coalition for the Syrian Opposition forces, Ahmad Jarba, entered the town of Dera’a and visited areas controlled by the opposition forces, where he carried out Eid prayers.

Sources pointed out that the FSA has been trying to take control of Dera’a—close to the border with Jordan—for almost a year. Two shells landed near a military intelligence building yesterday, without any casualties, while a third landed near a populated area.

There was also intense fighting in the coastal province of Latakia, where FSA Chief of Staff Salim Idriss was visiting rebel fighters on a tour intended to boost morale. News sources also reported rebel gains in eastern Syria, around Deir Al-Zour. ♦



# SYRIE • Les Kurdes, les oubliés du conflit ?

Un éditorialiste du journal du Kurdistan irakien Rudaw s'inquiète du silence de la communauté internationale face aux violents combats qui opposent les Kurdes du nord de la Syrie à des djihadistes.

Rudaw/ Amir Sharifi

Les grands médias occidentaux sont très rares à se faire l'écho des violences religieuses dont sont victimes depuis plusieurs semaines les Kurdes du nord de la Syrie ("Rojava" pour les Kurdes à savoir le Kurdistan de l'ouest - la zone ethnique du Kurdistan est divisé entre quatre pays, Iran, Irak, Turquie, Syrie). Il est pourtant notoire que les groupes armés affiliés à Al-Qaïda ont ouvert un nouveau front pour revenir sous les projecteurs au Moyen-Orient.

Selon des médias kurdes et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les milices du Front Al-Nosra et celles de l'Etat islamique en Irak et au Levant mènent des sièges et des offensives contre les comités de protection du peuple kurde (YPG, milice kurde) et tuent, kidnappent, dépouillent, séquestrent et torturent des civils comme des combattants.

Comme l'annonçait l'OSDH le 31 juillet, "des hommes du Front Al-Nosra et de

l'Etat islamique en Irak et au Levant ont ainsi pris le contrôle du village de Tall Aren, dans la province d'Alep, et ils assiègent déjà un autre village de la zone, Tall Hassel (...). Ils ont pris en otages environ 200 habitants des deux villages, tous des civils."

Cette vague de brutalités remonte en fait à l'hiver dernier, quand des djihadistes équipés d'armes lourdes ont lancé une attaque sur la ville de Sere Kaniye (Ras Al-Ain en arabe [à la frontière turco-syrienne]), où ils ont fait de nombreuses victimes et pris un grand nombre d'otages. Depuis le 18 juillet, cette guerre de terreur s'est intensifiée, semant le pillage, la destruction et la mort.

## LE RÔLE DÉTERMINANT DE LA TURQUIE

Des éléments incontestables viennent prouver que des groupes tels que la brigade Ahfad Al-Rassoul, une unité de l'Armée syrienne libre, bénéficient de soutiens militaires et financiers du Qatar. En ne condamnant pas ces

attaques, la Coalition nationale syrienne et l'Armée syrienne libre se montrent complices de ces crimes. Le Front Al-Nosra, de son côté, reçoit une aide militaire et logistique de la Turquie [ce que démentent les autorités turques].

Mais alors que Saleh Moslim, le chef du Parti de l'union démocratique kurde (PYD, branche syrienne du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan basé en Turquie et à tendance séparatiste), vient d'être invité officiellement à Istanbul en vue de négociations sur l'autonomie kurde et sur le rôle de la Turquie et ses intérêts dans le conflit syrien, il se pourrait bien que la Turquie soit en train d'effectuer un "virage à 180 degrés", pour reprendre l'expression utilisée le mois dernier par le journaliste turc Cengiz Çandar. Ankara pourrait infléchir sa politique à l'égard des Kurdes de Syrie, revoir ses relations avec l'ensemble des Kurdes mais aussi veiller à prendre ses distances avec des groupes proches d'Al-Qaïda.

Et cela pourrait conduire la Turquie à faire pression sur la Coalition nationale syrienne pour qu'elle reconnaisse une représentation kurde et recentre sa lutte contre le régime syrien.

Dans une situation difficile aggravée par la crise sans cesse plus grande que traverse la Syrie, menacés par des milices brutales de djihadistes islamistes, cernés par un blocus économique, les Kurdes vont avoir du mal à s'en sortir sans une aide humanitaire ou, à tout le moins, le soutien moral des Occidentaux dans leur combat contre les groupes affiliés à Al-Qaïda et les fanatiques religieux.

Après ces attaques sauvages, force est de se demander pourquoi les Etats-Unis, l'Union européenne et l'ONU refusent d'ouvrir vraiment les yeux sur cette réalité cruelle et terrifiante. Les droits de l'homme des kurdes ne sont-ils pas bafoués par les forces les plus obscures qu'on ait jamais vues ? Comment se fait-il que les Kurdes soient laissés à leur sort face à des cannibales qui n'ont aucun principe moral, sinon leurs dogmes aveugles et obsolètes et leur nihilisme, contraires au droit à la vie, à la démocratie et à la liberté ? Les Kurdes de Syrie, comme d'autres communautés ethniques et religieuses, sont en droit de se demander pourquoi aucune voix ne s'élève, pourquoi aucune mesure n'est prise pour condamner les violences systématiques de ces milices.



Dans les allées du camp de Domiz, près de la ville de Dohuk, dans la province autonome du Kurdistan irakien. 8000 familles vivent dans ce camp. (Photo AFP/Safin Hamed)

Jusqu'à présent, les Occidentaux ont mis leurs pas dans ceux de la Turquie. Les Kurdes n'attendent pas des Occidentaux ni de leurs voisins qu'ils leur apportent les droits de l'homme. Ils savent ce que représentent ces droits et se sont attelés de longue date à préparer le terrain à une société civile et démocratique, envers et contre tout, et en dépit des lacunes de leur propre mouvement social et nationaliste.

Ils espèrent seulement que la communauté mondiale des droits de l'homme comprenne la situation difficile et les aspirations qui sont les leurs.

### DE PLUS EN PLUS DE VIOLENCES RELIGIEUSES

C'est le spectre du nettoyage ethnique et

des violences religieuses qui plane aujourd'hui sur des dizaines de milliers de Kurdes et d'autres minorités. Comme l'a montré le cruel précédent irakien [attaques chimiques menées par Saddam Hussein contre les Kurdes], cela aurait des répercussions dramatiques bien au-delà des frontières syriennes.

Il est inquiétant de voir que l'expansion des violences religieuses commises par les islamistes ne préoccupe guère la communauté internationale. Au lieu d'accorder leur soutien et de chercher à plaire à des forces religieuses ultraconservatrices qui s'alignent sur l'Arabie saoudite et le Qatar, les démocraties occidentales devraient faire preuve de plus de nuance et contribuer au processus de démocratisation de la Syrie en

appelant, pour l'après-Assad, à la reconnaissance et à l'intégration de ces minorités religieuses, ethniques et linguistiques dont les demandes sont parfaitement fondées.

C'est là un impératif moral et une nécessité politique pour les Occidentaux : défendre les droits de l'homme et les libertés civiles des Kurdes, qui se consacrent à la construction de leurs institutions et d'une démocratie laïque encore balbutiante, aux antipodes de la férule autocratique de Bachar El-Assad et des fanatiques barbares et sanguinaires d'ici et d'ailleurs.

## Le Monde

Mercredi 7 août 2013

# Une économie qui montre des signes d'essoufflement

### Istanbul

Envoyée spéciale

Dans le Grand Bazar d'Istanbul, les commerçants ne cachent pas leur amertume. Leurs affaires ont chuté d'un seul coup, il y a deux mois, quand un projet d'urbanisme menaçant les arbres du parc Gezi, proche de la place Taksim, s'est transformé en vaste fronde contre le premier ministre islam-conservateur, Recep Tayyip Erdogan.

« Les touristes ont pris peur avec tout ce qu'ont raconté les médias... Ils ne viennent plus. Et pourtant, tout est calme ici, vous le voyez bien ! », grommelle le propriétaire d'une échoppe de vestes de cuir.

Mis à part le secteur du tourisme, l'économie turque n'a pas souffert des manifestations de juin, tous les experts le soulignent. Mais de nouveaux troubles, surtout s'ils devaient s'éterniser, finiraient par faire peur aux investisseurs. Or la Turquie a un besoin vital de capitaux étrangers pour financer le déficit chronique de sa balance commerciale.

En s'ouvrant au monde au début des années 2000, le pays est devenu très dépendant de la conjoncture internationale. De l'Union européenne, tout d'abord, qui absorbe l'essentiel de ses exportations : voitures, textiles... Mais aussi des Etats-Unis et de leur politique monétaire. Ainsi, plus de 3 milliards de dollars (2,2 milliards

d'euros) de capitaux étrangers ont quitté la Turquie entre mi-mai et début juillet à la suite d'une déclaration de la Réserve fédérale américaine (Fed) menaçant de réduire ses injections de liquidités sur le marché financier. Dans le même temps, la lire turque chutait de 8%. Rien à voir avec les manifestations de Taksim, ou très peu, même si, en Europe, beaucoup ont fait l'amalgame.

## La Turquie souffre d'une dépendance énergétique qui grève lourdement sa balance des paiements

Après des années de croissance à 5% du PIB, et même à 8% en dépit d'une récession en 2009, l'économie turque montre des signes d'essoufflement. En 2012, la croissance est tombée à 2,2% – une douche froide pour Recep Erdogan dont l'économie est le talon d'Achille – et, en 2013, elle ne devrait pas dépasser les 3%, en dépit des prévisions du gouvernement, qui tablait sur 4%.

« La croissance du début des années 2000 n'était pas soutenable. Elle reposait sur la consommation intérieure. Il a suffi que la Banque centrale prenne des mesures afin de calmer la surchauffe, pour

que la demande intérieure cale », analyse Seyfettin Gursel, l'un des économistes turcs les plus réputés.

Pour cet enseignant à l'université Bahcesehir d'Istanbul, la Turquie est entrée il y a deux ans dans une « *trappe de croissance faible* », conséquence de sa faible compétitivité. Le pays offre en effet, pour l'essentiel, des produits à faible valeur ajoutée, et pour un coût élevé, les salaires étant supérieurs à ceux qui prévalent dans plusieurs pays de l'UE, telles la Bulgarie et la Roumanie.

La Turquie a un atout : la gestion très saine de ses finances publiques. « Nous, on respecte les critères de Maastricht », aiment ainsi à lancer les membres du gouvernement. Mais elle souffre aussi d'un handicap : sa dépendance énergétique, qui grève lourdement sa balance des paiements. Un problème structurel qui ne s'arrange pas avec les années.

« Nous sommes classés dans le top 10 des destinations touristiques mondiales, mais nos importations d'hydrocarbures (55 milliards de dollars) sont chaque année deux fois plus élevées que nos recettes provenant du tourisme ! », s'alarme Erhan Arslanoglu, économiste. Pour lui, si le pays parvient à s'affranchir de ce handicap, ainsi que de l'économie informelle qui représente presque un tiers du PIB, il pourrait enfin miser sur un développement durable, voire

une croissance « à la chinoise ».

L'ambition de la Turquie ne semble pas, en tout cas, avoir de limites. Abandonner d'ici 2023 – année du centenaire de la République – sa 17<sup>e</sup> place de puissance mondiale pour entrer dans le club des dix premières, est son objectif déclaré. Pour l'heure, son PIB par habitant (10 500 dollars) équivaut à la moitié de la moyenne européenne et à un tiers de celui de la France.

Istanbul est-elle en passe de rivaliser avec Dubaï, et même de lui ravir son titre de place financière ? Pas impossible, répondent les experts, soulignant que la Turquie de M. Erdogan soigne aussi bien l'Ouest que l'Est. Son fer de lance : les « tigres d'Anatolie », cette classe montante d'entrepreneurs proches du Parti de la justice et du développement (AKP) aux réseaux puissants qui accompagne le premier ministre dans chacun de ses déplacements dans les pays musulmans. Résultat : la part des exportations turques vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord est passée, au cours de ces cinq dernières années, de 13% à 28%.

Tandis que la classe moyenne continue de s'étoffer, y compris en Anatolie centrale dans des villes conservatrices comme Konya, une classe de nouveaux riches fait son apparition. Il y a dix ans, la Turquie comptait cinq milliardaires. Aujourd'hui, ils sont 43. ■

FLORENCE BEAUGÉ



# Combien de guerres en Syrie ?

RFI / Par Sami Boukhelifa

**Après deux ans et demi de conflit et plus de 100 000 morts, la crise syrienne n'a plus rien d'une révolution populaire. Certes, il y a toujours la guerre centrale dirigée contre le régime de Bachar el-Assad. Mais désormais, les différentes forces de l'opposition s'affrontent également entre elles. L'Armée syrienne libre combat les jihadistes et les jihadistes luttent contre les Kurdes. Actuellement en Syrie se déroulent non plus une guerre mais bien plusieurs.**

Il y a encore quelques semaines, les différents protagonistes de ces affrontements d'un nouveau genre étaient des frères d'armes. Les rebelles de l'Armée syrienne libre et ceux des groupes islamistes combattaient dans les mêmes rangs. Leur ennemi commun : les autorités syriennes.

C'est d'ailleurs ensemble qu'ils ont gagné de nombreuses victoires. Le nord de la Syrie a par exemple été conquis en partie grâce à cette union qui n'a pas fait long feu. La raison ? Une lutte de pouvoir. Si l'armée libre dit servir la cause du peuple syrien, les groupes jihadistes, eux, sont à la solde de pays étrangers qui veulent imposer leur propre vision de l'islam. « Cette situation est due à la sous-traitance du conflit par un certain nombre de pays

du Golfe. Le Qatar et l'Arabie Saoudite parraient des groupes armés qui prônent le salafisme ou le wahabisme. Ceux qui rejettent ces pratiques rigoristes deviennent leurs ennemis », analyse Frédéric Pichon, historien spécialiste de la Syrie.

## LA GUERRE ISLAMO-KURDE, L'AUTRE CONFLIT SYRIEN

Depuis la mi-juillet, des combats ravagent le nord-est de la Syrie. Ils opposent les groupes jihadistes à la communauté kurde. Mais cette fois-ci, ce n'est pas pour défendre leurs principes religieux que les groupes islamistes se sont lancés dans la bataille. Le Kurdistan syrien proche des frontières avec la Turquie et l'Irak est une région stratégique. « En réalité, les jihadistes combattent les Kurdes syriens pour des raisons de contrôle de territoires. Il se trouve que le territoire kurde jouxte les zones où sont implantés les principaux gisements pétroliers syriens », explique Frédéric Pichon.

En deux semaines, les combats entre miliciens kurdes et troupes jihadistes ont fait des dizaines de morts. Le risque désormais est de voir ces affrontements dégénérer en guerre ethnique entre Kurdes et Arabes. Le reste de la rébellion syrienne, majoritairement arabe, pourrait être contraint de choisir son camp.

**« LE RÉGIME DIVISE POUR MIEUX RÉGNER »**

La Syrie est une véritable mosaïque communautaire. Le pays abrite une minorité kurde. Les Arabes, majoritaires, peuvent être musulmans sunnites, alaouites, druzes ou encore chrétiens. Et la crainte désormais est de voir un éclatement général se produire. « Le régime divise pour mieux régner. Son objectif est de faire en sorte que le conflit ne soit plus entre un peuple et un pouvoir totalitaire, mais plutôt entre les différentes communautés et confessions de la société syrienne. Il veut diviser Arabes et Kurdes, musulmans et chrétiens... », affirme George Sabra membre de la Coalition de l'opposition syrienne.

Une vision que ne partagent pas certains membres de l'Armée syrienne libre. Selon l'un des généraux de l'ASL qui préfère rester anonyme, il est facile de tout mettre sur le compte du régime et de ne pas assumer son propre échec. « En toute franchise : le régime n'a pas besoin de nous diviser, nous le sommes déjà bien assez. En plus de deux ans de révolution, nous ne sommes pas parvenus à unifier le commandement de l'armée libre. Certains généraux en contrôlent une partie, moi j'en contrôle une autre », regrette ce chef de l'ASL.

Même si ces différentes guerres ne sont pas toutes à mettre sur le compte du pouvoir syrien, il est clair que Damas en tire pleinement profit. Face à cette division les troupes de Bachar el-Assad ont réalisé ces derniers mois des avancées considérables.

TODAYS ZAMAN

12 August 2013

## Barzani to send delegation to investigate claims of Kurdish genocide in Syria

TODAY'S ZAMAN, ANKARA

Massoud Barzani, president of the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq, has directed a group of representatives into neighboring Syria to investigate news reports that al-Qaeda proxies are systematically attacking the civilian Kurdish population inside Syria.

Barzani's offer in a letter posted online on Saturday to send a delegation has also been accepted by the Kurdish National Conference. Members of the delegation were expected to be chosen on Monday.

A Kurdish source who declined to be named but is also a member of the conference stated that the delegation will be sent to Syria very soon, the northern Iraqi Rudaw news agency reported.

In a letter addressed to a committee tasked with preparations to hold the national conference, due to begin on Aug. 24 in Arbil, Barzani demanded verification of media reports that Kurdish civilians are being systematically targeted by terrorists

groups in Syria.

"If the reports are true, showing that citizens, women and the children of innocent Kurds are under threat from murder and terrorism, Iraq's Kurdistan region will make use of all of its capabilities to defend women and children and innocent citizens," Barzani's letter said. He did not elaborate on the nature or extent of possible intervention from Kurdistan.

However, Salih Muslim, leader of the Syrian Democratic Union Party (PYD) -- which runs the Popular Protection Units (YPG) militia in northern Syria -- has said he has sufficient forces to defend the Kurdish areas and does not need help from outside forces, following Barzani's declaration.

"We do not want any other party to come to Syrian Kurdistan to fight against the Jabhat al-Nusra. If other Kurdish parties want to help, they should send us ammunition, arms, food and clothes," said Muslim in a televised interview on Sunday.

Exploiting Syrian President Bashar al-

Assad's receding territorial grip on the country, the PYD has carved out a de facto autonomy in the far northeast where their population is concentrated. However, they have also clashed with Sunni al-Nusra fighters affiliated with the al-Qaeda spearheading the insurgency against Assad. Kurdish militias and al-Nusra have been in a fierce battle in northwestern Syria since mid-July, but they were in a temporary cease-fire during Eid al-Fitr.

The clashes between the groups in the Ras al-Ain district of Hasekeh province, near Turkey's Ceylanpinar border gate, restarted on Monday with the end of Eid. Ongoing clashes in the district have led to increasing tension in neighboring Ceylanpinar.

Four Turkish nationals in Ceylanpinar have thus far been killed by stray shells and bullets from the neighboring Syrian town of Ras al-Ain, and more were injured. ■



# Will Syria War Mean End of Sykes-Picot?

By: David W. Lesch for Al-Monitor  
www.al-monitor.com

The modern map of the heartland of the Middle East was largely designed by British and French diplomats and strategists (namely Mark Sykes of Britain and Georges Picot of France) during World War I.

The Entente powers defeated the Central powers, the latter comprising first and foremost Germany but also, importantly for the future of the Middle East, the Ottoman empire, which ostensibly controlled the Levant — what today comprises most of what we know as Syria, Jordan, Israel, Palestine and Iraq. The Entente victory essentially allowed for the implementation of Sykes-Picot. It divided the heartland of the Middle East into spheres of influence between the two powers after what they assumed would be victory.

After the war, various Western-dominated conferences solidified the main components of Sykes-Picot into the mandate system, which was officially meant as a mechanism of transition for Middle Eastern peoples and their allotted territories toward independence, but in reality it just replaced Ottoman suzerainty with that of British and French colonial control.

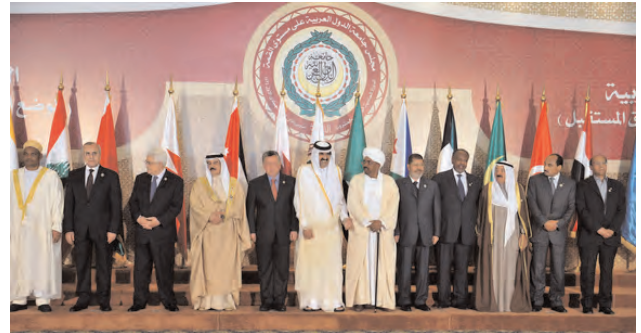
What emerged were largely artificial constructions that reflected British and French competition and imperial (mostly geostrategic and oil pipeline) interests rather than the natural ethnic, religious, economic and geographic contours of the region itself. It was to all intents and purposes the imposition of the Western-based Westphalian nation-state system onto the Middle East. Centuries of pre-existing orientations were cast aside.

The Ottomans had the good sense to administer most of the Levant as provinces that more or less aligned with their natural ethnic, religious, geographic and economic trade route orientations. For instance, today's Iraq comprised the Ottoman provinces of mostly Sunni Kurdish Mosul in the north, mostly Sunni Arab Baghdad in the center, and mostly Shiite Arab Basra in the south. What comprised today's Syria, Lebanon, Israel, Jordan, and Palestine was administered as smaller provincial units centered on major cities. These administrative units were by no means perfect, but for the most part the Ottomans, despite the stresses and strains that confronted them in the 1700s and 1800s leading up to the Great War, bargained and negotiated their way with local powers to produce relative stability.

The fissiparous character of the newly created post-WWI entities created a new set of challenges for the region. As Tom Friedman once wrote, the peoples comprising these new states had to all of sudden learn a national anthem, salute a national flag, and root for one national soccer team almost overnight — i.e., alien Western political, economic and even sociocultural constructs were superimposed on most of the inhabitants of these new countries.

It took the United States more than 100 years to become a somewhat stable, prosperous country, and this was accomplished despite a horrific civil war but also while separated by oceans from much of the rest of the world — not on the doorstep of Europe endlessly fighting balance-of-power wars, — and sitting on highly coveted ground consisting of two-thirds of a new source of energy that would power the 20th century.

Developing a national identity for many of these Middle Eastern states was an almost impossible task amid all of the push and pull of the matrix of domestic, regional and international politics. As one informal poll conducted in Syria as late as five years ago found, a third identified themselves first as Syrian, another third chose being a Muslim as their primary identity, the last third Arab. The pressure of the current Syrian conflict probably has broken this down into



Heads of Arab states gather in a group photo during the opening of the Arab League summit in Doha, March 26, 2013.

smaller units, such as Sunni, Alawite, Kurdish, Shiite, Druze, Christian, secular, jihadist, etc.

In the end, what kept these artificial creations together was the on-the-ground military presence of the British, French and eventually the Americans. And when one of these three was not present, military dictatorship filled the void that emerged from colonialism, political immaturity, imperialist machination and the lack of a national identity. The bipolar superpower Cold War solidified the authoritarian nature of many states in the region as expressions of superpower interests, not to mention largesse, in decades-long attempts to outflank the other.

However, events of the past decade in the post-Cold War world altered this equation. The military dictatorships have been removed or are under siege, first with the US-led ouster of Saddam Hussein in Iraq in 2003 and culminating with the events of the so-called Arab Spring of 2011. We seem to be witnessing much of the Levant returning to its constituent parts, where the nation-state as a unit of analysis may no longer be valid. Iraq is once again on the verge of breaking down following the removal of US troops. The Syrian state as defined since formal independence in 1946 may no longer be able to be reconstituted as it was. What we have instead seems to be a truncated "little Syria," as NPR's Deborah Amos called it, under regime control, with statelets elsewhere under the sway of various opposition groups or existing under no real governance other than what the locals can muster up themselves. The borders between Syria and Lebanon have virtually dissolved, as have portions of the borders between Syria and its other neighbors, Turkey, Iraq and Jordan.

What is perhaps as important, many players in the region itself on various sides of the conflict believe all of this to be the case. Will a Kurdistan finally develop in Kurdish-dominated areas of Iraq, Syria, and possibly even Turkey, an opportunity Kurds have not seen since World War I? Will new states develop along more defined ethnic and/or religious lines, a process that might lead to large-scale population transfers or worse yet, genocide? Are Syria, Iraq, Lebanon, and possibly others going the way of Yugoslavia in the post-Cold War Balkans? Will authoritarianism make a triumphant, if spasmodic, return, maintaining the fiction of current borders before their final fall and realignment? What will happen to the Arab-Israeli conflict?

We may be witness to a generation-long process that will remap much of the Middle East. Perhaps outside powers will once again intervene to enforce new borders. If they do, will they get it right this time? Perhaps the indigenous peoples will continue to write their own history ... and their own borders. Maybe all of this is inevitable no matter what regional or international powers decide to do. What is certain is that the force of history is at work, and the results will not be without continuing tumult and instability amid the hope that what will eventually result may better fit the geographic and demographic makeup of the region. ♦

David W. Lesch is Professor of Middle East History at Trinity University in San Antonio, Texas. He is the author of *Syria: The Fall of the House of Assad*, re-released this summer in paperback and updated.



# Turkey Reconsiders Support For Jabhat Al-Nusra

By: Semih Idiz for Al-Monitor Turkey Pulse

Signs are increasing that Ankara is gradually, albeit somewhat reluctantly, giving up its support for the radical Islamist group known as Jabhat al-Nusra, which it once promoted as the most effective force in Syria against President Bashar al-Assad.

Turkey had criticized as “premature” the US designation of al-Nusra as a terrorist organization in December 2012, given the advances the group appeared to be securing for the Syrian opposition at the time. During a visit to Washington in January, Turkish Foreign Undersecretary Feridun Sinirlioglu reportedly told his American interlocutors that “it was more important to focus on the ‘chaos’ that Assad has created instead of groups such as al-Nusra.”

Circumstances have changed since then, however, including the United Nations also listing the group as a terrorist organization. Meanwhile, al-Nusra’s presence in Syria, alongside other similar radical groups, has turned into a diplomatic handicap for Ankara in its efforts to secure weapons from the international community for the Syrian opposition.

Even Security Council members Britain and France, both once keen to arm the opposition, have stepped back, fearing that the sophisticated weapons required to tip the balance against Assad could end up in the hands of al-Nusra, or similar groups, and eventually be used against Western targets.

The deadly twin car bombings that killed at least 50 people in May in the Turkish town of Reyhanli, near the Syrian border, was allegedly perpetrated by pro-Assad elements avenging Turkish support for al-Nusra. The attack alerted a Turkish public already wary of Ankara’s Syria policy to the dangers of consorting with such groups.

The Erdogan government has always denied providing weapons to al-Nusra, but has been vague about the logistical support the group is said to be receiving from Turkey. That too may be changing, especially after al-Nusra failed to stop the advance of Kurds in northern Syria. The idea that Ankara is supporting al-Nusra and other radical Islamist groups against the Syrian Kurds operating under the mantle of the Democratic Union Party (PYD) has also endangered Erdogan’s ongoing efforts to secure a peace with the Kurdistan Workers Party in Turkey.

With al-Nusra’s activities beginning to rebound on Turkey in unexpected and undesired ways, the first sign that Ankara may be changing tack, at least as far as such groups are concerned, surfaced in a July 25 *Radikal* interview with Foreign Minister Ahmet Davutoglu.

Asked about alleged Turkish support for radical Islamist groups, including al-Nusra, Davutoglu angrily denied it, saying that such groups were doing “as much harm to the just cause of the Syrian opposition as the regime was.” He said he considered this to be a “betrayal of the Syrian revolution.”

The topic of al-Nusra was also discussed, it seems, during a telephone conversation between Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and President Barack Obama on Aug. 7. The White House statement on the call noted, “The President and Prime Minister discussed the danger of foreign extremists in Syria and agreed on the importance of supporting a unified and inclusive Syrian opposition.”

Answering questions from reporters a day after that conversation, Erdogan, who reportedly placed the call, said that Syria had been a key topic of discussion. He acknowledged, “We discussed what kind

of joint steps we could take on Syria. We all know that extremist groups are jockeying for a position there. We are disturbed by this. Western countries are also seriously disturbed by this. The fighting between extremist groups like the PYD and al-Qaeda has also resulted in tens of our citizens being martyred.”

The way in which Erdogan referred to Western concerns is interesting in this context. While Ankara may be moving toward closer cooperation with its allies in the West against radical Islamist groups in Syria, it is nevertheless noteworthy that Erdogan, like Davutoglu before him, did not mention al-Nusra by name, referring instead to “al-Qaeda.” Equally, if not more noteworthy, is that Erdogan described the PYD as an “extremist group,” which is doubly curious since Turkey has initiated an open and friendly dialogue with PYD leader Saiih Muslim, whom the Foreign Ministry recently invited to Istanbul for talks.

Before Muslim’s visit in July, pro-government newspapers reported that he had been invited to receive a warning not to strive for Kurdish autonomy in northern Syria. Muslim, however, later told reporters that his talks with Turkish officials had not only been cordial, but in a spirit of cooperation. He denied receiving a warning of any sort. According to press reports, Muslim is due back in Ankara in mid-August for more talks.

Erdogan’s reluctance to pronounce al-Nusra by name and the manner in which he referred to the PYD suggest that while his government is trying to move away from radical Islamist groups, he is still trying to maintain a balancing act aimed at not only satisfying his hardcore Islamist supporters, but also nationalists in Turkey who are vehemently against autonomy or independence for the Kurds. It is also telling in this respect that Muslim — in an interview with Amberin Zaman of the daily *Taraf* (and an Al-Monitor contributor) — should have said that Turkey was still turning a blind eye to the weapons and other material going over its territory to al-Nusra. Whatever the truth of the matter, compared to a year ago it is clear that Ankara is now being forced to look at al-Nusra and similar groups with a different eye. This is not solely because of the Reyhanli bombings, which left most Turks wondering what Turkey was doing in Syria in the first place.

Other developments — such as the July 27 car bomb attack against a Turkish diplomatic post in Mogadishu, the Somali capital — are also making more people question Turkey’s flirtation with radical Islamist groups and its involvement in seemingly intractable disputes in the Islamic world. That al-Shabab, the militant Islamist group with connections to al-Qaeda, claimed responsibility for the Mogadishu attack has left Islamist supporters of the Erdogan government in Turkey in a quandary. Unable to cope with this fact, some pro-Erdogan papers have gone so far as to claim that the United States was behind the attack, in which six people were killed. Meanwhile the kidnapping of two Turkish Airlines pilots in Lebanon on Aug. 9, by a group demanding that Turkey secure the release of Lebanese Shiite pilgrims abducted in 2012 by radical elements in the Syrian opposition, is also feeding into Turks’ growing impatience with Ankara’s involvement in Syria.

Whatever the delicate balancing act Erdogan is struggling to maintain in relation to groups like al-Nusra, there is increasing evidence to suggest that the coming period could see more coordination between Turkey and its Western allies, led by the United States, against radical Islamist groups in Syria that have begun to make Ankara’s Syrian headache worse. ♦

*Semih Idiz is a contributing writer for Al-Monitor’s Turkey Pulse. A journalist who has been covering diplomacy and foreign policy issues for major Turkish newspapers for 30 years, his opinion pieces can be followed in the English-language Hurriyet Daily News. His articles have also been published in The Financial Times, The Times (London), Mediterranean Quarterly and Foreign Policy magazine.*



# Al-Qaïda cherche à exporter le chaos irakien en Syrie

Les forces kurdes du Nord syrien sont la cible d'une offensive de l'Etat islamique en Irak et au Levant

L'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), branche irakienne d'Al-Qaïda, a revendiqué, dimanche soir 11 août, la vague d'attentats qui a fait plus de 80 morts en deux jours lors de la fête de l'Aïd marquant la fin du ramadan. «L'Etat islamique s'est mobilisé pour envoyer un message de dissuasion au troisième jour de l'Aïd», en réponse à des opérations des forces de sécurité irakiennes, affirme le groupe dans son communiqué. Les chiïtes «ne connaîtront la sécurité ni la nuit, ni le jour, ni le jour de l'Aïd, ni aucun autre», menace l'EIL.

Rien qu'à Bagdad, théâtre de la majorité des attaques de samedi, onze attentats coordonnés à la voiture piégée ont fait 47 morts, essentiellement dans des quartiers chiïtes. Des cibles ont été visées dans le Sud chiïte du pays, mais aussi dans le Nord, en lisière du Kurdistan autonome. Peu à peu, l'Irak retourne à la guerre civile, qui avait culminé entre 2005 et 2008. Le mois de juillet est, avec un millier de morts,

le plus meurtrier depuis cinq ans.

La stratégie de l'EIL consiste à entraîner le pays dans un cycle infernal de violences confessionnelles et ethniques, qui fait le terreau de sa propagande antichiïte, antichrétienne et antikurde. La rhétorique et la logique utilisées par l'actuel chef du mouvement, Abou Bakr Al-Baghdadi, sont les mêmes que celles d'Abou Moussab Al-Zarkawi, le chef historique d'Al-Qaïda en Mésopotamie, tué dans un raid aérien américain en juin 2006.

Cette stratégie du chaos mine la crédibilité du gouvernement irakien, accusé d'impuissance par une population excédée, et pourrait, à terme, provoquer le retour des milices chiïtes, ce qui entraînerait une guerre de tous contre tous.

L'organisation terroriste, qui a réussi à faire évader plusieurs centaines de prisonniers ces deux dernières semaines, profite aussi des travers du système politique irakien. D'abord, l'autoritarisme et le sectarisme du premier ministre

chiïte, Nouri Al-Maliki, contribue à radicaliser une partie de la jeunesse sunnite, déçue par ses représentants politiques, impuissants à obtenir un rééquilibrage des pouvoirs. Ensuite, le conflit politique entre le pouvoir central de Bagdad et le Kurdistan autonome menace à tout instant de dégénérer en violences arabo-kurdes. Ce n'est pas un hasard si l'EIL s'acharne sur la bourgade contestée de Tuz Kharmatu.

## Solidarité sunnite

En Syrie, nouveau terrain d'action de la branche irakienne d'Al-Qaïda, la stratégie est la même quand les circonstances le permettent. Venus combattre avec la rébellion au nom de la solidarité sunnite contre le régime syrien, dominé par la communauté alaouite (une branche dissidente du chiïsme), les djihadistes irakiens, proches du Front Al-Nosra, ont importé un extrémisme confessionnel jusque-là inédit en Syrie. L'Etat islamique en Irak et au Levant combat avec le reste de la

rébellion quand celui-ci est en position de faiblesse, comme c'est encore le cas ces jours-ci à Deir ez-Zor.

Mais, dès qu'il le peut, l'EIL impose ses méthodes: décapitations d'alaouites, violences antichrétiennes et même attaques de rebelles sunnites jugés trop tièdes. Ce fut le cas à Rakka, où l'EIL a fini par évincer, à coups d'enlèvements et d'assassinats, les autres forces rebelles (à l'exception de la brigade d'Ahrar Al-Cham) de cette ville libérée. Au point qu'une unité locale, Ahfad Al-Rassoul, proche de l'Armée syrienne libre, a pris les armes depuis samedi contre l'EIL.

Depuis mi-juillet, l'EIL s'est lancé dans une offensive contre les forces kurdes de Syrie, pourtant elles aussi hostiles à Bachar Al-Assad. Cette guerre dans la guerre civile porte un vrai risque d'internationalisation avec la menace, émise samedi par le chef kurde irakien Massoud Barzani, d'intervenir pour défendre ses «frères kurdes». ■

CHRISTOPHE AYAD



17 août 2013

## Turquie: Erdogan accuse le PKK de ne pas avoir quitté le pays

Par AFP

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a accusé les rebelles kurdes de ne pas avoir quitté la Turquie comme prévu et a exclu toute amnistie générale, selon des déclarations citées samedi par la presse.

«Les promesses faites (par le Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK) sur un retrait de territoire turc n'ont pas été remplies. Seuls 20% (des rebelles) ont quitté la Turquie et ce sont surtout des femmes et des enfants», a-t-il dit.

Dans le cadre de négociations menées depuis la fin 2012 avec le chef du PKK emprisonné à vie, Abdullah Öcalan, les rebelles kurdes ont déclaré un cessez-le-feu en mars et commencé en mai à se retirer du territoire turc. Ils réclament depuis, en contrepartie, des gestes du gouvernement en faveur de la minorité



Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'exprime à Ankara, le 15 août 2013. (Photo Adem Altan. AFP)

kurde de Turquie.

Dans ce contexte M. Erdogan a exclu catégoriquement une «amnistie générale» en faveur des rebelles du PKK qui pourrait aussi comprendre Öcalan.

Le gouvernement islamo-conservateur

travaille sur un projet législatif qui pourrait faire l'objet d'un vote en septembre au Parlement.

«Il n'est absolument pas question d'une amnistie générale», a insisté M. Erdogan, soulignant qu'une autre revendication des Kurdes, l'enseignement de la langue kurde à l'école, n'était pas non plus d'actualité.

«Cette question n'est pas à notre agenda pour l'instant, ni à l'école (publique) ni dans les établissements privés», a dit M. Erdogan.

Celui-ci a cependant souligné que le paquet de réformes comporterait «quelques surprises» dont il n'a pas dévoilé la teneur.

Le PKK a donné jusqu'au 1er septembre à Ankara pour aller de l'avant dans les réformes démocratiques, menaçant sinon de reprendre éventuellement les armes.

Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 40.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK, en 1984. ♦

# Avant l'autonomie, les Kurdes syriens à la recherche d'une unité

Par **Thalia BAYLE**

**ANALYSE:** Alors que les relations sont ambiguës entre le régime de Damas et les partis politiques kurdes, ces derniers restent dubitatifs face aux rebelles syriens imprégnés par le nationalisme arabe ou par l'islam radical.

Ces dernières semaines, les violents affrontements entre Kurdes et jihadistes dans le nord et le nord-est de la Syrie ont mis en évidence les antagonismes dans les rangs de l'opposition au régime de Bachar el-Assad tout en soulevant de nombreuses interrogations quant à la définition de la future Syrie.

En effet, un an après le retrait des troupes du régime des zones kurdes, les forces politiques kurdes syriennes contrôlent une large partie de ce territoire. Elles comptent aujourd'hui pérenniser leurs acquis à travers la formation d'une région autonome sur le modèle du Kurdistan d'Irak. Guidés par un agenda politique propre fondé sur la reconnaissance des droits des Kurdes, les partis politiques kurdes de Syrie, quoique divisés, se démarquent aujourd'hui aussi bien du régime que des forces rebelles. De son côté, la Turquie voisine, grand soutien de l'opposition à Damas, suit avec inquiétude la progression, à sa frontière, des Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), branche syrienne du PKK turc qu'elle considère comme une organisation terroriste.

## UNE POPULATION LONGTEMPS DISCRIMINÉE

Les Kurdes syriens représentent environ 10 % de la population du pays, soit environ 2 millions

de personnes. Ils sont présents dans 3 enclaves du nord et du nord-est de la Syrie, autour de la région d'Afrin, Kouban, et dans la Djezireh, ainsi que dans certains quartiers d'Alep et de Damas. Ils constituent la composante la moins nombreuse d'un ensemble kurde de 30 à 40 millions de personnes dispersées sur quatre pays : Turquie, Syrie, Iran et Irak.

En Syrie, ils ont longtemps fait l'objet de discriminations. Lors de son accession au pouvoir dans les années 1960, le parti Baas a souhaité arabiser sa frontière avec la Turquie et a mis en place une série de mesures d'exclusion des Kurdes parmi lesquelles l'interdiction de pratiquer la langue kurde ou le déplacement forcé de villages repeuplés par des Arabes. En 1962, au terme d'un recensement, 120 000 Kurdes se voient déchu de leur citoyenneté, soit 20 % de la population kurde de l'époque. Privés de tout document d'identité, l'accès à plusieurs professions, notamment publiques, à l'université ou à la propriété leur est interdit.

Si Bachar el-Assad n'a guère fait preuve de plus de clémence envers les Kurdes, la guerre civile l'a amené à s'engager dans une stratégie de soutien au jeu communautaire et régionaliste des Kurdes dans le but d'enrayer leur mobilisation contre lui en la cloisonnant dans des logiques de revendication politique identitaire. Dans cette stratégie, les partis politiques kurdes syriens ont joué un rôle capital.

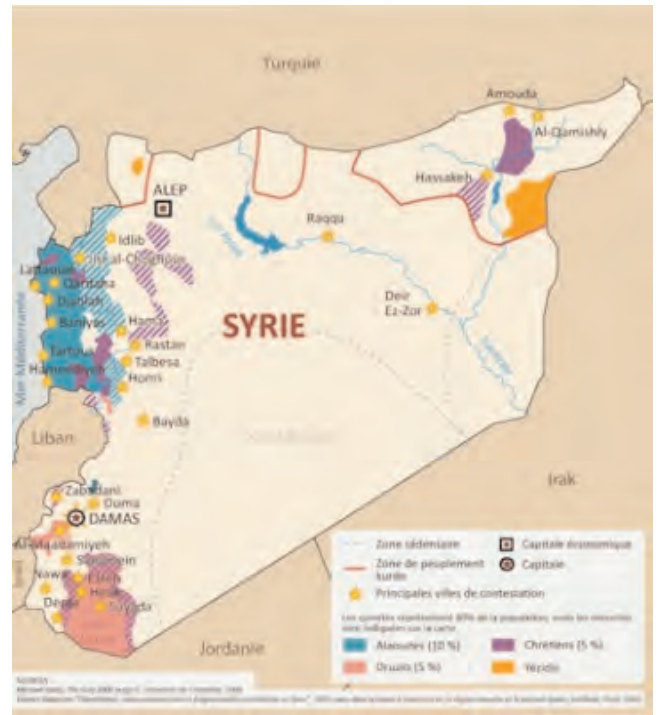
## DES FORCES POLITIQUES DIVISÉES

Aujourd'hui, explique Cyril Roussel, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient, « l'horizon politique kurde est divisé en deux : le PYD, aile syrienne du PKK turc, qui contrôle militairement les trois grandes poches de peuplement kurde en Syrie grâce à ses forces armées, les Comités de la

protection du peuple (YPG) ; et le Conseil national kurde de Syrie (CNKS), composé d'une douzaine de partis politiques kurdes, mais dominé par les trois plus importants : Azadi, el-Parti et Yeketi ».

Ces deux blocs se divisent autour de plusieurs lignes de démarcation depuis le début du conflit syrien. Les partis du CNKS proches des Kurdes irakiens qui ont les faveurs de la Turquie n'ont pas de forces armées et reprochent au PYD d'imposer une domination hégémonique sur le Kurdistan syrien. « De fait, le PYD a l'avantage sur le terrain grâce à ses milices et contrôle aujourd'hui ces zones », explique Heiko Wimmen, spécialiste du Moyen-Orient à l'Institut allemand pour les affaires internationales et la sécurité. Il y a pourtant quelques exceptions, souligne Cyril Roussel : « Les Kurdes qui vivent dans la région d'Alep - vers Azaz ou Bab - ne sont pas sous contrôle du PYD. Ils forment des kataëb kurdes qui se battent contre le régime aux côtés de l'Armée syrienne libre (ASL). »

Les partis politiques kurdes se différencient également dans les rapports qu'ils entretiennent avec Damas depuis le début du soulèvement. Initialement, le PYD a évité toute confrontation avec le régime dont l'objectif était de s'assurer la neutralité de cette zone pour engager ses troupes sur d'autres fronts. « Damas réagit très vite à la mobilisation d'une partie des Kurdes en 2011, explique M. Roussel. Il s'agissait avant tout de ne pas s'aliéner le soutien des communautés minoritaires confessionnelles (alaouites, chrétiens, druzes, ismaéliens) et ethniques (kurdes). Pour s'assurer le soutien des Kurdes, le régime restitue alors la nationalité aux milliers de citoyens qui se l'étaient vu retirer. » Petit à petit, la stratégie communautaire du régime et le refus de l'opposition arabe sunnite d'ouvrir le dialogue avec les Kurdes font leur œuvre : la mobilisation initiale, dirigée contre le régime, se segmente selon des lignes de fracture confessionnelle ou ethnique, explique Cyril Roussel. Guidé par sa volonté d'imposer une stratégie autonomiste, ■■■





■■■ le PYD entretient alors une relation de complaisance avec le régime. « Les prisonniers politiques du PYD, arrêtés dans les années 2000, sont relâchés, le régime laisse le PYD organiser des milices pour contrôler les villes kurdes, arrêter les déserteurs de l'armée syrienne, empêcher la population kurde de rejoindre l'ASL. »

Mais pour Jordi Tejel, spécialiste des Kurdes à l'Institut des hautes études internationales de Genève, les relations ambiguës entre les partis politiques kurdes et Damas viennent de plus loin : avant l'existence du PYD, d'autres partis comme le Parti démocratique progressiste kurde de Hamid Hajj Darwish avaient des liens avec le régime de Hafez el-Assad dans les années 1970. Ce dernier leur permettait d'exister de manière illégale. À l'été 2011, un même type de complicité s'est développé, bénéficiant au PYD qui parvint ainsi à négocier avec Damas son retour dans les trois zones kurdes, à commencer par Afrin. En échange, le PYD a participé à la neutralisation du mouvement de protestation kurde avant de se déclarer ouvertement anti-Assad. Le parti se voit même accuser de réprimer certaines manifestations antirégime. Il a donc fait provisoirement le jeu de Damas, en brisant une insurrection qui, initialement, avait des élans nationaux. Le retrait, sans violence, des troupes de l'armée syrienne des zones kurdes le 19 juillet 2012 consacre la prise de pouvoir du PYD. Encore aujourd'hui, de nombreuses zones d'ombre entourent sa relation avec Damas. « Pourquoi par exemple, le PYD qui contrôle les champs de pétrole de la Djézireh ne coupe-t-il pas l'oléoduc qui achemine le pétrole vers la Méditerranée ? » s'interroge J. Tejel.

De leur côté, les partis du CNKS se sont clairement opposés au régime dès le départ. Mais la question de leur engagement révolutionnaire demeure également problématique. « Soucieux de trouver des supports internationaux, les partis kurdes unifiés au sein du CNKS cherchent longtemps à intégrer le Conseil national syrien (CNS) tout en réaffirmant leur volonté d'autonomie territoriale dans un futur État fédéral. Or, le CNS

soutenu par la Turquie n'accepta jamais ces revendications », explique M. Roussel. « De plus, rejoindre le soulèvement contre le régime est coûteux en raison de la répression ciblée du PYD et des risques de bombardements. L'insurrection est peu coordonnée, divisée sur le terrain. Combattre le régime à ses côtés offre peu de garanties, tandis que la promotion du nationalisme arabe par une partie des insurgés conjugée à la montée en puissance de l'islamisme n'incitent pas les militants kurdes à les rejoindre. »

Reste que le conflit syrien a révélé une fracture importante entre les formations politiques kurdes et la population. « Les partis ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la population kurde qui est critique vis-à-vis d'eux, explique M. Roussel. Les mouvements de la jeunesse se sont mobilisés contre le régime bien avant que les partis ne se manifestent. Spontanément, les Kurdes ont apporté leur soutien, dès le 15 mars 2011, aux "frères" syriens de Deraa, alors que le phénomène inverse ne s'était jamais produit. Conscients de leur statut de minorité ethnique, de nombreux Kurdes de Syrie se considèrent aussi comme partie intégrante de la société syrienne et se sont révoltés dès le début contre le régime. » À l'inverse, les partis kurdes syriens se sont montrés attentistes, par stratégie et par peur de la répression. « Toute attaque contre ces zones où il n'y a pratiquement pas de relief peut être dévastatrice », note M. Tejel.

#### L'échec des tentatives d'unification

Pour tenter de calmer les divisions politiques, le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a réuni les principales formations politiques kurdes à Ebril du 6 au 9 juillet 2012, et créé le Conseil suprême kurde (CSK) qui chapeaute aujourd'hui en théorie le PYD et le CNKS. Ces accords prévoient notamment un partage de l'influence dans les zones kurdes par le biais de forces de sécurité communes. Mais si cette initiative a contribué dans un premier temps à pacifier les relations entre les partis, elle est un échec sur le terrain.

L'application des accords se heurte à la résistance du PYD, militairement dominant et appuyé officiellement par Damas. Le PYD se montre par ailleurs méfiant vis-à-vis de ses partenaires qu'il considère à la botte de Massoud Barzani, proche de la Turquie, souligne M. Wimmen.

#### L'OPPOSITION AUX JIHADISTES

Malgré leurs nombreuses divisions, les partis kurdes syriens forment un front commun face aux groupes jihadistes d'al-Nosra et de l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL) qui combattent aussi le régime. Ces groupes passent par la Turquie pour tenter de prendre ce territoire qui sert de ravitaillement vers Raqqa ou Deir ez-Zor, des zones arabes dans lesquelles ils cherchent à s'installer. Les Kurdes craignent qu'ils ne les empêchent de mener à bien leur projet autonomiste. Le PYD combat les jihadistes depuis le début de l'année à Sarikaniyeh tandis que les kataëb kurdes mènent les batailles récentes dans les villages mixtes kurdes-arabes de la campagne d'Alep. « Les combats contre les jihadistes sont donc avant tout le fruit d'une lutte pour le contrôle du territoire », affirme H. Wimmen. Mais l'union des Kurdes contre les jihadistes s'explique en partie également par de fortes différences culturelles, ajoute-t-il. « Les Kurdes syriens sont souvent considérés comme de mauvais musulmans. Leurs partis sont pour la plupart laïques et progressistes, voire marxistes/révolutionnaires comme le PYD. Les YPD comptent même de nombreuses combattantes dans leurs rangs. C'est une caractéristique des partis kurdes syriens, contrairement à l'Irak par exemple où l'on trouve des partis kurdes islamiques », ajoute M. Tejel.

Sur le terrain, les combats semblent aujourd'hui s'intensifier depuis que les milices kurdes ont chassé les jihadistes de la ville de Ras el-Aïn suite à de violents affrontements. L'assassinat du dirigeant kurde Isa Huso le 31 juillet a jeté un peu plus d'huile sur le feu. Les YPG ont immédiatement appelé à prendre les armes pour protéger leurs zones d'influence. L'escalade de violences aboutit

à la prise d'otages d'environ 200 civils kurdes par des groupes jihadistes dans les villages de Tall Aren et de Tall Hassen et à l'enlèvement de 13 autres personnes dans la localité de Sfeira. Le 10 août, M. Barzani a finalement menacé d'intervenir dans le conflit syrien pour protéger la vie des Kurdes syriens. Pour M. Roussel, ces conflits pourraient dégénérer en guerre islamo-kurde. Mais surtout, ces événements montrent qu'aucun retour en arrière n'est possible, note le chercheur : « Les Kurdes se défendent maintenant contre toute menace hégémonique - retour du nationalisme arabe sous une autre forme que le Baas, émirat islamiste ou autre - qui ira à l'encontre de leur autonomie. »

#### LA TURQUIE MARCHE SUR DES ŒUFS

Confrontée à ces évolutions le long de sa frontière sud, Ankara redoute que la formation d'une région kurde autonome en Syrie ne profite aux militants du PKK, menaçant de mettre fin au processus de paix engagé en mars pour mettre fin à trente ans d'insurrection. « Si une deuxième région autonome s'installe aux frontières de la Turquie, le gouvernement turc sait qu'il lui sera difficile d'empêcher la formation d'une autonomie chez lui, » explique M. Wimmen. Mais paradoxalement, Ankara semble marcher sur des œufs depuis quelque temps et tente d'éviter la confrontation avec le PYD. La visite officielle de Salih Muslim, leader du PYD, en Turquie, fin juillet, en témoigne. Mais pour M. Tejel, cette stratégie ne signifie pas que la position d'Ankara a changé. « Confronté à la colère populaire chez lui, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan ne peut se permettre de mettre en péril le processus de paix avec le PKK », ajoute enfin H. Wimmen. □

# Insight: Iraq Kurds reach out to Baghdad to fight surging al Qaeda

August 14, 2013 / By Suadad al-Salhy (Reuters)

BAGHDAD /When hundreds of al Qaeda fighters in armored trucks attacked the northern Iraqi town of Shirqat with machine guns last week, the local army unit called for backup and set off in pursuit.

But after a two-hour chase through searing desert heat, most militants vanished into a cluster of Kurdish villages where the Iraqi army cannot enter without a nod from regional authorities.

It was just one example of how distrust between the security forces of Iraq's central government and of its autonomous Kurdish zone helps the local wing of al Qaeda, the once-defeated Sunni Islamist insurgents who are again rapidly gaining ground, a year and a half after U.S. troops pulled out.

"We had to wait more than two hours to get the required permission to go after them," an Iraqi military officer who took part in the operation 300 km (190 miles) north of Baghdad said. "While were we waiting, they simply disappeared."

The Shi'ite-led Iraqi government and Kurdish authorities are now looking at examples like the Shirqat attack and considering the once unthinkable - launching joint security operations and sharing intelligence - to combat the common enemy of al Qaeda.

Such cooperation has been extremely rare since U.S. troops left at the end of 2011, while the central government and the autonomous Iraqi Kurdistan region in the north have been locked in an increasingly hostile dispute over land and oil.

That the two sides are publicly contemplating working together underlines how worried they are about the insurgency and the threat of Iraq slipping back into all-out sectarian war.

## "OPEN WAR"

The conflict in neighboring Syria and discontent among Iraq's minority Sunnis has dramatically escalated the threat posed by al Qaeda in the past year, leading to violence unseen in Iraq since the height of the U.S.-led war five years ago.

Al Qaeda fighters, who once held sway over most of Iraq's Sunni areas until they were beaten by U.S. and Iraqi troops and their local tribal allies during the "surge" campaign of 2006-2007, are again on the ascendant.

Last year they merged with a powerful Islamist rebel group in neighboring Syria, forming the Islamic State of Iraq and the Levant. The combined group controls whole swathes of territory on both sides of the frontier and is fighting Kurds and Shi'ites alike in its goal of setting up a strict Sunni Islamist state across the heart of the Middle East.

In Iraq, al Qaeda fighters have been able to carry out ever more frequent and audacious attacks on government targets, culminating with a mass jailbreak last month when they attacked two prisons and sprung hundreds of militants in the biggest insurgent military operation in Iraq in at least five years.

Al Qaeda militants have also claimed responsibility for waves of coordinated bombings over the past four months in Shi'ite areas of Iraq, deliberately targeting civilians and killing many hundreds.

They justify the attacks, including a wave of car bombs in recent days that killed scores of people including children during a religious holiday, with sectarian appeals against a Shi'ite-led government of "heretics".

Each of the past four months has each been deadlier than any in the previous five years, dating back to a time when U.S. and government troops were still engaged in pitched battles with organized militia-



*Kurdish Peshmerga troops and tanks are deployed on the outskirts of Kirkuk, some 250km (155 miles) north of Baghdad December 3, 2012. Reuters/Ako Rasheed*

men.

Iraq's Interior Ministry described the conflict last month as "open war", although officials have since tried to play the violence down and insist they remain in control of the country.

Throughout, the security forces of Iraq's Shi'ite-led government have been outmatched, unable to bring security to Baghdad or protect Shi'ite areas in the south, much less sweep fighters from northern Sunni areas under their grip.

## AL QAEDA HOTBEDS

Al Qaeda's presence has become strongest in parts of northern Iraq, including areas that have often been disputed between government and Kurdish forces.

Fighters now control most of the villages and towns in an area known as the Hamrin Mountains basin, which links the northern provinces of Diyala, Salahuddin, Kirkuk and Mosul, say security officials, residents and local lawmakers.

As they did before they were beaten back in the George W. Bush-era "surge", they earn funds by extorting tribute from local businesses, giving them greater authority than the state.

Officials in Baghdad say territorial disputes with Kurdish forces are partly to blame for the inability of the government to exercise control.

"The disputed areas have become havens for al Qaeda militants and leaders. Al Qaeda's biggest hotbeds are located there," said a senior Shi'ite lawmaker and member of the Security and Defence parliamentary committee.

"The security forces have no real control over these areas, mainly because of the conflict between the central government and the Kurdistan Regional Government," said the lawmaker, requesting anonymity.

## SYRIA DRAWS KURDS INTO CONFLICT

The highly-trained and capable Kurdish militia fighters, known as Peshmerga, would be a useful ally for Baghdad after years in which they were rivals.

While U.S. troops were active in Iraq, the Peshmerga mainly stayed out of the civil war between Sunni and Shi'ite Arabs, defending the three provinces that make up their autonomous Kurdish region in the north.

Iraq's Kurdish area has prospered while avoiding the violence →

⇒ that plagued the rest of the country, with the Peshmerga keeping a firm and unchallenged grip.

Kurdish territorial ambitions also extend beyond the autonomous region to Mosul, Diyala and oil-rich Kirkuk, where Peshmerga control turf and have frequently faced off with the central government's troops.

But the rise of al Qaeda in Syria and its resurgence in Iraq changes the equation and could now drag the Iraqi Kurds deeper into conflicts in both countries.

Syria has its own Kurdish minority, whose fighters have been battling against al Qaeda for control of territory there as the rebellion against President Bashar al-Assad splintered.

A Kurdish group in Syria seized the town of Ras al-Ain near the Turkish border last month after days of battle with Syrian al Qaeda fighters. The Syrian Kurdish group has raised its flag, suggesting a goal of building an autonomous Kurdish region similar to the one Kurds maintain in Iraq.

Last week, Iraq's Kurdish region announced that it was prepared to defend Kurds living in Syria if al Qaeda fighters threaten them, the first hint of possible intervention across the border.

Iraqi Kurdish officials say they are also motivated to cooperate with Baghdad against al Qaeda because they believe their own survival depends on keeping Iraq from collapsing.

"The leaders of the Kurdistan region have come to the conclusion that the fall of Baghdad would mean the fall of the (Kurdish) region," a senior Kurdish official said, requesting anonymity while discussing the region's strategy.

Iraqi and Kurdish officials both say it was Kurdistan's regional government that took the initiative and approached Baghdad with an offer to cooperate on security.

"We have offered to cooperate, coordinate, run joint security operations and share information," said Jabar Yawer, a spokesman for the Peshmerga, headquartered in the regional capital Arbil. "Our forces are ready to fight side by side with the Iraqi security forces to combat terrorism and control the security of Iraq - anywhere, anytime."

That offer has been welcomed by Baghdad.

"We are now studying the details at a high level to see how to take advantage of this offer," said Ali al-Moussawi, an adviser to Prime Minister Nuri al-Maliki.

In a country where political alliances shift like sand, any cooperation is still likely to be tentative. The Kurdish authorities are suspicious of Maliki who they feel has reneged on political promises in the past.

Baghdad will be wary of Iraqi Kurds growing closer to their Syrian kin. And Maliki's government is likely to be suspicious of Kurdish forces extending the boundaries of the territory under their control, especially in areas where underground oil reserves are disputed.

#### WASHINGTON POWERLESS

One country which appears to have little leverage is the United States. The sudden surge in violence has drawn attention to Washington's swift exit, a decade after its invasion to overthrow dictator Saddam Hussein unleashed sectarian bloodshed in which some 100,000 Iraqis were killed.

U.S. President Barack Obama took office in 2009 after Iraq's violence had abated. He fulfilled a campaign pledge to withdraw troops almost as quickly as they could pack up and leave, pulling the last out at the end of 2011.

The Obama administration had hoped to keep a smaller force in Iraq for counter-terrorism to fight the remnants of al Qaeda, but failed to negotiate terms with Maliki's government, which refused to grant U.S. soldiers immunity from Iraqi law.

Today, Washington operates its largest embassy in a massive fortress-like compound built during the war, which dominates central Baghdad on the banks of the Tigris.

But its ability to influence events is largely limited to pressing the Iraqi government to act more effectively, said Aaron Zelin, who researches jihadist groups for the Washington Institute for Near East Policy.

"We have to understand that the U.S. ability to shape events is not as great as people like to think sometimes, especially since I'm pretty sure most Iraqis don't want the U.S. to go back in there," he said.

After the latest wave of bombings over the Muslim Eid holiday celebration in Iraq killed scores of people on Saturday, Washington reiterated a \$10 million reward for Abu Bakr al-Baghdadi, head of the combined Iraq and Syria al Qaeda branch.

"We have seen an uptick in recent months in al Qaeda in Iraq and in terrorist attacks in Iraq, so we will continue working with the security forces and on counter-terrorism," U.S. State Department spokeswoman Mari Harf said. "We will look for new ways to cooperate on counter-terrorism." ●



August 14, 2013

## Al-Qaeda-PKK War On Turkey-Syria Border

By: Murat Yetkin Translated from Radikal (Turkey).

Both al-Qaeda and the PKK [Kurdistan Workers Party] are not easy adversaries. Ankara can't do much except watch the war on the Turkish-Syrian border. Yesterday [Aug. 12], 3,000 people entered Turkey through the Akcakale border crossing between Turkey and Syria, following the intensification of artillery fire in clashes at Tel Abyad, a Syrian town directly facing the Turkish city of Akcakale.

A similar situation has been going on in Ras al-Ain, directly opposite the Turkish city of Ceylanpinar. Jabhat al-Nusra militants are fighting the Kurdish Democratic Union Party (PYD) for control of the region that has Syria's oil and gas resources. Jabhat al-Nusra is the Syrian extension of al-Qaeda that has institutionalized terrorism internationally, while the PYD is the Syrian extension of the illegal PKK. In other words, al-Qaeda is fighting the PKK on the Turkish-Syrian border.

There is no need to detail how tough the al-Qaeda organization is.

Following the 9/11 attacks, the US and Western Europe revamped their entire security systems against al-Qaeda operations. We know that the US has gone on high alert in the region after Nasser al-Wouhashi, a Yemeni who was leading the Arabian peninsula arm of al-Qaeda, was promoted to the number two slot in al-Qaeda. But it is not easy for al-Qaeda to cope with the PKK. After all, the latter is an organization that has managed to survive despite its 30-year war against the Turkish army, the second-largest in NATO, as well as against Turkey's police and intelligence services.

Moreover, the PKK is now the interlocutor of the dialogue Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has launched to find a solution to the Kurdish issue. Erdogan is getting ready to declare a democratization package as part of the second phase of the dialogue process. The PKK wants this package to be announced before Aug. 15, which is the anniversary of the PKK's launching of its armed struggle in 1984, in bloody operations at Semdinli and Eruh. The PKK illustrated its intention to resume actions unless the package is announced before its deadline with a massive show of force on the foothills of Kato Mountains. Security forces did not intervene. ➤



► Meanwhile, Cemil Bayik, the new co-chairman of the KCK, the PKK's frontline unit, hosted Kurdish leaders from Iraq, Syria and Iran at his Kandil Mountain headquarters. After that meeting, Massoud Barzani, the president of the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq, declared they could assist the PYD if needed. The PKK now wants Ankara to prevent Jabhat al-Nusra attacks on the PYD.

It would be difficult for Turkish government to tell its public that it is now assisting the PYD, that is, the PKK. But doing nothing could endanger the dialogue with the PKK. The most Ankara can do is what it has done in the past: protect civilians by opening the crossing gate. But Ankara doesn't want the Syrian opposition forces to be weakened, although the FSA has already distanced itself from Jabhat al-Nusra

**A**lthough FSA chief Salim Idriss has been passing around photographs of himself reportedly in President Bashar al-Assad's

hometown of Latakia, since the ousting of Muslim Brotherhood-supported Mohammed Morsi from power in Cairo the star of the Brotherhood has been waning in the entire Middle East. Syria, where the main component of the opposition is the Muslim Brotherhood, has been duly affected as well.

For the past two years there was a kind of second cold war between the US and Russia on the Turkish-Syrian border. Now a local proxy war between al-Qaeda and the PKK has been added to it.

Turkey's involvement in the Syrian civil war has placed it in a tough spot in the Middle East's Sunni-Shiite conflict. The kidnapping of two Turkish pilots in retaliation against the [kidnapping of nine Lebanese Shiites carried out by the] FSA [or perhaps Jabhat al-Nusra] is but one example.

For all these reasons, Ankara has to be content by watching this turmoil on its borders from a distance. That is what we are doing, anyway. ♦

REUTERS

## Turkey plays big in Kurdistan's energy game

August 15, 2013 - By Humeyra Pamuk | Reuters

**ANKARA - Turkey has quietly built up a large presence in Kurdistan's oil and gas industry, teaming up with U.S. major Exxon Mobil, as Ankara bets on Iraq's semi-autonomous republic to help wean it off costly Russian and Iranian energy imports.**

A state-backed Turkish firm was also set up in the second quarter of 2013 to explore for oil and gas in Kurdistan, according to three sources familiar with the company.

The strategy will anger Baghdad, which claims sole authority to manage Iraqi oil, and runs counter to calls from Washington for Ankara to avoid backing projects that will help the Kurds gain further autonomy.

With a ballooning energy deficit that leaves the Turkish economy vulnerable to external shocks and a booming demand for power that is set to keep growing over the next decade, Turkey has been working to cut the costs of its oil and gas imports.

Kurdistan's huge energy potential has been hard to ignore, and Turkey's courtship of Iraq's Kurds, a strategy driven by Prime Minister Tayyip Erdogan, is beginning to pay off.

"When you have such an energy deficit and you have such a big potential on your border, you can't let Baghdad or anything else get in the way," said one of the sources familiar with the new state-backed company, a Turkish industry figure close to the deals in Kurdistan. "You have to find a formula and make sure this oil flows through your country."

The Arab-led central government in Baghdad, at odds with the Kurdish-run enclave over control of oilfields and revenue sharing, has repeatedly expressed its discontent.

It has warned that independent Kurdish efforts to export its oil could ultimately lead to the break-up of Iraq.

But neither calls from Baghdad nor Washington have been enough to deter the Turks, the Kurds or the oil companies. Exxon, Chevron and Total have already signed exploration deals with Kurdistan.

Semi state oil firm TPIC and state pipeline operator Botas have stakes in the new state-backed company, which has entered a dozen exploration blocks in Kurdistan, including several fields where Exxon is already present.

It is also negotiating a gas purchasing deal with Kurdistan, said the sources familiar with the company. Exxon Mobil declined to comment for this story.

Turkey's ambition to play a bigger role in Iraqi Kurdistan's energy prospects comes at a time when it is also negotiating a fragile peace process with Kurdish militants on its own soil to end a three-decade long bloody dispute.

Divided mostly between Iran, Turkey, Iraq and Syria, the Kurdish people are often described as the largest ethnic group without a state of their own.

### LINK-UP IN TURKEY

Turkey's involvement also stretches to a new KRG pipeline that is almost complete and will allow the Kurds to export their crude from the Taq Taq oilfields straight over the border to Turkey without having to wrangle with Baghdad over payments.

The pipeline will link with the existing Kirkuk-Ceyhan pipeline on Turkish soil, rather than in Iraq, thus bypassing Baghdad, according to the latest plans.

Last year, Kurdistan stopped exporting 200,000 barrels per day (bpd) of crude through Iraq's federal pipelines due to a revenue-sharing dispute and instead started trucking smaller amounts of oil to Turkey.

The semi-autonomous region has ambitious plans to raise exports to more than 1 million bpd by the end of 2015 or over 1 percent of global supplies.

The sources say the pipeline is almost complete and will start pumping around 200,000 bpd at the end of the year. Turkey consumes around 700,000 barrels of oil daily.

### GAS GAME

OPEC member Iraq's oil may have long been the focus of attention, but for Turkey, gas could have an even greater appeal.

Turkey is set to overtake Britain as Europe's third biggest power consumer in a decade. It buys natural gas from Russia, Iran and Azerbaijan and liquefied gas from Nigeria and Algeria for use mainly in power generation.

"For Turkey, securing natural gas from fields in northern Iraq, where Turkey will also be a partner, is of utmost importance. There has been big progress on this issue," said one of the three sources, a Turkish official close to the talks.

Two of them said the state-backed Turkish company was looking to finalize gas purchasing deals with KRG in the coming months.

KRG Energy Minister Ashti Hawrami said this year Kurdistan was planning to export the first gas to Turkey by 2016.

About a dozen Turkish private companies have applied to Turkey's energy watchdog EPDK to obtain a license to import gas from Iraq. Turkey's daily gas demand stood at 125 million cubic meters in late 2012 and is likely to rise to nearly 220 million during the harsh winter months, energy ministry officials say.

"It is actually a gas game. The main reason why Turkey is taking this political risk in Iraq is because of the appealing gas resources," said the industry source. ●

# Kurdish oil flowing to Turkey to boost KRG's autonomy

ÖZGÜR KÜÇÜK, İSTANBUL

The completion of a controversial pipeline that will transport Iraqi Kurdistan's oil to Turkey might bring about major changes in Iraqi Kurds' relations with Baghdad on the one hand and with Turkey on the other.

Kurdish and international oil investors have said they expect the strategic pipeline to be ready for use by the end of this year, carrying around 300,000 barrels per day. It might also be used to transfer natural gas to Turkey and other European markets.

"I am certain that Kurdistan's exports via the pipeline will very soon become reality," Ashti Hawrami, minister of natural resources for the Kurdistan Regional Government (KRG), said during an energy conference held in London in June.

Hawrami told Sunday's Zaman that Kurdish oil is exported with Baghdad's full knowledge.

"Fifty percent of the income goes to foreign companies and the rest will go to [Iraqi] state coffers," he added.

Turkish Energy Minister Taner Yıldız said in a televised speech on Wednesday that Turkey's petroleum infrastructure is ready for the oil that Turkey will receive from Iraqi Kurdistan.

Once operational, the strategic pipeline is expected to strengthen the Kurdish position vis-à-vis the federal government in Baghdad and will give the Kurds, who have long faced discrimination in the region, more independence in their relations with the Iraqi government.

## KRG SEES OIL AS WAY TO OPEN UP TO EUROPE

The Kurdish government in Arbil and the central authorities in Baghdad do not see eye to eye on how to manage the country's vast oil resources. Invoking articles of the Iraqi constitution, Kurds argue that they are permitted by the charter to explore for and manage their oil resources. Baghdad vehemently disputes the claim and says federal authorities should have the final say in managing oil and gas, as they are public resources that belong to the whole nation.

Kurdish officials have made clear that they are not going to concede control over natural resources in Kurdistan to the Iraqi government.

Speaking during an energy conference in Germany in April, KRG Prime Minister Nechirvan Barzani said, "If Europe wants to access gas from the fields in Kurdistan, it will be the KRG that takes the lead in negotiations."

The Kurdistan region is also home to vast reserves of natural gas, estimated at

100 to 200 trillion cubic meters.

The pipeline is also likely to take the already warm political and economic relations between Iraqi Kurdistan and neighboring Turkey to new heights. As one of the 20 largest economies in the world, Turkey is ever hungry for energy resources. Oil exports from the Kurdistan region can help meet Turkish needs.

Kurdish officials say they plan to reach a production target of 2 million barrels per day by 2015. If that target is achieved, the Kurdistan region will become a major player on the international energy map. Kurdish oil reserves are estimated at around 45 billion barrels.

With Kurdish oil passing through Turkey, the government in Ankara will also be ideally positioned to use oil exports against Kurds in the future, should any disputes between the two sides arise. Turkey's increased reliance on Kurdish oil exports would, however, mean that Iraqi Kurds would also be able to use their oil resources and exports against Ankara.

The construction of the pipeline has continued in recent months despite intense pressure from both Washington and Baghdad. The US and Iraq worry that the pipeline could significantly reshape power relations in the region and push Iraqi Kurds toward Ankara at the expense of Baghdad.

Senior US administration officials, including Secretary of State John Kerry, have publicly voiced concerns about the pipeline project. But following a meeting between Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan and US President Barack Obama in May at the White House, US complaints concerning the pipeline have stopped. Although unconfirmed, many suspect the Turkish side managed to convince the Obama administration to support its energy deals with the Kurdish government.

## 'BAGHDAD NOT WILLING TO LOSE TURKEY'

Ankara-Baghdad relations could improve, however, as Baghdad is not likely to be willing to lose a customer such as Turkey, according to a source with good knowledge of Iraqi energy matters. Baghdad and Arbil both have energy deals with Turkey, and if Baghdad's relations with Turkey deteriorate, Arbil would stand to gain. This may suggest that Arbil and Baghdad would be butting heads, but Baghdad already accepts that Arbil has signed oil deals with Ankara.

On the relations between the KRG and Baghdad, Primoz Manfreda, the editor and writer for the Middle East Issues website at About.com, says, "There is little Maliki can do to thwart the trade between Turkey and the KRG." He suggests that neither has the



*An employee works at the Tawke oil fields in the semiautonomous Kurdish region in northern Iraq. (Photo: Mehmet Kuru, Cihan)*

upper hand, noting: "A direct armed clash is in nobody's interest. Baghdad and Arbil will remain locked in futile talks over the common oil legislation (delayed for years, and key to attracting more foreign investment in Iraq), with neither able to defeat the other."

Turkey sees the KRG and Iraq as an important part of the solution to its energy woes. Turkey's problematic current account deficit (CAD), which has in recent times ranged between 6.5 and 10 percent of the country's gross domestic product (GDP), is roughly comparable to its energy import bill -- with its rises and falls tied to fluctuations in international oil prices as much as anything else. Ankara wants to decrease its dependence on expensive Russian natural gas and on Iran, a long unreliable energy supplier that US and EU sanctions are making more so. Iraq and its Kurdistan region are one way out of the bind. According to a 2012 International Energy Agency (IEA) report, Iraq will play a pivotal role in world oil markets in the coming decades and could produce up to 8.3 million barrels a day in 2035, but only if "a resolution of differences over governance of the hydrocarbon sector ... opens up the possibility for substantial growth also from the north of Iraq."

It seems likely that Iraqi Kurdistan will continue to develop its oil and gas resources and export routes to get them out of the country, including direct ones via Turkey. The dance between Baghdad, Arbil and Turkey over these exports and unrelated issues will also continue. The United States can be a more effective interlocutor with the parties, and especially with its ally Turkey and friends in Arbil, if it is seen putting pressure on Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki to more fully respect Iraq's broader power sharing arrangements and, more narrowly, to pursue a compact with the country's north that will give it energy trade latitude, while also paying homage to Baghdad's prerogatives. ■



## aux frontières du conflit syrien

## La poudrière du Kurdistan irakien

Par Boris Mabillard  
envoyé spécial en Irak

**A**Bashiqa, aux confins du Kurdistan irakien, l'équilibre des communautés est un peu plus fragilisé par l'arrivée des réfugiés syriens. Troisième épisode de notre série autour du volcan syrien, à Bashiqa, aux confins du Kurdistan irakien, où l'équilibre des communautés est un peu plus fragilisé par l'arrivée des réfugiés

Yasser et Fadi se calent contre le mur, l'air effrayé. C'est la première fois qu'ils ont une visite depuis leur arrivée en Irak. «Oui, la ville de Bashiqa nous a bien accueillis», affirme Yasser, le plus âgé des deux frères, sans trop de conviction. Il montre la télévision, l'air conditionné, «des voisins yezidis nous les ont donnés.» Dans la pièce spartiate, il n'y a aucun meuble, hormis les matelas donnés par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Bashiqa est l'Irak en petit, presque toutes les communautés du pays y sont représentées: yezidis, sunnites, chrétiens, chiïtes et chabak cohabitent pacifiquement. Les quelque 100 habitants de la ville espèrent encore se maintenir à l'écart du chaos, mais ils y croient de moins en moins. Leur cité se trouve sur la ligne qui sépare, à travers la Syrie et l'Irak, les mondes kurde et arabe. Entre ces deux camps qui s'affrontent, il n'y a guère de place pour la neutralité. Bashiqa est sommée de choisir son camp.

**E**n quittant le printemps dernier Hassaké, la ville où ils sont nés, dans le nord-est de la Syrie, Yasser et Fadi ont emporté tout ce que la famille possédait, emballé sur le toit d'une guimbarde prêtée. Yasser est revenu deux jours plus tard pour chercher sa femme, son fils, sa mère et son frère handicapé. Le voyage a mangé toutes leurs économies. «Nous sommes de religion yezidie et parlons kurde. Pour nos voisins arabes



d'Hassaké, nous sommes des Kurdes. Et cela ne posait aucun problème.» Mais lorsque les groupes islamistes ont pris le contrôle d'une partie de la région, la famille de Yasser s'est sentie menacée: «Ils mettent tous les Kurdes dans le même panier. Pour eux, il n'y a ni civils, ni femmes, ni enfants. Il n'y a que des ennemis kurdes. Il nous fallait prendre les armes, mourir ou fuir.» Son frère ajoute: «Vous avez vu ce qui se passe ces jours, les combats font rage entre les djihadistes et les rebelles kurdes armés. Les familles kurdes essaient de prendre refuge en Irak.» La mère sanglote. Le cadet de ses fils est bloqué de l'autre côté de la frontière. Yasser la rassure: «Les combats n'ont pas lieu là, il ne court aucun risque!» «Tais-toi! Tu crois savoir, mais les Syriens, eux, ne le savent pas et ils bombardent où ils veulent.»

Avant de s'établir à Bashiqa, la famille a séjourné dans le camp de réfugiés de Domiz, à 10 kilomètres de Dohuk, un des trois gouvernorats qui composent le Kurdistan irakien. «Nous avons le droit de quitter le camp pour travailler, mais il n'y avait presque pas d'embauches, et beaucoup de candidats», explique Yasser pour justifier sa venue à Bashiqa. «La religion n'avait pas d'importance à Hassaké. Ici, c'est différent. Les chrétiens vont avec les chrétiens, les Kurdes restent entre eux et les yezidis aussi. J'ai choisi Bashiqa en espérant que ce serait plus facile d'y trouver un boulot.» Les yezidis constituent

près de 70% des habitants du centre de Bashiqa. Mais les villages alentour sont en majorité chabak, une secte kurde ésotérique rattachée aux chiïtes.

**L**es couleurs du Kurdistan flottent sur les maisons, aux enseignes des échoppes et même sur le mur d'enceinte de l'église et du temple yezidi. Par contre, pas un seul drapeau irakien, pourtant Bashiqa et son district appartiennent à Ninive, la province dont Mossoul est la capitale, et sont donc officiellement sous l'administration de Bagdad. Mais Erbil, la capitale du Kurdistan autonome, revendique la souveraineté sur la ville, ce que lui conteste Bagdad. Bashiqa fait partie des «territoires disputés» et son sort est suspendu aux résultats d'un référendum sans cesse différé. Dans les faits, elle est sous contrôle kurde. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et celui de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, qui gouvernent conjointement le Kurdistan irakien, ont ouvert des officines dans la ville. Sur la pelouse devant le siège du PDK, à l'abri de parpaings de béton armé, le responsable local du parti tend son doigt vers la ville: «Tout ce qui fonctionne vient du Kurdistan, tout ce qui cloche de Bagdad. Les gens d'ici nous supplient de ne pas les abandonner, ils veulent rejoindre le Kurdistan. Et, tôt ou tard, notre vœu se réalisera.»

Chaque matin, Yasser se rend dans la périphérie de la ville, en

quête de travail. Il doit passer les contrôles qui filtrent l'accès au centre-ville. Les gardes de la première ceinture de sécurité font partie d'une milice municipale. A l'ombre de sa guérite, le factionnaire adresse un bonjour débonnaire à des passants; il connaît tout le monde, seul le visage de Yasser ne lui est pas encore familier. «D'où viens-tu? Je ne te connais pas.» Les réponses formulées en kurde sont un sésame, Yasser peut poursuivre son chemin: «Ne te perds pas. A droite sur la grand-route, c'est pire que la Syrie, c'est Mossoul!» Plus loin, des peshmergas kurdes encagoulés vérifient l'identité de chacun. Rien n'abrite du soleil la file qui s'est formée et n'avance pas. La touffeur ajoute à l'impatience. 9 h passées. Pour Yasser, il ne sert plus à rien d'attendre: «Je dois être à 8h à l'entrée de l'entreprise. Il y a chaque matin plusieurs ouvriers à la recherche de travail. Les premiers arrivés sont engagés pour quelques heures. Encore une journée perdue. Le loyer n'est pas payé et le propriétaire n'attend pas.»

**L'**officier en charge du check point s'excuse pour l'attente causée par ces mesures de sécurité exceptionnelles: «Plusieurs attentats ont eu lieu aujourd'hui dans la périphérie de Mossoul, à quelques kilomètres d'ici, et nous craignons qu'il y en ait d'autres aux environs de Bashiqa.» Il officie depuis deux ans dans les rues de Mossoul et dans sa périphérie, jusqu'à Bashiqa. Il voudrait changer d'affectation, obtenir un poste plus calme, à Erbil par exemple, sa ville natale: «Nous n'avons pas réussi à rétablir le calme à Mossoul. Les bombes continuent à exploser quotidiennement. J'ai peur lorsque je passe un check point qui n'est pas tenu par les peshmergas kurdes. Sans appui dans l'armée, les terroristes ne pourraient pas agir. Certains militaires arabes des forces gouvernementales collaborent avec les terroristes, les informent.» >



➤ A Mossoul, l'ennemi n'a pas de visage, ça peut être un passant, un militaire ou le voisin.

Les violences ont poussé bien des habitants à quitter Mossoul. Beaucoup de chrétiens et de yezidis ont choisi de se réfugier à Bashiqa, une ville réputée pour sa mixité confessionnelle. Rita est chrétienne, elle et sa famille se sont installés à Bashiqa il y a deux ans: «Nous n'en pouvions plus de vivre terrés à Mossoul, dans l'attente que la vie reprenne un cours normal.» La sonnette retentit; Rita se lève et fait entrer des cadres du PDK, venus en voisins et ravis de se trouver en tête-à-tête avec Rita. Mais Najib, le père, ne tarde pas à s'imposer, et les mines reprennent leur sérieux. Il s'est habitué à la vie à Bashiqa, même si certains de ses amis restés à Mossoul lui manquent. Il ne leur rend jamais visite: «J'étais ingénieur dans l'aviation militaire, dit-il, et je bénéficie d'une bonne retraite. Les gens le savent. Par rapport aux plus pauvres, je suis un nanti, qui plus est chrétien. Cela suffit à me désigner comme une cible. Les bombes cueillent au hasard. On peut minimiser le risque en évitant les lieux fréquentés mais, contre les enlèvements, il n'y a rien à faire.»

Najib explique qu'il se sent pour

l'instant à l'abri, mais il craint que les violences ne s'étendent et mettent à mal l'équilibre entre les confessions. «Contrairement à la première impression que l'on a en venant à Bashiqa, les tensions existent déjà entre les différentes communautés», dit-il, au grand désarroi des cadres du PDK présents, qui tiennent à promouvoir une autre image de leur ville. «L'harmonie entre les communautés ne durera pas. Il suffit d'un attentat pour que la paix vole en éclats. C'est déjà arrivé, il y a six ans. Mais personne ne veut plus en parler; le sujet est tabou», ajoute Najib.

Après le départ des cadres du PDK, Najib consent à en dire plus et raconte l'histoire de Doa. Cette adolescente yezidie a été sauvagement lapidée par des membres de sa famille, en avril 2007: «Les siens la soupçonnaient d'entretenir une relation avec un musulman. Alors que les musulmans accusaient sa famille yezidie d'avoir tué la jeune fille parce qu'elle voulait se convertir à l'islam.»

Ahmed Bajalan fait partie de l'aristocratie chabak de Bashiqa. Il admet que la ville est moins unie qu'il n'y paraît au premier abord. Son clan plébiscite un rapprochement avec le Kurdistan, nécessaire pour la prospérité de la ville, selon lui:

«Il s'agit d'un mariage de raison. Les Kurdes peuvent nous protéger du chaos. En Irak et en Syrie, kurdes, yezidis, chrétiens et chabak, nous avons un destin commun. A l'écart des extrémistes sunnites qui gagnent du terrain.»

La province de Ninive est devenue l'un des sanctuaires de l'Etat islamique d'Irak et du Levant, un groupe djihadiste lié à Al-Qaida, qui profite de la porosité de la frontière avec la Syrie pour étendre son aire d'influence. La nécessité de choisir son camp est dans tous les esprits, la sécurité proposée par le gouvernement kurde séduit autant que la prospérité qui règne dans les territoires appartenant officiellement au Kurdistan irakien: «Aujourd'hui, 80% de la population souhaite l'intégration de Bashiqa au Kurdistan», conclut Ahmed Bajalan.

Sur la route qui quitte Bashiqa, en direction d'Erbil, un drapeau irakien surmonte une bâtisse poussiéreuse. Le propriétaire, Abu Ibrahim, a choisi son camp lui aussi. Il ne parle que l'arabe et ne voudrait pas vivre dans un Etat géré par les Kurdes: «Je n'y aurais pas ma place», plaide-t-il en insistant sur le respect qu'il montre à l'égard des Kurdes et même des chrétiens.

«Nous avons toujours vécu ensemble ici. La preuve? Voyez le nombre de villages chrétiens qui subsistent.»

Yasser et Fadi, nos deux réfugiés syriens, ont escaladé l'une des collines qui surplombent la ville. Autant pour la vue que pour visiter le petit mausolée yezidi qui s'y trouve. Dans l'enceinte du lieu saint, quelques arbres tordus résistent au vent. Là, un vieil homme vêtu de l'habit traditionnel, une toge blanche nouée sur le devant, effleure de ses lèvres un tronc en signe de respect. Pour les yezidis, l'ensemble de la création doit être honoré. Le visiteur est un saint homme, un fakir, auquel les yezidis attribuent des pouvoirs sacrés: celui de guérir ou de deviner l'avenir et même celui d'invincibilité. Surtout, les fakirs sont les dépositaires de la tradition orale sur laquelle se fonde la religion yezidie. L'homme montre fièrement sa kharka, vêtement saint que lui a donné son père: «Je ne la quitte que très rarement, car elle me confère mes pouvoirs. Grâce à elle, je suis invincible et je peux résoudre les conflits au sein de la tribu.» Les deux réfugiés syriens se montrent circonspects: «Que peut-elle contre les bombes?»

◆◆◆

LE TEMPS

21 août 2013

## aux frontières du conflit syrien

# L'Irak, un pays divisé à l'image de la Syrie

Les djihadistes sunnites menacent les Kurdes et les chiïtes au pouvoir

Boris Mabillard

Samedi, le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a menacé d'intervenir pour soutenir les Kurdes en Syrie. Même s'il n'a pas précisé les moyens d'intervention qu'il entendait mettre en œuvre, sa déclaration est la première du genre. Avait-il le choix? Les combats entre groupes djihadistes et rebelles kurdes ont pris une ampleur nouvelle. Depuis une

semaine, 30000 Kurdes syriens ont fui vers le Kurdistan irakien. Cet exode est le plus important depuis le début du conflit. Les Kurdes, en Irak et ailleurs, attendaient que Massoud Barzani, le politicien kurde le plus influent, prenne une position ferme.

Nouri al-Maliki, le premier ministre irakien, a de son côté réitéré sa condamnation des groupes djihadistes qui opèrent en Syrie et en Irak. S'il n'apporte pas un soutien direct à Bachar el-Assad, son

choix de ne jamais s'en distancier indique vers qui il penche. Quant aux représentants d'Al-Iraqiya, le principal parti sunnite du pays, ils n'ont cessé d'incriminer le régime de Damas. Les fractures syriennes se retrouvent presque à l'identique en Irak et dessinent trois camps irréconciliables.

La Turquie est le principal partenaire commercial du Kurdistan irakien. Longtemps houleuses, les relations diplomatiques entre les deux voisins se

sont lentement réchauffées. Mais la crise syrienne réveille les anciennes dissensions. La Turquie craint l'émancipation des Kurdes syriens, alors que le Kurdistan l'appuie. Mardi 30 juillet, Ahmet Davutoglu, le ministre turc des Affaires étrangères, a accueilli le premier ministre du Gouvernement régional du Kurdistan (KRG), Nechirvan Barzani. La rencontre a permis d'aplanir les désaccords sur le dossier syrien. Mais le KRG considère la montée des

► groupes djihadistes comme une double menace dans la mesure où ils opèrent désormais de manière transfrontalière. L'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL), lié à Al-Qaïda, vise les Kurdes en Syrie et en Irak.

#### PEUR DE LA CONTAGION

L'EIL bénéficie de forts soutiens

en Irak, où le groupe a été créé. Les populations arabes sunnites, marginalisées par le gouvernement de Nouri al-Maliki et appauvries par la guerre, nourrissent un ressentiment contre Bagdad, les Kurdes et les chiites, accusés de s'appropriier les richesses du pays. Elles sont parfois séduites par les discours haineux d'EIL. Prise dans ses contradictions, la classe politique

sunnite, dont le parti Al-Iraqiya au pouvoir à Mossoul et dans deux provinces, n'a pas montré la fermeté nécessaire à l'égard des djihadistes. Plutôt que de bloquer la frontière avec la Syrie voisine, les autorités de Mossoul ont laissé les coudées franches aux bandes armées.

L'insurrection dans les territoires sunnites est devenue incontrôlable. Son renforcement en

Irak va de pair avec ses victoires en Syrie et Bagdad craint que la chute de Bachar el-Assad ne soit celle d'un dernier rempart. Les groupes djihadistes auraient alors presque champ libre pour conquérir des parties du territoire irakien.

◆◆◆

L'Orient  
LE JOUR

19 août 2013

## Affamés et effrayés, ils fuient par milliers en Irak

OLJ/AFP

**REPORTAGE** L'Agence des Nations unies pour les réfugiés parle « d'un exode sans précédent » de Kurdes syriens.

Des milliers de Kurdes syriens affluent dans la région autonome du Kurdistan irakien en quête d'un peu de répit, loin des privations et des combats contre les jihadistes. Ces réfugiés, en majorité des femmes, des enfants et des hommes âgés, sont accueillis dans un camp encore en construction près d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Le camp manque de tout ou presque, mais il offre un répit bienvenu à ceux qui fuient les violences. Hier, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés a annoncé que 15 000 personnes avaient traversé la frontière depuis jeudi, « un exode sans précédent ».

« Il y a la guerre, les pillages... » raconte Abdulkarim Brendar, qui est arrivé à pied avec ses cinq enfants. « Nous ne trouvions plus rien à manger, alors nous sommes venus ici. » Beaucoup des nouveaux arrivés au camp ont un parcours similaire. « Il y a la guerre, les décapitations, les meurtres et en plus il n'y a pas de travail », explique



**Plus de 15 000 Syriens se sont réfugiés dans la région autonome du Kurdistan irakien depuis jeudi pour fuir les combats entre Kurdes et jihadistes, a annoncé l'ONU hier, évoquant des chiffres sans précédent. AFP PHOTO / UNHCR / GALIYA GUBAEVA**

Fadhel Abdullah, venu du nord-est de la Syrie. « La situation économique s'est détériorée, tout est devenu cher. » « Il n'y avait presque plus de nourriture sur le marché, tout devenait cher, depuis le pain jusqu'aux bonbonnes de gaz, et le chômage explose », explique Ahmad, dont la femme tient leur bébé de trois semaines dans les bras. « Nous avons décidé de partir avant de mourir de faim », ajoute-t-il.

Ces familles ont été prises au

piège des combats qui font rage entre les Kurdes syriens et des jihadistes du Front al-Nosra, en particulier depuis que des milices kurdes ont chassé des jihadistes de la ville de Ras al-Aïn, à la frontière turque. La communauté kurde, qui représente environ 10 % de la population syrienne, a pourtant cherché à se maintenir à l'écart du conflit qui a déjà fait depuis mars 2011, selon l'ONU, plus de 100 000 morts et près de 2 millions de réfugiés, accueillis pour la plupart au Liban, en Jordanie

et en Turquie. Selon les Nations unies, avant jeudi, l'Irak accueillait de son côté déjà plus de 154 000 réfugiés syriens, en grande majorité kurdes.

Les tensions qui traversent le Kurdistan irakien et la crainte de voir le conflit syrien déborder de l'autre côté de la frontière ont poussé les autorités kurdes irakiennes à fermer la frontière en mai, même si le président de la région autonome, Massoud Barzani, a menacé d'intervenir pour soutenir les Kurdes syriens. Une partie des restrictions ont été levées en juillet, pour laisser passer en particulier les Syriens ayant des proches déjà installés en Irak. « La région du Kurdistan a accueilli un grand nombre de réfugiés », a insisté un responsable des Affaires étrangères de la région, Dindar Zebari, en assurant que 20 millions de dollars supplémentaires avaient été débloqués pour les réfugiés et en plaidant pour davantage d'aide de Bagdad et de l'ONU.

Pour l'heure, des équipes médicales s'occupent d'examiner les arrivants, et une dizaine de réfugiés ont été envoyés à l'hôpital pour des diarrhées et des vomissements dus à la chaleur. Les autorités kurdes d'Irak ont prévu de transférer une partie des réfugiés d'Erbil vers la province de Soulaïmaniyeh. Mais compte tenu de la situation en Syrie, qui ne montre aucun signe d'accalmie, de nouveaux réfugiés risquent de les remplacer bientôt. □



# Kurdish militias clash with al-Qaida-linked rebel faction in northeastern Syria

By RYAN LUCAS | Associated Press

**BEIRUT** — Kurdish militias battled al-Qaida-linked rebel groups in northeastern Syria on Tuesday in the latest round of heavy fighting that has helped fuel a mass exodus of civilians from the region into neighboring Iraq, activists said.

Clashes between Kurdish fighters and Islamic extremist rebel groups have sharply escalated in Syria's northern provinces in recent months. The violence, which has left hundreds dead, holds the potential to explode into a full-blown side conflict within Syria's broader civil war.

Tuesday's fighting, which pitted Kurdish militiamen against rebels from the Islamic State of Iraq and the Levant, was focused in three villages near the town of Ras al-Ayn in the predominantly Kurdish Hassakeh province, according to the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights monitoring group. There was no immediate word on casualties.

Around 30,000 Syrians, the vast majority of them Kurds, have fled the region over a five-day stretch and crossed the border to the self-ruled Kurdish region of northern Iraq. Another 4,000 made the trek across the frontier Tuesday, said Youssef Mahmoud, a spokesman for the UNHCR in Iraqi Kurdistan.

The new arrivals join some 1.9 million Syrians who already have found refuge abroad from the country's relentless carnage.

With belongings loaded onto mules, thousands of Syrian refugees continued to flow into northern Iraq through the border town of Peshkabour Tuesday, some describing hometowns where food, water and electricity have become scarce amid the combat.

Among them was Ali Balash, a Kurd from Hassakeh province who walked some five kilometers to cross the border with his 18-member family.

"War is rattling our areas, we were so scared to stay," said Balash, a day laborer dressed in traditional Kurdish baggy pants and a scarf tucked into his belt.

A father of four children aged between 6 and 9, Balash's face was pale as he reached the Iraqi territories. "We couldn't go anywhere, we had no bread, no work and no stability," he added.

Riding a mule into the area, a 65-year-old woman who identified herself only by her nickname, Um Abdullah, for security reasons, said she had made the journey with her sisters and children but left her



*(Hadi Mizban/ Associated Press ) - Syrian refugees cross into Iraq at the Peshkabour border point in Dahuk, 260 miles (430 kilometers) northwest of Baghdad, Iraq, Tuesday, Aug. 20, 2013. Around 30,000 Syrians, the vast majority of them Kurds, have fled the region over a five-day stretch and crossed the border to the self-ruled Kurdish region of northern Iraq. Another 4,000 made the trek across the frontier Tuesday, said Youssef Mahmoud, a spokesman for the UNHCR in Iraqi Kurdistan.*

husband behind to guard their house in Hassakeh.

"We saw dead bodies in the streets and heard shootings and bombings all day," she said.

The massive exodus has put a severe strain on Iraqi Kurdistan's regional government and aid agencies ability to accommodate them all.

As many as 9,000 of the Syrians to just arrive have found temporary refuge at a transit site in Kawergost, north of the regional capital of Irbil, UNHCR spokesman Adrian Edwards told reporters in Geneva. The scale and speed of the influx however has made it difficult to provide shelter for all of the families, he said, forcing some to camp under tarpaulins or other makeshift shelters.

The UNHCR said it is sending 15 truckloads of supplies — 3,100 tents, two pre-fabricated warehouses and thousands of jerry cans to carry water — from its regional stockpile in Jordan. It said the shipment should arrive by the end of the week.

Some 55,000 Syrians already live at the Domiz refugee camp in Dohuk, west of Irbil, according to the UNHCR.

Nancy Lindborg, A USAID Assistant Administrator for Democracy, Conflict

and Humanitarian Assistance, told reporters in Amman that the United States is "watching closely" the Kurdish exodus from Syria to northern Iraq.

"Today, there are about 40,000 people who already crossed," she said. "Iraq opened its borders and we applaud their generosity in taking in more people."

She said Washington had allocated \$45 million out of \$1 billion in aid for Syrian refugees in Iraq and "we're looking at how we can contribute more."

Kurds are Syria's largest ethnic minority, making up more than 10 percent of the country's 23 million people. They are centered in the poor northeastern regions of Hassakeh and Qamishli, wedged between the borders of Turkey and Iraq. There are also several predominantly Kurdish neighborhoods in the capital, Damascus, and Syria's largest city, Aleppo.

Long oppressed by President Bashar Assad's regime, Syria's Kurds now find themselves enjoying near autonomy in the northeast after Assad's overstretched forces pulled back from the region last year, ceding de facto control to Kurdish fighters. Some Kurds openly call for an officially autonomous region in Syria similar to that of northern Iraq. □



# Putting Rivalries Aside, All Main Kurdish Parties To Meet For First Time

www.rferl.org  
by Ron Synovitz

Across the four countries where most of the world's Kurds live, competing ideologies and rivalries have prevented the emergence of a single unified Kurdish movement.

That has suited the governments of Turkey, Syria, Iraq, and Iran, which have fanned Kurdish rivalries in the past because they don't want an independent Kurdish state carved out of their territories.

Now, with an eye toward improving their relations, 600 delegates from more than 40 Kurdish parties in all four countries are coming together for the first time.

Kamal Kirkuki, former speaker of the Kurdish regional parliament in northern Iraq, is a key organizer of the September 15-17 event. He says Syria's civil war and Middle East uprisings have made the gathering in Irbil necessary.

"We want to send a message of peace from all the participants in this event to all corners of the world," Kirkuki says. "We want [Kurds in Iraq, Turkey, Syria, and Iran] not to be misunderstood by the world. We want this conference to complement the previous attempts made by Kurdish leaders [to bridge their differences]. We feel that conditions are now appropriate."

## PARTISAN RIVALRIES PERSIST

All main Kurdish factions in the region have expressed the desire for Kurds to eventually be unified within an independent Kurdish state they call Kurdistan. But partisan rivalries keep them apart.

In Turkey, the Kurdistan Workers Party (PKK) was founded in 1978 upon an ideology of Marxism with Kurdish nationalism.

It has renounced Marxist ideology since Turkey imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan in 1999. But those Marxist roots still raise suspicions among Kurds in areas where conservative Muslim values are the norm.

The presence of female militants in the PKK also has not rested well with Kurds in areas with male-dominated tribal structures.

Kurds in Iraq have a history of bitter fighting during much of the past 40 years. Iraq's Kurdistan Democratic Party (KDP) is led by Masud Barzani, the current president of northern Iraq's semiautonomous Kurdish regional government. Its main rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), is led by Iraqi President Jalal Talabani.

During the 1980s, Barzani's KDP was supported by Iran while Talabani's PUK was backed by Iraqi dictator Saddam Hussein. They fought a full-fledged civil war in 1994



Kamal Kirkuki

after the creation of the Kurdish regional government.

## 'TEMPORARY AUTONOMOUS STATE'

The toppling of Hussein's regime in 2003 brought a tenuous KDP-PUK alliance that has held for a decade. But further divisions emerged in 2009 when a third Iraqi Kurdish party, Gorran, was formed by disenfranchised members of both the PUK and the KDP.

In Syria, Kurdish leaders attained de facto autonomy in their areas last year when Syrian President Bashar al-Assad's forces withdrew, leaving Kurdish councils in charge of local administrations.

Syrian Kurds' autonomy plans have evolved since then with calls for their own constitution and a "temporary autonomous state" proposed by the Democratic Union Party, an affiliate of the PKK.

"The [Irbil] conference is the dream of all Kurds everywhere and is going to bring us closer as parties across the region," says Salih Muslim, the leader of the Syrian Kurds' Democratic Union Party. "Kurds within Syria already are in basic agreement under the umbrella of the Supreme High Kurdish Commission. We are looking forward to a transparent political path for the Kurdish people, ensuring understanding and coordination between us all so that Kurds become part of the democratic outlook in the Middle East."

The Kurdish autonomy agenda, however, has been stalled in Syria by recent battles between Kurdish militias and Al-Qaeda-linked anti-Assad Islamists. The fighting has sent more than 35,000 Syrian Kurds since August 15 into northern Iraq, where they have joined more than 150,000 other Syrian Kurdish refugees.

Meanwhile, Islamist rebels in Syria have been recruiting Kurdish Islamists from northern Iraq, further complicating matters.

Only in Iran have the fortunes of Kurds remained relatively unchanged by Syria's civil war and the Arab Spring uprisings.



Iran's Kurdish parties have been weakened by assassinations of their leaders. They remain divided over issues beyond the call for greater autonomy.

## 'A REAL MESS'

The organizers of September's Irbil conference assure Baghdad and Iraq's neighbors they are not trying to create an independent Kurdish state.

In Turkey, opposition to that development has driven Ankara's Kurdish policies for decades.

Bulent Azaria, director of the Turkey program at the Washington-based Center for Strategic and International Studies, says Ankara's position is now complicated by the need to deal with Kurds caught up in Syria's civil war while also moving toward a peace deal with the PKK.

At the same time, Ankara has been engaging with Barzani, the Kurdish regional government president.

Barzani has pan-Kurdish aspirations. But he has recently developed closer relations with Ankara that have resulted in deals on oil deliveries from northern Iraq directly into Turkey. Azaria says Barzani's evolving relationship with Ankara could motivate him to try to temper autonomy aspirations of other Kurdish leaders.

"You're getting three different processes influencing each other -- the Turkish opening to the Kurds in general, the Turkish involvement with the Iraqi Kurds in the hope that they would influence the others, and, of course, the Turkish involvement in the Syrian civil war with all the Kurdish complications," Azaria says. "Put them all together and you've got yourself a real mess."

Even without a breakthrough agreement in Irbil, the organization of the event could boost the popularity of Barzani's KDP among Kurdish voters in northern Iraq who dream of Kurdish unity.

Elections for northern Iraq's Kurdish regional parliament are scheduled for September 21, just four days after the conclusion of the Irbil conference. □



# Syrian Kurds' flight drags Iraq deeper into neighbor's war

August 20, 2013 - By Murad Talaat (Reuters)

**PESHKHAPOUR, Iraq** - Mahmoud Qarou packed his bags two days ago, joining tens of thousands of Syrian refugees escaping into northern Iraq, convinced that the two-year conflict could only get worse.

About 35,000 Syrian refugees have poured into neighboring Iraqi Kurdistan over a new border crossing since Thursday, fleeing a surge in attacks by al Qaeda-linked Sunni Arab rebel group al-Nusra Front on Kurdish villages near the border.

"There is no peaceful solution in Syria. The regime is bombing us and al-Nusra Front members are blowing themselves up all over the place," Qarou said in front of rows of United Nations aid tents.

The sudden massive exodus has raised the prospect of Iraq being dragged deeper into Syria's war. The leader of Iraq's Kurdish region, with thousands of troops under arms, has pledged to protect his kinsmen in Syria from attacks by al Qaeda-linked fighters who hold territory on both sides of the frontier.

Men, women and children crossed a temporary metal pontoon bridge over the Tigris River, carrying small knapsacks or rolled up carpets stuffed with their possessions.

Outside dusty aid tents, some families had arranged their sandals and shoes in neat rows. Children played among crates of U.N. supplies and aid workers handed out bread.

"The border had to be opened because of the increased violence between al-Nusra Front and Kurds," a senior Kurdish official said. "There was a backlog of people wanting to cross which is why the numbers are so large."

Aid agencies said on Thursday that Iraq's Kurdish region had capped the number of refugees allowed in to 3,000 a day to cope with the sudden influx, one of the biggest cross-border migrations of a war that has killed more than 100,000 people.

The Kurdish regional government shut the frontier months ago, but opened it last Thursday, triggering the mass influx.

Mustapha Sheikh Hassan said his family had fled from town to town in Syria before deciding to come to Iraq.

Hassan's family first escaped Damascus and headed to his hometown in Syria's Kurdish-populated northeast, only to find it under siege by al-Nusra Front fighters. They then traveled to another town which was hardly better.

"There was no water, no electricity and no life, so I left," he said.

## REBELS CLASH WITH KURDISH FIGHTERS

Kurds have become one of the warring parties in Syria since the opposition to President Bashar al-Assad splintered on sectarian and ethnic lines, with rival rebel groups turning on each other as they try to grab control of territory.

In the northeast, Kurds have flown their own flag over towns and villages, suggesting an aim to create an autonomous region like the



*Iraqi Kurdish President Massoud Barzani (C) visits Syrian refugees at the Quru Gusik refugee camp in Arbil, about 350 km (220 miles) north of Baghdad, August 19, 2013. REUTERS/Stringer*

one that has maintained self rule next door in northern Iraq since 1991.

A month ago, Syrian Kurdish forces won control of the town of Ras al-Ain on the Turkish border in battle with al Qaeda-linked fighters.

In response to the Kurdish gains, Sunni Islamist rebels have stepped up their attacks in northern Syria in the last 10 days, said Rami Abdelrahman from the Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based monitoring group.

The Sunni Islamist rebels have been fighting against Kurds across a swathe of northern Syria where Kurds are concentrated, including around Aleppo and near Turkish border crossings.

Syria's civil war is now deeply connected to the worsening violence across the frontier in Iraq, with Sunni Islamist militants on the Syrian side joining forces this year with Iraq's own resurgent branch of al Qaeda. In Iraq, al Qaeda attacks on civilians and the security forces have brought violence to levels unseen for at least five years.

Earlier this month Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani said his regional government would "make use of all of its capabilities to defend women and children and innocent civilians" on the Syrian side of the border.

He has sent envoys to Syria to report on the plight of Kurds ahead of a regional conference on September 15-17 in Arbil involving Kurdish groups from Iraq, Turkey, Syria and Iran.

Barzani controls thousands of highly-trained and capable troops in his regional security forces known as Peshmerga, which could have a major impact if they joined the war in Syria. Kurdish officials have played down the idea of direct military action, insisting that Barzani is offering only humanitarian aid, political pressure, diplomatic support and coordination.

"All that Barzani will do is host the refugees, regardless their numbers, in a way that does not negatively impact his local and international agreements," a senior Kurdish official in the central government in Baghdad said.

"Now that the war in Syria turns into a war between al-Qaeda and the Syrian regime, Kurds are paying the cost. It was necessary to find all the means to shelter these refugees because they are Kurds."



# En Syrie, une attaque chimique sans précédent

L'opposition syrienne dénonce des bombardements qui auraient causé des centaines de morts à Damas

Il pourrait s'agir de l'un des plus importants massacres commis par le régime syrien contre sa population depuis le début de la répression du soulèvement, en mars 2011. Si l'usage d'armes chimiques était confirmé, il s'agirait aussi de la plus flagrante violation de la « ligne rouge », fixée il y a un an par le président américain, Barack Obama, sur l'usage d'armes chimiques en Syrie. Une provocation sans précédent du président, Bachar Al-Assad, face aux atermoiements de la communauté internationale. Le bombardement de mercredi matin 21 août, qui aurait causé des centaines de morts, s'est en effet produit sous les yeux de la commission d'enquête des Nations unies sur l'usage présumé d'armes chimiques dans le conflit, confinée depuis son arrivée, dimanche, à Damas dans un hôtel cinq étoiles du centre-ville sous surveillance étroite des autorités.

Mercredi, à 2 h 25 du matin, l'armée syrienne a lancé une offensive majeure – qui se poursuivait jeudi – sur des faubourgs de la capitale syrienne. « Une série d'opérations contre les groupes terroristes armés », a confirmé l'agence de presse gouvernementale, Sana. Des bombardements d'une ampleur sans précédent se sont abattus sur les quartiers de Zamalka, Jobar, Irbin, Hammouriya, Douma et Ain Tarma, côté est, et de Muadharniya et Daraya, à l'ouest de la ville, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé en Grande-Bretagne.

Quelques heures plus tard, l'opposition syrienne accusait le régime d'avoir eu recours à des armes chimiques. « Il y a eu plusieurs explosions de missiles et de roquettes tirés depuis le mont Qassioun, suivies d'un gaz de couleur blanc, légèrement jaunâtre. Les civils ont commencé à avoir des problèmes respiratoires. Selon les combattants et les médecins, il s'agirait de gaz sarin », assure Fahad Al-Masri, por-



Une photo mise en ligne par l'opposition syrienne montre des victimes de l'attaque chimique dans la plaine de la Ghouta, en périphérie de Damas, mercredi 21 août. HO/SHAAM/AFP

te-parole de l'Armée syrienne libre (ASL). Ces attaques auraient causé la mort d'au moins 1300 personnes, selon George Sabra, ex-président du Conseil national syrien, qui a estimé que ces « crimes » marquaient un « tournant majeur dans les opérations du régime », un pas vers « l'annihilation » de la population. L'OSDH a confirmé la mort d'au moins 136 personnes.

Les dizaines de vidéos postées, dans les heures qui ont suivi, sur Internet par des militants syriens

## Laurent Fabius prône une « réaction de force »

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a promis, en cas de confirmation d'un recours par Damas à des armes chimiques mercredi, « une réaction de force », tout en excluant l'envoi de troupes au sol. « Il faut que les Russes prennent leurs responsabilités », a-t-il lancé.

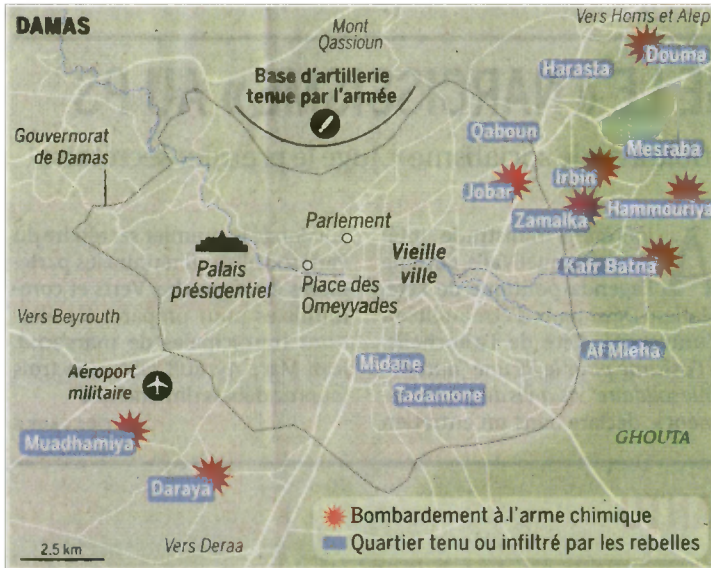
appuient ces allégations. Depuis le début du conflit, ces témoignages, publiés sur YouTube et Facebook par des réseaux d'information citoyens, sont souvent les seules preuves des combats et des massacres, étant donné la difficulté pour les journalistes étrangers d'accéder au terrain. Sur ces images, qui n'ont pu être vérifiées sur le terrain de source indépendante, des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants reposent, inanimés, sur le sol d'hôpitaux de fortune. Leurs corps ne présentent aucune trace de blessures. D'autres reprennent leur souffle à l'aide de masques à oxygène, tandis que le personnel médical s'affaire autour d'hommes et d'enfants, pris de convulsions, le nez et la bouche emplis d'une mousse blanchâtre. Des symptômes « très caractéristiques d'une intoxication à un neurotoxique », constate Olivier Lepick, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique. Elles sont corroborées par les

témoignages du personnel médical, recueillis notamment par l'organisation Human Rights Watch (HRW). Des médecins de la Ghouta, la plaine agricole à l'est de Damas, ont dit avoir épuisé leurs stocks d'atropine, d'hydrocortisone et de dexaméthasone destinés à soigner les centaines de victimes qui ont afflué, « suffoqués, les pupilles dilatées, et pris de convulsions » dans les hôpitaux improvisés.

Le régime a immédiatement qualifié ces accusations de « mensongères ». « Ces allégations (...) ne sont qu'une tentative désespérée de cacher leurs échecs sur le terrain et reflètent l'état d'hystérie et d'effondrement dans lequel se trouvent ces groupes terroristes », a dénoncé l'état-major syrien dans un communiqué lu à la télévision nationale. Pour Damas et ses alliés, la rébellion cherche à « détourner » la commission d'enquête de l'ONU de sa mission, dirigée par le scientifique

Elles sont corroborées par les





## Le régime veut provoquer un effet de stupeur

LE BOMBARDEMENT MASSIF à l'arme chimique des proches faubourgs de Damas est-il un aveu de faiblesse ou au contraire, une démonstration de puissance du régime syrien ? Lancé depuis le printemps dans une vaste opération de reconquête, avec le soutien massif de ses alliés – les pasdaran iraniens, le Hezbollah libanais, mais aussi des miliciens chiïtes irakiens et yéménites –, Damas a remporté quelques relatifs succès face à une rébellion désorganisée mais omniprésente.

La ville stratégique de Qousseir, près de la frontière libanaise, a été reprise en juin au prix de combats acharnés. L'armée syrienne a également réduit le quartier rebelle de Khaldiyyeh, affermissant son emprise sur Homs, troisième ville du pays et carrefour stratégique reliant Damas à la côte méditerranéenne, les deux principaux fiefs du régime.

En revanche, le régime n'a pas progressé à Alep. Le nord et l'est du pays restent sous le contrôle de différentes factions de l'opposition, malgré ses graves divisions internes – entre laïques et djihadistes ou entre Kurdes et fondamentalistes. La rébellion, fournie en armes de plus en plus sophistiquées par l'Arabie saoudite, avance même dans le Sud, près de Deraa.

A Damas, l'armée syrienne a mis un coup d'arrêt à l'avancée des rebelles au prix de la destruction de quartiers entiers et de localités de banlieue acquises à l'opposition. Contrairement à l'été 2012, lorsque l'opposition semblait être en mesure de mener des opérations jusque dans les quartiers centraux

de la capitale et de fermer l'aéroport international, le régime semble tenir fermement Damas. Mais dès qu'il relâche la pression, les infiltrations de combattants rebelles reprennent. Essentiellement depuis l'est, où se situe la plaine agricole de la Ghouta, mais aussi à l'ouest, où la localité de Daraya continue d'être un foyer de rébellion malgré plus d'une année d'offensive et de massacres.

### Hors de portée

Cette menace permanente a pu pousser le régime à recourir à des armes de destruction massive pour obtenir un effet de stupeur sur la population et vider définitivement de leurs habitants les zones tenues par la rébellion. Si jamais l'attaque de mercredi à Damas reste sans effet auprès de la communauté internationale, le régime syrien pourrait recourir à ce type d'attaques pour reprendre des objectifs qui paraissent aujourd'hui hors de sa portée. C'est notamment le cas à Alep où la rébellion, entrée dans la ville en juillet 2012, tient désormais deux tiers de l'agglomération. Les villes de Rakka et, dans une moindre mesure, de Deir ez-Zor et Hassake, trois capitales de province, sont sous le contrôle des rebelles. L'armée syrienne, qui les bombarde par avion et à l'artillerie lourde, n'a pas assez d'hommes au sol pour les reprendre. Seules des attaques chimiques de grande envergure, comparables au massacre de Halabja, au Kurdistan irakien en 1988 (4 000 morts), pourraient inverser le rapport de forces. ■

CHRISTOPHE AYAD

suédois Ake Sellström. Son équipe a, selon le mandat longuement et âprement négocié entre Damas et l'ONU, quatorze jours pour enquêter sur trois sites présumés d'attaques à l'arme chimique, à l'instar de Khan Al-Assal, près d'Alep, le 19 mars. La Russie, indéfectible allié du régime Assad, a dénoncé une « provocation planifiée à l'avance ».

Preuve déjà été faite d'attaques à l'arme chimique dans le conflit syrien. Quelques jours après l'arrivée à Jobar, le 2 avril, des envoyés spéciaux du Monde, Jean-Philippe Rémy et Laurent Van der Stockt, des attaques avec un gaz inconnu survenaient contre ce quartier de Damas. Les échantillons rapportés de Syrie par nos reporters et confiés au centre de recherche militaire du Bouchet ont permis de fonder la « certitude », exprimée le 4 juin par la France, d'un recours, « à plusieurs reprises et de façon localisée », par le régime de Bachar Al-Assad, à des gaz toxiques contenant du sarin, un puissant neurotoxique. Londres et Washington partagent cette certitude.

Les nouvelles allégations de l'opposition syrienne sont prises très au sérieux par la communauté internationale. Le ministre israélien des affaires stratégiques, Yuval Steinitz, a confirmé l'usage d'armes chimiques lors de cette attaque, sur la base d'« évaluations des services de renseignement ». Une trentaine de pays, en tête desquels la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, ont réclamé, mercredi, une réunion d'urgence du Conseil

de sécurité et une enquête « immédiate » et « approfondie » de la mission Sellström, pour faire la lumière sur cette attaque. Une demande à laquelle le Conseil de sécurité n'a pu accéder lors de cette réunion, du fait de l'opposition de la Russie et de la Chine et en dépit de la volonté affichée de faire la lumière sur ces accusations. Comme anticipant ce nouvel échec, George Sabra avait dénoncé dans la matinée tout à la fois le « silence », « l'abandon », « l'in-

« Il y a eu plusieurs explosions de missiles et de roquettes tirés depuis le mont Qassioun »  
Un porte-parole de l'ASL

différence » et « l'indécision » complices de la communauté internationale. « Ce qui s'est passé donne le coup de grâce à tous les efforts politiques pacifiques et rend absurde tout discours à ce sujet », a estimé M. Sabra, dans une allusion aux négociations préparatoires pour la tenue d'une conférence de paix internationale dite de Genève II. ■

HÉLÈNE SALLON



# L'Irak en proie à une flambée de violences inédite depuis le retrait américain

Les attentats d'Al-Qaïda se multiplient, révélant l'incurie du gouvernement de Nouri Al-Maliki

Al-Qaïda en Irak peut se frotter les mains. L'attaque de haute volée, menée lundi 22 juillet contre deux prisons de Bagdad, qui a permis à des centaines de détenus de se faire la belle, renvoie aux heures les plus noires du pays. Revendiquée par l'Etat islamique en Irak et au Levant, la franchise locale de la nébuleuse djihadiste, le double assaut a fait une quarantaine de morts et démontré une fois de plus l'incurie du gouvernement du premier ministre Nouri Al-Maliki. Ce chiïte, au pouvoir depuis sept ans, paraît incapable d'endiguer la flambée de violence, qui a fait plus de 620 morts en juillet, l'un des bilans les plus sanglants depuis le retrait américain, en décembre 2011.

Le caractère nihiliste de ces attentats, qui frappent aussi bien des convois militaires que des terrains de football ou des cafés, rappelle les années de guerre civile, entre 2006 et 2009, quand miliciens chiïtes et combattants d'Al-Qaïda commettaient des massacres à l'aveuglette et à la chaîne. « On est revenu à la case départ, analyse Pierre-Jean Luizard, historien au CNRS. Le pays se retrouve prisonnier de groupes qui veulent en faire une terre brûlée, y propager le chaos, dans le seul but de mettre en échec la puissance américaine. »

Al-Qaïda a pris pour cible les deux plus importantes prisons d'Irak : celle de Taji, dans la banlieue nord de Bagdad, et celle d'Abou Ghraïb, dans la périphérie ouest, rendue célèbre par les sévices que des soldats américains y ont commis en 2004 sur des détenus irakiens. Les attaques, qui ont débuté de manière simultanée dimanche soir et se sont poursuivies jusqu'au lendemain matin, ont manifesté un degré de sophistication rare. Barrage de roquettes contre les établissements, puis explosion de kamikazes et de voitures piégées devant leurs portes, le tout combiné avec une mutinerie de prisonniers, en collaboration avec des gardiens.

## Revers cinglant pour Maliki

Planifiée depuis des mois, l'opé-



ration a permis l'évasion d'au moins 500 prisonniers, dont plusieurs hauts responsables d'Al-Qaïda condamnés à mort. Un revers cinglant pour le premier ministre Nouri Al-Maliki, en butte depuis six mois à un mouvement de protestation de la minorité sunnite, qui s'estime discriminée. « Que les deux prisons les mieux protégées du pays, situées à quelques kilomètres du siège du gouvernement, puissent être pilonnées pendant des heures, ce n'est plus une bavure, c'est le signe d'un dysfonctionnement structurel de l'Etat », soutient Hosham Dawod, un chercheur basé en Irak.

Cette opération spectaculaire intervient dans un contexte de recrudescence très forte de la violence. Chaque jour ou presque amène son lot d'attentats ou d'embuscades. Samedi 20 juillet, l'explosion de dix voitures piégées dans des rues commerçantes de Bagdad, à majorité chiïte, a ainsi fait 60 morts et 190 blessés, soit l'offensive la plus meurtrière dans la capitale depuis le début du ramadan. Les déflagrations sont survenues en début de soirée, après l'iftar, le repas de rupture du jeûne, alors que la foule se pressait dans la rue, pour faire des courses ou profiter d'un semblant de fraîcheur après une journée caniculaire. La veille,

vingt personnes avaient péri dans un attentat perpétré dans une mosquée sunnite à Wadjhiya, une localité au nord de Bagdad.

Rares lieux de coexistence entre communautés, les cafés et les terrains de football ne sont plus épargnés. Selon un décompte de l'AFP, quelque 50 personnes ont trouvé la mort ces derniers mois dans une dizaine d'attaques contre des joueurs. En février, l'irruption d'un kamikaze dans le stade de Shoula, dans le nord de Bagdad, a coûté la vie à 18 personnes, pour la plupart de jeunes footballers. Le fait de cibler les cafés participe du même objectif : semer la panique au sein de la population et augmenter la colère de l'opinion publique à l'égard du gouvernement. A la mi-juillet, une quarantaine de clients d'un café de Kirkouk, dans le nord du pays, ont péri dans un attentat-suicide, alors qu'ils jouaient aux dés, après l'iftar. D'habitude bondés, surtout en cette période de ramadan, les cafés sont aujourd'hui délaissés, signe de la peur et de la défiance qui rongent la société irakienne.

La radicalisation du camp sunnite, dont témoigne le retour en force d'Al-Qaïda et auquel répond le réveil des milices chiïtes, est ali-

mentée par le conflit en Syrie. « Le déclenchement du soulèvement contre le régime Assad a été perçu par les sunnites irakiens comme le signal de la revanche, la preuve qu'ils peuvent échapper à leur statut de minorité marginalisée », explique Pierre-Jean Luizard.

Le pays est-il voué à replonger dans la guerre civile ? Le niveau de violences reste pour l'instant en deçà de celui des années 2006 et 2007, où l'on recensait plus de 3 000 morts par mois. Mais la confessionnalisation au galop de la scène politique, qui se traduit par la disparition des listes transcommunautaires, suscite une lourde inquiétude. De même que l'intransigence de Nouri Al-Maliki, hostile à toute idée de démission.

« Chaque camp est en train de se barricader, note Hosham Dawod. Le peu d'Etat qui avait été bâti ces dernières années est en passe de s'effondrer. Al-Maliki a échoué à produire une alternative au sectarisme et à réunir la population sur des valeurs partagées. » ■

BENJAMIN BARTHE



# Syrian Kurds Find More Than a Refuge in Northern Iraq

By TIM ARANGO

**SAHELA, Iraq** — Some were moved by fears that the violence in Syria would soon find them, as rumors of beheadings by Islamist militants circulated from one village to another.

“They are killing Kurds there, Jabhet al-Nusra, Qaeda,” said Amjad Sulaiman, 22, referring to the Nusra Front and other jihadi groups fighting in Syria and terrorizing local communities.

Many others, beckoned by images of a better life broadcast from television stations based here in northern Iraq, came in search of jobs or electricity, even just a cold drink of water.

“There is no bread,” said one young man.

“There is no water,” said another.

Traversing a meandering pathway across Syria’s eastern frontier to a makeshift camp on a desert hilltop here, tens of thousands of Syrian Kurds have fled to northern Iraq in recent days, one of the largest movements of refugees since the conflict in Syria began more than two years ago, according to the United Nations.

Just as rapidly, a refugee economy has sprouted: money changers, cigarette vendors, boys selling cellphone credits. Men riding donkeys met families along the path and, for a fee of about \$5, carried their things the rest of the way. The journeys perpetuate a history of exodus and oppression for Kurds, a community whose ambitions for statehood have been thwarted for decades by Middle Eastern governments and their Western benefactors.

Amid the scenes of displacement and hardship, however, as hordes of refugees mobbed trucks carrying watermelons and mattresses, was the incongruity of the hardening sense that emerging from the civil war in Syria was a better future for the region’s Kurds.

As perilous as the exodus was, for many refugees it carried a measure of hope, bringing them not to the unwelcoming places other Syrians have found themselves, but into friendly arms. As grim as the conditions are for the newly arrived refugees, some of whom spent their first night sleeping outdoors on a thin carpet, a sense of shared identity prevailed for many who have long lived under a government in Syria that refused them citizenship and prohibited them from even speaking their language.

“We have been living in fear,” said



*Since last week, nearly 40,000 more Syrian Kurds have come to northern Iraq, bringing the total in the area close to 200,000. More Photos »*

Salah Ali, 68, who arrived recently and is living in a new tent city on the outskirts of Erbil, the capital of Iraq’s Kurdistan region. “Here, we finally feel relief. We have food. We are safe. We haven’t slept well until we got here.”

The influx here stands in sharp contrast to the humanitarian crisis unfolding in Jordan, Turkey and Lebanon, where hundreds of thousands of Syrians have sought shelter. In many areas, the flood of refugees has raised sectarian and ethnic tensions and presented a dire challenge that governments are struggling to meet. Here,

refugees are welcomed, even encouraged.

“It’s kind of the family looking after each other,” said Mike Seawright, a field coordinator for Doctors Without Borders, whose medical workers treated arriving Syrians for an assortment of ailments like dehydration and diarrhea, but not war wounds.

“To generalize, people here are in pretty good condition,” he said.

The local authorities and aid agencies said they were unprepared for the latest wave of refugees, and that an existing camp nearby in northern Iraq was terribly overcrowded, housing nearly 50,000 refugees in a site built for 22,000. Since last week, nearly 40,000 more Syrian Kurds have come, bringing the total close to 200,000. Officials have scrambled to provide for the latest influx, calling on residents across the region to make donations.

When Massoud Barzani, the president of Iraq’s Kurdish territory, whose security and prosperity has served as a model for the aspirations of Kurds in Syria, Turkey and Iran, visited a new refugee camp on Monday, he was greeted like a revered spiritual leader, his vehicle mobbed as he appeared through a sunroof.

“We are brothers to you,” Mr. Barzani told the crowd. “And you are now in your home and in your country.”

Mr. Barzani has lately sought to position himself as not just the leader of Iraq’s Kurds, but someone who can unite all Kurds as they push for more independence and more democratic rights. He recently threatened to send his own security forces, known as peshmerga, to defend Kurds in Syria. Next month he will host a

⇒



⇒ regional Kurdish conference that is viewed as a setting to discuss how the Kurds can seize the turmoil gripping the Middle East to advance a shared agenda, the distant goal of which remains an independent Kurdish state.

While the flood of refugees has tested Mr. Barzani's administration, it has also presented him with a political opportunity. By caring for refugees and, in his call to arms for a people long steeped in a martial culture, he is burnishing his credentials among Syrian Kurds as a regional leader. As some refugees crossed the border Wednesday morning they approached a journalist with a video camera and chanted, "Viva Barzani!"

"God bless Barzani," said Mariam Ahmed, 30, a refugee at the camp near Erbil. "We have everything we need here."

Muhammad Murat, 43, a welder, fled here after hearing stories of nearby villagers being executed by jihadi fighters. "Our only hope to go back home is for Barzani to send the pesh to fight," he said, referring to the peshmerga. "That is the only thing that gives us hope."

At the beginning of the civil war in Syria, now in its third year, Kurds had hoped to stay out of the fight. For a while, Kurdish areas of northeastern Syria were relatively safe. But lately, clashes have



intensified between Kurdish militias and Arab jihadis, who see Kurdish claims to autonomy and territory as a challenge to their goal of establishing an Islamic state.

That new fighting, as well as what people here describe as a campaign by jihadis to destroy agriculture and cut power and water supplies, has hardened longstanding tensions between Kurds and Arabs, which were on display here as aid workers and local officials registered refugees.

Around midday on Wednesday at the hilltop camp where new arrivals were given water and food, a man with bull-horn tried to segregate the small number of Arabs who had arrived from the Kurds.

"All the Arab people in the tents, come out here," he said. "You have to go here and be on a separate list."

Standing nearby, Erdogan Kalkan, a protection officer for the United Nations High Commissioner for Refugees, was troubled. "We would never accept this," he said. But, he added, "they have security concerns, national security concerns."

The episode highlighted what many Syrian Kurds say has become another casualty of their war: any hope for a multi-ethnic society, with Kurds and Arabs living together peacefully.

"There is no hope for that," said Mr. Ali, sitting in his tent while his grandchildren played with marbles. "Everyone hates one another and wants revenge."

For the refugees who arrived here in recent days, the things they brought reflected the haste of their departure. For many, that meant a single bag of clothes, packed in a duffel bag or canvas sack. Some, if they had the time and presence of mind, brought small items to remind them of homebound comforts: a favorite teddy bear or a wedding album. One woman brought a small satchel of soil from her garden, another a miniature Koran; one young boy came with four pet birds. A young woman said she had brought only her remembrances:

"I brought my memories of a beautiful and peaceful Syria."

## Syrian Kurd leader back in Turkey

**ANKARA** / The leader of the main Kurdish group in northern Syria, the Democratic Union Party (PYD), has reportedly returned to Turkey for talks with Turkish officials, in his second visit in less than a month.

The Turkish government had expressed strong concerns about the imposition of a de facto autonomous region in northern Syria after the PYD, which is affiliated to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), increased its control in the area.

While underlining that there was no problem in Ankara in holding talks with PYD leader Salih Muslim, Turkish officials declined to specify an exact date for the imminent arrival of the Kurdish politician. However, Firat news agency, which is known to have close links to the PKK, reported that Muslim has arrived in Turkey.

"There is no date requested from us by the PYD for holding the next meeting. Still, they may convey this request right after this conversation; it may be too imminent as there is no problem for us in holding talks with the PYD leader. When and if he comes to Turkey, he will be holding talks



with officials from the Foreign Ministry and MIT [the National Intelligence Organization]," a Turkish diplomatic source told the Hürriyet Daily News.

Noting that it would be better to elaborate on the agenda and the content of the meeting with Muslim only after the meeting occurs, the same diplomatic source said nobody should look for a specific item on the agenda of the meeting.

"Nobody should behave as if the PYD is the only Kurdish group in Syria that the Turkish government has been talking to. Our contacts with several Syrian Kurdish groups and parties have been going on at different levels," the source said, while admitting that the traffic between Ankara and the PYD had become more visible in

recent weeks given the clashes between Kurds and al-Qaeda-linked fighters.

The People's Defense Units (YPG), PYD's armed wing, has been engaged in a violent fight with the al-Qaeda-linked al-Nusra Front since mid-July, gaining control of the Syrian town of Ras al-Ayn, across from the Turkish town of Ceylanpınar.

Muslim said the possible discussion topics would include humanitarian aid to northern Syria, the opening of border gates and other issues concerning the region. "We are already in dialogue with Turkey. We discussed some topics and they are still on the agenda. We will surely touch on these," Muslim told Anadolu Agency. "Talking with the leader of the PYD is a major change in our point of view.

Parties that have interests in Syria have reviewed their policies," he said, adding that they had no secret agenda.

Ankara has three expectations from the PYD: take a clear stance against the Syrian regime, against the PKK, and not imposing conditions, such as autonomous rule, for the future of Syria already at this stage.

□□□



# L'afflux de réfugiés syriens s'accroît au Kurdistan irakien

Fuyant le régime de Damas ou les groupes rebelles, les civils kurdes arrivent de plus en plus nombreux dans les camps



Des réfugiés syriens à Dahouk, près du poste-frontière de Peshkhabour, le 20 août. HADI MIZBAN/AP

vers d'autres camps», explique le bureaucrate, débordé, qui reçoit les doléances à l'entrée.

A perte de vue, des milliers de tentes fournies par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, et autant de familles, rôtissent sous un soleil de plomb. Mais

beaucoup n'ont pas encore reçu d'abri. « Cela fait trois jours que nous attendons là », soupire Jiwan, un Kurde de Qamishli, assis avec sa femme et sa petite fille, sur les deux mètres carrés d'ombre que leur procurent leurs maigres bagages. Tout autour, les engins de chantier s'affairent. De la benne d'un camion, des militaires balancent des pastèques aux enfants attroupés. Depuis samedi dernier et l'ouverture de la frontière par les autorités kurdes d'Irak, ce sont plus de 40 000 réfugiés kurdes de Syrie qui ont franchi la frontière, précise Falah Mustafa Bakir, le ministre des relations extérieures du gouvernement régional. Au total, ils seraient désormais plus de 200 000 dans la région kurde, selon les chiffres officiels. « Les chiffres restaient faibles par rapport aux pays voisins, donc cela attirait peu d'attention. Maintenant le problème dépasse de loin nos capacités », constate M. Bakir. Le président du Kurdistan, Massoud Barzani, qui s'est rendu dans le camp de Kawergosk mardi a lancé un appel à la solidarité internationale.

« Les plus mal lotis sont ceux qui se trouvent encore là-bas », confie, perché sur une camionnette, un jeune réfugié. Ceux qui s'échappent par milliers de la région kurde de Syrie depuis une semaine racontent la détresse dans laquelle est plongée la région, jusqu'alors relativement épargnée par la guerre.

Le « Rojava », ainsi que les Kurdes syriens nomment leur région, est de plus en plus isolé. « La frontière avec la Turquie nous est fermée alors que nous vivons à 500 m à peine », témoigne Mustafa, un vieil homme arrivé de Qamishli. Surtout les Kurdes de Syrie, dont beaucoup se sont jusqu'alors tenus à distance du régime syrien comme des brigades de rebelles, se trouvent pris en étau. « Notre village a été bombardé par le régime », témoignent Fatma et Djamila, deux femmes originaires de Rmeila, le centre de production pétrolière du Nord syrien. D'autres, plus nombreux, disent eux avoir fui les attaques des groupes islamistes radicaux, le front Al-Nosra et l'Etat islamique en Irak et au Levant, de plus en plus

## Reportage

### Erbil (Kurdistan irakien)

Envoyé spécial

Un pick-up où l'on a entassé à la va-vite une famille de huit personnes, quelques couvertures, des meubles et un climatiseur, transperce le nuage de poussière et se présente à la porte du camp. Derrière lui, d'autres véhicules arrivant de Syrie suivent à la queue leu leu. Des dizaines de peshmergas, l'armée du gouvernement régional kurde d'Irak, tentent de contenir les nouveaux arrivants.

En bordure de vastes champs de pétrole, le camp de Kawergosk, situé entre Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, et Mossoul, a déjà reçu « au moins 15 000 personnes en deux jours », estime le maire de la ville, Djamal Martik. « Nous sommes obligés de stopper l'afflux et de les envoyer



fréquentes contre les civils kurdes. Depuis plus d'un mois, de violents combats secouent toute la région

entre ces groupes djihadistes et les combattants kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD), affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement marxiste lancé par Abdullah Öcalan. A Kobani, Afrin, Ras-al-Ain, Tall Abyat, les Kurdes affirment avoir repoussé leurs assaillants et tué plusieurs centaines d'hommes, lors de ces affrontements.

### « Compétition féroce »

« Ces groupes armés sèment la terreur parmi les civils, ce qui explique cet exode, analyse Ibrahim Bro, secrétaire du petit parti kurde syrien Yekiti. Mais les tensions entre les partis kurdes sont aussi une des raisons de cette situation. Il y a une compétition féroce entre Massoud Barzani et les partisans d'Abdullah Öcalan. Chacun essaye d'imposer son propre modèle aux Kurdes syriens. Et le PKK, comme le parti Baas, veut imposer un système de parti unique ». C'est aussi l'avis d'Abdelhakim Bacha, chef de file du Parti démocratique kurde de Syrie, affilié à M. Barzani, pour qui « les civils fuient aussi la politique du PYD ». Le parti, le plus populaire et le mieux organisé parmi la nébuleuse de mouvements kurdes syriens, « insiste pour contrôler l'aide humanitaire et ne veut coopérer avec personne », dit M. Bacha. Les tentatives d'unifier les vues entre le Conseil national kurde de Syrie, qui regroupe plus de vingt mouvements, et la succursale du PKK, n'ont toujours pas permis de dégager un consensus. « Il faut remettre de l'ordre dans la maison kurde », lance-t-il. ■

GUILLAUME PERRIER

## Les Kurdes du PKK lancent un « dernier avertissement » aux autorités turques

Les négociations de paix ouvertes en octobre 2012 piétinent.

Le premier ministre Erdogan rejette tout « marchandage » avec l'« organisation terroriste »

Istanbul  
Correspondance

Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont lancé un « dernier avertissement » au gouvernement turc. « S'il ne prend pas au plus vite des mesures concrètes sur les questions définies par notre peuple et par l'opinion publique, le processus ne progressera plus et il en sera responsable », ont-ils mis en garde, vendredi 19 juillet, au sujet des négociations de paix débutées en octobre 2012.

Le cessez-le-feu, qui, pour la première fois en trente ans de conflit armé, est observé depuis sept mois par les deux parties, ne tient qu'à un fil si le pouvoir du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, n'engage sans tarder des réformes de fond, préviennent les chefs du mouvement kurde. Le dirigeant emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, avait décrété la « fin de la lutte armée » et appelé à un retrait de ses troupes du territoire turc, au moment des fêtes de Newroz (Nouvel An kurde), le 21 mars. Une première étape cruciale vers un règlement du conflit qui a fait environ 45 000 morts depuis 1984, mais qui n'a pas été suivie des gestes attendus de la part du gouvernement. A Ankara comme à Qandil, les montagnes refuges de la guérilla dans le nord de l'Irak, la méfiance a repris le dessus.

Pour tenter de relancer le dialogue, une entrevue a été autorisée, dimanche 21 juillet, sur l'île-prison d'Imrali, entre Abdullah Öcalan, qui purge une peine de réclusion à vie, et deux hauts responsables du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), sa vitrine légale. Cette visite à Imrali est la huitième depuis l'officialisation par l'entourage de M. Erdogan, fin décembre, qu'un nouveau processus de paix était engagé avec le PKK. Selon la déclara-

tion lue par ses émissaires, M. Öcalan a pressé les autorités de passer aux actes. « Une nouvelle étape doit commencer début septembre », a-t-il insisté. Il a aussi réclamé le droit de pouvoir tenir à Imrali une conférence de presse avec des journalistes turcs. Les conditions d'incarcération sur l'île, a-t-il précisé, ne lui permettent pas une participation plus active au processus.

Depuis environ sept mois, les affrontements meurtriers ont cessé. Le premier objectif, l'arrêt des hostilités, a été atteint, estime l'universitaire Fuat Keyman. « Avec mes amis de la commission des sages [un comité consultatif désigné par le gouvernement et composé de journalistes et de membres de la société civile], j'ai observé comment chaque jour qui passe sans drame renforce le soutien populaire au processus », constate-t-il. « Une résolution veut aussi dire que les deux parties vont en bénéficier, s'enrichir économiquement et devenir plus sûres. Ce sera le résultat d'une coopération turco-kurde fondée sur la sécurité, la démocratie et l'économie », poursuit-il.

Pourtant, en dépit de ce soutien très large de la population turque

Le cessez-le-feu, qui, pour la première fois en trente ans de conflit, est observé depuis sept mois, ne tient qu'à un fil

pour mettre fin au conflit, le premier ministre Erdogan tarde à franchir le pas. Outre la libération d'Abdullah Öcalan, la principale revendication du PKK, le gouvernement est attendu sur la réforme de la Constitution, sur la décentralisation de l'Etat et sur l'abaissement

du « barrage » de 10 % aux élections. Ce seuil électoral, nécessaire pour qu'un parti puisse siéger au Parlement, entrave la représentation politique du BDP.

Mais au cours d'un dîner de rupture du jeûne de ramadan pris avec les familles de soldats « martyrs » de la guerre contre le PKK, M. Erdogan a rejeté tout « marchandage » avec l'« organisation terroriste ». Début juillet, il s'était déjà impatienté devant la lenteur du retrait des combattants du territoire turc. Seuls 10 % à 15 % du repli auraient été effectués, selon les services de renseignement turcs qui supervisent l'opération.

Plusieurs milliers d'hommes et de femmes en armes se trouveraient toujours dans les montagnes des provinces kurdes de l'est de la Turquie. Ankara voit aussi comme un signal négatif la nomination, début juillet, à la tête du KCK (union des communautés du Kurdistan), la haute instance politique du PKK, de Cemil Bayik, un « historique », réputé proche de l'Irak et de la Syrie, et perçu comme un « faucon ».

En cas d'enlèvement du processus, une étincelle pourrait suffire à embraser de nouveau toute la région. C'est ce qui a failli se produire fin juin, dans un village proche de Lice, non loin de l'endroit où Abdullah Öcalan fonda le PKK en 1978. Un manifestant a été tué par l'armée. Les soldats ont fait feu contre 200 villageois qui protestaient contre l'extension de la caserne et la militarisation à outrance de leur région. La construction de nouveaux postes militaires, la poursuite des vols de drones au-dessus des camps du PKK en Irak et du recrutement de miliciens kurdes pro-gouvernementaux sont vus par la guérilla comme des preuves du manque de sincérité d'Ankara. ■

GUILLAUME PERRIER



L'Iran, pour qui la survie du régime d'Al-Assad est stratégique, a pour la première fois directement menacé les États-Unis.

# Téhéran devient tête de Syrie

Par JEAN-PIERRE PERRIN

Dans le conflit syrien, l'Iran, le principal allié de Damas avec Moscou, a aussi sa «*ligne rouge*». Le régime islamique l'a fait savoir hier en prévenant Washington des «*dures conséquences*» qui l'attendaient s'il menait une opération militaire en Syrie. La menace a été lancée par le commandant Massoud Jazayeri, chef adjoint de l'état-major des forces armées. Cela confirme que le dossier syrien échappe au contrôle du nouveau président iranien, Hassan Rohani. Et qu'il est géré par la direction militaire du pays, pas seulement par la force Al-Qods des pasdaran (l'unité du corps des Gardiens de la révolution chargé des opérations extérieures). C'est d'ailleurs l'agence Pars, tenue par les pasdaran, qui a diffusé la déclaration du commandant Jazayeri. «*La guerre terroriste actuelle en Syrie a été planifiée par les États-Unis et les pays réactionnaires de la région [l'Arabie Saoudite, le Qatar, ndr] contre le front de la résistance [face à Israël]. Malgré cela, le gouvernement et le peuple syriens ont obtenu de grands succès. Ceux qui ajoutent de l'huile sur le feu n'échapperont pas à la vengeance des peuples [...]. L'Amérique sait quelle est la limite sur le front syrien, et tout franchissement de cette ligne rouge aura de dures conséquences pour la Maison Blanche*», a ajouté l'officier. C'est la première fois que la haute hiérarchie militaire iranienne menace directement les États-Unis et parle de «*ligne rouge*». Elle a réagi aux propos du secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, affirmant que Barack Obama avait demandé à son département «*de préparer plusieurs options d'intervention*» en Syrie après avoir appris que l'armée syrienne aurait utilisé des armes chimiques près de Damas. Il avait ajouté que les forces américaines étaient prêtes à intervenir quelle que soit l'option retenue, mais que Washington était toujours en train de les évaluer.

**DÉPENDANCE.** Emboitant le pas à l'Iran, le régime syrien a aussi averti les États-Unis que toute intervention militaire «*créerait une boule de feu qui enflammerait le Moyen-Orient*». Par cet avertissement lancé à

Washington, Téhéran confirme que la guerre en Syrie est bel et bien un problème existentiel. Ce n'est pas la première fois : en février, Mehdi Taeb, un religieux du premier cercle des conseillers du Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, reconnaissait la dépendance du pays à la situation en Syrie, qui «*est la 35<sup>e</sup> province et une province stratégique pour nous*», déclarait-il, lors d'un rassemblement du bassidj (la milice du régime) à Téhéran.

«*Si l'ennemi nous attaque et cherche à prendre à la fois le contrôle de la Syrie et du Khouzistan [la province iranienne la plus riche en pétrole], la priorité réside dans le maintien de la Syrie, parce que si nous la maintenons, nous pourrions reprendre le Khouzistan. Cependant, si nous perdons la Syrie, nous ne serons pas en mesure de tenir Téhéran*», ajoutait-il. Il reconnaissait enfin que l'armée syrienne, naguère «*forte*», «*n'avait plus la capacité de gérer seule une guerre à l'intérieur des villes*».

Autre souci de Téhéran : que l'Arabie Saoudite, en cas de chute du régime, fasse passer en Syrie un pipeline pour exporter son pétrole, rendant caduque l'importance stratégique du détroit d'Ormuz que l'Iran contrôle. Autrement dit, Téhéran voit la crise syrienne comme un nouveau front, à côté de celui du nucléaire. D'où un engagement de plus en plus intense. Selon une source diplomatique française, c'est sur ordre de Téhéran que le Hezbollah libanais s'est engagé en Syrie. Sans lui, Al-Assad n'aurait pu reprendre la petite ville stratégique d'Al-Qoussayr. Ses forces ont aussi joué un rôle déterminant dans la conquête des derniers quartiers résistants de la grande ville de Homs, autre nœud décisif entre Damas et la Méditerranée.

**VASSAL.** C'est encore les pasdaran et la milice chiite libanaise qui forment l'équivalent syrien du bassidj iranien pour défendre les localités alaouites et chiïtes. Pas seulement : ce sont aujourd'hui ces milices, les nouvelles et les shabiha, ces gangs faisant office de forces supplétives aussi entraînés par les mêmes conseillers, qui permettent au régime de tenir certaines régions, souvent mieux que ses propres organes de sécurité. Ce sont encore les pasdaran et le Hezbollah qui forment des jihadistes chiïtes irakiens et venus d'autres pays. Sans oublier l'implication directe des pasdaran, selon la même source diplomati-

que, notamment comme conseillers auprès du commandement syrien.

S'ajoute l'aide économique de Téhéran qui participe aussi à la survie du régime – il a déjà dilapidé dans la guerre près de 17 milliards de dollars (12,7 milliards d'euros) de ses réserves en devises, selon le Centre syrien de recherches politiques. Aussi reçoit-il de l'Iran pas moins de 500 millions de dollars par mois auxquels s'ajoutent plusieurs lignes de crédit lui permettant d'acheter nourriture et pétrole. «*Conséquence : les Iraniens et les forces du Hezbollah resteront probablement en Syrie indéfiniment, institutionnalisant de façon permanente ce qui avait été un arrangement ad hoc*», souligne Andrew Tabler, un chercheur du Washington Institute, dans le dernier numéro de la revue américaine *Foreign Affairs*. D'où ce constat que la Syrie est désormais vassalisée et que le régime iranien, qui a d'ailleurs réagi avant Damas aux déclarations américaines, est en passe de devenir le vrai patron du pays, du moins de la partie contrôlée par les forces loyalistes. Avec les risques d'un enlèvement, comme pour les Américains en Irak et pour le Hezbollah d'être à la manœuvre sur les fronts syrien israélien et libanais.

Outre Téhéran, Moscou, le puissant allié historique de Damas, a aussi averti Washington, «*contre une répétition des erreurs du passé*». «*Tout cela ne peut que nous rappeler les événements d'il y a dix ans, quand, prenant prétexte des informations mensongères sur la présence en Irak d'armes de destruction massive, les États-Unis, en contournant l'ONU, se sont lancés dans une aventure dont tout le monde connaît maintenant les conséquences*», a déclaré le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. «*Nos partenaires américains et européens doivent être conscients des conséquences catastrophiques d'une telle politique pour la région, le monde arabe et plus généralement le monde musulman*», a-t-il ajouté. De guerre civile, le conflit syrien est devenu une guerre froide régionale et internationale. ◆

# Trois regards sur la situation au Kurdistan

Guillaume Perrier

istanbul.blog.lemonde.fr/

Le conflit syrien a fini par embraser le "Kurdistan occidental", la région kurde de Syrie, située au Nord, le long de la frontière turque. Depuis une dizaine de jours, des dizaines de milliers de réfugiés ont fui, franchissant la seule frontière qui leur soit entrouverte, celle qui les sépare de l'Irak et de la région autonome kurde (KRG) dirigée par Massoud Barzani. Les populations civiles s'échappent de ce réduit, prises en étau depuis plusieurs mois entre les frappes du régime de Damas et les attaques de plus en plus fréquentes des groupes islamistes radicaux qui ont déclaré le "jihad" contre les Kurdes. Le PYD, branche syrienne du PKK et principal parti politique, a décrété une autonomie du "Rojava Kurdistan" et entend y imposer son ordre, via les YPG (unités de défense du peuple, une milice locale renforcée par le PKK). A Erbil, la capitale du Kurdistan irakien qui sert de plateforme de discussion politique, nous avons rencontré trois des principaux chefs de partis politiques kurdes syriens.

**SALIH MUSLIM, CHEF DU PYD (PARTI DE L'UNION DÉMOCRATIQUE), BRANCHE SYRIENNE DU PKK:**



## Quelle est la situation dans votre région?

Les combats continuent, des affrontements très durs à Tîrbesiye ou à Sere Kaniye où il y a eu des bombardements d'artillerie qui ont aussi touché la ville turque de Ceylanpinar. A Tall Abyad et Kobani, les YPG affrontent le Front Al-Nosra, l'Etat islamique en Irak et au Levant et certaines brigades de l'Armée syrienne libre (ASL). Ce sont des musulmans extrémistes. A Qamishli, c'est plus calme. A Kobani, les groupes djihadistes ont reçu le soutien de la Turquie de l'autre côté de la frontière. Il y a eu beaucoup de morts. Ils essayent de constituer un émirat islamique mais les Kurdes ne l'acceptent pas.

## Vous vous êtes rendu deux fois en Turquie récemment?

Oui on leur a expliqué nos inquiétudes. On leur a demandé d'ouvrir la frontière pour

les réfugiés car il y a un embargo. Ils ont nié toute intervention en disant que c'est une longue frontière, de plus de 800 km, qu'ils ne peuvent pas tout contrôler. On ne peut rien faire de plus. Il y a aussi des organisations extrémistes comme l'ONG IHH et le Hizbullah (un parti kurde islamiste qui a récemment repris de l'activité en Turquie sous le nom de Huda-Par) qui les soutiennent.

## Quelle est la stratégie du PYD?

Cela fait plus d'un an que les Kurdes contrôlent la région et essayent de s'organiser. Nous avons posé les bases de l'organisation d'une administration civile, c'est une période de transition, pas une solution définitive. Ce qu'il faut, c'est une solution globale pour la Syrie, qu'elle soit fédérale ou confédérale. Nous discutons avec les autres partis mais le PDK (parti démocratique du Kurdistan, pro Barzani) doit maintenant rejoindre le processus.

## Y a-t-il un risque de conflit avec les autres partis kurdes réunis dans le conseil national kurde syrien?

Nous ne voulons pas d'une guerre fratricide comme dans les années 90. Il faut faire les bons choix. Le congrès national kurde (du 15 au 17 septembre) auquel nous participons va y aider. Il faudra y définir la stratégie des Kurdes pour une voie pacifique. C'est un vieux rêve pour tous les Kurdes. Les pays arabes ont une ligue arabe, les pays turcophones ont leur organisation... Il y a un printemps kurde. Une organisation kurde transnationale doit voir le jour mais le modèle de l'Etat-nation est dépassé.

**ABDUL HAKIM BACHAR, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN SYRIEN (PDK, BARZANISTE):**



## Quel est l'état des combats au Kurdistan syrien?

La situation est meilleure pour ceux qui ont fui que pour ceux qui ont dû rester. Il y a de nombreuses raisons à cette émigration soudaine des Kurdes de Syrie. La guerre, d'abord, la situation économique ensuite. Et certains fuient aussi la politique menée par le PYD. Des gens sont enrôlés de force pour aller se battre. Même la situation éco-

nomique est en partie de la responsabilité du PYD. Il insiste pour que l'aide ne puisse passer que par eux et les pays étrangers ne veulent pas. Le PYD cherche à renforcer ses intérêts au détriment de ceux du peuple kurde. Il y a des arrestations, des détentions arbitraires. Il a taxé les gens qui voulaient partir. En trois mois, environ 15 millions de dollars ont été prélevés et pas un seul dollar n'a été versé au Conseil national kurde.

## Y a-t-il un risque de conflit interne?

Le régime d'Assad est parvenu à manigancer cet affrontement entre Al Nosra et le PKK pour ouvrir un conflit entre Arabes et Kurdes. C'est aussi un message envoyé au PYD pour ne pas couper le lien qu'il a avec le régime. Quant à Al-Qaida et ses groupes affiliés, tout le monde les utilise, y compris la Turquie.

Le PYD est le principal parti kurde d'un point de vue militaire mais n'est pas si populaire parmi les Kurdes syriens. Nous n'aimons pas les groupes totalitaires. Mais nous ne voulons pas d'affrontements, il faut un compromis pour obtenir de l'aide internationale et stopper cette émigration. Il faut remettre de l'ordre dans la maison kurde. Le problème est la coopération entre nous et le PYD. Nous nous sommes rencontrés six fois et jusqu'à maintenant on ne sait pas trop ce qu'il veut. Des accords ont été signés à Erbil mais le PYD les viole.

**IBRAHIM BRO, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI YEKITI (UNION KURDE EN SYRIE, PROCHE DE L'UPK DU PRÉSIDENT IRAKIEN JALAL TALABANI):**

La situation au Kurdistan syrien est très mauvaise, la situation économique est la principale raison de l'afflux de réfugiés côté irakien. Le régime Assad et la présence de groupes armés djihadistes qui combattent les Kurdes en sont deux autres. La population a peur de ces organisations et peur de la guerre.

Il y a aussi des tensions entre les partis kurdes. Des gens sont détenus, mis sous pression par les YPG. D'un côté il est vrai que le PKK assume le combat ces groupes islamistes mais d'un autre côté, il ne laisse personne d'autre y participer. Ils veulent contrôler toute la région. Ils ont la même politique qu'Assad, celle du parti unique. Nous avons signé un accord entre le conseil national kurde et le PYD, sous l'autorité du président Massoud Barzani. Mais le PYD ne met rien en oeuvre. Barzani essaye lui aussi d'imposer son propre modèle.

## Y a-t-il un risque d'escalade?

Il y a une réelle compétition entre le PKK et le PDK dans notre région. Mais j'espère que les gens sont assez conscients pour y échapper. L'émigration massive pose un gros problème car cela va peser sur l'avenir des Kurdes de Syrie. Il y a beaucoup de zones mixtes qui vont devenir à majorité arabes, d'autant que beaucoup viennent s'y installer depuis les régions plus au sud de la Syrie. Des régions risquent d'y perdre leur identité. ■



# "L'idéal du Kurdistan historique est encore omniprésent"

Propos recueillis par  
Elvire Camus

**A l'ordre du jour depuis plusieurs années, un congrès national kurde devrait avoir lieu entre les 15 et 17 septembre à Erbil, capitale du Kurdistan irakien. Annoncé le 23 juillet par le président du gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani, ce congrès est historique à plusieurs égards.**

**MYRIAM BENRAAD**, politologue spécialiste de l'Irak et du Moyen-Orient, chercheuse associée au CERI (Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po) et à l'Iremam (Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman), décrypte les multiples enjeux de cette réunion, non seulement pour les Kurdes (peuple apatride du Moyen-Orient), qui vont pouvoir aborder la question de leur avenir politique, mais aussi pour la communauté internationale, pour qui un Kurdistan autonome pourrait jouer un rôle dans le règlement du conflit syrien qui se répand dans l'ensemble de la région.

**Les Kurdes, répartis dans quatre pays du Moyen-Orient (Turquie, Irak, Iran, Syrie), projettent de se réunir en congrès national depuis plusieurs années. En quoi les conditions sont-elles aujourd'hui réunies ?**

**Myriam Benraad :** Les conditions ne sont pas optimales. Mais, pour la première fois, la tenue d'un tel congrès est rendue possible par un certain nombre d'évolutions. Tout d'abord, par le cessez-le-feu entre la Turquie et le Parti des travailleurs kurdes (PKK), décrété depuis sa prison par le chef kurde Abdullah Öcalan le 21 mars, et censé marquer la fin de la guérilla qui dure depuis 1984. Ensuite, Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan irakien choisie pour accueillir le congrès, est aujourd'hui une enclave relativement pacifiée et permet, sur le plan logistique, l'organisation de ce congrès.

**La situation des Kurdes de Syrie a-t-elle eu une**

**influence sur la tenue du congrès ?**

Le fait que les Kurdes de Syrie prennent de plus en plus exemple sur leurs homologues du Kurdistan irakien est un facteur supplémentaire qui justifie l'organisation de ce congrès. Les Kurdes de Syrie s'opposent, comme les Kurdes d'Irak, au maintien d'un régime dictatorial centralisé (celui de Bachar Al-Assad en Syrie et de Saddam Hussein en Irak avant cela) mais aussi à l'option armée radicale, suivie par une partie de l'opposition. Le parallèle entre les deux situations est très clair.

**La communauté internationale soutient-elle les aspirations autonomistes des Kurdes de Syrie ?**

Jusqu'à présent, non. Leur positionnement était plutôt mal perçu par les pays qui soutiennent l'opposition armée, du Qatar à l'Europe, en passant par les Etats-Unis. Mais aujourd'hui, on assiste à une double évolution : l'opposition syrienne se radicalise et les régions kurdes sont plus stables que le reste du pays. Les Kurdes jouent sur ces deux éléments pour, sur le modèle de leurs homologues irakiens, se présenter comme modèle potentiel pour la future Syrie, une Syrie fédérale, en l'espèce. Nous n'y sommes pas encore, mais il s'agit là d'évolutions historiques, surtout là où l'on n'attendait pas les Kurdes. La communauté internationale prend conscience du rôle qui peut être le leur dans le règlement de la crise syrienne.

**Comment l'annonce du congrès a-t-elle été accueillie en Turquie ?**

La Turquie a récemment adopté une position de tolérance face à ce qui est présenté non pas comme un appel à l'indépendance, mais comme une autonomie. Un revirement logique, car la priorité d'Ankara est d'éviter un débordement de la crise syrienne et de la crise irakienne sur son territoire. Les quatre parties du Kurdistan historique (le sud de la Turquie, le nord de l'Irak, l'est de la Syrie et l'ouest de l'Iran) sont actuellement perçues comme des zones tampons qui, par le biais d'alliances circonstancielles avec

les Kurdes, permettent à la Turquie de maîtriser les évolutions régionales.

**Quel est l'objet du congrès ?**

Le congrès national kurde va être l'occasion, pour la quarantaine d'organisations et de partis kurdes qui vont se réunir, d'aborder un certain nombre de questions régionales, ainsi que des enjeux plus particulièrement kurdes, relatifs notamment à leur coordination à l'échelle régionale et à la définition d'une stratégie politique commune.

**Existe-t-il une identité kurde ?**

Les Kurdes ne constituent pas une entité une et homogène. Ils sont en majorité musulmans, mais ils peuvent être sunnites ou chiites, conservateurs ou laïcs. Toutefois, dans les circonstances présentes, ces différences n'articulent pas de divisions profondes entre Kurdes. Il existe une langue kurde, avec plusieurs dialectes en fonction des pays.

On voit bien, par ailleurs, que le registre nationaliste est mis en avant par toutes les organisations, ne serait-ce qu'à travers leurs dénominations : Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) en Iran, Union patriotique du Kurdistan (UPK) en Irak, par exemple. Les Kurdes, sans l'avouer publiquement pour rassurer certains de leurs partenaires régionaux, restent sur une ligne nationaliste qui a été propre à toute leur histoire pendant le XXe siècle, depuis le traité de Sèvres en 1920 qui promettait aux Kurdes la constitution d'un Etat indépendant et qui ne s'est finalement jamais réalisé. L'idéal du Kurdistan historique est encore omniprésent.

**Les forces politiques kurdes ont-elles des revendications communes ?**

Evidemment, il y a la question de la lutte armée. Un certain nombre de groupes, dont le PKK en Turquie, qui est encore tirailé entre l'amorce du processus de paix et la lutte armée, ont choisi les armes, ce qui a marqué toute leur trajectoire historique. Des nuances identitaires existent aussi d'un pays à l'autre, mais il s'agit plutôt de luttes d'influence entre hommes politiques que de

différences fondamentales au niveau idéologique. En Irak, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) sont plutôt sur la même ligne. En Syrie, les Kurdes font front commun contre le régime baassiste et l'opposition armée salafiste. Etant donné la situation, les différences idéologiques d'un groupe à l'autre sont relativement mises en silence.

**Est-on loin de la guerre civile qui a eu lieu entre Kurdes en Irak de 1994 à 1998 ?**

Elle n'a plus aucun impact sur les développements actuels. Même au Kurdistan irakien, les deux principaux partis kurdes, PDK et UPK, se partagent aujourd'hui les pouvoirs en bonne entente – Massoud Barzani (PDK) est chef du gouvernement régional du Kurdistan et Jalal Talabani (UPK) est président de la fédération irakienne – dans leur intérêt : pour faire en sorte qu'aucune division intra-kurde ne compromette leur statut autonome.

**Massoud Barzani, leader du Kurdistan irakien, est particulièrement actif dans l'organisation de ce congrès : essaie-t-il de se positionner en leader du Kurdistan historique ?**

Il poursuit plusieurs objectifs. Tout d'abord sur un plan intérieur : défendre le Kurdistan d'Irak face aux instances centrales irakiennes, en l'occurrence le gouvernement du chiite et premier ministre irakien Nouri Al-Maliki, et se placer en tête de file de l'opposition irakienne au sens plus large. Il a d'ailleurs accueilli dans la région du Kurdistan un certain nombre d'opposants en 2012, dont des représentants sunnites pour discuter des moyens d'évincer Nouri Al-Maliki du pouvoir. Ensuite, on voit qu'à travers la tenue de ce congrès, M. Barzani évolue vers une posture plus régionale en offrant un forum de discussion aux différentes organisations kurdes. C'est l'opportunité pour lui de se présenter comme un parrain de ce congrès national.

**Quel rôle se voit-il jouer à terme ?**

C'est beaucoup trop tôt pour le dire. Le congrès est pour l'instant l'occasion d'un rapprochement stratégique entre Kurdes autour d'intérêts communs. La reconstitution d'un Kurdistan historique n'est pas encore à l'ordre du jour. ■



# Decision time on Syria

Should the United States and its allies launch air strikes against Syria in response to the Assad regime's reported use of chemical weapons?

## End the impunity

**Radwan Ziadeh**

From the beginning of the Syrian revolution, I was convinced that the Assad regime's reaction to the peaceful demonstrations quickly spreading across the country would be directly affected by the response in turn of the international community. Therefore, I continuously pushed for international resolutions that would hold Bashar al-Assad accountable for the ever-increasing killings and atrocities perpetrated by his forces in Syria.

The United Nations Security Council, which certainly could have exerted some legitimate influence over Assad's behavior, remained completely closed because of Russian and Chinese veto power. This made Assad feel immune to any international action against him, which in turn gave him more confidence with every step he took toward committing additional levels of violence against the Syrian people.

So, Assad began tentatively using the Syrian Air Force; he feared that exten-

sive bombardment would elicit a violent reaction from the international community, as happened to Col. Muammar el-Qaddafi in Libya.

Assad's sporadic, and then later regular, aerial bombardment of civilian populations and infrastructure was met with only rhetorical condemnation from the international community and reports from international nongovernmental organizations detailing human rights violation.

Later, Assad resorted to using ballistic missiles, like Scuds, in a vain attempt to intimidate the Syrian people and retake lost territory. NATO counted the number of missiles raining down on Aleppo, rather than preventing them from falling on civilians. This encouraged Assad to kill more civilians; he is reported to have begun firing diluted chemical weapons on Khan al-Assal, Sheikh Maksoud, Ghouta and elsewhere. The international reaction was that the West had no interest in getting sucked into a civil war.

Then, as the revolutionaries began advancing quickly in the Damascus suburbs and Latakia, Assad's desperation grew. His base of support pres-

sured him to kill and intimidate more civilians. There is no other reason for Assad's now broad use of chemical weapons except as a desperate attempt to completely crush the revolution and make any international response impossible because of the burgeoning chaos within the country.

Thus far, Assad has emerged unscathed from every reprehensible escalation of violence he has committed against his own people.

The United States, in concert with an international coalition of the willing, must bring a hasty end to the Syria conflict and prevent horrific chemical attacks like those inflicted on Eastern Ghouta last week. Targeted airstrikes should be conducted and a no-flight zone enforced in order to protect civilians from further regime bombardment.

Maybe then, the age of impunity in Syria could finally end and a new era of hope and accountability could begin.

*RADWAN ZIADEH is the spokesman for the Syrian National Council, and a fellow at the Institute for Social Policy and Understanding.*

## Russia won't be on board

**Mona Yacoubian**

The United States should lead an allied cruise missile attack against Syria if evidence of the Syrian government's culpability is conclusive. The costs of inaction outweigh the significant risks of military intervention. Yet, U.S. policy makers should also expect that a military response likely will extinguish any hope for U.S.-Russian cooperation on Syria — at least in the short term.

A staunch ally of Damascus, Russia has consistently sought to protect Syria from international intervention. In this latest and most serious episode of alleged chemical weapons use, the Russians have suggested Syrian rebels perpetrated the attack as a pretext for military strikes.

With a U.S.-led attack appearing increasingly likely, the Russian foreign minister, Sergey Lavrov, has warned against military intervention, deeming a potential attack "catastrophic" and a "serious violation of international law."

While precision strikes may rightly be in the offing, they will not provide a solution to Syria's complex conflict. Diplomacy holds the key to solving Syria.

Under the right circumstances, the limited use of force — such as targeted strikes — can facilitate the path to negotiations. Precision

strikes on strategic targets could shift the calculus of key actors on the ground. A well-conceived strategy of targeted strikes could peel away vital

regime support, especially in military and security circles.

However, Russia would need to play a critical role in such a gambit. Moscow maintains important (arguably unparalleled) access to Syria's military-security apparatus. Russia would be well-positioned to help facilitate a paradigm-altering disavowal of President Bashar al-Assad among regime insiders.

It is therefore an unfortunate "Catch-22": Russia, the key actor that could help translate the potential of smartly targeted cruise missile strikes into real movement toward negotiations stands staunchly opposed to the military action that might bring about the possibility of those negotiations.

*MONA YACOUBIAN is senior adviser for the Middle East at the Stimson Center in Washington.*

# Western leaders prepare their nations for attack

**WASHINGTON**

BY BRIAN KNOWLTON,  
ALAN COWELL  
AND STEVEN ERLANGER

Leaders in the United States, Britain and France prepared their nations on Tuesday for the likelihood of a limited military strike against Syria as soon as this week.

The developments came as United Nations weapons inspectors in Syria postponed a second visit to suspected attack sites on the outskirts of the capital, Damascus, after having failed to secure assurances of their safety, the United Nations and Syrian officials said.

They also came as Britain prepared contingency plans for military action and as the Arab League joined the powers that have accused the Syrian government of a mass killing of civilians last week.

Even without the evidence that the U.N. inspectors are collecting, the United States and other Western powers have concluded that last Wednesday's attack, which killed hundreds of people, was caused by banned chemical munitions and that President Bashar al-Assad's forces were responsible, crossing a threshold that required a forceful response.

"We are ready to go," Chuck Hagel, the U.S. defense secretary, said in an interview with the BBC. "We have moved assets in place to be able to fulfill and comply with whatever option the president wishes to take."

The U.S. stance has been toughening rapidly since the attack, and in Washington, the presidential spokesman, Jay

Carney, on Tuesday laid out perhaps the strongest argument to come yet from the White House for some sort of response.

He said there was "no doubt here that chemical weapons were used on a massive scale on Aug. 21 outside of Damascus," and "very little doubt" that the Syrian government, which controls stocks of such weapons and has the ability to deliver them, was responsible. But he said no final decision had been made by President Barack Obama.

The question facing the administration and its partners, Mr. Carney said in a White House briefing, was not "whether or not chemical weapons were used in Syria on a significant scale, causing mass death and injury to civilians," but rather "what is the appropriate response to this clear violation of international norms."

His remarks came a day after Secretary of State John Kerry said that Syria's culpability in the deadly attack was a "moral obscenity" and that evidence was strong enough to make Syrian responsibility "undeniable."

U.S. officials said it was conceivable that military action could still be averted by a dramatic turnaround on the part of the Assad government, or by the Russian government, which has been supporting it. But they said there were few expectations that this would happen.

In London, Prime Minister David Cameron said Parliament would be recalled early from summer recess to consider a response to the attack. British fighter planes were reported to have been sent to Cyprus, a likely launching pad for any strike not involving missiles. Mr. Cameron cut short a vacation

to return to London on Tuesday to lead a meeting of the British national security committee scheduled for Wednesday.

Mr. Carney, asked whether Mr. Obama would ask Congress to return early, said consultations with key lawmakers were already under way.

In a statement on Monday, the speaker of the House of Representatives, John A. Boehner, insisted on a need for "meaningful consultation" before any military action, and said that if Mr. Obama chose to act, he would have to "explain his decision publicly, clearly, and resolutely."

Mr. Carney noted that Mr. Obama had consulted in recent days not only with Mr. Cameron but also with the leaders of France, Canada and Australia — all key allies in the wars of recent decades.

President François Hollande supported the U.S. conclusion about the recent attacks, saying on Tuesday that "everything leads us to believe that it is the Syrian regime that committed this abject act." France, he said, will now seek to establish "the most appropriate retaliation."

"France is prepared to punish those who took the vile decision to gas innocent people," Mr. Hollande told French ambassadors gathered at the presidential palace. He added that military aid to Syrian rebels would be increased, but offered no specifics.

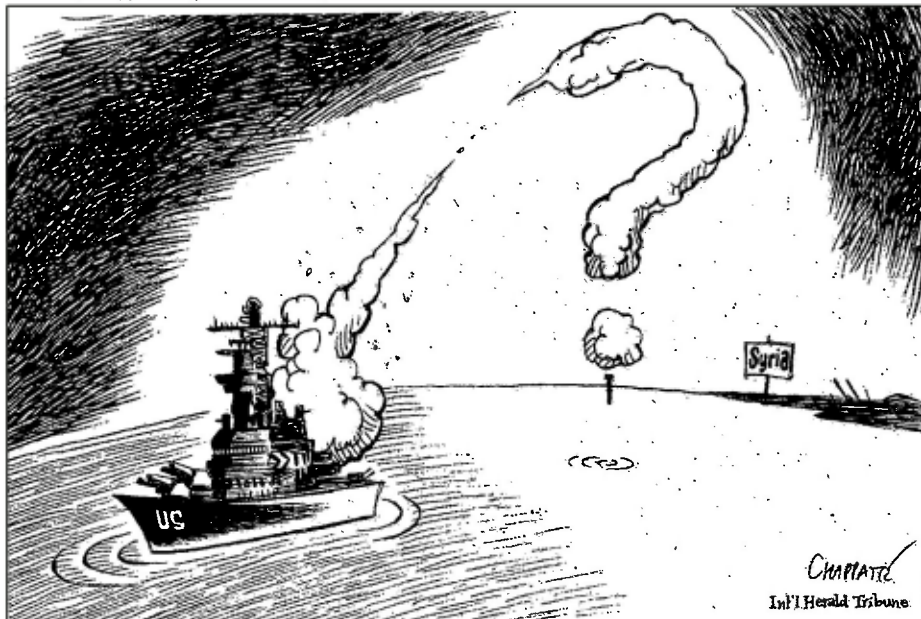
In Germany, Foreign Minister Guido Westerwelle, who was closely associated with his country's refusal to take part in the 2011 intervention in Libya,

has been taking the lead on Syria. On Tuesday, he called the apparent chemical attack last week a "crime against civilization." If the use of chemical weapons is confirmed, he said, "then the international community must act. Germany will be among those who consider that consequences are the proper thing."

In this, Mr. Westerwelle said, Germany is in constant, close contact with its allies "and above all the United Nations."

On the ground in Syria, U.N. inspectors, who came under sniper fire on Monday before a visit to one location, had been set "to continue their investigation in a different site" on Tuesday but postponed a return visit for safety reasons, the United Nations said in a statement. It was unclear how soon they might leave Syria if an attack appeared close.

The Syrian foreign minister, Walid al-Moallem, said the inspectors' trip had





been delayed by one day because of disputes among the rebel groups seeking the overthrow of Mr. Assad. Mr. Moallem said the insurgents could not agree on issues related to guaranteeing the inspectors' safety. One insurgent group denied that.

Some reports said that a military operation could begin as early as this week. That would leave little if any time to secure authorization from the U.N. Security Council, or for Mr. Obama to seek authorizing votes from Congress, let alone to try to mold public support for a new intervention in the Middle East for which Americans appear to have scant appetite.

Russia and China oppose any intervention in Syria.

Italy, a key partner in the NATO-sanctioned intervention in Libya in 2011, said Tuesday that it would take no part in any military action against Syrian targets unless it was authorized by the

United Nations, although Foreign Minister Emma Bonino called the chemical attack a "war crime."

The foreign ministers of Britain and Turkey have suggested that the situation is urgent enough to merit possibly bypassing the U.N. Security Council.

The Arab League on Tuesday, with strong support from Saudi Arabia and Qatar, issued a statement holding the government of Mr. Assad responsible for the suspected attack.

Analysts say the seeming imminence of military action reflects an odd mix of the rushed and the dilatory. Some Republican lawmakers in Washington have been pushing almost since the start of the Syrian hostilities for Western aid to moderate rebel forces. Now, they say, it may be too late, with extremist Muslim militants holding an ever-larger profile in the rebellion.

Yet demands for action have come with such force in the past week that the

sort of deliberate diplomatic, political and military buildup that Presidents George H.W. Bush and George W. Bush engineered before the two Iraq wars — with U.N. authorization, congressional debate and votes, attempts to lay legal groundwork and intense efforts to mold public opinion — seem out of the question.

In the first Iraq war, for example, more than five months passed between the Iraqi invasion of Kuwait in August 1990 and the beginning of the air campaign.

Any military action this time is expected to be of far smaller scope.

Polls in recent days show little support among Americans for any military action in Syria.

*Alan Cowell reported from London, and Steven Erlanger from Paris. Scott Sayare contributed reporting from Paris, and Alison Smale from Berlin.*

REUTERS

## Syrian Kurdish leader doubts Assad would be 'so stupid' as to carry out gas attack

BERLIN / August 27, 2013 / (Reuters) / Alexandra Hudson

SYRIAN PRESIDENT BASHAR AL-ASSAD would not be "so stupid" as to use chemical weapons close to Damascus, the leader of the country's largest Kurdish group said.

Saleh Muslim, head of the Kurdish Democratic Union Party (PYD), said he doubted the Syrian president would resort to using such weapons when he felt he had the upper hand in the country's civil war.

He suggested last Wednesday's attack, which the opposition says was carried out by government forces and killed hundreds of people, was aimed at framing Assad and provoking an international reaction. Assad has denied his forces used chemical weapons.

"The regime in Syria ... has chemical weapons, but they wouldn't use them around Damascus, 5 km from the (U.N.) committee which is investigating chemical weapons. Of course they are not so stupid as to do so," Muslim told Reuters.

At the time of the incident, U.N. experts were already in Syria to investigate three previous alleged chemical attacks dating from months ago.

Muslim's PYD, which has well-armed and effective militias, has clashed with Assad's forces as well as rebels, but has allowed both to move through its territories during the war.

Some rebels and rival Kurdish groups accuse it of having been close to the state, a position Muslim disputes. He said Kurdish areas the PYD controlled were under attack from al Qaeda-linked rebels.

Muslim suggested "some other sides who want to blame the Syrian regime, who want to show them as guilty and then see action" lay behind the chemical attack, which has led to speculation that Western countries will order a military response.

He said that if the U.N. inspectors found evidence Assad was not



*Saleh Muslim, head of the Kurdish Democratic Union Party (PYD)*

behind the gassing and the rebels were, "everybody would forget it".

"Who is the side who would be punished? Are they are going to punish the Emir of Qatar or the King of Saudi Arabia, or Mr Erdogan of Turkey?" Qatar, Turkey and Saudi Arabia have all strongly condemned Assad and backed the rebels.

Kurdish militias have sought to consolidate their grip in northern Syria after exploiting the chaos of the civil war over the past year by seizing control of districts as Assad's forces focused elsewhere.

The PYD said in July it aimed to set up a transitional council and their emerging self-rule is starting to echo the autonomy of Kurds in neighboring northern Iraq.

Muslim said he reassured officials during talks last month with Turkey's intelligence agency that the council was not a move to divide Syria - which would alarm Ankara, which is wary of deepening sectarian violence on its border.

Nonetheless, it highlights Syria's slow fragmentation into a Kurdish northeast, mainly government-held areas around Damascus, Homs and the Mediterranean, and a rebel swathe leading from Aleppo along the Euphrates Valley to Iraq. ●



# Moscou cherche à éviter une riposte en Syrie

Le Kremlin nie l'usage d'armes chimiques par le régime de Damas, et accuse les Occidentaux de manipulation

**Moscou**  
Correspondante

**I**ndéfectible dans son soutien à Bachar Al-Assad, la Russie se retrouve isolée sur la scène internationale. Alors que les Occidentaux envisagent, selon le chef de la diplomatie britannique, William Hague, de répondre à l'emploi d'armes chimiques en Syrie « sans unité complète au Conseil de sécurité de l'ONU », où la Russie bloque toute initiative susceptible de faire du tort à l'allié syrien, Moscou fait le dos rond.

Sergueï Lavrov, le ministre russe des affaires étrangères, a déploré, lundi 26 août, « une faute majeure », « une grossière violation du droit international », mais il semble que le Kremlin a pris son parti d'une éventuelle intervention militaire en Syrie. « Nous n'avons pas l'intention d'entrer en guerre avec qui que ce soit », a assuré le ministre.

Depuis l'attaque chimique qui a fait plusieurs centaines de morts dans la Ghouta orientale le 21 août, Moscou n'a de cesse de minimiser la capacité de nuisance d'un régime aux abois. Dans un entretien téléphonique avec le premier ministre britannique, David Cameron, lundi 26 août, le président russe, Vladimir Poutine, a assuré qu'il n'y avait aucune preuve « ni de l'utilisation de l'arme chimique, ni de qui en serait responsable ».

Sergueï Lavrov est dans le même déni. Lors d'une conférence de presse convoquée en urgence à Moscou lundi, le ministre russe des affaires étrangères s'est efforcé de rejeter la responsabilité de l'emploi de l'arme chimique sur l'opposition.

De son côté, la direction syrienne, laquelle « n'avait pas besoin d'avoir recours à cela [l'arme chimique] alors que la conférence de Genève 2 devait avoir lieu bientôt et que les experts de l'ONU étaient sur place. Était-ce avantageux pour le régime syrien ? En revanche, pour ceux qui souhaitent une intervention étrangère, le moment était bien choisi », a fait valoir M. Lavrov

Selon lui, il ne fait pas de doutes que « la substance utilisée récemment [lors de l'attaque du 21 août] est la même que celle qui avait été employée non loin d'Alep [à Khan Al-Assal] en mars par la rébellion. De nombreuses questions demeurent face aux images qui nous sont montrées. On se demande pourquoi un nombre aussi important d'enfants était massé dans un même périmètre » tandis que « les symptômes ne semblent guère être ceux d'un empoisonnement au gaz ». Et puis, « ces images étaient sur Internet bien avant l'attaque ».

Pour finir, « ces substances pourraient avoir été rapportées de l'étranger », une affirmation pour le moins fantaisiste quand on sait que la Syrie possède l'un des plus gros stocks d'armes chimiques au monde et que ce stock a été constitué dans les années 1970, avec l'aide de l'Union soviétique. Facilement adaptable à des têtes de missiles ou même à des obus d'artillerie, l'arsenal chimique syrien (gaz moutarde, sarin, VX) est décrit comme le plus important du Moyen-Orient.

La probabilité de l'utilisation de substances chimiques issues du stock contrôlé à 90 % par Damas est embarrassante pour Moscou, qui se retrouve à court d'arguments.

« On dirait que quelqu'un essaie de faire avorter les tentatives de paix. Par exemple, aujourd'hui même [lundi 26 août], les inspecteurs de l'ONU ont essayé des tirs de

snipers. Cela n'enjoint pas à l'optimisme », a déploré M. Lavrov. L'escalade est à mettre au compte de l'opposition syrienne, qui « ne veut pas ces pourparlers ».

Vécue par les opposants syriens comme une manœuvre dilatoire, la conférence de paix Genève 2 apparaît de plus en plus improbable. Mardi 27 août, le Département d'Etat a annoncé le report de la réunion entre diplomates russes et américains prévue cette semaine afin de préparer la conférence censée ouvrir la porte à un règlement politique.

« Inquiet » des déclarations de Paris et de Londres « sur une éventuelle intervention de l'OTAN pour détruire des armes chimiques », le ministre a mis en garde les Occidentaux, rappelant le précédent de l'Irak en 2003 ou celui de la Libye. Evoquant son « ami Laurent Fabius », M. Lavrov a donné sa version de l'intervention française au Mali, où les « terroristes étaient ceux que la France avait armés en Libye ».

La thèse défendue par les officiels russes, celle d'une utilisation des armes chimiques par la rébellion, est ardemment soutenue par une obscure agence d'informations en ligne, appelée ANNA.

Fondée par Marat Moussine, un spécialiste de la finance qui donne des cours à l'Université d'Etat de Moscou (MGOU), l'agence est enregistrée en Abkhazie. « Nous avons tout de suite compris qu'une agence

russe serait soumise à des pressions. Pour éviter les risques de plaintes, nous nous sommes enregistrés en Abkhazie, un Etat non reconnu, ce qui limite la possibilité d'une fermeture de l'agence », a expliqué récemment M. Moussine au Monde.

Dotée d'un bureau permanent dans la capitale syrienne, ANNA avait excité la curiosité des médias au printemps, lorsqu'un juge d'un tribunal arbitral de Belgorod (Russie), blessé, avait dû être rapatrié du front syrien. La presse s'était demandé comment le juge s'était retrouvé sur un théâtre d'opérations. Réponse : il travaillait comme « bénévole » pour ANNA. Les bénévoles de l'agence sont si bien intégrés au sein de l'armée syrienne qu'ils ont tourné un film au printemps depuis l'intérieur d'un char occupé à détruire des « nids de rebelles ».

En lutte contre l'« internationale salafite », ces combattants « tchétchènes, français, britanniques, scandinaves » qui, juste après la Syrie, vont inévitablement fondre sur la Russie et sur l'Europe, Marat Moussine se sent investi d'une mission. « Quand ils sortiront du chaudron syrien, vous verrez en France que vos problèmes ne viendront pas de vos salafistes mais de leurs équivalents tchétchènes ou libyens », assure le professeur. ANNA, qui publie chaque jour sur son site des vidéos à sensations (3 millions de vues sur YouTube), vient tout juste de tourner des images de bidons de plastique engrangés dans un sous-sol quel que part en Syrie.

Il s'agirait, selon le commentateur, d'une planque tout juste abandonnée par la guérilla, avec armes chimiques et « doses d'atropine produites au Qatar ». Un médecin militaire en tenue de combat affirme que des dizaines de soldats de l'armée régulière ont été intoxiqués au gaz innervant, mais aucune image ne vient étayer ses dires. ■

MARIE JÉGO

## L'Irak a utilisé des gaz contre l'Iran avec l'aide de la CIA

**Les Etats-Unis ont fourni des renseignements à l'Irak pour contrer des préparatifs d'offensives iraniennes pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), alors qu'ils savaient que Saddam Hussein n'hésiterait pas à recourir à des armes chimiques contre les troupes iraniennes, a révélé le magazine Foreign Policy. Selon des documents déclassifiés de la CIA et des témoignages d'anciens responsables, les**

**Etats-Unis ont acquis, fin 1987, la certitude que l'Irak préparait une offensive depuis Bassorah, au sud de l'Irak, et en ont informé Bagdad. Les troupes de Saddam Hussein déjouent l'attaque en lançant, en avril 1988, une vaste offensive, appuyée par quatre bombardements d'agents chimiques, sur la péninsule de Fao, qui ont tué à chaque fois entre « des centaines et des milliers d'Iraniens », selon la CIA.**

# Cemil Bayik : « La Turquie prépare une grande offensive »

## Entretien

### Monts Qandil (Kurdistan irakien)

Envoyé spécial

Cemil Bayik est le nouveau chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la rébellion kurde en conflit avec Ankara depuis 1984. Il a succédé à Abdullah Öcalan, déte- nu depuis 1999 par la Turquie. **Votre élection à la tête du Conseil national kurde (l'instance politique du PKK) marque-t-elle un changement de stratégie ?**

Il s'agit de nous préparer au mieux aux exigences du proces- sus de paix avec la Turquie. Mon élection n'est pas un changement de ligne. Dans l'histoire de notre mouvement, la stratégie est pas- sée, en 1993, de la lutte armée à la recherche d'une solution démocra- tique. Mais jusqu'en 2003, nous n'avons pu la mettre en pratique car le gouvernement turc persis- tait à vouloir régler la question kur- de par la guerre. En 2013, davanta- ge de conditions sont réunies. C'est pour cela que le président Öcalan a initié ce processus. Le temps est venu pour une solution politique. **Vous êtes pourtant perçu par Ankara comme un « faucon », proche de la Syrie et de l'Iran...**

Ils mènent une guerre psycholo- gique en cherchant à faire croire au peuple qu'il y a deux ailes oppo- sées dans le PKK et que les

« faucons » vont empêcher les « colombes » de poursuivre le pro- cessus de paix. Il cherche à semer la confusion. Tout le monde sait que j'ai toujours suivi la ligne d'« Apo » [Abdullah Öcalan].

**Osman Öcalan, son frère, dit que votre nomination va « détruire le PKK »...**

Osman Öcalan n'est rien, il ment. Il n'a pas de légitimité politi- que et n'a aucune influence sur le PKK. Certains pensent pouvoir uti- liser son nom pour nous diviser [Contestant la tactique du PKK, en 2004, Osman Öcalan et un cadre du parti, Nizamettin Tas, ont été exclus du mouvement. Les médias ont révélé, samedi 24 août, qu'ils ont été visés par une attaque d'un commando armé, à Erbil].

**Ankara critique la lenteur du retrait du PKK. Où en est-on ?**

Erdogan cherche des excuses pour ne pas avancer. Il dit que seuls les enfants, les vieillards et les malades se sont retirés. C'est faux. Nous avons entamé ce retrait le 15 mai et la première étape est un succès. Nous avons libéré les prisonniers politiques, observé un cessez-le-feu et entamé un retrait, des mesures historiques pour notre mouvement. Mais eux se préparent pour une grande offensi- ve militaire, on le sent très bien. **Comment voyez-vous le proces- sus évoluer ?**

Les conditions de négociations ne sont pas équitables. Abdullah

Öcalan est seul pour négocier contre l'Etat. Il a des problèmes de santé. La Turquie était supposée libérer des prisonniers politiques, arrêter les constructions de caser- nes et de barrages, cesser de recrû- ter des « gardiens de villages » [miliciens kurdes loyalistes]. Anka- ra fait l'inverse.

Depuis 1993, nous avons déclá- ré plusieurs cessez-le-feu mais le gouvernement turc interprète cela comme des aveux de faiblesse. Le Comité des sages qui a été consti- tué par Ankara a rencontré 60 000 personnes, a préparé un rapport et le gouvernement devait

**« Erdogan interdit tout ce qui ne lui plaît pas. Il met en prison des journalistes. Quel genre de démocratie est-ce là ? »**

en faire une feuille de route. Mais Erdogan ne veut pas publier ce rap- port. Pourquoi le cache-t-il ? Le gou- vernement sera responsable de l'impasse du processus de paix. **Vous avez fixé un ultimatum au 1<sup>er</sup> septembre. Que se passera-t-il si le processus ne reprend pas ?**

Si la communauté internatio- nale ne met pas la pression sur la Tur- quie, le processus va échouer et nous devons retourner nous

défendre. Les événements de Gezi [le parc d'Istanbul d'où est parti la fronde antigouvernementale fin mai] ont montré l'intolérance du gouvernement. Il est clair qu'Erdo- gan ne peut pas être pris au sérieux. Il interdit tout ce qui ne lui plaît pas. Il met en prison des journalistes. Quel genre de démoc- ratie est-ce là ?

**Ce processus dépend-il de la situation au Kurdistan syrien ?**

Le PYD [Parti de l'union démoc- ratique, affilié au PKK] a déclaré une autonomie de la région kurde en Syrie [le Rojava]. Nous ne pou- vons pas nous opposer à leur volonté. Nous voulons une Syrie démocratique, pour toutes les com- munautés. Mais il y a un embargo et les gens souffrent. Et Ankara veut empêcher l'établissement d'un Etat autonome kurde syrien. **A ce sujet, vous avez vivement critiqué Massoud Barzani, le président du Kurdistan irakien...**

Oui car la population est assié- gée militairement et Barzani a par- ticipé à l'embargo en fermant sa frontière. Al-Qaida, par le biais d'Al- Nosra, veut regagner un rôle au Moyen-Orient et la Turquie l'y aide. Cela sert aussi le régime d'As- sad. Barzani, lui, maintient cet embargo pour casser le pouvoir populaire du Rojava. Mais s'il s'ali- gne sur la Turquie, l'Iran et les grou- pes djihadistes, cela va creuser les divisions entre les Kurdes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GU. P.

## PKK retreat to 'end Sept 1' unless ruling AKP takes steps

ISTANBUL — A senior Kurdistan Workers' Party (PKK) leader, Cemil Bayik, has said that they will continue to withdraw until Sept. 1 but the process would be reversed on that day if the Turkish government did not take "neces- sary steps."

"We will continue to make efforts until Sept. 1. Our leader [Abdullah Öca- lan, the PKK leader imprisoned for life] continues to make efforts too. If they do not take necessary steps for the second phase of the process, there will be nothing we could do... If we cannot see this, we will stop withdrawing on Sept.

1," Bayik, the co-chief the Kurdish Communities Union (KCK), the urban wing of the Kurdistan Workers' Party (PKK), told the BBC's Turkish service in an interview in the Kandil Mountains on Aug. 27.

Bayik also stressed that the withdra- wal may be reversed in such a case.

"If they continue like this, the forces retreated will return to north [Turkey]. This is why they should not gain time or trick us," he said. Bayik said the govern- ment should establish the commissions, proposed by Öcalan, as the initial step of the second phase. He said that if the



*'If they [Turkish government] do not take necessary steps for the second phase... we will stop withdrawing on Sept 1,' says a senior PKK leader, Cemil Bayik. DHA photo*

eight commissions proposed by Öcalan were established, it would lead to a —



→ normalization process, resolution of the Kurdish question and Turkey's democratization.

He also said that the negotiations were ongoing on an unequal ground, saying that the Turkish state could evaluate the process with all its institutions while Öcalan was holding meetings on his own. Bayık said in an interview with Newroz TV, broadcasting in Kurdish, that they should be allowed to meet Öcalan in İmralı Island prison, according to Doğan news agency. "Öcalan's conditions must be improved and we should be able to visit [him in] İmralı," said

Bayık.

Bayık also accused the ruling Justice and Development Party (AKP) of making preparations for a great war against the outlawed group, in his interview with BBC Turkish service. "They [AKP] are preparing for war, a great war, not resolution. They want to make a huge blow," said Bayık.

Bayık claimed that the government did not have a solution to the Kurdish issue on its agenda.

Bayık said the AKP was planning to use the current peaceful atmosphere for

their election campaign.

Bayık also denied the Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan's remarks that only 20 percent of the PKK militants had retreated from Turkish soil, but refrained from giving any rate for those who withdrew. He said they did not promise any dates for beginning or ending of the withdrawal. He said they had not promised complete withdrawal until June 1, saying that there was no agreement or document on that issue.

□□□

## Education in Kurdish not written into new Constitution

ANKARA - Hürriyet Daily News



Göksel Bozkurt

**All parties, apart from the Peace and Democracy Party, agree not to include any article on the right to mother tongue education in the new charter, saying instead that it could be regulated by laws**

The right to education in one's mother tongue has been left out of protection in the draft Constitution, a decision justified by its supporters on the grounds that it would be possible to arrange mother tongue education through laws.

At a session of Parliament's Constitution Conciliation Commission on Aug. 28, three parties - the ruling Justice and Development Party (AKP), the main opposition Republican People's Party (CHP) and the Nationalist Movement Party (MHP) - allied to keep the current related expression in the Constitution. The expression states that "the language of education is Turkish," under the article covering the "Rights and Duties of Training and Education."

The three parties agreed that education in Turkish would not pose an obstacle against granting opportunities for training in other languages. However, the Peace and Democracy Party (BDP), the staunch and sole supporter of inclusion of the term "mother tongue" in the Constitution, argued that it would indeed cause an impediment.



AKP deputy Ahmet İyimaya deemed it "unnecessary" to address the issue within the Constitution. His stance was in line with Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan's recent remarks that education in mother tongues was not on the agenda for the peace process, which is aimed at ending Turkey's three-decade-old conflict between the security forces and the outlawed Kurdish Workers' Party (PKK). Education in mother tongue is, nonetheless, a critical demand by the BDP for the progression of the process.

BDP deputy Bengi Yıldız argued that excluding the term "mother tongue" would result in the Kurdish language being eroded over time. While the MHP interpreted it as a violation of sovereignty, the CHP argued that certain lessons could be delivered in Kurdish.

"Training in mother tongue is not enough for a language to survive. An official language such as Turkish which is protected by the state is under threat against English and other languages. Without education in Kurdish, if you are not getting a job in that language, that language tends to be forgotten in time, its training is not enough. One must be able to use one's mother tongue in a job as well," Yıldız said.

"Education and training in mother tongue must be provided. In Wales, mother tongue is not preferred because it is not used in work life. This will create an obstacle ahead of education in Kurdish. We are talking about children's rights. A child who speaks in mother tongue goes through a trauma when one starts school [where courses are in a different language]. This situation is also against children's rights," she added.

However, MHP deputy Faruk Bal argued that education in mother tongue would bring with it demands for Kurdish sovereignty. "The framework of mother tongue means the sharing of other sovereignties. It would create a distinct nation," Bal said.

In response, Yıldız stated "We are already a distinct nation. This is not a legal, but a natural demand. We do not want the state to give us rights; we want the return of our seized rights."

Süheyl Batum, a deputy of the CHP, said that certain lessons could be taught in Kurdish. "In locations where certain groups live densely, some lessons could be given in mother tongue, according to demand. For instance, geography [courses] can be in Kurdish. We are not supporting any religion or culture being removed. Everyone can learn, develop their mother tongue. This is a decision about being a nation. First, we must decide if we are one nation, two nations, three nations. If we accept distinct nations, we will regulate their rights after that," he said.

The AKP, the CHP and the MHP have already agreed during a session held on Aug. 27 to keep Article 3 of the current Constitution in its present form, thus defining the language of the state as Turkish. The AKP has stepped back from its previous proposal of naming an "official language," instead complying with the term "state's language."

□□□

L'inaction des puissances occidentales paraît de plus en plus intenable après l'attaque chimique du 21 août imputée au régime de Damas, qui a fait plusieurs centaines de morts

HÉLÈNE SALLON

Ce fut le massacre de trop. Mercredi 21 août avant l'aube, des bombardements d'une ampleur sans précédent ont visé plusieurs villes de la Ghouta orientale, la plaine agricole à l'est de Damas, et Mouadhamiya, au sud-ouest de la capitale syrienne. Un massacre à huis clos qui a été porté aux yeux du monde par les centaines d'images et de vidéos mises en ligne, dès les premières heures, par les témoins et les militants locaux.

On y voit des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants, suffoquant, les pupilles dilatées et pris pour certains de convulsions, affluer dans les hôpitaux de campagne. A la caméra, les équipes médicales, dépassées par l'ampleur de l'attaque, confient leur détresse face au manque de moyens pour soigner ces symptômes, caractéristiques d'une attaque au sarin, un puissant neurotoxique. Les dépouilles des victimes s'alignent dans des moirgues improvisées : plus de 1700 selon l'opposition, au moins 350 selon des organisations internationales.

Au fil des heures, les doutes se dissipent. La certitude est acquise parmi les Occidentaux que le régime syrien s'est rendu responsable d'attaques massives à l'arme chimique. Les dénégations de Damas et de ses alliés russe et iranien ne suffiront pas. Les pressions internationales l'obligent à accepter, le 25 août, une enquête des inspecteurs des Nations unies. Confinés depuis une semaine dans l'Hôtel Four Seasons du centre-ville de Damas, ils sont finalement autorisés à se rendre à quelques kilomètres de là, sur les sites des attaques, pour collecter les preuves. Des preuves que les bombardements continus du régime ont certainement endommagées.

### Changement de ton

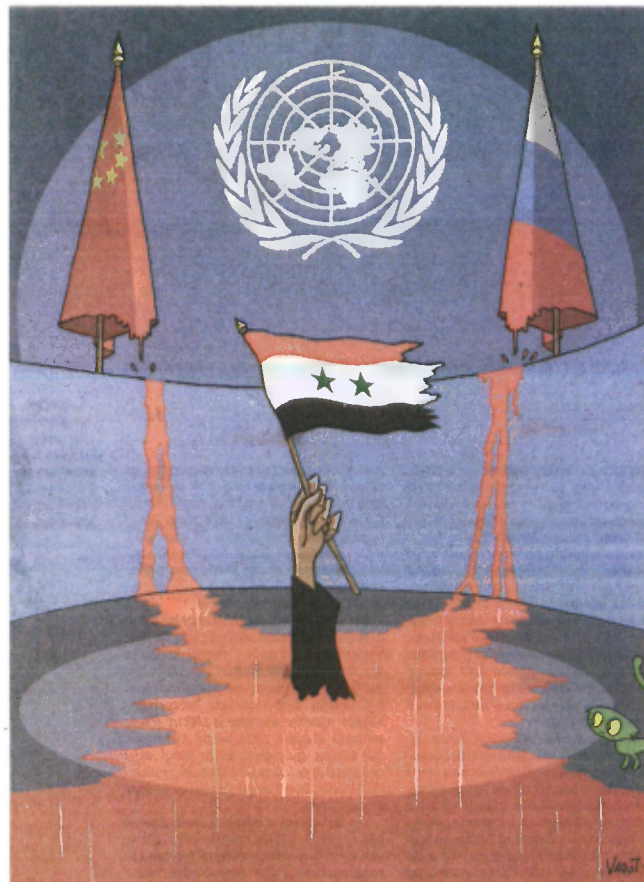
Au sein de la communauté internationale, le ton a changé. Le temps semble révolu où celle-ci assistait, impuissante, à la guerre féroce que livre le régime de Bachar Al-Assad contre la rébellion et la population syriennes. Plus de 100 000 Syriens sont morts depuis le 15 mars 2011 sans qu'aucune action ait été prise. Les veto russe et chinois ont paralysé l'ONU. La « ligne rouge », établie en août 2012 par le président Barack Obama, a vu ses contours s'estomper au gré des allégations d'usage d'armes chimiques par le régime et l'opposition syriens. Les preuves apportées en juin par Paris et Londres n'ont rien changé : seule une enquête de la mission des inspecteurs de l'ONU est jugée recevable pour confirmer l'usage par Damas de sarin,

considéré comme une arme de destruction massive par les Nations unies depuis 1991.

Face à ce crime de guerre d'une ampleur sans précédent depuis le massacre à l'arme chimique survenu en 1988 à Halabja, au Kurdistan irakien, l'inaction n'est plus une option aux yeux des puissances occidentales. L'accepter créerait un danger précédent quant à l'usage des armes chimiques, que la communauté interna-

tionale tente d'éradiquer depuis la signature de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques en 1993. Damas n'a jamais signé ce traité international. Les puissances occidentales et leurs alliés au Moyen-Orient se rangent désormais en ordre de bataille derrière les Etats-Unis. Toutes les options sont sur la table pour une intervention militaire, même symbolique, contre le régime syrien. ■

# Syrie, le massacre de trop



Dessin du Belge Nicolas Vadot, publié dans « Le Vif-L'Express ».



# The Civil War Within Syria's Civil War

Armies of Kurdish women are taking on Syria's Islamists -- and winning.

BY HARALD DOORNBOS AND JENAN MOUSSA

**R**AS AL-AYN, Syria -- "Quick, run," shouts Kurdish commander Roshna Akeed, as she orders two young female fighters to move toward a brick wall that represents the front line between Kurdish forces and al Qaeda-linked militants in this northern Syrian town. Six male Kurdish fighters are already guarding this part of the front. They have removed some of the bricks from the five foot-high wall, and their guns peak through small holes toward the enemy, which is positioned in a hamlet roughly one-third of a mile away.

At the moment when the two female fighters arrive, the shooting erupts. One girl sporting a pony tail runs to the right, sticks her Kalashnikov through a hole in the wall and opens fire. Her male colleagues are also firing now. One man shoots through a hole in the wall while sitting on a white plastic chair. On the back of the chair is written in Arabic: "I love you until death."

As if Syria does not have enough war already, fighting recently broke out in the northeast of the country between Kurdish forces and radical Islamists -- both of whom are no friends of President Bashar al-Assad's regime. In Ras al-Ayn, all the country's problems come together: The town not only sits on the front lines of fighting between Kurds and Arabs, it is also located right on the edge of the Syrian-Turkish border. The Kurdish fighters in Syria are separated from Turkey's border troops -- traditionally the implacable enemies of any form of Kurdish separatism -- by only a 5-centimeter-thick iron gate.

The result is a civil war within a civil war. As the United States prepares for a military intervention in response to what it says was an Aug. 21 chemical weapons attack by the Assad regime on the eastern Damascus suburbs, it is just these sort of divides that could give American policymakers headaches for months and years to come. While U.S. President Barack Obama's administration has signaled that any strike will not aim to topple Assad, deeper U.S. involvement in the country's two-and-a-half-year civil war will mean more than a few Tomahawk missiles lobbed at military installations in



Damascus - it will require grappling with the sectarian and ethnic divides that promise to define Syria's future.

For the Kurdish fighters in Ras al-Ayn, there is no doubt which side the United States should support.

"We are fighting America's war on terror right here on the ground," says Kurdish fighter Dijwar Osman. "Our enemies are those al Qaeda fighters who want to destroy our 4,000-year-old Kurdish culture. These jihadists come from Belgium, Holland, Morocco, Libya, and other countries. Unfortunately, the U.S. and Turkey are on the side of al Qaeda, just like the U.S. was on al Qaeda's side in Afghanistan during the '80's."

**T**he fights erupted after Syria's 2 million Kurds declared "self-governance" this past June in a region the Kurds call "Western Kurdistan" or "Rojava," which is Kurdish for "where the sun sets."

Kurds account for 10 percent of Syria's population, making them the country's largest ethnic minority. And they have turned Rojava, which covers roughly 10 percent of the country, into a de facto Kurdish mini-state: They have their own army and police here, names of towns have been changed from Arabic to Kurdish, and the Kurdish language is being taught in schools -- something that was forbidden under the Assad regime.

While the Assad regime and the mainly Islamist Syrian opposition are engaged in a fight to the death elsewhere in the country, they are both staunchly opposed to Kurdish separatist ambitions. Both sides consider the self-governance declaration a first step toward Kurdish independence and a possible break-up of Syria. The move also alarmed the authorities of neighboring country Turkey, which is home to the world's largest Kurdish population and has a long history of violent Kurdish separatism.

The only way to enter Rojava is to sneak in illegally from Turkey or Iraq. We waited in the fields until soldiers weren't on the lookout and then followed a local smuggler across the no-man's land between the countries: We not only jumped a barbed wire fence but also traversed a narrow sand path through a minefield. As we crossed, the

smuggler pointed to the area outside the path, saying "boom, boom" by way of warning.

In the town of Rumeilan, about 12 miles from the border with Iraq, you can hear the sound of outgoing mortars. "These go to the Islamists," says Aras Xani, a teacher at a local school who carries a pistol for protection.

"We Kurds are neutral," Aras continues. "We aren't with the regime, and we aren't with the rebels. The regime and the opposition are fighting a sectarian war, which can last decades. We don't want to have anything to do with it. We speak of the Kurdish Spring, not the Arabic Spring."

Although there is not much destruction in Rojava, the situation is far from normal here. In Rumeilan, the main street is barricaded by metal garbage containers -- a precaution against Islamist-made car bombs.

**A**l Qaeda-linked groups have started kidnapping Kurds in the area. Two of Aras's uncles have been taken after Jabhat al-Nusra, the Syrian al Qaeda affiliate, attacked their family home. During our visit, Aras's mother sat expectantly on the floor in the living room next to a green phone, waiting for the latest information about them. Only five miles down the road, heavy fighting continues between Kurds and Islamists for control over the Syria-Iraq border town of Yarubiya.

Despite these problems, Aras is happy and proud of this Kurdish enclave. "I am now a Kurdish teacher in the same school where I as a child was not allowed to speak Kurdish," he says. "Look, that is what I call victory."

Aras's brother, Sores, is head of Rumeilan's police force. He meets us at his new office inside the former Syrian state oil complex, wearing a new police uniform. "Not Assad, but the Islamists are now our biggest enemy," he says. "The Assad regime only oppressed us. The jihadists want to exterminate us."

According to the police commander, the Kurds did not have a choice when they opted for self-governance. "The war created a vacuum. There was no authority," he explains, "What we have on the ground is not separatism, but self-administrative ➤"

► areas. We are just filling up this vacuum. We don't want to separate. We want to get our rights and stay within Syria."

And they have filled this vacuum with alacrity. On the roads through Kurdish territory in Syria, heavily-armed Kurdish defense units (YPG) stand guard over checkpoints every six miles or so. The YPG is the unofficial army of Rojava; most members are local Syrian Kurds, but they have also been joined by Kurds from Iraq and Turkey.

Most of the YPG fighters wear buttons of Abdullah Ocalan, the jailed leader of Turkey's Kurdish Workers Party (PKK), a staunchly secular Kurdish nationalist organization that has long waged a guerilla war against the Turkish state. As a result, it has been designated as a terrorist organization by Turkey, the United States, and the European Union.

"We are not a threat to Syria's unity," says Sinan Muhammad, a pro-YPG politician and a member of the Higher Kurdish Council in the town of Qamishli, 30 miles west of Rumeilan.

Nor does Muhammad, one of the top leaders within Rojava, believe that the burgeoning Kurdish movement in Syria is a threat to Turkey. "It is in Turkey's interest to have safe borders," she said. "But until now Turkey is supporting radical fighters, not the Kurds. This I find very strange, because these extremists might turn against Turkey any moment. These Islamists say they want to topple the Assad regime -- but Assad is in the heart of each of them."

At least 40 percent of the YPG fighters are

women, and they are organized in units called the YPJ. Kurdish men and women fighters have separate barracks where they prepare for war, but they fight in mixed-gender units on the front lines. Women also command units comprised of men and women throughout the Kurdish areas.

"These al Qaeda guys go crazy when they hear that we are women fighters," says Roshna Akeed, the YPG commander who leads the Kurds on the frontlines of Ras al-Ayn. She notes that the Islamists benefit from thousands of volunteers from Europe and the Middle East, but the imbalance in numbers does not bother her. "Yes, they have quantity," she says. "But they are lousy fighters. They are unorganized. It is easy for us to kill them."

The Kurds, however, have not been successful in beating back the Islamists everywhere. In northern Syrian cities like Aleppo and Raqqa, the Kurds have lost territory. In the countryside around Aleppo, meanwhile, YPG officials say Kurdish towns have been ethnically cleansed by Islamists. Most Kurds in and around Aleppo have fled to the town of Afrin -- which is itself partly surrounded by Islamists and is not connected to the main parts of Kurdish territory. But at least in Ras al-Ayn, the YPG is winning. On July 17 it kicked al Qaeda-linked groups out of the town. "Kurds and Islamists first both controlled it," remembers YPG spokesman Redur Xelil. "But the Islamists became more and more aggressive. They destroyed places where alcohol was for sale. They started to forbid women to walk on the street without a veil. What kind of revolution

is that?"

The Kurdish victory, however, came at a high cost for the town. Most of the civilians of Ras al-Ayn have escaped and now wander the country as refugees. The Sunni Arab population of the town generally went west, to the areas under control of the Free Syrian Army and Islamist groups. The Kurdish civilians of Ras al-Ayn went east, deeper into YPG territory and toward the border with Iraq, where Kurds live in relative safety.

Ras al-Ayn is now a ghost town. Many walls are still covered with Islamist slogans. YPG fighters have erased some of them and added their own: "Kurds and Christians will always be friends" is scrawled next to one church.

During the night, sounds of shooting and shelling between the YPG forces and Jabhat al-Nusra in the neighboring western villages often fills the air. And if there isn't shooting, Ras al-Ayn residents are often woken by the rumble of Turkish tanks.

Everyone is worried about what will happen in this slice of land. Syrian Islamists are concerned that the Kurds will break up Syria and start their own country. Turkey is worried that an independent Kurdistan in Syria will give a new momentum to separatist aspirations among Turkey's own 30 million Kurds. And the Syrian Kurds themselves fear that their tenuous new independence will be obliterated by the powerful forces that surround them. As the United States expands its role in Syria, how it will deal with this war's many complexities remains to be seen. ■



27 août 2013

## SYRIE • Les Kurdes se rapprochent du reste de l'opposition

Le site Elaph annonce en exclusivité l'imminence d'un accord entre la coalition de l'opposition syrienne et les Kurdes, après des mois de dissensions. Le site panarabe en diffuse les détails.

Elaph | Bahia Mardini

La direction de la coalition de l'opposition syrienne s'est réunie hier 26 août, tard dans la nuit, pour décider de signer un accord avec les Kurdes. Celui-ci peut être considéré comme un succès pour les deux parties, malgré quelques protestations dans le camp de la coalition.

Dans ce texte, la coalition s'engage à reconnaître constitutionnellement l'identité nationale kurde et les droits nationaux du peuple kurde dans le cadre de l'unité du territoire et du peuple syriens. Il prévoit également l'abrogation de toutes les mesures discriminatoires à l'égard des Kurdes, prévoit de traiter les conséquences ces mesures et de rétablir les droits de ceux qui ont été lésés.

L'accord stipule également que la

Syrie nouvelle est un Etat démocratique, pluraliste et civil, avec un régime républicain, parlementaire, reposant sur le principe de l'égalité citoyenne, de la séparation des pouvoirs, de l'alternance politique, de la souveraineté de la loi, de la décentralisation et du renforcement des pouvoirs locaux.

Les Kurdes avaient émis des réserves quant à ce paragraphe et auraient préféré un Etat fédéral. La Syrie nouvelle garantira à ses citoyens et à toutes les composantes [de la société] les droits de l'homme, les libertés et l'égalité en droits et en devoirs, sans discrimination ethnique, religieuse ou de sexe, selon les législations et chartes internationales. De même, cet accord adopte la lutte contre la pauvreté et stipule que les régions ayant souffert des politiques de discrimination

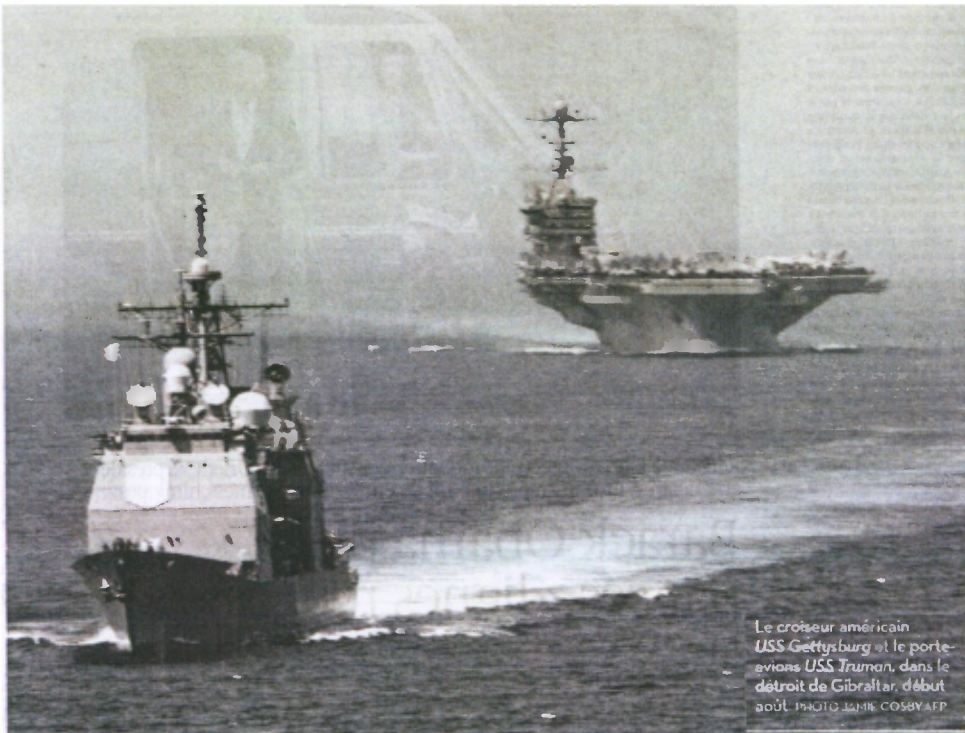
bénéficieront de l'attention nécessaire pour leur croissance et de la juste distribution de la richesse nationale.

De même, les forces politiques, partis et personnalités de la coalition s'engagent à participer aux efforts destinés à faire connaître les souffrances que les Kurdes ont subies pendant des décennies, afin de promouvoir auprès des Syriens une culture de la tolérance. D'autre part, le Conseil national kurde sera représenté au sein de la coalition par un vice-président et dix membres dans l'Assemblée générale, [...], les Kurdes devant être représentés par au minimum 14 membres. Finalement, l'accord insiste sur la nécessité de l'unité pour faire face au régime sanguinaire et protéger le peuple contre sa violence. ♦



Les tractations entre les chancelleries s'intensifient en vue d'une intervention contre le régime de Bachar al-Assad, une semaine après le massacre de la Ghouta.

# Syrie: l'Occident sur le pied de guerre



Le croiseur américain USS Gettysburg et le porte-avions USS Truman, dans le détroit de Gibraltar, début août. PHOTO IANIK COSBY/AFP

## DÉCRYPTAGE

Par **JEAN-PIERRE PERRIN**

**M**ême si le président Obama réfléchit encore à la réaction à apporter à l'attaque chimique de la Ghouta, le 21 août, les signes avant-coureurs de frappes aériennes américaines contre le régime de Bachar al-Assad et ses forces armées se multiplient depuis vingt-quatre heures. Avec, déjà, pour conséquence de fortes baisses des Bourses des monarchies pétrolières du golfe Persique (-7% pour l'indice de Dubai) et, à l'inverse, une forte hausse du prix du pétrole dans la crainte qu'une intervention internationale déstabilise la région, importante zone de production d'or noir.

### UNE OPÉRATION CONTRE LE RÉGIME SYRIEN EST-ELLE IMMINENTE ?

«Nous sommes prêts à y aller», a déclaré hier le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel. «Nous avons po-

sitionné des éléments pour être capables de répondre à toute option choisie par le Président», a-t-il ajouté. L'armée américaine est d'ores et déjà sur le pied de guerre: depuis soixante-douze heures, des jets et des avions de transport C-130 ont commencé d'arriver sur la base britannique d'Akrotiri à Chypre, située à environ 150 kilomètres de la côte syrienne. De son côté, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, poursuit ses consultations diplomatiques à tout-va. Il a déjà rencontré une trentaine de ses homologues afin d'apporter une «réponse adéquate» à l'attaque chimique en Syrie du 21 août, parlant d'une «indécence morale» pour laquelle les responsables devaient répondre de leurs actes. De source américaine, on indique que l'attaque pourrait intervenir dès que David Cameron, le Premier ministre britannique et le plus proche

## L'ESSENTIEL

### LE CONTEXTE

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne envisagent une intervention militaire contre le régime syrien.

### L'ENJEU

Quelles conséquences un tel engagement auraient en Syrie et dans l'ensemble de la région ?

allié d'Obama, aura obtenu l'accord du Parlement, le vote ayant lieu demain. Elle ne devrait cependant pas se produire avant que la mission des inspecteurs des Nations unies ait quitté la Syrie. Peut-être même, comme ce fut le cas en Irak, en mars 2003, avant que le personnel des agences internationales ait été rapatrié.

### QUEL PLAN DE GUERRE

#### WASHINGTON A-T-IL RETENU ?

Celui-ci est en cours d'élaboration, notamment à Amman, où les chefs d'état-major de plusieurs pays occidentaux et arabes pro-américains ont entamé, hier, une réunion de deux jours pour examiner différentes possibilités.

Au départ, trois options étaient envisagées: armer la rébellion avec du maté-

riel de qualité (missiles antiaériens et antichars), mais cette solution ne peut plus guère être retenue tant sont grands les risques que cet équipement tombe entre les mains des groupes islamistes radicaux, dont certains sont même intégrés à l'Armée syrienne libre. La seconde option est d'établir une zone d'exclusion aérienne où la population serait protégée, alternative prisée par la Turquie mais rejetée par l'état-major américain - trop compliquée, trop coûteuse et nécessitant l'emploi de centaines d'appareils. La troisième consiste en des frappes aériennes par des missiles de croisière. C'est cette dernière solution qui, semble-t-il, a été retenue. La campagne de bombardements devrait donc être brève, à portée limitée, et viser notamment la présidence syrienne, les ministères de la Défense, de l'Intérieur, les terribles services secrets, les quartiers généraux des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> divisions blindées...

### QUE VEULENT LES PAYS ENGAGÉS DANS L'OPÉRATION ?

Ils n'ont pas l'intention de renverser le régime, ni même de le châtier pour la répression féroce qu'il a menée pendant deux ans et demi contre sa population, détruisant des villes à l'artille-



rie, employant notamment des missiles Scud. La philosophie qui sous-tend l'opération est de le «punir» pour avoir employé des gaz toxiques et de le dissuader de recommencer. C'est ce qu'a dit à sa façon, hier, le Britannique David Cameron: «Il ne s'agit pas d'être entraîné dans une guerre au Moyen-Orient ou de changer notre position sur ce conflit, ou encore d'aller plus loin. Cela concerne les armes chimiques. Leur utilisation n'est pas permise et le monde ne devrait pas rester les bras croisés.»

#### EXISTE-T-IL UN RISQUE DE GUERRE RÉGIONALE ?

Tout dépend de l'ampleur de la frappe. Si celle-ci visait à renverser le régime, la Syrie mobiliserait ses alliés et chercherait à provoquer une guerre régionale. S'il s'agit, hypo-

*Suite.* thèse la plus probable d'une gifle de punition, Bachar al-Assad ne réagira sans doute pas. Il a certes mis en garde Washington, mais sans menacer d'une riposte. «Les Etats-Unis essuieront un échec, comme lors de toutes les guerres précédentes qu'ils ont lancées, à commencer par le Vietnam», a-t-il déclaré au quotidien russe *Izvestia*. D'ailleurs, Al-Assad n'a pas cherché à riposter face à Israël - sachant que la réplique serait foudroyante - quand son aviation a bombardé à cinq reprises le territoire syrien, semble-t-il pour empêcher des livraisons d'armes au Hezbollah libanais. Et il sait que le système de défense antimissiles israélien «Dôme d'acier» constitue une protection formidable. En revanche, on ne peut totalement exclure qu'il cherche à frapper la Jordanie, pays fragile, où se trouve l'actuel QG de l'opération militaire, et qui constitue le maillon faible de la coalition.

#### QUE VONT FAIRE L'IRAN, LA RUSSIE ET LE HEZBOLLAH, ALLIÉS DE DAMAS ?

Pour calmer Téhéran, les Anglo-Saxons ont dépêché le sultan Qabous d'Oman, qui a de bonnes relations avec Téhéran, et le secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques, Jeffrey Feltman. Ce dernier s'est entendu dire, par le chef de la diplomatie Mohammed Javad Zarif, que «l'utilisation de moyens militaires aurait de lourdes conséquences, non seulement pour la Syrie mais aussi pour toute la région». En fait, il est probable que l'Iran, dès lors que la survie du régime syrien n'est pas en jeu, ne réagisse qu'en paroles. Le Hezbollah, de son côté, menace tant et plus: «La communauté internationale soutient [avec ses futures frappes], Al-Qaeda et l'aidera à prendre le dessus non seulement contre le régime syrien et ce qu'il représente, mais aussi au Liban. Et cela, l'Iran et le Hezbollah ne le permettent absolument pas, même si cela devait

#### REPÈRES

- **L'ONU a reporté** à aujourd'hui une visite de sa mission d'enquête sur les armes chimiques près de Damas.
- **Les forces américaines** se sont déclarées «prêtes» pour une action militaire si Obama donnait son aval.
- **David Cameron a convoqué le Parlement** pour un vote, demain, sur l'intervention du Royaume-Uni.
- **La Russie et l'Iran ont averti** la communauté internationale de conséquences «catastrophiques» en cas d'intervention en Syrie.

«Nous avons deux options: soit nous rendre, soit nous défendre [...]. La seconde est la meilleure: nous nous défendrons. S'en prendre à la Syrie n'est pas une mince affaire.»

**Walid Mouallem**  
le ministre syrien des Affaires étrangères, hier

«On parle d'une intervention internationale imminente contre le régime, c'est une question de jours et pas de semaines.»

**Ahmad Ramadan**  
membre du comité politique de la Coalition de l'opposition syrienne, hier

provoquer une guerre régionale qui renverserait la table sur la tête de toutes les parties», a déclaré un responsable anonyme du parti au quotidien koweïtien *Al-Anbaa*. Pourtant, on ne voit pas le Parti de Dieu, déjà bien engagé en Syrie, ouvrir un second front avec Israël qui serait pour lui catastrophique. Peut-être se risquera-t-il à une attaque symbolique, en faisant tirer quelques roquettes depuis le Sud-Liban. Quant à la Russie, elle a exclu lundi par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, après un lot d'avertissements, «d'entrer en guerre contre qui que soit». Position de faiblesse? Ou plutôt, comme l'Iran, Moscou fait-il le pari d'un échec américain.

#### UNE FRAPPE SANS L'AVAL DE L'ONU AFFAIBLIT-ELLE L'INSTITUTION ?

A l'évidence. «On ne s'en rendra pas compte tout de suite, mais dans plusieurs années», souligne un diplomate de l'Union européenne. Et l'intervention va aggraver encore la méfiance de plusieurs pays, dont la Russie et l'Iran, à l'égard de l'organisation, puisqu'elle a été à la fois incapable de trouver une solution à la crise et d'empêcher une opération militaire menée sans son aval. La solution serait d'obtenir une certaine légitimité via l'Assemblée générale des Nations unies qui, dans le passé, a condamné la Syrie. Mais une telle convocation prend du temps. ◆

#### ÉDITORIAL

Par **FRANÇOIS SERGENT**

### Tardif

Les centaines de Syriens gazés à la Ghouta auront-ils eu finalement raison de la pusillanimité de l'Occident? Hollande comme Cameron et Obama paraissent cette fois-ci décidés à «punir» (sic) Bachar al-Assad. Après deux ans et demi de guerre et de répression, après 100 000 morts. L'usage des armes chimiques contre des populations civiles est certes une infamie et une obscénité, pour reprendre l'emphase soudain outrée du président français ou du secrétaire d'Etat américain, mais cela fait des mois qu'Al-Assad tue et torture son peuple, massacre et brise son pays. L'indignation occidentale paraît bien tardive et sélective. Quels sont les objectifs des frappes ciblées promises par les stratèges en chambre français et américains? En quoi vont-elles convaincre le «boucher de Damas» d'arrêter le massacre? Alors que l'on dit dans le même temps ne pas vouloir son départ. La communauté des nations n'a su ni voulu soutenir et armer l'opposition lorsqu'elle était encore laïque, nationale et démocratique. Il n'y avait pas de jihadistes en Syrie il y a deux ans. La Syrie est devenue le cimetière des promesses non tenues et de la rhétorique vide de l'Occident. Où sont les zones tampons, les lignes rouges? Où en est la reconnaissance de l'opposition ou l'engagement de livrer des armes? Cette absence de volonté politique a laissé le champ libre aux islamistes et aux parrains russes, iraniens ou saoudiens. Ce n'est pas une opération mal ficelée aux bases légales douteuses qui sauvera les Syriens.



# Au Kurdistan, trêve sans confiance entre Ankara et les militants du PKK

Le gouvernement turc accuse les rebelles de ne pas tenir parole sur le retrait de leurs troupes

## Reportage

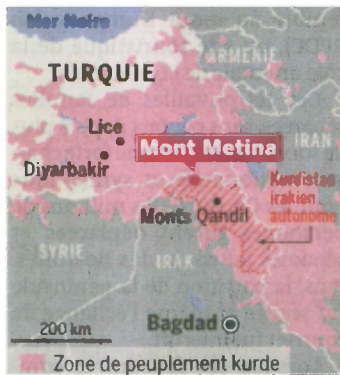
**Mont Metina**  
(Kurdistan irakien)  
Envoyé spécial

Depuis le mois de mai, les frappes des chasseurs de l'armée turque et les survols en rase-mottes des hélicoptères ont cessé sur les crêtes qui se dressent entre la Turquie et l'Irak. Dans les camps des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), disséminés en altitude tout le long de la frontière, on profite un peu de la trêve. Sous leur abri dissimulé par les arbres, sur les flancs du mont Metina, de jeunes combattants jouent au backgammon et suivent les nouvelles du front syrien sur un poste de télévision raccordé à un générateur, en piochant dans un plat rempli de pastèque. Seul le bourdonnement d'un drone rappelle de temps à autre que l'on se trouve en zone de conflit.

Lorsque le chef historique emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, a décrété un cessez-le-feu, la fin de la lutte armée et le retrait de ses troupes, le 21 mars, l'espoir est né d'un règlement pacifique du conflit meurtrier qui dure depuis 1984 entre Ankara et la guérilla kurde. Mais le processus de paix patine, et chacune des deux parties évite désormais de prendre l'initiative. « Nous sommes prêts à retourner nous battre », jure Arghesh, un homme de 26 ans qui a fait ses études à l'université d'Izmir avant de prendre les armes en 2009.

Une à deux fois par semaine, un petit groupe de quinze ou vingt individus franchit la frontière et retrouve, côté irakien, les bases arrière de la guérilla. « La vallée de Metina qui s'étend par ici est le point de passage pour tous les combattants qui se retirent du territoire turc », explique Arghesh.

Cette transhumance depuis des régions parfois éloignées prend plusieurs semaines. Il faut emprunter des chemins de traverse, serpenter entre les zones urbaines, éviter les postes militaires et les patrouilles des « gardiens de villages », les miliciens kurdes au compte de l'État turc. Une fois en Irak, les rebelles du



PKK sont dispersés dans des campements, le long de la frontière.

Dans l'un de ces camps, atteint après une heure de pick-up le long d'un ravin, vivent depuis quelques semaines une cinquantaine d'entre eux. Ce jour-là, ils dansent et jouent de la musique, hommes et femmes vêtus de leur uniforme, gabardine et pantalon bouffants kaki. Le reste du temps, ils sont en séance d'« entraînement idéologique », selon Nupelda, une femme de 25 ans. « J'ai mis quarante jours avec dix-sept autres pour venir du nord de Diyarbakir et les drones nous ont suivis tout le long du chemin », raconte Khalil, 28 ans, rentré après dix ans de « service ».

**Des combattants du PKK, dans un camp de la rébellion kurde, au nord de l'Irak, à la mi-mai.** AZAD LASHKARI/REUTERS

Cette semaine, un groupe plus important doit rejoindre à son tour la montagne de Metina. Une manière de marquer le coup après les critiques de Recep Tayyip Erdogan. Le premier ministre turc a accusé le PKK de « ne pas tenir ses promesses ». Seulement 20 % des troupes se seraient retirées au-delà de la frontière, selon lui, en majorité « les enfants, les malades et les vieillards ». « Il dit cela pour retarder le processus de paix », réagit Khalil.

### Prêts à combattre en Syrie

La guérilla ne donne pas de chiffres, mais un de ses membres parle d'« environ 500 » personnes qui auraient gagné le nord de l'Irak depuis le début du retrait, le 15 mai, ce qui n'est pas loin des 20 % des effectifs avancés par M. Erdogan. Le retrait ne s'achèvera pas avant octobre. « Les opérations ne cesseront qu'une fois le retrait terminé », a insisté M. Erdogan.

« La question, c'est combien vont retourner en Turquie pour se battre », lâche Cemil Bayik, le nouveau chef du PKK, retranché plus à l'est, dans les monts Qandil. Khaled

Habur, un Kurde d'Irak parti dans le maquis après l'arrestation d'Abdullah Öcalan, en 1999, est déjà prêt à y retourner. « Pendant quatorze ans, j'ai fait la guerre », raconte-t-il, le visage fermé. A l'automne 2012, il participait encore à des assauts contre des casernes dans le sud-est de la Turquie, à Lice. « Les armes ne sont pas notre but, mais on est prêts à les reprendre. »

Les Kurdes sont échaudés par les échecs précédents et estiment que c'est maintenant au gouvernement turc de lancer les réformes attendues : notamment la réécriture de la Constitution et la représentation politique aux élections législatives. En tout cas, le PKK n'a pas l'intention de « déposer les armes », car si ce n'est pas en Turquie, c'est sur d'autres fronts qu'il pourrait être appelé. En Syrie, contre les groupes djihadistes ? « Oui », répondent en chœur les combattants, que l'idée met en joie. « Si une solution politique est trouvée au nord, cela ne veut pas dire qu'on va rester à ne rien faire. Le peuple kurde doit être défendu », assure Khalil. ■

**GUILLAUME PERRIER**



Le Monde  
Jeudi 29 août 2013

# Paolo Dall'Oglio

## Le « padre » de la révolution syrienne a disparu

Depuis le déplacement, début août à Rakka, du prêtre italien engagé aux côtés des insurgés syriens, ses proches sont sans nouvelles

CHRISTOPHE AYAD

Dans sa dernière apparition, une vidéo postée à la fin du mois de juillet, le Père Paolo Dall'Oglio s'adressait aux habitants de Rakka, première capitale provinciale libérée par la rébellion syrienne des mains du régime de Bachar Al-Assad : « Si Dieu le veut, Rakka sera la première capitale de la Syrie libre », disait-il. « Nous menons un djihad démocratique pour renverser le régime », ajoutait le père jésuite dans ce court extrait, filmé par des citoyens journalistes de la ville. Il y affirmait jeûner pour le ramadan par solidarité avec les musulmans syriens.

Drôle de paroissien que le Père Paolo, comme seule la Compagnie de Jésus a su en produire. Complètement engagé en faveur de la révolution syrienne, Paolo Dall'Oglio est une exception au sein de l'Eglise catholique, et plus encore dans le paysage chrétien syrien. Depuis son expulsion, en juin 2012, de Syrie, où il a vécu près de trois décennies, le Père Paolo s'est installé à Souleimanieh, dans le Kurdistan irakien.

Sans cesse en voyage et en contact permanent tant avec les différentes factions de la rébellion qu'avec les diplomates concernées par la question syrienne, le prêtre, qui est l'un des meilleurs connaisseurs du monde de son pays d'adoption, mène deux combats. Le premier contre la dictature de Bachar Al-Assad, héritière de celle de son père Hafez qu'il exècre pour l'avoir connue de l'intérieur ; le second au sein de l'Eglise et du monde chrétien pour les convaincre qu'il ne faut pas craindre la révolution syrienne en particulier, et le « printemps arabe » en général. Pour l'ecclésiastique, ce n'est qu'en partageant les combats de la majorité musulmane et en œuvrant pour un Proche-Orient démocratique que les chrétiens garantiront leur avenir dans cette région agitée par la violence et l'intolérance.

Fin juillet, le Père Paolo s'est rendu clandestinement à Rakka, dans le nord-est de la Syrie, afin de mener une médiation entre les djihadistes

Le Père Paolo Dall'Oglio, lors d'une messe célébrée en l'église Saint-Ephrem-le-Syriaque, à Paris, le 4 mars 2008.  
P. RAZZO/CIRIC



de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) – la branche irakienne d'Al-Qaida – et les forces kurdes syriennes, en conflit ouvert. Cette guerre fratricide, débutée mi-juillet entre deux forces pourtant hostiles au régime syrien, menace en effet de faire implorer la rébellion syrienne et de faire sombrer la révolution. Arrivé le 29 juillet à Rakka, le Père Paolo Dall'Oglio s'est rendu, le 1<sup>er</sup> août, au QG des djihadistes à Rakka, dans l'espoir de rencontrer le chef de l'EIIL, Abou Bakr Al-Baghdadi. Il aurait aussi eu l'intention d'obtenir la libération de plusieurs otages occidentaux et syriens aux mains de l'EIIL.

Depuis, ses proches sont sans nouvelles. Les uns le disent prisonnier, d'autres le donnent pour mort sans qu'il soit possible de confirmer aucune des informations contradictoires qui circulent.

Pour beaucoup, aller à la rencontre de l'EIIL en Irak revient à se jeter dans la gueule du loup, mais Paolo Dall'Oglio, qui a œuvré pendant la fin des années 1970 pour le dialogue islamo-chrétien (*Amoureux de l'Islam, croyant en Jésus*, Ed. de l'Atelier, 2009), n'a jamais eu peur des islamistes, qu'il considère comme des partenaires à part entière. En février, il avait effectué un long voyage dans la Syrie rebelle, entrant par le Kurdistan

près de Qamichli et se rendant jusqu'à Qoussair, à la frontière libanaise. Pris en charge par des activistes, il avait passé de longues journées en compagnie des djihadistes du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaida et le frère jumeau de l'EIIL, à discuter de Bachar Al-Assad,

de Jésus, de Mahomet, du pape, de l'Orient, de l'Occident et des mérites de la mitrailleuse 12.7, surnommée « dushka » en arabe. « J'ai l'impression qu'au contact de la Syrie, l'extrémisme djihadiste s'adoucit », rappor-

taut-il à son retour avec un optimisme inébranlable.

Ce colosse de 58 ans, à la barbe grise et à la santé plus fragile que sa carrure ne le laisse penser, a toujours été un homme d'action autant que de réflexion et de prière. Né dans une famille engagée dans le syndicalisme paysan chrétien en Italie, il avoue s'être posé la question de l'action violente au début des années 1970, quand l'avortement, contraire à ses valeurs, a été autorisé. Il n'a jamais fait siens le refus des armes et le pacifisme de principe : pour lui, l'extrême injustice justifie le recours à la violence et la révolte.

### Chaleureux et colérique

Très tôt sensibilisé à la question palestinienne à l'occasion de voyages en Terre sainte, il a appris l'arabe à Beyrouth au milieu des années 1970, en pleine guerre civile libanaise. Puis, il part étudier le droit musulman en Syrie, où le massacre de Hama, en 1982, le bouleverse. Il fonde peu après une communauté dans le monastère de Mar Moussa, qu'il rouvre et retape avec des jeunes chrétiens. Mar Moussa, dont il raconte l'épopée dans un ouvrage (*La Rage et la lumière. Un prêtre dans la révolution syrienne*, Ed. de l'Atelier, 2013, 200 pages, 19 euros), devient un haut lieu du dialogue entre le christianisme et l'islam.

La personnalité charismatique de Paolo Dall'Oglio, aussi chaleureux que colérique, attire des jeunes venus de tous horizons, syriens et arabes comme occidentaux. Mar Moussa devient l'un des rares espaces de liberté et de dialogue démocratique dans la Syrie des Assad : la psychanalyste Rafah Nached est une habituée ; le prêtre, pour sa part, suit une analyse avec elle. Islam, psychanalyse, engagement politique : tant de « bizarreries » finissent par énerver au sein de l'Eglise catholique.

Au milieu des années 2000, le Père Paolo est sommé de s'expliquer par la Congrégation pour la doctrine de la foi, à l'époque dirigée par Joseph Ratzinger, le futur pape Benoît XVI. L'aile ultraconservatrice, proche de l'Opus Dei, fait de lui sa bête noire. Il avait fondé beaucoup d'espoirs sur l'élection du pape François, issu comme lui de la Compagnie de Jésus. Il espérait trouver en lui un allié face à l'hostilité majoritaire de la hiérarchie chrétienne syrienne, ralliée à Bachar Al-Assad, qui a toujours exercé un chantage envers les chrétiens en se présentant comme leur exclusif protecteur et le seul garant de leur survie en Syrie face aux islamistes. ■



*NYRblog : Roving thoughts and provocations from our writers*

# Syria: Which Way to Kurdistan?

HUGH EAKIN

On August 15, photographs began flooding the Internet of what looked like an endless column of people, many carrying small children, some clutching dusty suitcases. As has now been widely reported, the people in this startling scene were Syrian Kurds, fleeing to Iraqi Kurdistan—one of the single largest waves of refugees since the Syrian conflict began three years ago. And as it has received some 40,000 Syrians in less than two weeks, Iraq’s Kurdistan Regional Government (KRG), which rules over this autonomous region, has been praised for taking a strong humanitarian stand at a time when other countries are closing their borders.

“Here, refugees are welcomed, even encouraged,” proclaimed a report in *The New York Times* on Saturday. Echoing a frequent refrain of the KRG government—which is striving to position itself as a leading force behind a new greater Kurdistan—the report went on to describe this as a moment of hope for “a better future for the region’s Kurds.” Indeed, Masoud Barzani, the powerful president of the KRG, has suggested that Iraqi Kurdistan can serve as a model for the Syrian Kurds to follow. In September, he will host a pan-Kurdish conference in Erbil, the capital of Northern Iraq, that aims to bring together for the first time the Kurds of Iraq, Syria, Turkey, and Iran.

If only things were so simple.

While the dramatic images of refugees pouring into Northern Iraq are new, Northern Iraq’s troubled relations with Syria—and Syria’s Kurds—are not. As I discovered during a trip to Northern Iraq earlier this month, the war in Syria has lately been anything but a boon to the region. The Barzani government has had to deal with ten times as many Syrian refugees as anticipated a year ago—numbers which have quickly exhausted its political will or administrative capacity to deal with them. And now it faces growing agitation among its own people to enter the war, despite indications that sending in KRG-backed fighters might be disastrous for Kurdish unity in the region.

“It’s a mess,” a Kurdish NGO director, who has had frequent contact with the government, told me in Erbil. She observed that, as a region of Iraq, the Kurdistan Regional Government has no formal powers to make foreign policy, and having gained autonomy during the Iraq war only a few years ago, it has few resources and little experience to draw on to deal with an inter-

Syrian Kurds crossing a pontoon bridge from Syria to Northern Iraq, August 15, 2013. G. Gubaeva/UN HCR



national crisis. “They are too proud to ask for help,” she said. “But they simply haven’t developed a formal policy toward Syria.”

The Iraqi Kurdish leadership has also been locked in an intense political rivalry with its counterpart in Syria, the Democratic Union Party (PYD), which dominates Syrian Kurdish politics. The PYD has had de-facto control of much of Syrian Kurdistan since July 2012 and has stymied attempts by Northern Iraq to gain influence there. In fact, before the mid-August opening of one crossing, the political standoff had led to the closure of the entire border between Syria and Northern Iraq for several months.

In early August, I met Aldar Khalil, a leader of the Syrian PYD, who accused the KRG of closing the border unilaterally to gain leverage over the Syrian Kurdish leadership. “Foreign aid isn’t getting in,” he said. “We have shortages of milk and medicine, we don’t have basic food items. How can you talk of holding this big [pan-Kurdish] conference and you cut off the Syrian Kurds?”

For its part the Barzani government has accused the PYD of obstructing the flow of humanitarian aid into Syria and even of attacking members of smaller Syrian Kurdish parties that are allied to the KRG. One Syrian Kurdish activist based in Iraq, who works for a Scandinavian aid agency, told me that there were Kurdish towns in Syria in desperate need of help but that aid deliveries had been held up at the Iraq-Syria border by the PYD, which he said wants to control all distribution itself.

Whatever the explanation, aid officials agree that the border closure last spring highlights Northern Iraq’s own difficulties in dealing with Syrian refugees. Long before the current wave of arrivals, some 200,000 Syrian Kurds had already entered the region, where they have faced increasingly abject living conditions and have

received little support from the government. During my trip, I visited Domiz refugee camp, a barren slope of ground about an hour from the Syrian border where more than 70,000 Syrians are now housed in a chokingly dense warren of canvas tents. And although the camp is run by UNHCR, the UN Refugee Agency, in conjunction with the regional government, it has grown so rapidly over the past year that some refugees now live in unofficial “ad-hoc” areas which are not part of the site plan, and which have put a disastrous strain on water and other basic resources.

To its credit, the KRG has finally opened an additional camp, which is near Erbil and which has received some 15,000 of the new arrivals; and UNHCR officials say they are working to “decongest” the most crowded areas of Domiz. But many people I met at Domiz complained of health problems and lack of protection from the intense heat. “I built this myself,” one Syrian man told me, showing me a poorly ventilated structure, like many others there, that was not much bigger than a camping tent and too low to stand up in. The camp was so crowded when he arrived in April, he said, that he had simply staked out the first patch of high ground he could find that was available. He told me he and his family shared it with two other families, who each had children.

Paradoxically, it should be easier for Syrians to get jobs in Northern Iraq than in almost any other foreign country: Syrian Kurds are automatically eligible for renewable six-month residency permits, which include the right to work. “It’s a truly remarkable policy,” said William Tall, a UN refugee official responsible for Iraqi Kurdistan. On the road to Domiz, I saw some camp residents who were commuting from their tents to jobs at nearby construction sites. Yet other NGO officials told me that since March, many new arrivals have not been getting residency cards, and changing

government policies are making it far more difficult for Syrians to register, while jobs are increasingly scarce.

In Erbil, the region's capital, I encountered Syrians everywhere, some of them working in hotels and restaurants, but many, including large numbers of people who are highly skilled and have advanced qualifications, unable to find work and living in grinding poverty. At a social center, a Syrian architect invited me to have coffee with a group of lawyers, doctors, and other professionals from Syrian Kurdistan—a virtual cross section of Syria's professional middle class—all but one of them unemployed. The exception, an electrical engineer who now works as a driver for a Turkish company, told me, "Even when you can find a job, they pay you far less than they do locals. There's a lot of exploitation. But there's nothing you can do if you want to keep working."

The pervasive presence of urban refugees, meanwhile, has led to growing ambivalence among the native population toward their Syrian counterparts. Many people I met in Erbil told me they have a special bond with their fellow Kurds, to the point of seeing them almost as fellow nationals. When I referred to the "Kurdish region of Syria," I was frequently told, "What region of Syria? You mean, West Kurdistan." In Erbil, however, a prominent Iraqi Kurdish journalist told me that many also believe that the refugees are mostly economic migrants rather than victims of war, and are

bringing social problems to Northern Iraq. "It's a big embarrassment for us. It's terrible to have Kurdish children begging in the streets. But if they get good jobs, they will never go back," he said.

The larger question is why the KRG suddenly reopened the border on August 15. Of course, under international humanitarian law, the border should be open, and the growing violence in eastern Syria may have made it increasingly awkward for Iraqi Kurdish officials to deny entry to those trying to escape. But the looming pan-Kurdish conference likely played a part, and there are indications that the Barzani government is also concerned about being sidelined from recent developments in Syria. In mid-July, the Syrian PYD announced that it aims to establish a formal autonomous region in Syria. When I interviewed him in Erbil, Aldar Khalil, the PYD leader, told me that the announcement was simply formalizing what had already been true on the ground since 2012, when the PYD took control of local government there. But the announcement has been intensely criticized by the Turkish government, which fears a Kurdish regime coming to power in Syria that has close ties to the Turkey's own Kurdish militants, the PKK. (Despite a recent peace agreement, Ankara's relations with the PKK remain on edge, in part because of violence on the Turkish-Syrian border.)

In contrast, the Barzani government in Erbil has strong relations with Turkey, which is a major investor in Northern Iraq

and which sees Barzani's party as a moderate counterweight to the PKK. If Barzani can build ties to Syria's Kurds, it increases the chance that Northern Iraq, and by extension its ally Turkey, will be able to help shape the new Syrian region that emerges from the war. A few days before the border reopened, Barzani announced that Northern Iraq was "prepared to defend" Syria's Kurds if attacks by Islamists escalated.

On the other hand, Turkey itself has been backing some of those same Islamist militias—including, at least until very recently, Jabhat al-Nusra—which it may view as a way to keep in check the Syrian PYD, which has its own powerful militias close to the Turkish border. As long as that situation continues, some analysts say, it will be difficult for the PYD and the KRG to come to terms, whether or not the border remains open. "There is a solution," the Kurdish NGO director told me in Erbil. "Turkey has to stop its support for al-Nusra and the PYD has to separate from the PKK."

But regardless of which Kurdish party gains control of Syrian Kurdistan, she added, the collapse of the Assad regime may only make things worse. While Damascus has largely accommodated Kurdish autonomy since the war began, an outright opposition victory would likely bring further violence and instability to the region—and more columns of refugees to Iraq. "For the Kurds," she said, "the best situation is a weak Assad, not no Assad." ○

REUTERS

## Kurdish militants in war of words with Turkey

PKK rejects Turkey's claim that only 20 per cent of fighters have left

Istanbul - August 19, 2013 - Reuters

**A KURDISH MILITANT group said on Monday it was keeping its side of the bargain in a peace process with Turkey to end a 29-year-old insurgency, rejecting Prime Minister Tayyip Erdogan's accusation it had failed to withdraw most of its fighters.**

In the latest salvo in a war of words highlighting distrust between the two sides, the Kurdistan Workers Party (PKK) said Ankara had failed to take steps beyond halting military action to end a conflict which has killed more than 40,000 people.

PKK leader Abdullah Ocalan, jailed on an island near Istanbul, declared a ceasefire in March after months of talks with the Turkish state and his militants began moving to Iraq in May under a deal envisaging boosted Kurdish rights.

Erdogan was quoted as saying last week that the PKK had not kept a promise to withdraw from Turkey, with only 20 percent of PKK rebels leaving, mostly women and children.

"Our forces have followed the withdrawal decision to the letter and the implementation process is continuing," the PKK said in a statement, without specifying how many fighters had left. It added it would continue to do what was required.

The ceasefire has largely held but PKK commanders have warned of new clashes if Turkey does not take concrete steps to advance the process by September.



In addition to more Kurdish-language education, the Kurds, who dominate Turkey's southeast and account for about a fifth of the population, want anti-terrorism laws softened, the electoral threshold to enter parliament lowered from 10 percent, and more powers for local governments.

"The Turkish state and the AKP government have taken no step other than to halt annihilation operations and has not made any changes in practices

regarding the Leader Apo [Ocalan], who is the architect of this process," the PKK said.

To keep the process on track, the government is expected to begin debating a package of reforms this week aimed at bolstering Kurdish rights and boosting democracy.

A senior justice ministry official said last week the cabinet would discuss the "democratisation package" - ranging from wider Kurdish-language education to changes to anti-terror laws - at its weekly meeting on Monday.

Erdogan, under pressure from nationalists for offering concessions to militants, said last week the measures would not "disturb the Turkish public". He ruled out any general amnesty for PKK fighters, according to Turkish newspaper reports.

Turkey, the US and European Union all call the PKK a terrorist organisation. It took up arms to carve out an independent homeland in the southeast but later scaled back its demands to greater cultural rights and autonomy. ●





L'ÉDITORIAL DE LAURENT JOFFRIN

# Faire plier le tyran

**L'abstention occidentale délivrerait à tous les dictateurs de la terre un passeport pour la barbarie. Elle ruinerait en grande partie la crédibilité des démocraties sur la scène internationale. Il ne s'agit pas seulement d'humanité mais de realpolitik.**

## **Le crime de Bachar al-Assad change tout.**

Cette fois, l'intervention occidentale n'est pas une hypothèse, une tentation stratégique hasardeuse ou un impératif moral plus ou moins justifié. C'est une évidence.

L'Irak mis à part, aucun pays n'a fait usage de l'arme chimique au combat depuis près d'un siècle. Une convention internationale en bannit l'usage et c'est l'une des rares à être respectée. On dira que la Syrie ne l'a pas signée. Mais justement : peut-on, si l'on souhaite contenir un tant soit peu la violence des Etats, tolérer sans rien faire une telle exception, qui contredit l'accord tacite de toutes les nations ? En accord avec ses alliés, le président Obama avait solennellement déclaré que l'emploi des gaz était la ligne rouge à ne pas franchir. Que vaudrait sa parole – et celle des démocraties en général – s'il restait inerte alors que les preuves de la monstruosité s'accumulent ? Et comment pourrait-on faire pression sur l'Irak en matière nucléaire si on laissait impuni l'usage par Damas d'une arme interdite ? L'abstention occidentale délivrerait à tous les dictateurs de la terre un passeport pour la barbarie. Elle ruinerait en grande partie la crédibilité des démocraties sur la scène internationale. Il ne s'agit pas seulement d'humanité mais de realpolitik.

**Les mêmes voix éraillées s'élèveront contre cette action**, dont celle de Jean-Luc Mélenchon, qui n'en rate pas une. Quelles que soient les difficultés prévisibles d'une intervention en Syrie, les procureurs du « droit d'ingérence » oublient soigneusement de prendre en compte un fait très têt : le bilan des interventions, aussi incertain soit-il, est supérieur à celui des non-interventions. Les Occidentaux se sont abstenus d'intervenir au Rwanda alors que l'ONU était sur place. Cette prudence cauteleuse a coûté quelque 800 000 vies. Dans le cas de la Syrie, alors même que l'armement des rebelles au début du conflit aurait pu précipiter la chute du régime et favoriser la recherche d'un compromis entre Syriens, le refus d'ingérence a changé la protestation anti-Assad en guerre civile. Il a donné la prédominance aux groupes les plus radicaux et provoqué la mort de plus de 100 000 Syriens.

On dira que les interventions en Irak et en Afghanistan se sont soldées par des échecs sanglants ou que les opérations en Libye ont débouché sur un dangereux désordre. On aura raison. Toute intervention est soumise à des conditions que l'expérience tend à préciser au fil des années et qu'il coûte cher de négliger. Si le pays concerné ne peut pas mettre en place rapidement des institutions politiques acceptables et une force armée locale qui garantissent l'ordre et assurent un

compromis entre les factions, l'intervention étrangère, serait-elle techniquement parfaite, est vouée à l'échec. Très vite, l'armée présente dans un pays étranger se change en force d'occupation qui suscite contre elle une résistance logique sinon légitime. On connaît l'adage militaire : « On peut tout faire avec des baïonnettes, sauf s'asseoir dessus. » En revanche, les interventions dans l'ex-Yougoslavie ont abouti à une situation nettement meilleure que celle qui prévalait auparavant. La guerre s'est arrêtée ; la Croatie et la Serbie, deux des principaux belligérants, ont choisi le chemin de la paix et du développement. Aussi incertaine ou déprimante qu'elle soit, la situation en Bosnie et au Kosovo est exempte de violences graves. Et contrairement à ce qui avait été seriné par les esprits forts, aucun régime islamiste ne s'est établi dans la région.

**Ces leçons du passé éclairent le cas syrien.** Toute offensive de grand style, qui comprendrait l'usage de troupes au sol et des bombardements prolongés, comporte des risques à l'irakienne. Faire pénétrer des armées occidentales en Syrie, c'est promener une torche dans une poudrière. Aussi bien, la guerre civile aurait peu de chances de s'arrêter et la prolongation de l'intervention aurait vite fait de retourner contre les Occidentaux une grande partie de la population de la région. Enfin, les élites locales – et leur population – doivent réfléchir à une nouvelle réalité : à force de conflits inextricables, de massacres répétés, de manœuvres cyniques et confuses, le Moyen-Orient lasse le reste du monde. Comme le remarque Thomas Friedman dans le « New York Times », la nouvelle géopolitique du pétrole et du gaz qui rend aux Etats-Unis leur indépendance énergétique les détournera progressivement de ce théâtre cruel et obscur. La montée en puissance des émergents et la révolution énergétique engagent envers cette région une évolution diplomatique qui va de l'obsession à l'indifférence. On dénonce de manière mécanique l'activisme des Etats-Unis dans la région. Leur inaction serait-elle un progrès ? La Chine ou la Russie seraient-elles de meilleures suzeraines ? En attendant ces temps nouveaux, il n'est qu'une solution : donner un avertissement sévère à ce régime insensé et barbare qui gaze sa propre population ; aider de manière beaucoup plus efficace l'opposition non islamiste. Cette politique, qui aurait dû prévaloir dès le début, s'impose aujourd'hui. Elle ne résoudra pas la crise syrienne ; elle ne ramènera certes pas l'harmonie dans la région. Mais elle donnera aux tyrans un salutaire avertissement.

L. J.



# La France soutient l'option militaire contre Damas

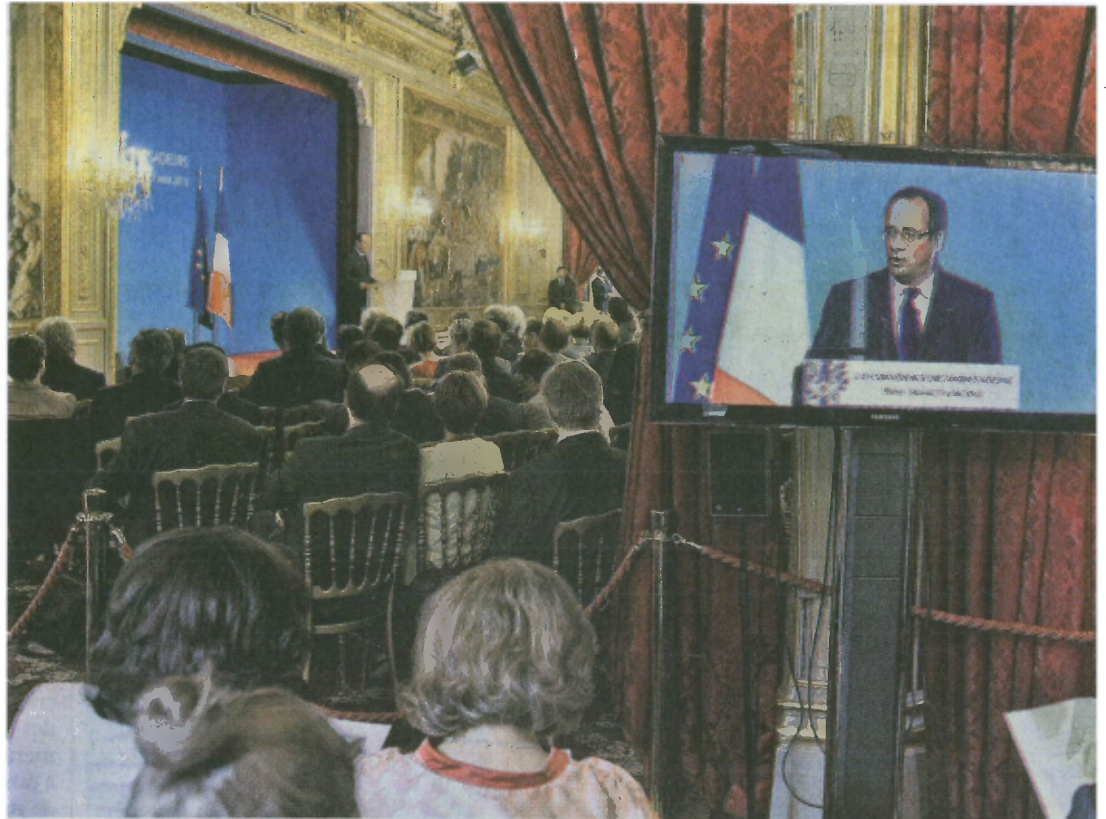
Officiellement, la décision reste à prendre. Mais tout porte à croire que la France se joindra aux Etats-Unis lorsque le président Obama décidera – avec ses alliés – de frapper militairement la Syrie. Dans son discours prononcé, mardi 27 août, devant les ambassadeurs de France réunis à Paris pour leur conférence annuelle, François Hollande a en effet pris des accents de chef de guerre contre le régime de Bachar Al-Assad accusé d'avoir fait un usage massif d'armes chimiques, le 21 août. « *Le massacre chimique de Damas ne peut rester sans réponse. La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents* », a averti le chef de l'Etat.

Cette prise de position rompt avec les précautions verbales d'usage jusqu'à présent. Damas a été plusieurs fois accusé, au cours des derniers mois, d'avoir eu recours à des armes chimiques, mais dans des proportions limitées. Les capitales occidentales semblaient alors considérer qu'un usage à petite échelle de sarin, notamment, ne constituait pas un franchissement de la « *ligne rouge* » tracée il y a plusieurs mois par Barack Obama.

Franchissement qui était censé entraîner une riposte. L'attaque du 21 août dans les faubourgs de la capitale syrienne où, selon un bilan précis qui reste à établir, plusieurs centaines de personnes ont été tuées marque donc un tournant.

Pour François Hollande, qui devait présider, mercredi, un conseil de défense puis informer le Parlement, il n'y a plus l'ombre d'un doute. « *Le monde est saisi d'effroi après la confirmation de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, a-t-il déclaré. Tout porte à croire que c'est le régime qui a commis cet acte abject qui le condamne aux yeux du monde, car c'est une ignominie que de recourir à des armes que la communauté internationale a bannies depuis quarante-dix ans dans toutes ses conventions internationales.* »

Ce dernier argument – la violation par Damas des règles internationales – préfigure sans doute la ligne de défense que la France, les Etats-Unis et les autres membres de la coalition internationale en cours de formation opposeront à ceux qui contesteront la légalité d'une intervention militaire,



François Hollande, lors de la conférence des ambassadeurs, à Paris, le 27 août. WITT/SIPA

même limitée, contre la Syrie. Cette ligne consiste à justifier une opération en s'appuyant sur sa légitimité faite d'en obtenir la légalité.

En 2012 devant ces mêmes ambassadeurs, le chef de l'Etat avait posé les jalons. « *L'emploi d'armes chimiques par le régime, (...) serait pour la communauté internationale une cause légitime d'intervention directe* », avait-il averti en soulignant les « *obstacles* » à surmonter au Conseil de sécurité de l'ONU pour obtenir le vote d'une résolution autorisant le recours à la force.

Ce cas de figure rappelle celui posé en 1999 avant l'intervention de l'OTAN au Kosovo contre le régime de Slobodan Milosevic. La campagne de bombardements de l'Alliance atlantique avait alors été jugée, a posteriori, par les diplomates comme « *illégal* » au regard du droit international mais « *légitime* » pour stopper les exactions de la police et de l'armée serbes contre les civils albanais du Koso-

vo. Mardi, le président Hollande a évoqué « *la responsabilité de protéger les populations civiles* », principe que l'assemblée générale de l'ONU a adopté en 2005.

Plus personne à Paris ne semble attendre quoi que ce soit de positif en provenance de l'ONU pour sortir la Syrie de la crise. « *Aller devant le Conseil de sécurité? Pour quoi faire? s'interroge un diplomate français. Sans surprise, la Russie opposera son veto, comme elle l'a déjà fait sur ce dossier syrien au cours des derniers mois. Seule une question de tactique diplomatique onusienne justifierait d'offrir une tribune à la Russie* », ajoute cette source.

Or, deux ans et demi après son déclenchement, la guerre ne faiblit pas affichant un bilan dramatique de plus de 100 000 morts. Et l'impasse diplomatique est totale. Pour autant, le scénario d'une intervention militaire limitée à des frappes ciblées, scénario le plus souvent évoqué ces derniers jours, ne serait pas en mesure d'in-

verser le rapport de forces sur le terrain entre les rebelles et l'armée de Bachar. Ce n'est d'ailleurs pas l'objectif. « *Notre responsabilité c'est de rechercher la riposte la plus appropriée aux exactions du régime syrien, une fois achevé l'essentiel de la mission d'enquête des*

« *La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents* »

François Hollande

Nations unies [en Syrie] », a expliqué François Hollande.

Cette mission, autorisée tardivement par Damas qui ne lui facilite pas le travail, est chargée de déterminer si des armes chimiques ont bien été utilisées le 21 août. L'évocation de sa présence à Damas par le chef de l'Etat signifie peut-être



qu'aucune frappe ne sera déclenchée avant leur départ du territoire syrien, initialement prévu dimanche.

« L'objectif de ces frappes, si la décision est prise, est de punir et de dissuader », précise-t-on dans l'entourage présidentiel. « Punir » le régime d'avoir utilisé massivement des armes chimiques malgré les mises en garde répétées. « C'est un tabou moral qui a été brisé et on ne peut l'accepter », explique-t-on à l'Elysée. Et « dissuader »

les autres pays détenteurs de telles armes de destruction massives de vouloir s'en servir à l'avenir. La position française s'aligne sur celle des Américains, principaux maîtres sur ce dossier et dont les bateaux de guerre croisent déjà au large de la Syrie.

Les frappes éventuelles, ciblées, ne seraient donc pas de nature à déterminer l'issue du conflit. Le président Hollande a d'ailleurs pris soin de préciser que la politique française vis-à-vis de la Syrie com-

porte un deuxième volet : « J'ai décidé d'accroître notre soutien militaire à la Coalition nationale syrienne, dans le respect de nos engagements européens. » Le chef de l'Etat n'a pas détaillé la nature de ce soutien. Pas plus qu'il n'a indiqué en quoi consisterait la participation française en cas d'intervention.

Depuis le début du conflit, Paris s'est souvent montré à la pointe des Etats favorables à la levée de l'embargo sur les armes à destination d'une rébellion surclassée

militairement par les chars et l'aviation syriens.

Mais cette prise de position se heurte à la montée en puissance des groupes rebelles les plus radicaux, dont les djihadistes du Front Al-Nosra, que ni Paris ni Washington ne veulent voir dotées d'armements modernes susceptibles d'être un jour retournés contre les intérêts occidentaux ou de servir à déstabiliser un peu plus une région au bord de l'explosion. ■

CHRISTOPHE CHATELOT

Le Monde  
jeudi 29 août 2013

GÉO & POLITIQUE

## Le Kurdistan irakien renforce sa coopération avec la Turquie

ANALYSE

GUILLAUME PERRIER

Erbil, envoyé spécial

Il ne manque plus qu'une dizaine de kilomètres pour que s'achève la construction d'un oléoduc qui reliera le champ pétrolifère de Taq-Taq, dans le nord de l'Irak, au terminal de Ceyhan, sur la côte turque. Sa mise en service, d'ici à la fin de l'année, devrait permettre à la région autonome du Kurdistan d'Irak d'exporter directement 300 000 barils de brut par jour (BPJ) vers la Turquie, en dépit du désaccord du gouvernement central irakien.

« Je suis certain que les exportations du Kurdistan vont bientôt devenir une réalité », a récemment déclaré Ashti Hawrami, le ministre des ressources naturelles du Kurdistan irakien, confiant à l'idée de voir cette nouvelle route énergétique se concrétiser. Le pipeline, qui va renforcer l'autonomie de la région kurde par rapport à Bagdad, va ainsi redessiner les alliances dans la région, faisant d'Ankara et d'Erbil – capitale du Kurdistan irakien – deux partenaires stratégiques.

Pour Bagdad, qui réclame un droit de regard, les exportations directes du Kurdistan sont « illégales » et qualifiées d'« opérations de contrebande », quand les Kurdes revendiquent une souveraineté sur leurs ressources naturelles. Malgré les menaces de mesures de rétorsion proférées par le gouvernement irakien, plusieurs compagnies gazo-pétrolières internationales – ExxonMobil, Total, Chevron, Gazprom, etc. – n'ont pas hésité à signer des accords directement avec la région kurde, plus stable et attractive pour les investisseurs.

Mais c'est surtout Ankara qui pousse le Kurdistan vers l'autonomie énergétique. Genel Enerji, petite entreprise turque dirigée par Tony Hayward, l'ex-patron de British Petroleum, a bravé la première l'avertissement de Bagdad en exportant, en 2013, 240 000 barils de brut vers la Turquie, par camions. Genel Enerji exploite le gisement de Taq-Taq et espère exporter 50 000 BPJ grâce au nouvel oléoduc, mais aussi du gaz à partir de 2016. De plus, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a confirmé, en mai, la signature d'un accord entre la compagnie pétrolière nationale TPAO et l'américain ExxonMobil pour explorer des gisements dans la région kurde.

### Instabilité régionale

Cette coopération étroite entre Turcs et Kurdes irakiens n'est pas le moindre des paradoxes. Il y a quelques années, Ankara accusait Erbil de fermer les yeux sur la présence, sur son territoire, de milliers de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et s'opposait fermement à l'émancipation de l'« Irak du Nord » par rapport à Bagdad.

Aujourd'hui, la région kurde est tout entière tournée vers son voisin du nord, et pas seulement pour le pétrole. Les kilomètres de camions chargés de produits turcs qui attendent à la frontière en témoignent. Plus de 50 % des sociétés étrangères venues profiter du boom économique d'Erbil (1,5 million d'habitants) sont turques. « Toutes les compagnies avec lesquelles je travaille sont turques », assure Muhammad Nowrozi, un riche homme d'affaires qui réalise d'énormes opérations immobilières. Dernière folie, le projet « Floria », estimé à 2,5 milliards d'euros, est un parc de 8 700 appartements et 200 villas vendues sur plans à 2 millions d'euros pièce.

Erbil est couverte de chantiers et, tout

autour de la ville, poussent des cités de luxe semblables à celles qui se multiplient à Istanbul. Les poids lourds du BTP turc sont omniprésents au Kurdistan irakien et construisent routes, ponts, hôtels cinq étoiles, centres commerciaux, mais aussi un nouveau palais de justice ou le siège du gouvernorat... Hôtels et restaurants huppés réalisent la majorité de leur chiffre d'affaires grâce aux clients turcs. Et près de 35 000 expatriés sont désormais installés au Kurdistan irakien. Fin 2013, la région autonome pourrait devenir le principal partenaire commercial d'Ankara.

Cette croissance spectaculaire des échanges entre les deux pays est le résultat d'une nouvelle orientation diplomatique d'Ankara, confirmée par l'ouverture à Erbil d'un consulat turc en 2009. Ont suivi l'inauguration d'une ligne de la compagnie aérienne Turkish Airlines, reliant Istanbul au terminal flambant neuf construit par des entreprises turques, et surtout la visite de M. Erdogan à Erbil, en 2011.

Depuis, le partenariat s'est consolidé. Au point que le président de la région kurde, Massoud Barzani, était l'un des invités d'honneur du dernier congrès du Parti de la justice et du développement (AKP), en 2012, assistant à la réélection triomphale de M. Erdogan à la tête de son parti. Et son neveu et premier ministre, Netchirvan Barzani, cultive de solides réseaux à Ankara.

Les besoins croissants en pétrole et en gaz, mais aussi l'instabilité régionale et la ligne de fracture entre pouvoirs chiites et sunnites, ont renforcé la nécessité de cette alliance. Face à l'arc chiite Iran-Irak-Syrie, avec lequel les relations se sont détériorées en moins de deux ans, l'axe Turquie-Kurdistan irakien est aujourd'hui devenu vital. Pour l'un comme pour l'autre. ■



# LE TEMPS DE LA RIPOSTE A SONNÉ. LA FLOTTE OCCIDENTALE MENACE LE RÉGIME DE BACHAR EL-ASSAD

PAR PATRICK FORESTIER

**M**algré les terribles images de femmes et d'enfants gazés, Bachar El-Assad n'a pas pris la peine de démentir lui-même, à la télévision, que le massacre avait été commis par son armée. Ces familles entières, mortes asphyxiées dans les caves où elles s'étaient réfugiées, n'ont provoqué aucune parole de compassion du régime. Son chef est resté de marbre devant l'avertissement solennel du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, rappelant que l'utilisation d'armes chimiques constituait « un crime contre l'humanité » qui aurait de « graves conséquences pour celui qui l'a perpétré ». Dans son palais-bunker, Bachar n'a même pas daigné répondre, comme s'il se sentait invulnérable. Il a seulement brocardé l'action occidentale dans le journal russe des « Izvestia » tout en concédant aux inspecteurs de l'Onu l'autorisation de visiter les quartiers gazés de la capitale, sachant que, cinq jours après le massacre, le gaz peut être indécélable.

Deux ans et demi après le début du conflit, le régime, qui semblait un temps vaciller, apparaît consolidé grâce à l'engagement de l'Iran, du Hezbollah libanais et de la Russie. « Aucune solution ne peut être clairement trouvée avec le terrorisme, excepté en le réprimant d'une main de fer », affirme Bachar El-Assad début août, fustigeant au passage « les pays qui ont adopté la doctrine wahhabite et l'idéologie des Frères musulmans » — sous-entendu l'Arabie saoudite et l'Égypte. Il prévient que les Syriens combattent des gangs coupeurs de tête, des mercenaires payés de l'intérieur ou de l'extérieur, des voleurs, des repris de justice, des extrémistes religieux, mais qui n'ont rien à voir avec l'islam. Même l'opposition politique, « à la solde des pays du Golfe », selon lui, « n'a aucun rôle à jouer dans la recherche d'une solution négociée ». Un discours sans concession malgré les 100000 morts d'une guerre dont on ne voit plus la fin, et que le régime semble en capacité de faire durer encore longtemps. L'armée loyaliste a en effet repris depuis deux mois plusieurs bastions de la rébellion.

L'optimisme qui régnait jusqu'en 2012 à Washington et dans les capitales européennes sur l'issue du conflit a aujourd'hui disparu. Au début de l'an dernier,

une « fenêtre de tir » était encore ouverte pour faire partir Bachar El-Assad. Surpris par l'ampleur de la révolte, les désertions de l'armée et les fuites d'apparatchiks du premier cercle, le régime vacillait sur ses bases. Mais les atermoiements de Paris, Londres et Washington ont permis au président syrien de reprendre en main son clan et de négocier avec ses alliés russes et iraniens. Pour le régime syrien, qui se bat dos au mur, les avertissements de Barack Obama et les menaces européennes ne sont qu'une posture. Quand le pouvoir à Damas lance ses avions Mig et Sukhoï pour bombarder ses propres villes, personne ne bouge à l'extérieur. L'idée d'une zone d'interdiction aérienne, qui aurait empêché les chasseurs bombardiers syriens de décoller, a été vite abandonnée. Ce qui avait marché en Libye ne pouvait pas fonctionner en Syrie. Pourtant, les Israéliens ont, depuis, procédé à deux raids sur le territoire syrien pour défendre leurs intérêts. En fait, les états-majors occidentaux freinaient, jusqu'ici, des quatre fers. En juillet, le chef d'état-major des armées américaines, le général Martin Dempsey, a présenté cinq options au Congrès. Toutes, selon lui, avec des résultats hypothétiques, un grand risque pour les « boys » et un coût de 1 milliard de dollars par mois. « Simple » pour des frappes contre l'armée syrienne, afin d'imposer une zone d'exclusion aérienne. La semaine dernière, le même patron de l'armée écrit, dans une lettre au Congrès, qu'aucun des nombreux camps qui se battent en Syrie ne défend vraiment les intérêts des Etats-Unis. Depuis les attaques au gaz, la Navy a ajouté un quatrième destroyer, lanceur de missiles de croisière, à sa 6<sup>e</sup> flotte qui croise en Méditerranée. Mais rien ne prouve qu'il ne s'agit pas d'une simple gesticulation supplémentaire. Côté français, la chasse et les avions de l'aéronavale embarqués sur le porte-avions « Charles-de-Gaulle » étaient sortis ex-

sangues de la campagne de Libye, qui avait duré plus que prévu. Se lancer aussitôt dans une autre intervention du même type était inenvisageable.

La donne semble avoir changé, en tout cas dans les discours. De nouvelles options militaires viennent d'être proposées à Obama ; les Etats-Unis disposent de bases en Turquie, voisine de la Syrie. Des avions Mirage et Rafale peuvent être positionnés à Chypre, face à la Syrie, et le « Charles-de-Gaulle », redevenu opérationnel après

*Des rebelles massacrés, dans la région d'Adra, près de Damas.*

*Les troupes loyalistes ont diffusé cette image le 7 août en qualifiant les insurgés de djihadistes du Front Al-Nosra.*



*Jeudi 22 août, à Zamalka, banlieue de l'est de Damas. Des cadavres d'animaux ont été photographiés par l'opposition, comme preuve supplémentaire d'une attaque chimique.*



plusieurs mois de révision, croise dans l'est de la Méditerranée. Les agents du service action de la DGSE travaillent déjà avec les grands chefs de katibas de l'Armée syrienne libre (ASL), à partir de la Turquie et surtout de la Jordanie, où des militaires américains entraînent les insurgés. C'est d'ailleurs à Amman que vient d'avoir lieu une réunion des chefs d'état-major du Moyen-Orient et occidentaux, y compris français, de la coalition anti-syrienne. C'est là que s'est finalisée la planification des frappes sur la Syrie. Téhéran, Damas et Moscou semblent encore espérer que c'est du bluff, car 60 % de la population américaine est contre une intervention en Syrie. Une faiblesse qui n'a pas échappé à Poutine, qui tient la dragée haute à la communauté internationale en appuyant le régime syrien. Personne ne sait si la conférence de Genève 2 – destinée à trouver une solution négociée au conflit – aura finalement lieu. Le départ d'El-Assad n'est pas un préalable pour Moscou, contrairement à la rébellion et aux capitales occidentales, et en premier Paris, davantage intransigeant depuis l'attaque au gaz. Si François Hollande avait donné espoir aux rebelles d'une possibilité de livraison d'armes en exigeant la levée de l'embargo, la question n'est toujours pas tranchée. L'opinion est scandalisée par les images de ces enfants morts suffoqués, mais les services de renseignement sont moins chauds pour se lancer dans une intervention militaire.

C'est que, désormais, le profil de la rébellion a radicalement changé sur le terrain. L'Armée syrienne libre est maintenant débordée par des groupes islamistes intégristes qui rappliquent des quatre coins de la planète. Lever l'embargo sur les armes, comme le menace du bout des lèvres l'Europe, c'est armer les djihadistes affiliés à Al-Qaïda qui grouillent dans les zones libérées. Même si l'ASL affirme pouvoir contrôler les armes qu'on pourrait lui donner, les services de renseignement estiment que cette traçabilité est impossible, la porosité entre les différents groupes étant trop importante. Comme ne manque évidemment pas de le rappeler la propagande du régime, la Syrie est devenue une terre de djihad pour les islamistes. Pire qu'en Afghanistan à l'époque des Soviétiques. D'Irak, de Libye, de Tunisie, du Pakistan, les salafistes viennent livrer bataille au tyran impie. Contre un régime brutal et mafieux, mais laïque, qui se présente – même si personne n'est dupe – comme un rempart contre l'intégrisme. Du coup, les pays occidentaux pourraient soutenir les mêmes islamistes qu'ils affrontent au Mali ou en Afghanistan. Le front Al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, qui combat désormais sous le nom de l'Etat islamique en Irak et au Levant, commet des attentats-suicides dans les deux pays et ambitionne d'instaurer une gouvernance islamiste après la chute de Bachar El-Assad. « Une étape sur la voie du rétablissement du califat islamique », selon Ayman Al-Zawahiri qui a remplacé Ben Laden. Déjà, dans les zones libérées, les fous d'Allah font

régner la terreur. Ils postent sur YouTube les images de leurs exactions. On les voit exécuter des traîtres en criant « Dieu est grand » ou fouetter en public des hommes qui ont contrevenu à la charia. A Alep, ils ont abattu un adolescent soupçonné de blasphème. Ils organisent des livraisons de pain pour éviter les files d'attente devant les boulangeries, qui sont la cible des artilleurs loyalistes. Toujours à Alep, raconte la chaîne Al-Arabiya, un de leurs imams a lancé une fatwa contre les croissants, parce que ces viennoiseries en forme de demi-lune sont « haram ». Les manger, c'est pécher. A ses yeux, les croissants « symbolisent l'époque coloniale et la victoire des Européens sur les musulmans ». Dans la même ville, une autre fatwa interdit aux femmes de porter des vêtements moulants et de se maquiller. Pendant le ramadan, celui qui ne respectait pas le jeûne risquait un an de prison. Entre 600 et 1000 Occidentaux ont rejoint le rang des djihadistes. Selon le « New York Times », ce sont majoritairement des Blancs convertis à l'islam. Certains sont persuadés que, une fois le régime d'Assad renversé, les Etats-Unis utiliseront des drones pour les tuer, comme au Pakistan ou au Yémen. Du coup, ils sont décidés à combattre l'Amérique, qui s'appête peut-être à s'engager au côté de la rébellion !

En fait, les victoires militaires dépendent des livraisons de matériel, et c'est du côté du régime qu'elles sont les plus régulières. Moscou achemine les munitions ; l'Iran dépêche ses Gardiens de la révolution, qui encadrent l'armée régulière ; les commandos du Hezbollah font le coup de feu à la frontière du Liban, un pays entraîné à coups d'attentats dans le conflit. Quant à l'argent et aux armes d'Arabie saoudite et du Qatar offerts à la rébellion, ils sont d'abord destinés aux groupes islamistes. Face au culot de Bachar El-Assad, qui n'hésite pas à massacrer son peuple au nez et à la barbe des inspecteurs de l'Onu, les insurgés semblent impuissants. Tout comme ils sont désarmés devant la baraka du président syrien. Le 8 août, les rebelles annoncent avoir atteint avec des obus de mortier un convoi dans le quartier Malki, où se trouve sa résidence, alors que le dictateur se rend dans une mosquée pour participer à la prière de l'Aïd el-Fitr, qui marque la fin du ramadan. « Assad est indemne, mais des sources internes au régime nous indiquent qu'il y a eu des victimes dans son entourage », annonce un membre de la brigade Lioua Al-Islam. « Ces informations sont fausses. Le président conduisait sa voiture lui-même. Il a assisté à la prière et salué les gens. Tout est normal », a annoncé le ministre de l'Information à la télévision d'Etat avant que Bachar El-Assad n'apparaisse lui-même à l'écran, en train de prier, comme si de rien n'était. Depuis, il ne s'est plus montré, laissant son ministre avertir les Américains qu'une attaque contre la Syrie ne serait pas un pique-nique. Les mêmes rodomontades que proférait jadis le ministre de l'Information de Saddam Hussein. ■

*Le 8 août 2013, à Damas, Asma El-Assad lors de la fête de l'Aïd el-Fitr. Cette photo a été diffusée sur le compte Instagram ouvert par la présidence le 24 juillet. Le régime utilise les réseaux sociaux comme vitrine de sa propagande.*



*Le 25 août 2013. Bachar El-Assad avec six nouveaux ministres (Enseignement supérieur, Economie, Industrie, Commerce intérieur, Tourisme et secrétaire d'Etat sans portefeuille).*





Été 2013

88

**Qantara**

Magazine des cultures  
arabe et méditerranéenne

Juillet 2013

INSTITUT  
DU MONDE  
ARABE

معهد العالم  
العربي

**Dossier**

# Les Kurdes un peuple sans État

## édito

### Pourquoi les Kurdes ?

Régulièrement, *Qantara* consacre son dossier central à l'une ou l'autre des grandes communautés ethniques ou religieuses qui composent le monde arabe : les coptes (n° 35), les Arméniens (n° 63), les Berbères (n° 66) ou encore les chrétiens du monde arabe pris dans leur ensemble (n° 21 et 74). Il était donc normal de nous arrêter sur une communauté dont l'histoire, la présence et le poids sont à la fois singuliers et importants. De fait, plus qu'une communauté, un peuple sans État, comme il est dit en titre.

Une autre raison à cela : une conjoncture politique qui place de nouveau les Kurdes sur le devant de la scène géopolitique ; et ce, pour la deuxième fois en moins de dix ans. La première en Irak, la seconde en Syrie. En Irak, la consolidation de la province autonome du Kurdistan irakien depuis 2004 représente un tournant considérable dans l'histoire des États nés du traité de Lausanne (24 juillet 1923). En Syrie, la pointe nord-est du territoire tombée sous le contrôle des partis kurdes laisse présager des développements qui ne laisseront pas indifférents le grand voisin du Nord, la Turquie. Mais quoi qu'il en soit de l'évolution politique future,

les Kurdes sont d'ores et déjà des acteurs avec lesquels il faut compter en politique, tant intérieure que régionale.

Et puis la question kurde pose de façon aiguë le problème du pluralisme politique et idéologique dans les sociétés du Proche et du Moyen-Orient. Un pluralisme mis à mal partout et qui ne figure malheureusement pas parmi les premières exigences des révolutions arabes. Victimes d'un nettoyage ethnique que beaucoup qualifient de génocide, les Kurdes d'Irak notamment sont aujourd'hui les témoins à charge de la violence inouïe exercée par Saddam Hussein. Un dictateur qui n'a pas agi seul, qui fut soutenu par un parti et guidé par une idéologie. Tenu en tout cas, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Irak, pour un héros de la « cause

arabe ». Même et y compris après les tueries aux gaz toxiques de Halabja. C'est dire le scepticisme des Kurdes face à des projets de société démocratique qui ne mettent nullement en cause la culture dominante toujours monolithique.

## Qantara

est une publication  
de l'Institut du monde arabe  
1, rue des Fossés-Saint-Bernard  
Place Mahommed V  
75236 Paris Cedex 05  
Tél. : 01 40 51 38 38



## Dossier

Les Kurdes, un peuple  
sans État

# La conscience d'être kurde

La conscience de la kurdité, quoique ancienne, ne suffit pas à fonder une identité nationale au sens où nous l'entendons aujourd'hui. Surtout si des identités antagonistes s'acharnent à saper l'unité du sol, de la culture et de la langue des Kurdes.

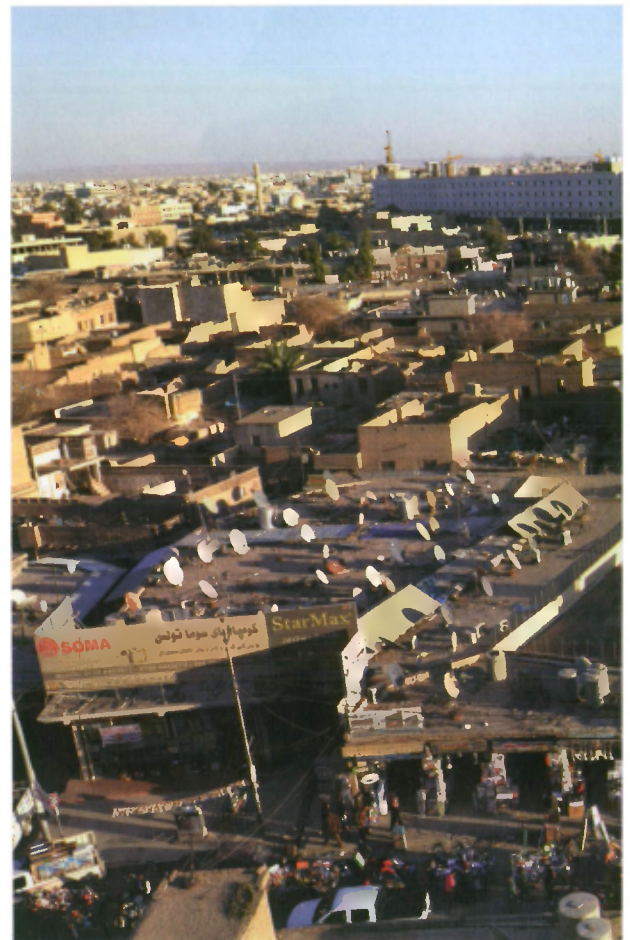
par François Zabbal

«Les Kurdes se distinguent par des qualités remarquables en Orient», écrivait Roger Lescot en 1944. L'ethnologue français, qui avait mené des enquêtes chez les Kurdes sur les conseils de Robert Montagne, le spécialiste du Maroc, décrivait «l'âme du peuple» kurde comme suit : «Les Kurdes sont hospitaliers, francs et travailleurs infatigables. Ils aiment leur terre, respectent la parole donnée, possèdent beaucoup de bon sens et ils sont assoiffés d'instruction.<sup>1</sup>» On le voit : l'affirmation d'une identité passe par une différenciation des caractères et des coutumes.

Page précédente :  
**Le drapeau du Kurdistan irakien :**  
trois bandes horizontales rouge, blanche et verte ornées d'un soleil à 21 rayons, est brandi lors d'une manifestation en soutien au leader du PKK Abdullah Öcalan. Berlin, 4 novembre 2007.  
© REUTERS/WOLFGANG RAITAY

### La « kurdité » sur la sellette

En ces temps de colonialisme finissant où les puissances mandataires s'appliquaient à inventer une nouvelle gestion des communautés ethniques et confessionnelles, l'ethnologie française tentait d'apporter aux chefs politico-militaires un éclairage à la fois érudit et pratique sur les populations irrédentistes, tels les Alaouites, les Druzes ou les Kurdes. Ce faisant, les « orientalistes » de terrain n'hésitaient pas à outrepasser les limites de leur fonction en apportant leur contribution à la formation de l'identité kurde. Ainsi, les trois kurdologues français de l'entre-deux-guerres, Roger Lescot, Pierre Rondot et Thomas Bois, ont-ils collaboré, avec des intellectuels kurdes, Djeladet et Kamuran Bedir Khan, à la rédaction de grammaires, de dictionnaires et de recueils de contes et légendes populaires, sans lesquels la conscience de soi ne peut s'affirmer. La langue et la culture comme creuset national : telle est la voie choisie par tous les nationalistes de l'époque, et en premier Atatürk et les idéologues du panarabisme. En réalité, rien n'est moins évident qu'une identité nationale. En même temps, et c'est là le grand paradoxe, elle semble aller de soi, au



point qu'on en arrive à croire qu'il y a eu de toujours des Arabes, des Persans, des Turcs et... des Kurdes.

«Une chose est sûre, écrit Kendal Nezan, le sentiment d'appartenance à un peuple distinct, la conscience de la kurdité et du Kurdistan est très ancienne chez les Kurdes qui sont une population autochtone du Proche-Orient et qui se considèrent comme les descendants des Mèdes de l'Antiquité.<sup>2</sup>» Plus ancienne même, ajoute-t-il, que la conscience de la turcité ou de l'arabité. Certes ! Mais que cèle en fait la notion de kurdité ? Dans le même texte, Nezan s'interroge sur la vision qu'avait le prince kurde Charaf Khan de Bidlis qui acheva en 1596 sa monumentale *Charafnameh* ou les fastes de la nation kurde : était-elle inspirée d'une conscience ethnique ou d'une conscience nationale ? Ce qui est sûr, c'est que les connotations actuelles du mot « nation » ne peuvent être appliquées sans anachronisme à des époques passées où prédominait le sentiment d'appartenir à une terre, à un clan ou à une tribu.

1. « Kurdistan II », in *Raja Nû*, 41 (3), 1944, cité par Jordi Tejel, « Les constructions de l'identité kurde sous l'influence de la "connexion kurdo-française" au Levant (1930-1946) », in *European Journal of Kurdish Studies*, 5/2006.

2. *Confluences Méditerranée*, n° 34, été 2000, p. 27.

Quoi qu'il en soit de l'identité ancienne et nouvelle des Kurdes, leur renaissance culturelle au lendemain de la Première Guerre mondiale n'aurait pu se faire sans un éveil politique préalable se projetant dans l'image d'une nation, la « communauté imaginée » de l'historien anglo-

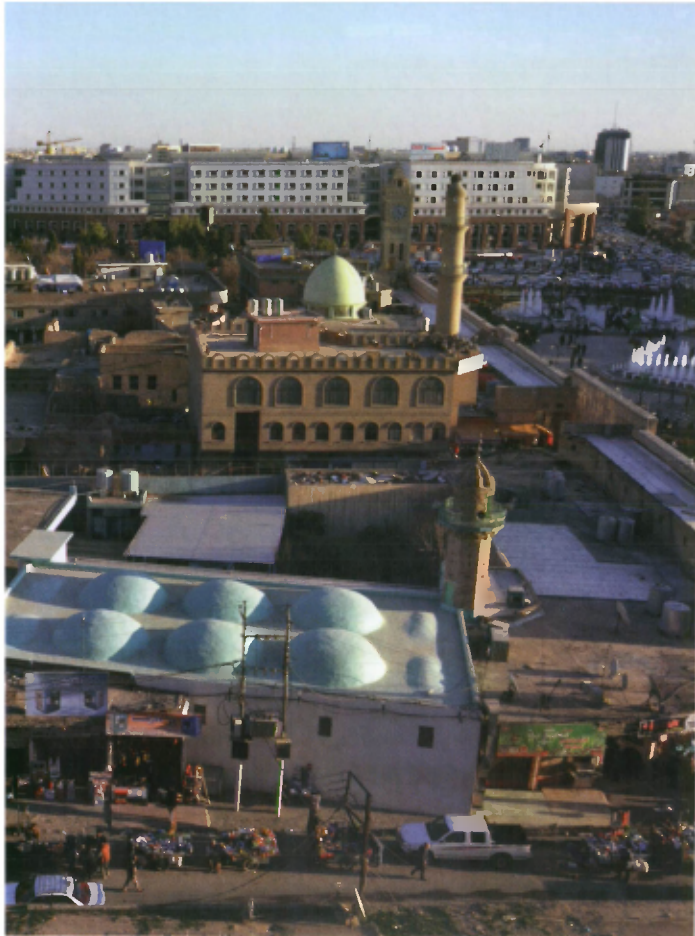
quement reniées à Lausanne. La carte dressée par les états-majors alliés accordant une patrie aux Kurdes et une autre aux Arméniens restera pour toujours comme une preuve indélébile de la duplicité et du mensonge des Européens, à l'égal des accords Sykes-Picot pour les Arabes et notamment les Palestiniens. Il y a bien eu un projet de soutien britannique à la rébellion kurde d'Anatolie contre l'armée turque de Mustafa Kemal, mais présenté par le lieutenant-colonel A. Rawlinson en mars 1922, il fut rejeté par les membres du Département du Moyen-Orient au Colonial Office, dont T.E. Lawrence, qui craignaient de subir un échec comparable à celui de la Révolte arabe!<sup>4</sup>

Quand le rideau retombe sur leurs espoirs déçus, les Kurdes se retrouvent écartelés entre quatre pays : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Comment construire dès lors une identité propre quand les nouvelles cultures nationales ne cessent d'imposer leur hégémonie et d'interdire l'expression de toute culture dissidente ? La résistance des Kurdes à l'assimilation totale tient du miracle, car la puissance idéologique et politique des États nés du démantèlement de l'Empire ottoman n'a cessé de croître jusqu'à l'autoritarisme le plus intransigeant. Ainsi les Kurdes ont-ils affronté l'oppression la plus violente et la plus systématique : interdiction de leur langue et de leurs coutumes, changement de leurs prénoms, arabisation de leurs villages, création de ceintures arabes pour les fragmenter, déportations et centres de rétention, emprisonnements, interdiction de leurs associations et de leurs partis, etc.

Peut-on dire que la situation a radicalement changé avec l'établissement d'un gouvernement autonome dans le Kurdistan irakien ? Il est tentant de le croire. Certes, Erbil

**Le centre ville d'Erbil, capitale de la Région autonome du Kurdistan (Irak), vu depuis la citadelle.**

© FRANÇOIS ZABBAL



saxon Benedict Anderson. Certains auteurs vont comme Christopher Houston<sup>3</sup> jusqu'à assurer que cet éveil ne doit pas grand-chose à l'anthropologie occidentale. Née au XIX<sup>e</sup> siècle, l'idée d'émancipation des nations s'est nourrie des révoltes qui ont secoué l'Empire ottoman, mais toutes les révoltes n'ont pas donné naissance à des nations. Celles des Kurdes en Anatolie ou en Iran auraient pu n'être que des soubresauts vite engloutis dans la grande histoire, n'étaient les aspirations et les ambitions d'une élite d'ailleurs formée aux mêmes idées qui secouaient les cercles dirigeants ottomans. C'est en effet à la même école européenne que se sont épanouies les idéologies nationalistes qui vont se confronter au lendemain de la Grande Guerre.

### Espoirs déçus, espérances nouvelles

La mémoire kurde restera profondément marquée au XX<sup>e</sup> siècle par les promesses du traité de Sèvres, cyni-

ne peut prétendre être la capitale réelle et symbolique des Kurdes aujourd'hui dispersés dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Europe. Mais la consolidation de l'identité kurde est désormais possible parce qu'elle peut s'appuyer sur des institutions. La fabrication d'une mémoire historique, l'épanouissement d'une langue aujourd'hui enseignée, écrite, affichée partout, en d'autres termes dans les livres, la rue, les journaux et à la télévision, pèsent lourd dans le sentiment d'être kurde. Cependant, les Kurdes d'Irak ne forment qu'une minorité. Ailleurs, la culture et les mœurs ont suivi un autre cours, souvent déterminé et porté par des cultures nationales d'une grande force d'attraction, telles l'arabe, la turque et l'iranienne. De surcroît, le kurde comme langue et comme écriture n'est pas unifié, et il s'en faut de beaucoup qu'en l'état, il facilite la constitution d'une culture commune. ○

3. Christopher Houston, « An anti-history of a non-people : Kurds, colonialism, and nationalism in the history of anthropology », in *Journal of Royal Anthropological Institute* (N.S.), 15, 2009, p. 19-35.

4. Robert Olson, « The Second Time Around: British Policy towards the Kurds », in *Die Welt des Islams*, XXVII, 1987, p. 91-102.





## Dossier

Les Kurdes un peuple sans État

# Sur les marches des Empires

par Boris James

Irréductibles guerriers tôt convertis à l'islam, les Kurdes occupent aux X<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles une place de choix dans la carte mouvante des dynasties d'Iran et de Haute-Mésopotamie, avant de plier devant les Turcs seldjoukides dont ils intègrent les armées, puis de briller lors de la contre-croisade et d'imposer leur suprématie sur la Syrie, l'Égypte et la Haute-Mésopotamie grâce à un certain... Saladin. Sa dynastie, celle des Ayyoubides, ne se maintient qu'un petit siècle, jusqu'en 1250. Les Kurdes vont dorénavant développer certaine « culture frontalière » en se jouant des rivalités entre empires.

**Rawanduz** (Rewandiz), au nord-est d'Érbil: un relief tourmenté, milieu naturel par excellence des Kurdes à en croire les sources écrites les plus anciennes.

© MICHAEL YAMASHITA/RAPHO

Bien qu'un lien ait pu être établi entre les Kurdes et certaines populations mentionnées dans les textes grecs et iraniens préislamiques, ce groupe est connu avec plus de certitude depuis les débuts de l'historiographie arabe (IX<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècle). Les sources persanes et arabes médiévales signalent que les principaux groupes kurdes étaient éparpillés entre le Fârs (en Iran) et la Djéziré (en Haute-Mésopotamie), d'est en ouest, et entre la Géorgie et la région iranienne du Khuzistan, du nord au sud.

### Kurdes et Arabes, à chacun son espace

Si les Kurdes ne vivent pas tous, loin s'en faut, en montagne, l'espace kurde se caractérise par une rupture avant tout géologique avec l'espace arabe. Les Kurdes sont ceux qui se trouvent plus haut en latitude et en altitude que les Arabes. Ainsi, le cœur du « pays kurde » est une longue bande montagneuse qui s'étend du bord occidental de la chaîne du Zagros au Taurus incluant le mont Ararat, Qandil et d'autres chaînes telles que les monts Çakmak. Il s'agit du point de contact entre la plaque eurasiatique et la plaque arabe; l'activité tectonique et volcanique y fut très forte. Les textes signalent très clairement ce relief tourmenté et escarpé en indiquant les montagnes (*djibâl*) et les promontoires (*tulûl*) mais aussi les ravins et les crevasses qui séparent de grandes étendues de terre et qui sont autant de portes naturelles (*darband*, *'aqba*). C'est là le milieu kurde par excellence.

À la marge de cette épine dorsale montagneuse, l'espace kurde se prolonge vers l'ouest et au sud par des steppes et des déserts. Autour de Mossoul se trouve la Djéziré, *al-djazîra*, « l'île » encadrée par les « mers d'eau douce » que sont le Tigre et l'Euphrate. La plate steppe s'étend au nord-ouest vers Mardin et le Tûr 'Abdîn et au sud-est vers le Shahrâzûr et Hulwân suivant le cours des deux fleuves.



Caractérisée par son absence de relief, la steppe djézirienne est tout de même parsemée de tells et de petites montagnes. Le Djebel 'Abd al-'Azîz, la montagne de Sindjâr, les Djebel Salaq et Maqlûb et d'autres promontoires naturels étaient les lieux d'ancrage de populations kurdes, contrairement aux Bédouins arabes et aux populations chrétiennes, agriculteurs toujours cantonnés dans les villages de plaine. Outre ces quelques informations et les lieux communs associant kurdité et espaces montagneux, les sources proposent aussi une image plus complexe et diversifiée de cette occupation du territoire.

### Vite islamisés, mais toujours autonomes

Les premiers Kurdes mentionnés par les sources arabes sont situés dans le Fârs, le Djibâl et la Djéziré. Quant à cette dernière, les sources sur les conquêtes évoquent la prise par les armées arabes des petites forteresses kurdes de l'arrière-pays de Mossoul dans les années 640, lors de la première expansion de l'islam. Le Djibâl, la région de la chaîne montagneuse du Zagros, c'est-à-dire la région d'Isfahan, de Rayy (non loin de l'actuelle Téhéran) et de Hamadan, est présenté par l'un des premiers géographes arabes, al-Ya'qûbî, comme étant le « foyer des Kurdes ». Le grand polygraphe et vulgarisateur bagdadien du X<sup>e</sup> siècle al-Mas'ûdî donne un tableau extrêmement complet des tribus et des *rumûm* (sing. *ramm*) du Fârs, les districts tribaux kurdes mis en place par les Abbassides, à la tête de chacun desquels se trouvait un *ra'îs* (chef) kurde chargé de récolter l'impôt.

Les connaissances sur les Kurdes de la période classique (VIII<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècle) sont très réduites.

L'impression générale qui se dégage de la lecture des sources est l'analogie permanente avec le phénomène bédouin arabe. Le mode de vie commun, c'est-à-dire le pastoralisme, les pratiques guerrières et l'organisation en tribus, suscite une comparaison systématique entre les deux groupes à tel point que certains auteurs en viennent à attribuer une origine arabe aux Kurdes. Pour al-Mas'ûdî par exemple, les Kurdes sont des Arabes devenus *'adjam*, c'est-à-dire qu'ils auraient perdu l'usage de la langue arabe en migrant vers les montagnes et en se mêlant aux populations iraniennes. En outre, on attribue aux Kurdes un ancêtre arabe de la tribu de Mudar, un certain Kurd Ibn Murd Ibn Sa'sa'a. Par la suite, cette association systématique avec le fait bédouin arabe tend à disparaître, et en dépit de la tentative de certains personnages de se rattacher à une généalogie arabe prestigieuse, les Kurdes sont très vite considérés comme un ensemble à part.

La conversion à l'islam des Kurdes, dont on suppose qu'ils étaient essentiellement zoroastriens avant la

conquête, fut aussi très rapide. Cependant, dans les premiers temps, ils sont plutôt associés à des formes hétérodoxes d'islam. Al-Mas'ûdî, par exemple, fait référence aux Kurdes *shurât* (sing. *shârin*) de la région du Djibâl, le terme de *shurât* renvoyant à des populations hérétiques, mais désignant plus généralement les kharidjites, secte issue de la défection d'une partie des partisans de 'Alî qui avait essaimé dans tout l'Iran et la Haute-Mésopotamie vers le IX<sup>e</sup> siècle. D'après al-Mas'ûdî, on connaîtrait aussi au groupe kurde des membres chrétiens, les Ya'qûbiyya. Par la suite, les Kurdes sont soit décrits comme des sunnites chafites bon teint, soit comme des musulmans aux pratiques déviantes, cette image étant renforcée par une tendance irréductible à l'autonomie.

### « Effervescence ethnique »

Car les Kurdes sont des guerriers, connus au Moyen Âge surtout pour cette pratique et pour leur intégration aux armées des grands États de la région. Les tribus peuvent se combattre les unes les autres, mais aussi s'allier pour permettre l'accession au pouvoir de familles princières régnant sur des territoires plus ou moins étendus avec l'assentiment ou non des pouvoirs régionaux (califat, sultanat). Ce fut surtout le cas à la période classique entre le X<sup>e</sup> et le XI<sup>e</sup> siècle, où une série de principautés kurdes et daylamites s'établirent en Azerbaïdjan, en Arménie, dans le Zagros et en Djéziré. Cette période est nommée « intermède iranien » par l'historien russe Vladimir Minorsky. Citons seulement les Shaddâdides

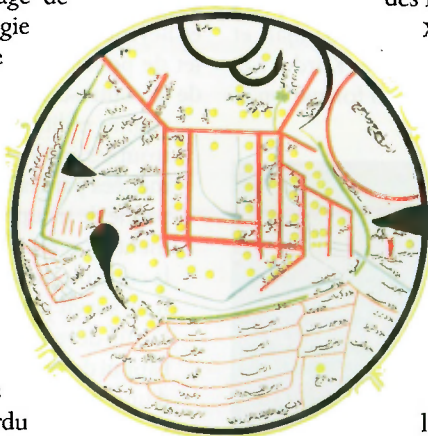
du clan Rawâdiyya issus de la confédération des Hadhbâniyya (du X<sup>e</sup> siècle à la fin du XII<sup>e</sup>) en Azerbaïdjan et en Arménie septentrionale (Anî et Gandja);

Les Rawâdides eux aussi liés aux Hadhbâniyya (du IX<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle), en Azerbaïdjan dans la région de Tabriz; les Marwânides d'origine Humaydî (du X<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle) dans le Diyâr Bakir, au nord de Mossoul et autour du lac de Van; les Hasanwayhides de la tribu des Barzikânî (X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles) qui dirigeaient le Shahrâzûr, Hulwân, Dînawar, Nihâwand et la région de Hamâdân.

Toutes ces dynasties ont exercé leur pouvoir sur délégation des Bouyides ou du califat. Soutenues, comme on peut le supposer, par les populations kurdes (surtout les populations armées), ces dynasties ont probablement pesé sur le peuplement et sur l'organisation sociale et politique de cette région, contribuant à la constituer en zone kurde.

Néanmoins, signalons qu'en parallèle de cette histoire kurde rapportée par les sources arabes et persanes, existe un récit arménien de la configuration politique

Une « terre des Kurdes » (*ard al-akrâd*), située au nord du Hedjaz et de l'Irak et à l'ouest de l'Azerbaïdjan, figure sur la mappemonde dessinée à la fin du XI<sup>e</sup> siècle par Mahmûd al-Kashgarî (m. 1077). Ci-contre, une copie contemporaine (XX<sup>e</sup> siècle) de cette carte. o.o.





# Dossier

Les Kurdes un peuple sans État

et sociale de l'espace occidental de ces régions. Parmi les acteurs politiques arméniens du Moyen Âge, les Baghratides et les Mamikonides, deux dynasties arméniennes, régnèrent en rivales sur différentes zones de l'Arménie, notamment le Vaspurakan (sud et est du lac de Van) et le Syunik (sud du lac Sevan), au nom du calife, jusqu'à la fin du IX<sup>e</sup> siècle. Plus tard, les Artsunides régnèrent sur le Vaspurakan de 908 à 1027 puis cédèrent la région aux Byzantins. Ces princes arméniens furent confrontés aux princes kurdes d'Anî, Gandja, Tabriz, Mayyâfâriqîn (Silvan) et Djazîrat ibn 'Umar (Cizre). C'est à ce moment que la souveraineté arménienne disparaît des régions du sud du lac de Van, appelées aussi al-Zûzân, terme désignant aujourd'hui en kurde (*zozan*) les pâturages d'été. Pour autant, la présence chrétienne et arménienne ne disparut jamais de cette région. Bien souvent, on impute une origine kurde aux souverains arméniens de même qu'une origine arménienne aux souverains kurdes. Sans trancher, retenons que ces hypothèses sont le reflet de l'importante effervescence ethnique et confessionnelle de ces régions suggérant une très forte labilité des frontières entre les groupes.

## Saladin

Saladin victorieux. Après son écrasante victoire à Hattin sur les armées du royaume de Jérusalem (1187), le plus célèbre des souverains kurdes se rend maître de la Palestine. Ci-contre, capitulation de Richard Cœur de Lion. Œuvre de Saed Tahssin (Syrie), 1954.

© THE ART ARCHIVE/MUSÉE NATIONAL DE DAMAS, SYRIE / GIANNI DAGLI ORTI

## De la déferlante turque à la contre-croisade

La période seldjoukide (milieu du XI<sup>e</sup>-milieu du XII<sup>e</sup> siècle), sous-tendue par les infiltrations et l'installation de populations turcomanes venues d'Asie centrale (XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècle) et par la mise en place, en conséquence, de pouvoirs turcs, est marquée par trois faits : la dépossession de l'espace arménien au profit des musulmans (dont les Kurdes) ; la chute des principautés kurdes et le déplacement des tribus kurdes vers l'ouest, les Kurdes semblant quitter l'Azerbaïdjan et l'Arménie septentrionale ; l'intégration des Kurdes à la fois à la culture militaire turque alors en formation et

au sunnisme militant dont les Seldjoukides furent les champions.

Ainsi, les Kurdes intègrent de manière massive les armées des Seldjoukides et de leurs successeurs zenguides et artuqides. Par ailleurs, du fait de la diffusion des madrasas, ces institutions d'enseignement des jurisprudences musulmanes, les légistes kurdes, excellant particulièrement dans le droit chafite, grossissent les rangs de la classe lettrée des villes du Moyen-Orient.

Au XII<sup>e</sup> siècle, l'État central seldjoukide décline et les potentats turcs locaux, souvent des *atabegs* (régents de jeunes princes seldjoukides), arrivent à se tailler des fiefs aux marges de l'Empire. C'est le cas des Zenguides qui règnent sur Mossoul pendant une très grande partie des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles. Afin de sécuriser son royaume, Zengi, l'ancêtre de la famille, effectue la conquête de l'arrière-pays de sa capitale et pour ce faire s'empare des petites citadelles de la région occupées par des familles princières kurdes (Hakkâriyya, Hadhbâniyya, Mîhrâniyya, Humaydiyya, etc.). À nouveau vaincues, les tribus kurdes intègrent les armées zenguides et participent à la contre-croisade qui débute dans les années 1130 avec la prise d'Edesse. Fer de lance de cette offensive contre les Francs, une famille kurde d'origine Hadhbâniyya se distingue en la personne d'Asad al-dîn Shîrkûh, le plus grand général de l'armée zenguide. On appelle les membres de cette famille les Ayyoubides, du nom du frère de Shîrkûh, Ayyûb.

## L'épopée des Ayyoubides

Les victoires se succèdent en Syrie et les Ayyoubides obtiennent de leurs maîtres les fiefs de Hârim, Baalbek et Beyrouth. Yusûf, le fils d'Ayyûb, devient *shihna*, préfet de police, de Damas. À partir de 1164, dans l'élan de la contre-croisade, Shîrkûh lance une série de campagnes militaires sur l'Égypte fatimide en proie à des troubles internes et à des interventions incessantes menées par les Francs de Palestine. En 1169, accompagné de troupes diverses venues de Syrie et notamment d'un énorme contingent kurde tribal, il prend le contrôle du pays et devient vizir du calife fatimide. Il ne survit pas plus d'un an à ce poste et son neveu, Yusûf, devenu Salâh al-dîn (Saladin), lui succède avec l'appui de certaines personnalités kurdes. En l'espace d'une dizaine d'années, Saladin parvient à assurer son pouvoir total sur l'Égypte, en abolissant le califat fatimide, à s'autonomiser de ses anciens tuteurs zenguides et à unifier la Syrie musulmane, l'Égypte et la Haute-Mésopotamie sous sa houlette. Par la suite, il s'empare de Jérusalem.

La période du règne de Saladin et de ses successeurs est marquée par une très forte représentation des Kurdes dans les hautes sphères de l'État mais aussi par l'intégration de populations kurdes modestes au sein des villes de Syrie et d'Égypte. À la tête de la judicature en Syrie ou en Égypte, on trouve de nombreux Kurdes ou des personnages ori-







### Le pays des Kurdes selon le Charafnameh

Compilation d'auteurs arabes, persans et turcs, le *Charafnameh* est le plus ancien ouvrage consacré en propre aux Kurdes. Il a été rédigé par Charaf al-Dîn (1543-1603), prince de Bitlis, dans le gouvernement d'Erzurum, en 1596. La carrière de l'auteur est à l'image de l'histoire kurde prise en tenaille entre les grands États. Le grand-père et le père de Charaf al-Dîn avaient joué en alternance la carte des Ottomans et des Safavides, et lui-même, formé à la cour du shah Tahmasp et élevé au rang d'*amîr al-umârâ*, a été amené finalement à se rallier aux Ottomans pour être nommé en 1578 par le général Khosrow Pacha gouverneur de Bitlis, le fief de ses ancêtres.

Il y décrit ainsi le Kurdistan : « *Le Kourdistan, qui renferme toute l'Assyrie propre, une partie de l'Arménie et le nord de la Médie, est borné au nord par l'Arménie, au sud par le Khouzistan [ancienne Suziane ou Elymaï], dans lequel est enclavé le Loristân ou Louristân, à l'est par le Djebel ou 'Irâq persique et par l'Azerbaïdjan, et à l'ouest par la Petite Arménie, qui forme aujourd'hui l'ïalet [gouvernorat] de Mer'ache et le sandjaq [district] ou liva [bannière] d'Adana, dans la province d'Ïtche-île [ancienne Cilicie]* » (p.30). « *Ces princes kourdes, étant constamment en guerre les uns avec les autres, ont toujours recherché la protection et l'appui de quelque grande puissance, qu'ils payaient de retour en prêtant foi et hommage au monarque qui les leur accordait ; souvent aussi ils lui payaient un tribut ou lui fournissaient des troupes auxiliaires en temps de guerre* » (p. 35). F. Z.

ginaires de Haute-Mésopotamie. La famille des Banû Durbâs, par exemple, membre de la tribu des Mârânî, un sous-groupe des Hadhbâniyya, accapare la direction de la judicature égyptienne jusque dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Deux groupes kurdes principaux prennent une place considérable dans l'oligarchie militaire ayyoubide, les Hakkâriyya et les Hadhbâniyya. Le chef militaire al-Mashtûb, notamment, descendant des princes de la région d'al-'Imâdiyya, s'impose à la tête de l'armée avec ses troupes Hakkâriyya et prend le contrôle de quelques villes de Syrie. Husâm al-dîn Abû 'l-Haydjâ' al-Samîn (le gros), un Hadhbânî, homme de confiance de Saladin, est chargé de mettre en place les troupes Salâhiyya. Les Kurdes sont clairement favorisés. On attend – vainement – en retour de leur part qu'ils maintiennent la 'asabiyya, l'esprit de corps qui les lie.

Les Turcs et les mamlouks ne sont pas en reste au sein de l'armée et, très vite, les conflits entre ceux-ci et les Kurdes se font sentir. Plusieurs épisodes en sont le reflet. En 1192, après la reprise d'Acre par les Francs, Abû 'l-Haydjâ' al-Hadhbânî, à la suite d'une réunion avec les mamlouks du sultan, envoie une lettre à Saladin au sujet de la défense de Jérusalem qu'il croit mise en danger par l'opposition entre Turcs et Kurdes : « *Si vous voulez que nous restions dans la ville sainte, restez-y avec nous ou bien laissez-y quelqu'un de votre famille, car les Kurdes n'obéiront jamais aux Turcs et pas davantage les Turcs aux Kurdes.* » Cette opposition politique entre Turcs et Kurdes est un important facteur de la perpétuation de l'ethnicité kurde.

### Une « culture de l'entre-deux »

Ainsi, la dynastie ayyoubide s'impose comme un arbitre entre Kurdes et Turcs jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Cependant, dès 1240, sous le règne d'al-Malik al-Sâlih,

les mamlouks turcs sont majoritaires dans l'armée, et en 1250, ils s'imposent à la tête du sultanat avec la liquidation du dernier Ayyoubide d'Égypte. Après des débuts hésitants, les mamlouks établissent un régime favorisant de manière exclusive les Turcs d'origine ser vile. Les Kurdes se voient relégués en dehors de l'oligarchie militaire égyptienne, bien que leur rôle reste majeur dans la vie politique et judiciaire civile.

Cependant, malgré cette marginalisation, ils trouvent un nouveau rôle dans le cadre de la confrontation entre mamlouks et Mongols. En effet, le sultanat mamlouk encourage dès les années 1260 la rébellion des Kurdes du territoire tribal. Pour ce faire, il leur fournit moyens militaires, financiers et symboliques. Ainsi, les chefs des Djûlmarkiyya, autre nom des Hakkâriyya, obtiennent le titre d'*amîr kabîr* (grand émir) de la chancellerie mamlouke, alors que les Mongols tentent de les réduire. Sans grand succès, les mamlouks essaient de rassembler les tribus kurdes en vue du *djihad* contre les Mongols infidèles. Les Kurdes de Haute-Mésopotamie tirent surtout profit de leur situation intermédiaire entre les deux empires, jouant systématiquement l'un contre l'autre.

La situation d'« entre-deux », la culture frontalière qui apparaît pour la première fois avec le conflit entre mamlouks et Mongols et se prolonge dans les confrontations des périodes suivantes entre Timourides et mamlouks, et entre Ottomans et Safavides, fonde les prémices de l'autonomie plus large qui sera concédée aux tribus et aux principautés kurdes à la période ottomane. Cette culture est aussi ce qui a garanti la perpétuation de la différence kurde jusqu'à nos jours. ●

Boris James, Institut français du Proche-Orient

### La bataille de Chaldiran (1514)

oppose les Perses safavides aux Ottomans. Victorieux, ces derniers prennent dorénavant le contrôle de la moitié Est de l'Anatolie, la nouvelle frontière entre les deux empires faisant du Kurdistan une « zone tampon ». Miniature illustrant le *Charafnameh*.

© THE ART ARCHIVES/BODLEIAN LIBRARY D'OXFORD/BODLEIAN LIBRARY



## Dossier

Les Kurdes un peuple  
sans État

# De la tribu à la nation, genèse d'une identité



Scène de la guerre  
russo-turque de  
1877-1878.

Huile sur toile  
d'Aleksei  
Danilovich  
Kivshenko (1851-  
1895), vers 1880,  
48,5 x 63,3 cm.

Galerie Tretiakov,  
Moscou  
(Fédération de  
Russie). © TRETIAKOV  
GALLERY/THE BRIDGEMAN ART  
LIBRARY

Pendant des siècles, les Kurdes s'étaient vécus «tribus» plus qu'«ethnie», tout comme ils pensaient «suzzeraineté ottomane» bien davantage que «joug turc». Mais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Européens, en tentant maladroitement d'assurer la protection des Arméniens, durcissent des antagonismes désormais identitaires. Avant que le processus de turquisation ne précipite les Kurdes à leur tour dans le statut de «minorité ethnique»...

«Nous sommes dans une période de détermination et de reconnaissance des nationalités», écrivait en 1913 l'intellectuel et médecin kurdo-ottoman Abdullah Cevdet<sup>1</sup>. À cette date, l'Empire ottoman venait de perdre, après bien d'autres, de nouveaux territoires dans les guerres des Balkans, et la Première Guerre mondiale qui se profilait à l'horizon allait précipiter sa chute après six siècles d'existence. Durant cette période marquée par l'affirmation de nouveaux principes de souveraineté à travers le monde, les intellectuels et les notables kurdes présentaient que le pouvoir politique reposerait de plus en plus entre les mains de nations. Le sort de l'Empire devenant très incertain, des membres de l'élite kurde commencèrent à préparer l'avenir en faisant campagne,

par Janet Klein

soit pour un Kurdistan libre, soit, s'ils continuaient à défendre la survie de l'Empire, pour une autonomie des régions à population kurde.

Jusqu'à la fin de la guerre, très peu de Kurdes aspirèrent à un Kurdistan indépendant. Quand il devint évident que l'Empire, ou ce qu'il en restait, vivait ses derniers jours, le choix entre l'indépendance et l'autonomie régionale ne sembla pas aller de soi. Une part grandissante de l'élite estimait que les Kurdes constituaient un peuple minoritaire opprimé sous le joug turc depuis quatre siècles, mais d'autres, en son sein,

1. Doktor Abdullah Cevdet, «Bir Hitob» [Allocution], *Rojî Kurd* 1 (2 Hoziran, 1329/15 juin 1913), 3.



avaient une vision de l'histoire bien plus complexe que le simple récit nationaliste.

### La fin d'un «vieux arrangement»

L'Anatolie orientale, habitée essentiellement par des Kurdes – outre une présence arménienne non négligeable –, fut annexée à l'Empire au plus fort de son expansion, vers le début du XVI<sup>e</sup> siècle. Il ne s'agissait pas d'une conquête pure et simple : les notables kurdes profitèrent de la rivalité entre l'État ottoman et l'Iran pour discuter les conditions de leur rattachement. L'État ottoman accorda l'autonomie régionale à des portions importantes du Kurdistan et la quasi-indépendance à plusieurs autres. Les notables kurdes durent reconnaître la suzeraineté du sultan ottoman, s'engager à fournir une armée en temps de guerre et, parfois, payer un tribut. Les Kurdes ne percevaient pas les gouvernants ottomans comme des Turcs, mais plutôt comme des agents du sultan. La «conquête» ottomane du Kurdistan ne changeait pas grand-chose pour les paysans et les populations tribales, qui continuaient à obéir aux seigneurs et chefs de tribus locaux. Les Kurdes n'ignoraient certes pas leur identité ethnique, mais elle passait au second plan derrière l'appartenance tribale ou familiale, religieuse et régionale.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le vieux arrangement entre les notables kurdes et l'État est remis en cause. Face aux pertes de territoires et aux menaces extérieures, le gouvernement ottoman décide de mettre au pas les régions qui ont échappé à la mainmise de l'État et d'exercer directement son autorité sur celles qui ne se sont pas complètement incorporées dans l'Empire, comme le Kurdistan. Cette stratégie globale s'inscrit dans une nouvelle phase de modernisation de l'État, mais le Kurdistan fait l'objet d'une attention particulière. Certains seigneurs y ont acquis un degré d'indépendance que les gouvernants ottomans ne sauraient tolérer dans cette zone limitrophe, proche de la Russie expansionniste et à cheval sur la frontière avec l'Iran où vivent également des Kurdes. La formation de l'État-nation moderne entraîne une révision des frontières, disputées ou négociées, qui délimitent les zones limitrophes. Il devient primordial qu'un peuple donné soit assujéti sans ambiguïté à un seul et même

État<sup>2</sup>. Autour des frontières poreuses qui partagent le Kurdistan entre l'Empire ottoman et l'Iran, le mode de vie semi-nomade des nombreux Kurdes circulant en toute liberté d'un territoire à l'autre va à l'encontre de l'idée moderne de souveraineté des peuples. Les offensives de l'armée ottomane contre les derniers seigneurs kurdes ne tardent pas à provoquer un vide à l'échelon local. Car, après s'être débarrassé des seigneurs kurdes, le gouvernement ottoman ne parvient pas pour autant à étendre l'autorité de l'État dans la région. Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des cheikhs s'emparent de la place rendue vacante par la disparition des principautés kurdes.

### Les méfaits de l'ingérence européenne

Les Ottomans affrontent des difficultés plus graves à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Après la guerre russo-turque de 1877-1878, le traité de Berlin stipule, entre autres, que l'Empire ottoman devra effectuer des réformes dans les six vilayet (provinces) d'Anatolie orientale. À présent, les puissances étrangères qualifient les Arméniens de minorité dont elles entendent assurer la protection. Les Russes ne renoncent pas à leurs prétentions sur la région.

Pis encore, l'administration ottomane soupçonne les révolutionnaires arméniens de s'être ligués en assez grand nombre avec la Russie pour arracher les provinces orientales à l'Empire déjà fortement amputé. Elle prend des mesures pour écarter la menace supposée et s'attache les services de quelques tribus kurdes désignées pour pacifier la région. Les Hamidiye (régiments tribaux de cavalerie légère), enhardis par leur nouveau soutien gouvernemental, leur armement et leur impunité, poursuivent leurs propres visées sur les propriétés foncières et sur le pouvoir local. Les paysans musulmans et les tribus exclues des Hamidiye sont victimes de leurs pillages et usurpations de terres, mais ce sont surtout les Arméniens qui en souffrent<sup>3</sup>. Les chefs de régiment n'ont qu'à les accuser de félonie pour justifier violences et spoliations.

Les efforts du régime ottoman pour combattre un danger modéré ne font qu'envenimer la situation : la violence anti-arménienne augmente, attisant en retour les menées révolutionnaires. Les puissances européennes sont amenées à s'ingérer dans les affaires intérieures ottomanes, ce qui aggrave encore les choses. Le pouvoir ottoman ne considère pas seulement

2. Jeremy Adelman et Stephen Aron, « From Borderlands to Borders: Empires, Nation-States, and the Peoples in Between in North American History », *American Historical Review* 104, n°3, juin 1999, 814-41.

3. Voir mon livre *The Margins of Empire: Kurdish Militias in the Ottoman Tribal Zone*, Stanford, Stanford University Press, 2011.



*Guerrier des frontières de la Perse et de la Géorgie*

«Guerrier kurde des frontières de la Perse et de la Géorgie». Réputés pour leurs talents militaires, les tribus kurdes se révèlent de redoutables (et turbulents) bras armés au service de l'Empire ottoman. Gravure du début du XIX<sup>e</sup> siècle.

© SELVA/LEEMAGE



# Dossier

Les Kurdes un peuple sans État

4. Saadettin Pacha, *Saadetin Paşa'nın Anıları: Ermeni-Kürt Olayları (Van, 1896)*, préparé par Sami Önal, Istanbul, Remzi Kitabevi, 2003.

les Arméniens comme des traîtres, mais aussi comme une cinquième colonne qui ouvre la voie à l'ennemi sur le territoire. Dans les provinces orientales, les Kurdes entendent des rumeurs concernant les Européens, qui auraient l'intention d'obliger les Ottomans à attribuer un *beylik* (principauté indépendante) aux Arméniens<sup>4</sup>. Dès lors, les Arméniens ne sont plus de simples voisins dont ils convoitent les biens, mais des éléments étrangers infiltrés sur le sol ottoman qui risquent d'imposer leur loi si les manigances arméno-européo-russes aboutissent à la création du *beylik* présumé. Cela contribue à aiguïser la conscience politique identitaire des Kurdes.

La question de l'ingérence étrangère reste très délicate aujourd'hui encore. Il arrive souvent que des États, sous prétexte de défendre des groupes opprimés, tentent d'accéder aux ressources d'un pays – les « faucons humanitaires » prônent le devoir d'ingérence pour de pures raisons d'assistance aux personnes en danger. Or, une intervention étrangère, aussi nobles qu'en soient les motivations, peut produire des effets tout à fait contraires à ceux qui sont recherchés, comme le démontre l'exemple ottoman. En appelant à une protection des Arméniens comme minorité, les Européens ont ravivé les inquiétudes ottomanes au sujet de l'intégrité territoriale. En outre, ils ont introduit un nouveau concept avec le discours et les pratiques afférant à la notion d'identité minoritaire. Les chrétiens se trouvaient peut-être dans un état de subordination à certains égards sous le régime ottoman, mais pas parce qu'ils constituaient une minorité, terme qui introduit une confusion si on l'utilise à propos d'une période de l'histoire ottomane antérieure à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La notion de

minorité s'est d'abord appliquée aux non-musulmans (qui l'ont reprise à leur compte). Les groupes ethniques non-turcs ont commencé bien plus tard à se considérer comme des minorités. C'est seulement lorsque les États post-ottomans ont adopté des stratégies nationalistes excluantes et discriminatoires que les Kurdes sont devenus une minorité, gravement opprimée qui plus est. Cela ne veut pas dire pour autant que les Kurdes aient eu un statut d'Ottomans à part entière pendant tout le temps où ils sont restés sous la domination impériale ottomane.

## Turquisation tardive

Les rapports entre l'État et les Kurdes ont évolué constamment pour finir par revêtir un caractère oppressif à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et, surtout, au début du XX<sup>e</sup>. Le gouvernement ottoman était lui-même mélangé ethniquement, et non exclusivement turc. Il a toujours eu conscience de l'identité kurde, utilisant l'appellation historique de Kurdistan (« pays des Kurdes ») pour désigner leur aire de peuplement. L'édification d'un État moderne allant de pair avec une redéfinition des identités nationales, c'est l'identité ottomane, et non turque, qui devient « nationale ». Le qualificatif ottoman prend une acception assez générale pour englober (théoriquement) diverses composantes ethniques.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, quelques penseurs turcs commencent à parler d'une identité nationale (ou même d'une civilisation) turque, mais ce phénomène reste marginal. Cependant, les tentatives de réforme et d'assimilation qui ciblent en particulier les groupes tribaux comme les Kurdes ont des connotations ethniques. Les



La cavalerie kurde de l'armée ottomane pendant la Première Guerre mondiale. Photographie de 1915. © BETTMANN/CORBIS





Hamidiye ne constituent pas seulement une force de maintien de l'ordre en Anatolie orientale. Ils font partie des institutions (comme l'École impériale des tribus) destinées à civiliser et sédentariser les groupes tribaux afin de les ramener dans le giron ottoman. Étant donné que la plupart des groupes tribaux au sein de l'Empire sont kurdes et arabes, l'entreprise de « turquisation » met en relief leur appartenance ethnique. Mais tous ces efforts restent vagues et sporadiques jusqu'à la Première Guerre mondiale.

Si le sentiment d'appartenance ethnique et nationale s'est développé chez les Turcs, les Kurdes, les Arabes et d'autres groupes pendant la période ottomane tardive, il n'en reste pas moins que l'intervention étrangère a profondément influé sur la construction des identités. Rien ne prédestinait l'identité ethnique turque à s'attirer la préférence des élites ottomanes de la période impériale tardive ni à imposer son nationalisme. Les pertes territoriales, les ingérences étrangères et les signes d'un effondrement imminent de l'Empire permirent à une frange plus radicale du Comité Union et Progrès de prendre les rênes de l'État en 1913. Devant les dégâts provoqués par la Première Guerre mondiale sur l'Empire, les Jeunes-Turcs au pouvoir engagèrent des actions visant à empêcher quelque groupe factieux (non-turc) que ce soit de représenter une majorité de la population dans une région donnée. Le génocide arménien fut la conséquence effroyable d'une suite d'impondé-

rables qui propulsèrent la politique de turquisation sur le devant de la scène pendant la Première Guerre mondiale, comme l'ont montré Taner Akçam et Ugur Umit Ungör<sup>5</sup>. Les Kurdes étaient également dans le collimateur, en tant que principal groupe musulman subsistant au sein de l'Empire. S'il y eut bien quelques tentatives d'homogénéisation ethnique pendant la guerre, c'est après la fin du conflit que les nouveaux États post-ottomans abritant une communauté kurde ont entrepris de consolider le caractère « national » des identités ethniques turque, arabe ou perse en Iran.

Les Ottomans n'avaient pas adopté une ligne politique unique à l'égard des Kurdes, mais un ensemble de mesures variables au fil du temps et parfois contradictoires. La communauté kurde ne constituait pas non plus un groupe soudé. Ses diverses composantes entretenaient des rapports complexes et changeants avec l'État ottoman. Mais la violence ethnique n'est entrée en jeu que dans une phase très tardive, en même temps que toute la problématique de l'édification d'une nation moderne, les craintes pour l'intégrité territoriale de l'Empire et le désir de garder la maîtrise de ses différentes populations. ○

**Janet Klein**, professeur d'histoire à l'université d'Akron (Ohio, États-Unis), a notamment publié *The Margins of Empire: Kurdish Militias in the Ottoman Tribal Zone* (Stanford, Stanford University Press, 2011)  
Traduit de l'anglais par Jeanne Bouniort

**Élèves de l'École impériale des tribus**, établissement fondé en 1892 à Istanbul par Abdulhamid II pour promouvoir par l'éducation l'intégration des tribus dans l'Empire ottoman. Photo Abdullah Frères, vers 1892/93.

© LIBRARY OF CONGRESS

5. Taner Akçam, *The Young Turks' Crime Against Humanity: The Armenian Genocide and Ethnic Cleansing in the Ottoman Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2012; et Ugur Umit Ungör, *The Making of Modern Turkey: Nation and State in Eastern Anatolia, 1913-1950*, Oxford, Oxford University Press, 2011.



# Dossier

Les Kurdes un peuple sans État



Une élite kurde parfaitement intégrée et fidèle à l'Empire... à quelques exceptions près. Au centre, Abdurresak Bedir Khan : ses manœuvres prokurdes et anti-impériales lui vaudront d'être exilé puis exécuté. Photo prise vers 1900.

© ARCHIVES BEDIR KHAN

## Fin d'un Empire, aspirations nouvelles

par Djene Rhys Bajalan

Au tournant des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, un vent de modernité souffle sur l'Empire ottoman... mais guère sur ses sujets kurdes, pour beaucoup rudes pasteurs aux traditions ancestrales. Cependant, une élite kurde éduquée et intégrée prône instruction et progrès bien plus que l'autonomie. Passée la Grande Guerre – et l'épouvantable épisode du génocide arménien –, de nouvelles voix s'élèvent pour réclamer la création d'un Kurdistan indépendant. Il ne voit pas le jour, et le nationalisme kurde prend son essor après le démantèlement de l'Empire ottoman et l'abolition du califat, auxquels bien des Kurdes sont restés attachés jusqu'à la fin.

Les Européens qui se sont aventurés sur les hauts plateaux d'Anatolie orientale (Kurdistan-Arménie) au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> tenaient les Kurdes qu'ils rencontraient pour des barbares enclins à l'anarchie et au brigandage. Des conceptions analogues régnaient au sein des sociétés ottomane et iranienne. Les Kurdes « n'ont pas plus de scrupule à tuer un homme que nous à tuer un poulet », affirmait un observateur originaire de l'Azerbaïdjan iranien. Il ajoutait : « Ce peuple n'est pas prévoyant car il ne pense pas au lendemain. »

La réalité de la société kurde était évidemment bien plus complexe que ne le laisserait supposer le stéréotype du sauvage. Certes, vers le tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les Kurdes, au Moyen-Orient, menaient pour la plupart une vie pastorale quasi inchangée depuis une époque lointaine, mais il y avait longtemps que bon nombre d'entre eux exerçaient différents métiers, depuis l'humble paysan jusqu'au savant ou au roi. Et les réformes lancées dans le premier quart du XIX<sup>e</sup> siècle par les États otto-



man et iranien n'avaient fait qu'accroître la diversification des activités professionnelles. C'est ainsi que la majorité des 30 000 Kurdes établis à Istanbul en 1908 occupaient un emploi de portier.

À côté du prolétariat urbain naissant, le tournant du siècle vit apparaître une intelligentsia kurde, souvent formée dans les plus prestigieuses écoles occidentalisées de l'Empire ottoman, qui connaissait bien les idées politiques et philosophiques venues d'Europe ou d'Amérique du Nord. Ces intellectuels participaient à la vie publique par des moyens nouveaux: la presse, les associations et les partis politiques. C'est dans ce segment de la société qu'un mouvement kurde organisé a pris naissance.

**Une noblesse éclairée**

Une caractéristique importante de l'intelligentsia kurde à ses débuts réside dans sa double nature. D'un côté, ces intellectuels appartiennent souvent aux anciennes familles de notables du Kurdistan. Les Bedir Khan de Djazirat ibn Umar (actuelle Djéziré) et les Baban Zade de Sulaymaniya descendent des dynasties vassales des Ottomans qui ont conservé leurs fiefs respectifs pendant des siècles; d'autres, comme Seyyid Abdulkadir Effendi (1851-1925), sont liés aux puissantes confréries soufies du Kurdistan, tandis que les Cemilpasha Zade et les Pirincci Zade sont issus des plus grandes familles de Diyarbakir.

D'un autre côté, leur éducation moderne et leur intégration dans les cadres de l'administration réformée de l'État ottoman les rendent plus proches des Ottomans que le reste de la population kurde. Beaucoup occupent d'ailleurs de hautes fonctions sous l'Empire. Saïd Pacha le Kurde (1834-1907), longtemps ministre des Affaires étrangères d'Abdülhamid II (le sultan de 1876 à 1909), appartient à une famille influente de sa ville natale de Sulaymaniya, les Handanî. Sous le gouvernement des Jeunes-Turcs (1908-1918), Baban Zade İsmail Hakki (1876-1913) siège au Parlement ottoman, où il est élu député de Bagdad en 1908, puis de Diwaniya en 1912. Respecté dans les milieux jeunes-turcs pour ses analyses de politique étrangère, il devient ministre ottoman de l'Instruction publique de mars à mai 1911. Aux dernières heures de l'Empire, juste après la Première

Guerre mondiale, il reste encore des Kurdes aux plus hauts échelons de l'administration. Seyyid Abdulkadir Effendi, entré au Sénat en 1908, est nommé président du Conseil d'État au printemps 1919. Entre 1918 et 1920, Haydari Zade İbrahim Effendi (1863-1933), né à Erbil, reçoit à quatre reprises le titre de cheikh al-islam<sup>1</sup>.

**« Il faut instruire les Kurdes »**

Pour l'élite intellectuelle kurdo-ottomane, l'Empire n'est pas une « prison des peuples », mais une puissance musulmane où les Kurdes ont toute leur place. Abdurrahman Bedir Khan (1868-1936), directeur du premier journal kurde, *Kurdistan* (1898-1902), formule clairement ce point de vue: « *Tous ceux qui sont musulmans souhaitent voir durer l'État ottoman. [...] Sa vigueur est la nôtre, sa disparition serait la nôtre.* » De fait, si l'on entend par nationalisme l'aspiration à un État-nation souverain, ce sentiment ne se manifeste pas en premier lieu au sein de l'élite intellectuelle, mais parmi les composantes traditionnelles de la société kurde, qui sont les perdantes de la modernisation. Au début des années 1880, lorsque le cheik Ubeydullah (1826-1884) lève l'étendard de la rébellion contre les Ottomans et les Iraniens en même temps, il se justifie auprès des Occidentaux en arguant que les Kurdes « *constituent une nation à part* », tandis que le poète et savant religieux Hacı Qadire Koyi (vers 1817-1897) implore les Kurdes de suivre l'exemple des nations chrétiennes des Balkans qui ont secoué le joug turc.

Plus généralement, toutefois, l'élite intellectuelle considère que la question kurde est bien plus une affaire de développement et de modernisation que de souveraineté nationale. Elle a pleinement conscience du retard pris par son peuple, surtout en comparaison des avancées économiques et éducatives du voisin arménien. En témoigne la longue liste des journaux, revues et organisations fondés entre la révolution jeune-turque de 1908 et le déclenchement de la guerre en 1914, notamment l'Association kurde pour la solidarité et le progrès (1908-1909), l'Association kurde pour la diffusion du savoir (1910-1911) et l'association d'étudiants Espoir kurde (1912-1914)<sup>2</sup>. Leur message est simple: il faut instruire les Kurdes, aider le Kurdistan à se développer, améliorer les relations entre les Kurdes et leurs voisins chrétiens, et mettre fin au conflit tribal endémique.

À gauche : **La une du « Kurdistan »**, le premier journal kurde, 21 avril 1898. D.R.

À droite : **La photographie de Baban Zade İsmail Hakki**, exemple entre tous de l'intégration des Kurdes aux plus hautes sphères de l'Empire ottoman, imprimée en couverture du *Soleil kurde*, le journal de l'association d'étudiants Espoir kurde, après sa mort en décembre 1913. D.R.

1. Le cheikh al-islam était sous l'Empire ottoman le chef officiel de la communauté musulmane, détenteur de la plus haute juridiction religieuse.

2. Des personnalités kurdes de premier plan comme Seyyid Abdulkadir Effendi, Baban Zade İsmail Hakki et Abdurrahman Bedir Khan ont joué un grand rôle dans ce mouvement associatif.

**Abdurrezak Bedir Kahn, cadre et agitateur**

Un homme fait exception à la volonté d'apaisement prônée avant-guerre par l'intelligentsia kurde: Abdurrezak Bedir Kahn (1864-1918), ancien secrétaire de l'ambassade de Turquie à Saint-Petersbourg, devenu par la suite maître des cérémonies à la cour d'Abdülhamid II. Impliqué en 1906 dans l'assassinat du gouverneur d'Istanbul Ridvan Pacha, puis exilé en Libye avec le reste du clan Bedir Khan, il retourne en Anatolie en 1910 et tente de canaliser l'exaspération des tribus kurdes contre les mesures de centralisation des Jeunes-Turcs à l'intérieur d'un mouvement séparatiste prorusse. Il poursuit ses activités pendant la guerre, mais il est capturé et exécuté par des soldats ottomans en 1918, après le retrait des forces russes d'Anatolie.



**Le génocide arménien.** Entre avril 1915 et juillet 1916, 1,2 million d'Arméniens trouvent la mort au cours de déportations et de massacres en grande partie perpétrés par des Kurdes. Sur la photographie, Arméniens réfugiés sur le pont d'un croiseur français. © PHOT12

### Bourreaux et victimes de la Grande Guerre

En octobre 1914, le gouvernement ottoman entre en guerre aux côtés de l'Allemagne et de ses alliés. La guerre a d'énormes répercussions sur la société kurde. Une grande partie des jeunes gens qui appartiennent à l'élite, en particulier dans l'entourage de l'association Espoir kurde, sont enrôlés dans l'armée ottomane. Pendant ce temps, l'Anatolie orientale devient le théâtre d'affrontements militaires entre les Ottomans et les Russes.

Une flambée de violence intercommunautaire frappe la région, faisant des dizaines de milliers de morts aussi bien musulmans que chrétiens. Les populations arménienne et assyrienne de l'Empire ottoman sont d'autant plus touchées que des officiers et des fonctionnaires jeunes-turcs se liguent en secret en 1915 pour exacerber les tensions intercommunautaires dans le but d'anéantir ces deux peuples ancestraux.

Bien souvent, les tribus kurdes, qui redoutent l'influence des Arméniens sur la région et convoitent leurs propriétés, ne se font pas prier pour massacrer les convois d'hommes, de femmes et d'enfants désarmés fuyant vers les déserts de Syrie. Cependant, les Kurdes, acteurs du génocide des chrétiens, en sont aussi les victimes à plus d'une occasion. En 1916, certains dirigeants jeunes-turcs, soucieux de renforcer leur influence sur l'Anatolie orientale par la turquification, émettent une directive visant à repousser vers l'Anatolie occidentale les réfugiés kurdes qui ont fui les zones de combat, en restreignant leur droit au retour.



3. La délégation kurde à la Conférence de la paix à Paris est présidée par Mohamed Chérif Pacha (1865-1951), ancien diplomate ottoman et fils de Saïd Pacha le Kurde.

Même si les Ottomans finissent par capituler devant les Alliés en octobre 1918, la révolution bolchevique de 1917 a écarté la menace que les Russes faisaient peser sur le flanc oriental de l'Empire et conforté la suprématie ottomane au Kurdistan. Contrairement aux provinces arabes de l'Empire, la majeure partie du Kurdistan est encore sous administration ottomane au lendemain de la guerre. Le mouvement kurde se trouve donc dans une situation très différente de celle des pays arabes par rapport au pouvoir ottoman et aux Alliés.

### Un Kurdistan mort-né

Vers la fin de 1918, l'élite sociale et politique kurde à Istanbul fonde l'Association pour l'essor du Kurdistan (1918-1920), dont les statuts indiquent qu'elle a pour but la défense de l'« intérêt général » kurde, sans autre précision. Son premier président Seyyid Abdulkadir Effendi ainsi qu'Haydari Zade Ibrahim Effendi, pourtant partisans de l'autonomie kurde, plaident pour le maintien d'une relation privilégiée avec les Ottomans. La doctrine wilsonienne-léniniste de l'autodétermination n'en séduit pas moins de nombreux esprits au sein de l'association. Memduh Selim, ancien membre de l'association d'étudiants Espoir kurde, écrit en 1919 que les Kurdes sont « fondés à exiger les mêmes droits que les communautés avoisinantes et les autres de niveau égal ». Ce qui signifie concrètement l'instauration d'un État-nation kurde souverain.

Or, chacun des deux camps cherche à s'assurer le soutien des grandes puissances<sup>3</sup>. Le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, reconnaît l'indépendance de l'Arménie et prévoit la création d'un Kurdistan autonome. Mais les puissances occidentales n'ont pas les moyens de le faire appliquer en Anatolie orientale faute de présence militaire, contrairement à ce qui se passe dans les provinces arabes de l'Empire ottoman. De plus, l'idée d'englober des villes à population kurde comme Bitlis ou Van dans la future Arménie se heurte à l'hostilité des Kurdes. La

1920-1946

**1920 10 août** Le traité de Sèvres, signé entre les Alliés et l'Empire ottoman, prévoit la création d'un Kurdistan autonome dans l'est de l'Anatolie et dans la province de Mossoul.

**1923** Suite à la révolte de Mustapha Kemal et à sa victoire, le traité de Lausanne met fin au projet d'autonomie des Kurdes.

**1925, 1930 & 1937** Révoltes kurdes violemment réprimées en Turquie.

**1946 janvier** Avec l'appui de l'URSS, naissance en Iran de la République kurde de Mahabad, qui est écrasée par les troupes iraniennes en décembre.



### Le découpage de l'Empire ottoman par le traité de Sèvres (1920)



### Les frontières du Proche-Orient issues du traité de Lausanne (1923)



résistance anatolienne conduite par Mustafa Kemal en profite pour propager la crainte d'un Kurdistan indépendant qui servirait de tremplin à la dominante chrétienne. Dans ces conditions, l'Association pour l'essor du Kurdistan se retrouve vite débordée sur ses flancs et, en fin de compte, politiquement caduque.

La résistance kurde qui se fait jour reste un phénomène localisé. La principale rébellion nationaliste kurde de la période, menée par le cheikh Mahmoud de Sulaymaniya, n'est pas dirigée contre les Turcs, mais contre les Anglais. Alors qu'un grand nombre de nationalistes voient dans le traité de Sèvres une reconnaissance internationale de leurs droits et une occasion manquée, les réalités géopolitiques sur le terrain et les

dissensions au sein de l'élite créent des conditions défavorables à la mise en place d'un État-nation kurde. En outre, malgré l'affirmation grandissante d'une véritable conscience ethnique chez les Kurdes, l'islam et l'attachement au sultan-calife restent bien enracinés dans le peuple et ses élites jusqu'aux tous derniers jours de la Pax ottomane. Il faut attendre l'abolition du califat en 1924 pour voir le mouvement kurde, né à la fin de la période ottomane, basculer inexorablement vers un nationalisme pur et dur en guise de solution aux difficultés sociales et politiques kurdes. •

Djene Rhys Bajalan est doctorant à l'université d'Oxford  
 Traduit de l'anglais par Jeanne Bouniort



# Dossier

Les Kurdes un peuple sans État

Descendants de l'illustre clan des Bedir Khan, Djeladet et Kamuran s'exilent à la chute de l'Empire ottoman, mais n'en œuvrent pas moins à la cause kurde. Nouvel alphabet latin, grammaire, revues, chaire de langue kurde aux Langues O' : telles sont leurs armes pour asseoir une nation à naître.

## Une langue neuve pour la nation



**Kamuran et Djeladet Bedir Khan** (respectivement à gauche et à droite sur la photo), Syrie, vers 1920.  
© ARCHIVES BEDIR KHAN

Ci-centre : **Compilation de la revue « Hawar »**. D.R.

1. Jordi Tejel, « Les constructions de l'identité kurde sous l'influence de la "connexion kurdo-française" au Levant (1930-1946) », in *European Journal of Kurdish Studies*, 5/2006.

On raconte que le grand-père Bedir Khan avait eu plus de quatre-vingt-dix enfants. Kamuran se souvenait encore avoir lui-même connu vingt-deux tantes et vingt et un oncles, soit, avec son père, quarante-deux descendants du patriarche, dernier prince de Cizre Botan, la Jazîrat Ibn 'Umar des Arabes située dans l'Est anatolien. Les Ottomans lui avaient accordé le titre de pacha, mais en ces temps de recul du pouvoir central, l'autonomie semblait à portée de main. Las ! La rébellion que mène Bedir Khan dans les années 1840 se solde par un échec. Tout le clan est banni à Istanbul, puis en Crète, et le pacha finit par échouer à Damas où il meurt en 1868.

### Non par le fer, mais par la plume

Le vieux chef de clan avait-il seulement imaginé que ses descendants défendraient la cause kurde avec la plume plutôt qu'en armes sur leurs chevaux ? Plusieurs de ses fils jouèrent un rôle important dans le mou-

vement nationaliste kurde. Si Osman Pacha et Hussein Pacha conduisent une rébellion armée en 1879, Mithat choisit une autre voie en publiant en 1898 le premier journal kurde : *Kurdistan*, que son frère Abdurrahman continue en Europe. Avocat et fonctionnaire, Emin Ali (1851-1926) devient vice-président de l'organisation politique *Kurdistan Teali Cemiyeti*. Deux de ses fils se distingueront particulièrement : Djeladet (1893-1951) et Kamuran (1895-1878). Après un début de carrière dans les nouveaux métiers ouverts à l'élite ottomane – droit et presse –, le démantèlement de l'Empire les pousse à l'exil. Damas, Beyrouth et Paris seront désormais les lieux d'élaboration de l'identité kurde. L'agitation politique que lance la ligue *Khoyboun* à partir de Beyrouth est certes importante, mais Djeladet qui la préside est convaincu qu'il faut consolider l'appartenance à la nation kurde en restaurant la langue. Il crée un alphabet kurde en caractères latins, publie une grammaire kurde et une revue : *Hawar* (1932-1943). Kamuran, qui l'a secondé,



dirigera à son tour, de 1943 à 1946, *Roja Nû* (Le Jour nouveau). Au lendemain des indépendances de la Syrie et du Liban, l'atmosphère n'est sans doute guère propice et Kamuran s'installera en France où il dirigera en 1947 la chaire de langue kurde à l'Institut des langues orientales. C'est là une dimension importante de l'action des deux frères : leur

travail sur la langue et la littérature kurdes croise dans l'entre-deux-guerres celui des premiers kurdologues français, Pierre Rondot, Roger Lescot et Thomas Bois, avec qui une véritable collaboration s'engage que Jordi Tejel qualifie de « connexion kurdo-française<sup>1</sup> ». Une collaboration dont l'un des effets majeurs sera « l'ethnisation » de l'identité kurde. F.Z.



# Le nationalisme arabe face au défi kurde (1958-1975)



Éclaté entre Turquie, Iran, Irak et Syrie à l'issue de la Première Guerre mondiale, le peuple kurde, naguère groupe hétéragène, rêve d'une nation, et en pose les jalons en 1958 dans l'Irak post-monarchique. Or, le nationalisme arabe ne fait pas bon ménage avec les velléités autonomistes... Le conflit s'installe dans la durée, les Kurdes d'Irak ne parvenant, jusqu'à la chute de Saddam Hussein, qu'à grappiller d'incertains « droits ethniques ».

Par Jordi Tejel

Le cas kurde est intéressant car le passage de la formation d'une « catégorie » ethnique kurde à celle d'un « groupe » national par le truchement de l'intervention d'entrepreneurs ethno-politiques se fait dans un contexte extrêmement changeant, avec des conséquences inouïes. Alors que, entre 1909 et 1918, des intellectuels kurdes basés à Istanbul commencent à poser les bases d'un mouvement culturel et politique visant à créer un « groupe » homogène, faisant fi de la diversité des identités kurdes, la fin de l'Empire ottoman conduit à leur division au sein de nouveaux États qui se revendiquent désormais comme des États-nations.

De la sorte, dans un bref laps de temps, les élites nationalistes kurdes voient leur projet de formation d'un groupe national entravé par un processus de minorisation, se traduisant soit par une politique d'assimilation culturelle – en Turquie et en Iran –, soit par la mise des Kurdes dans un rapport de dépendance – en Irak, dans le cadre de la protection des « droits des minorités » plaidée par la Société des Nations dans l'entre-deux-guerres<sup>1</sup>. L'histoire des relations de pouvoir dans chacun de ces pays va dès lors marquer dans une large mesure l'évolution des divers mouvements politiques kurdes au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, si le « groupe » kurde est loin de présenter une « identité » homogène, le mouvement kurde est à même de créer,

à divers moments, une image d'unité et, qui plus est, de déborder le cadre étatique pour exercer une influence certaine au niveau régional.

Cet article propose de revenir sur la période 1958-1970 en Irak pour deux raisons. D'une part, cette longue décennie est essentielle pour comprendre l'émergence d'une identité « nationale » kurde (*kurdayeti*) non seulement en Irak, mais également à travers le Moyen-Orient. Le mouvement autonomiste kurde réussit à regrouper dans le même mouvement des secteurs à la fois urbains et ruraux de la société kurde avec, pour la première fois dans l'histoire du mouvement, une prépondérance des premiers. D'autre part, les étudiants kurdes basés en Europe établissent des connections avec des réseaux « révolutionnaires » transnationaux et deviennent les porte-parole du soulèvement kurde à l'étranger, donnant ainsi un semblant d'unité à un mouvement tiraillé, en réalité, par des conflits politiques et générationnels. Face au défi kurde, les élites nationalistes arabes en Irak, mais aussi en Syrie, se doivent de proposer une solution à la question kurde, et le font avec des réponses diverses et parfois contradictoires.

## Kurdes et Arabes, des « frères » vite ennemis

En Irak, pendant la période monarchique, malgré certaines tensions entre des chefs kurdes et le gouvernement, divers notables kurdes occupent des positions importantes dans l'administration tandis que la collaboration entre Kurdes et Arabes devient une réalité au sein de divers groupements politiques à prétention transversale, notamment au sein du Parti communiste irakien (PCI).

**Jalal Talabani** (au centre). Le fondateur de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et futur président de la République d'Irak (depuis 2005), ici à Paris, en 1963, en chemin pour une rencontre avec le roi Hussein de Jordanie alors en visite officielle.

© ARCHIVES NOURI TALABANY

1. La Syrie sous mandat français représente, quant à elle, un cas singulier, car les Kurdes syriens n'y sont l'objet ni d'un projet « autoritaire modernisateur » ni d'une protection internationale en tant que « minorité ».



# Dossier

Les Kurdes un peuple sans État

## Des luttes et des trêves.

Mustafa Barzani, fondateur du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), en *peşmerga* dans le nord irakien, en 1965 (à droite). D. R. Le même, en compagnie de Saddam Hussein, lors de la signature d'un traité de paix à Nawpirdan (Irak), le 11 mars 1970 (à gauche).

© CHRISTIAN SIMONPIETRI / SYGMA / CORBIS



En échange du soutien du PDK, Kassem autorise l'éducation en langue kurde – certes, avec certaines entraves –, l'ouverture de services radiophoniques et de TV dans cette langue, et la publication de périodiques tels *Hiwa*, *Rojy Nwi* et *Hetaw*.

Mais dès 1960, les relations entre le PDK et Kassem se détériorent; Kassem n'accepte pas les revendications autonomistes du général Barzani de peur que d'autres groupes ne suivent la même voie, tandis que la rhétorique nationaliste arabe prend le dessus dans son discours, aux dépens non seulement de son allié kurde, mais aussi du Parti communiste. Celui-ci lui restera malgré tout fidèle jusqu'à sa chute en 1963. Quant à la guerre entre le PDK et le gouvernement de Bagdad, elle débute officiellement en septembre 1961 et se prolongera, avec des cessez-le-feu intermittents, jusqu'en 1975<sup>2</sup>.

Il faut ici souligner deux impacts significatifs sur la sphère kurde, tous deux étroitement liés au soulèvement

Cependant, le chapitre le plus important de la coopération kurdo-arabe s'ouvre avec l'avènement de la République, le 14 juillet 1958.

Pour la première fois dans l'histoire de l'État irakien, le principe d'égalité des deux nations arabe et kurde est inscrit dans la Constitution provisoire du 27 juillet 1958. L'article 2 proclame certes que l'État irakien fait partie intégrante de la nation arabe, mais les droits nationaux des Kurdes sont néanmoins garantis dans l'article 3 « au sein de l'entité irakienne ». Le retour de son exil soviétique du général Mustafa Barzani le 7 octobre 1958 aidant, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dont il est le fondateur, devient entre 1958 et 1961, avec le PCI, l'un des deux principaux alliés du général Kassem.

2. Foutre de place, on ne passera pas ici en revue les différentes phases d'affrontements et de négociations de ce conflit, qu'on trouvera analysées dans divers travaux. Voir, à titre d'exemple, Chris Kutschera, *Le Mouvement national kurde*, Flammarion, 1979.

1961-2013

**1961 septembre** Déclenchement d'une rébellion par Mustafa Barzani dans le nord de l'Irak. Jusqu'à la fin des années 1970, l'essentiel de la rébellion kurde se concentrera en Irak.

**1968 17 juillet** Le Baas s'empare du pouvoir en Irak. Les Kurdes s'intègrent à la vie politique irakienne.

**1970** Le Baas concède la création d'une région kurde autonome et accorde certains droits : la langue kurde devient la seconde langue du pays.

**1974 mars** Bagdad décide l'application unilatérale de l'accord prévoyant l'autonomie, excluant de la région autonome des territoires revendiqués par les Kurdes. Reprise de l'insurrection par Barzani.

**1975 6 mars** Arrêt de l'aide iranienne à la rébellion kurde après l'Accord d'Alger entre Bagdad et Téhéran sur le tracé frontalier.

**1980 septembre** Agitation kurde en Iran après le déclenchement de la guerre irano-irakienne : le Parti démocratique kurde iranien (PDKI) d'Abdul Rahman Ghassemlou s'allie à Saddam Hussein. Alliances et divorces en Irak entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti communiste irakien (PCI).

**1984** Déclenchement des opérations de guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans l'est de la Turquie.

**1988** Avec la fin de la guerre Irak-Iran, campagne anti-kurde. En mars, Bagdad utilise des gaz chimiques contre le village de Halabja. 100 000 Kurdes fuient vers la Turquie.

**1989 juillet** Assassinat à Vienne d'Abdul Rahman Ghassemlou par des agents à la solde de Téhéran.

**1991 5 mars** Un soulèvement kurde dans le nord de l'Irak est durement réprimé. **5 avril** Résolution 688 de l'Onu exigeant la fin de la répression contre les Kurdes et demandant à Bagdad de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. **7 avril** Les alliés instaurent une zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle.

**1992 19 mai** Élections libres au Kurdistan irakien; aucune tête de parti stable ne se dégage.

**1996 septembre** Après de violentes confrontations avec l'UPK, le PDK lance un appel à l'aide aux troupes de Saddam Hussein.

**1998 septembre** Accord de Washington entre le PDK et l'UPK sur la formation d'un gouvernement et d'un Parlement intérimaire ou Kurdistan irakien.



armé. D'une part, et ainsi qu'Hamit Bozarslan le suggère, l'insurrection de Mustafa Barzani constitue l'un des principaux facteurs du renouveau du nationalisme kurde en Turquie et en Iran, puis de l'émulation, en 1969-1970, entre certains intellectuels kurdes prônant ouvertement la dissidence armée contre Ankara<sup>3</sup>. D'autre part, entre 1958 et 1975, l'Association des étudiants kurdes en Europe (KSSE) parvient, nonobstant son faible effectif, à s'insérer dans des réseaux d'activistes qui lui permettent d'obtenir des soutiens transnationaux à la « cause kurde ». La KSSE organise des collectes d'argent pour la guérilla et devient la caisse de résonance de la révolte dirigée par Barzani, dénonçant la violence de l'armée dans le « Viêt-nam irakien »<sup>4</sup>. Ce faisant, les activités de la KSSE en Europe contribuent à ancrer la révolte kurde dans la durée et à lui donner une cohérence politique que les divisions entre Jalal Talabani et Mustafa Barzani finiront par contredire.

#### L'ambiguïté des nationalistes

La reconnaissance officielle de la « nation » kurde dans la Constitution provisoire de 1958 constitue une victoire symbolique du mouvement kurde en Irak et entraîne des répercussions dans les autres



régions kurdes du Moyen-Orient. Mais elle oblige également les partis nationalistes arabes à tenter d'apporter une réponse politique. Ainsi, après avoir exécuté Kassem en février 1963, le maréchal Abdel Salem Aref entame des négociations avec le mouvement kurde; le Conseil de commandement de la révolution reconnaît « les droits nationaux du peuple kurde », mais le nouveau régime se borne à lancer l'idée d'une « décentralisation » tout en refusant de définir le contenu de ce terme, sous le prétexte qu'il faut en priorité régler le problème de l'Unité arabe<sup>5</sup>. Une fois les négociations rompues, les baasistes utilisent tous les moyens pour en finir avec la guérilla kurde, y compris, entre juin et novembre 1963, la destruction de villages au bulldozer.

Les avancées de la guérilla kurde en Irak provoquent en Syrie une réaction des autorités: dès le mois d'août 1962,

elles mettent en place la politique dite de la « ceinture arabe » visant à séparer les régions kurdes de la Syrie de celles de la Turquie et de l'Irak. Pour ce faire, le gouvernement de Damas procède à un recensement dans le district de Hassaké, privant 120 000 Kurdes de leur citoyenneté.

Arrivé au pouvoir en mars 1963, le nouveau

**Imprimerie clandestine kurde** dans les années 1960, en Irak.  
© GÉRARD KLINI/INSTITUT KURDE DE PARIS

3. Hamit Bozarslan, *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Autrement, 2009, pp. 51-55.

4. Jordi Tejel, « Étudiants "émigrés" et activisme en Europe: le cas de la KSSE (1958-1975) », in Hamit Bozarslan et Clémence Scalbert-Yücel (éd.), *Joyce Blau, l'éternelle chez les Kurdes*, Paris, 2013 (à paraître).

5. CADN, Londres, Amb., N°1336. Pol le Gourrier, Chargé d'Affaires de France en Irak à San Exc. M. le Ministre des AA.EE. Bagdad, le 15 mai 1963.



**1999 janvier** Arrestation du chef du PKK, Abdullah Öcalan, au Kenya; il est remis aux autorités turques.

**2003 février** Réunie à Salaheddine, dans le Kurdistan irakien, l'opposition irakienne met sur pied une direction collégiale de six membres, comprenant Massoud Barzani et Jalal Talabani.

**2004 mars** En Syrie, des émeutes éclatent à Qamichli et touchent plusieurs villes, faisant 43 morts. **mai** En Turquie, les rebelles du Congrès du peuple du Kurdistan (Kongra-Gel), successeur du PKK, annoncent la rupture de la trêve unilatérale qu'ils avaient décrétée en 2000.

**2005** Premières élections multipartites en Irak depuis 1953. Le Kurde Jalal Talabani est élu président de la République. Le parlement régional kurde élit Massoud Barzani président de la région autonome.

**2007** L'ONG Human Rights Watch dénonce l'usage de la torture en Irak par les forces de sécurité kurdes. Plus de 400 personnes sont tuées dans des attentats dans le nord du pays contre la minorité kurde yézidie. **mai** Irak/Turquie: l'armée lance des raids aériens contre les bases du PKK en Irak.

**2009** Élections en Irak au parlement régional kurde; les deux grands partis, le PDK et l'UPK, conservent la majorité absolue, mais une opposition apparaît avec la liste Goran. En Turquie, annonce de projets de réformes: la diffusion de programmes en langue kurde sera autorisée à la radio et à la télévision; les partis politiques pourront faire campagne en kurde, et les noms turquifiés des villes pourront être remplacés par les noms kurdes d'origine.

**2010 mai** En Iran, cinq militants du Parti pour la vie libre du Kurdistan (PJAK) sont pendus. Les heurts entre Kurdes et

armée turque qui s'ensuivent se soldent par des dizaines de morts.

**2011 avril** Damas annonce la naturalisation de quelque 300 000 Kurdes. En 1962, 20% des Kurdes de Syrie avaient été privés de leur citoyenneté à la suite d'un recensement controversé.

**juin** En Turquie, percée kurde aux législatives: 36 députés élus contre 20 précédemment. **octobre**. Turquie: suite aux attaques de rebelles kurdes à la frontière irakienne, arrestation de représentants politiques, universitaires, avocats, journalistes et étudiants liés à la cause kurde.

**2012 juillet** En Syrie, les forces armées se retirent de certaines localités kurdes. Le plus puissant des groupes kurdes, le PYD, émanation syrienne du PKK, prend le contrôle de plusieurs localités.

**2013 mars** En Turquie, Abdullah Öcalan appelle le PKK à renoncer aux armes.



## Dossier

Les Kurdes un peuple  
sans État

régime baasiste considère que les Kurdes ne constituent pas un groupe national distinct, si bien qu'il ne serait pas difficile de les assimiler. Parallèlement, le projet de l'Unité arabe entre la Syrie et l'Irak semble être au plus près de sa réalisation, alors même que les troupes syro-irakiennes coopèrent dans la répression des « agents de l'impérialisme » (Barzani) dans la région de Zakho<sup>6</sup>.

Malgré des positions rhétoriques fermes, les dirigeants irakiens qui se succèdent au cours des années 1960-1970 ne fermeront jamais complètement les portes à la négociation; ils font cependant des déclarations contradictoires, affirmant à la fois la volonté d'accomplir le projet de l'unité arabe totale, la reconnaissance des « droits nationaux » des « frères kurdes » (jamais mise en pratique) et l'arabité indiscutable de la patrie irakienne.

Abdel Rahman Bazzaz, Premier ministre indépendant entre septembre 1965 et août 1966, représente la figure du nationalisme arabe qui s'est employée à donner la réponse la plus cohérente aux revendications autonomistes kurdes en Irak pendant ces deux décennies. Pour Bazzaz, il existe bien une *qawmiyya* kurde, c'est-à-dire une ethnie particulière qui dispose d'une langue, d'une culture et d'une histoire propres, dont personne ne peut nier l'existence et à laquelle le gouvernement irakien est disposé à accorder des droits « ethniques ». Il est cependant hors de question d'admettre une *wataniyya* ou patrie, nation ou État kurde<sup>7</sup>.

Si la distinction entre *qawmiyya* et *wataniyya* s'avère utile pour appréhender la question kurde du point de vue de Bagdad, il n'en reste pas moins que des courants du nationalisme arabe tels les baasistes et les nassériens ont comme objectif d'atteindre l'unité nationale (*wataniyya*) comme première étape avant la réalisation de l'unité nationaliste arabe (*qawmiyya*). Du moment que la nation arabe est numériquement majoritaire en Irak (et en Syrie), elle devient le seul « groupe » à avoir droit à faire coïncider les deux concepts de nation et d'État. De plus, alors que, dans le cadre étatique irakien, les Kurdes peuvent jouir de certains droits, le destin des « ethnies » devient incertain lorsque le nationalisme arabe atteint l'union entre *wataniyya* et *qawmiyya*. Dans ce contexte d'ambiguïté récurrente, les partis kurdes, confrontés à la fois à la dérive totalitaire du régime baasiste entre 1979 et 1991 et à de nouvelles opportunités politiques, abandonneront progressivement les anciennes revendications autonomistes pour embrasser le credo fédéraliste comme condition *sine qua non* à leur loyauté au cadre étatique irakien. Mais l'analyse de ce passage mériterait à lui seul un long développement. •

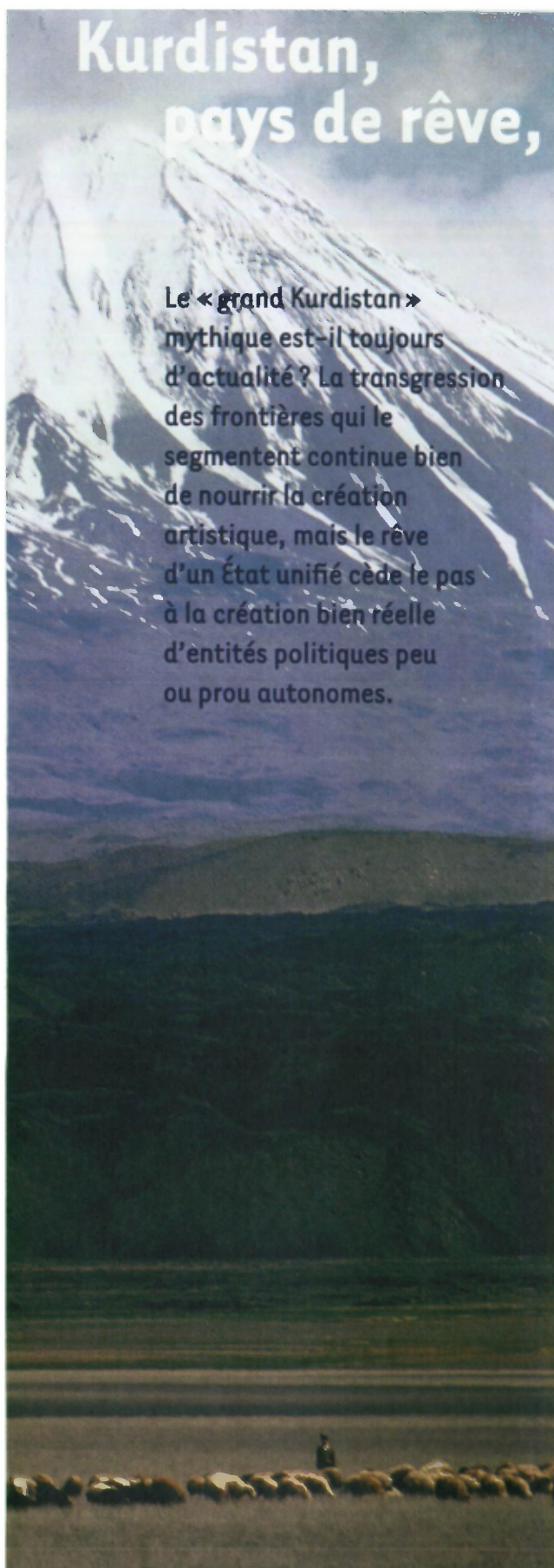
**Jordi Tejel** est professeur boursier au département d'Histoire internationale de l'Institut de Hautes Études internationales et du Développement, Genève. L'auteur tient à remercier le Fonds national suisse de la recherche scientifique pour son soutien financier à sa recherche: « States, Minorities and Conflicts in the Middle East ». Les opinions exprimées ici n'engagent qu'il en soit que l'auteur.

6. CADN, Londres, Amb., N°1337. Pol Le Gourrière, Chargé d'Affaires de France en Irak à Son Exc. M. le Ministre des AA.EE. Bagdad, le 28 oct. 1963.

7. CADN, Londres, Amb., N°1337. Jacques Dumorçay, Ambassadeur de France en Irak à Son Exc. M. le Ministre des AA.EE. Bagdad, le 22 fév. 1967.







# Kurdistan, pays de rêve, pays vécu

Par Clémence Scalbert-Yücel

Le « grand Kurdistan » mythique est-il toujours d'actualité ? La transgression des frontières qui le segmentent continue bien de nourrir la création artistique, mais le rêve d'un État unifié cède le pas à la création bien réelle d'entités politiques peu ou prou autonomes.

« Le Kurdistan existe-t-il ? » C'est ainsi que Maria O'Shea nous interpellait au début de son livre *Between the Map and the Reality, Geography and Perception of Kurdistan*<sup>1</sup>. Le terme qui signifie « pays des Kurdes » est aujourd'hui largement répandu ; le Kurdistan est décrit et délimité depuis des siècles dans les sources kurdes, et a été cartographié par les Européens, puis par les Kurdes<sup>2</sup>. Pourtant il n'existe pas – et n'a jamais existé – en tant que pays, aux frontières internationalement reconnues. Si le Kurdistan existe bien – car Maria O'Shea n'avait finalement d'autre ambition que d'analyser les constructions du Kurdistan – c'est sous une variété de formes qu'il convient de mettre au jour et de questionner.

## Une utopie très concrète

Le nationalisme kurde vit le jour à la fin de l'Empire ottoman. S'il n'était diffusé qu'au sein d'une petite élite, celle-ci demandait, lors des négociations de paix qui préparaient le traité de Sèvres de 1920, un État kurde indépendant, dont les frontières étaient à déterminer. Cette « victoire » kurde fut vite déçue, le traité de Lausanne de 1923 ne faisant aucune provision relative à un État kurde. Ce traité signe ce que l'historiographie kurde définit comme la « seconde partition du Kurdistan », entre la Turquie, l'Iran, et ce qui deviendra l'Irak et la Syrie, alors respectivement placés sous mandats britannique et français ; la « première partition » faisant quant à elle référence à la bataille de Chaldiran (1514) suivie du traité de Qasr-al-Shirin qui détermina en 1639 la frontière entre les Empires perse et ottoman, faisant du Kurdistan une zone tampon, relativement indépendante, aux confins de ces Empires. Au XX<sup>e</sup> siècle, les nationalistes kurdes appuieront notamment leur combat pour un État indépendant sur cet espoir déçu de Sèvres.

Pour certains hommes et mouvements politiques kurdes, notamment à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'indépendance est toujours un idéal voire une utopie. Le Kurdistan n'en est pas pour autant abstrait. Le nationalisme kurde a produit dès les années 1930 des cartes du Kurdistan, défiant les frontières internationalement reconnues. Cette cartographie participe du mythe national. Aujourd'hui, la carte du « grand Kurdistan », allant de la mer Méditerranée, aux confins occidentaux de l'Arménie, jusqu'au golfe Persique, est visible sur les murs de nombreuses organisations kurdes en exil et dans les livres scolaires produits en Europe. Elle est portée en rosette et en pendentif, ou décore ostensiblement les T-shirts. Les dénominations employées pour

**Le mont Ararat**, situé à l'extrémité orientale de la Turquie, dont il est le sommet le plus élevé (5 137 m) constitue selon les Kurdes la frontière naturelle entre leur pays et celui des Arméniens.  
© ROLAND ET SABRINA MICHAUD/RAPHO

1. Londres, Routledge, 2004.

2. *Ibid.*





# Dossier

Les Kurdes un peuple sans État

**Deux visages contrastés du Kurdistan : celui des villages, avec cette scène de *Demi-lune* (2006) du réalisateur kurde irakien Bahman Ghobadi.**

© BAHMAN GHOBADI

**... et celui de la modernité nouvelle, avec cette vue de l'« English Village » d'Erbil, la capitale de la Région autonome du Kurdistan, une cité pavillonnaire destinée à accueillir des familles aisées de Kurdes et d'étrangers venus travailler au Kurdistan.**

© GÉRARD GUITTOT/REA

désigner les différentes parties du Kurdistan participent de la construction d'un territoire unifié : on utilise communément Rojava (ouest en kurde) pour désigner le Kurdistan de Syrie, Bakûr (nord), pour désigner celui de Turquie, Basûr (sud) pour désigner le Kurdistan irakien, Rojhilat (est) pour désigner le Kurdistan iranien. Ces toponymes gommant les frontières.

## Des frontières à transgresser

Le thème de la frontière et de sa transgression occupe une place importante dans la création artistique. On pense notamment au travail de Bahman Ghobadi, l'un des cinéastes kurdes les plus connus en Europe. La plupart de ses films sont articulés autour de ce thème : *Un temps pour l'ivresse des chevaux* (2000), par exemple, relate la survie d'une fratrie et le travail des contrebandiers à la frontière Iran-Irak ; *Les Chants du pays de ma mère* (2002), tout comme *Demi-lune* (2006), relatent le parcours et les errances d'hommes et de femmes par-delà les frontières, qui déterminent les amours, les pertes, les retrouvailles. *Les tortues volent aussi* (2005) se déroule quasiment entièrement dans un camp de réfugiés près de la frontière turco-irakienne. Si les films de Ghobadi documentent la vie de ces régions, par définition, transfrontalières, marquées et organisées autour de la frontière et des guerres, ils sont tous également empreints d'onirisme et de symbolisme. Les plans finaux de plusieurs de ses films, qui mettent en scène la transgression, à pied, de la frontière marquée par des barbelés au sol, sont symboliquement très forts.

La carte, physique ou mentale, demeure une composante clé de l'identité nationale kurde, ceci alors même que l'existence d'un Kurdistan unifié est de plus en plus illusoire et que des constructions quasi étatiques se développent indépendamment : ainsi la Région du Kurdistan (au nord de l'Irak) est, depuis 1992, un quasi-État (Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak [KRG]) dont la construction s'est accélérée depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. En Turquie, le mouvement kurde prône aujourd'hui « l'autonomie démocratique » au sein du territoire turc. Dans la Syrie en guerre, la région de la Djéziré, à majorité kurde, développe ses institutions propres. Ces projets ou constructions, plus ou moins avancés, plus ou moins solides, remettent en cause l'idée d'un État unifié.

Jean-François Pérouse soulignait dans un beau texte publié en 1999 que le cas kurde pourrait inciter à « reconsidérer le territoire, en en faisant (enfin ?) une composante secondaire dans le fonctionnement de l'identité et de la citoyenneté politique<sup>3</sup> ». Si cette secondarisation est peut être déce-



nable en Turquie, la brûlante question des territoires disputés entre le Gouvernement régional du Kurdistan et l'État central irakien souligne malheureusement la permanence des passions territoriales, mais aussi l'impasse (et les inévitables conflits) à laquelle conduit toute tentative de délimitation.

## De l'idylle montagnarde et rurale...

Le « pays des Kurdes » est qualifié, imagé. Il a une topographie et des paysages, (re)produits et véhiculés par les médias, la littérature et les arts, et a longtemps été représenté comme essentiellement montagnard et rural.

Le fameux poète kurde Faiyîq Bêkes (1905-1948) écrivait dans *Gorani weten* (Chanson de la patrie, 1935) : « Ses montagnes hautes et enneigées symbolisent notre passé. Ce lieu est celui des Kurdes, la tanière des lions invincibles. » La montagne, c'est un paysage immense, majestueux, souvent trop grand pour l'homme. Seuls la guérilla ou le *peshmerga* (combattant kurde) y ont accès, en font leur refuge. Les représentations du paysage montagnard ont été d'ailleurs largement véhiculées par les télévisions kurdes qui diffusaient des images de guérilla dans des paysages montagnards verdoyants (on pense notamment à Med TV, l'ancêtre de l'actuelle Roj TV). Or, avec le début de la guerre en 1984 entre le Parti des travailleurs

3. Jean-François Pérouse, « Le Kurdistan, quel territoire pour quelle population ? » in J. Bonnemaison, L. Combrézy et L. Guinty-Bourgeois (dir.), *La Nation et le territoire*, L'Harmattan, 1999, p. 33.





### ... aux symboles urbains de la modernité

Pourtant, le monde kurde – qui a toujours connu une composante urbaine – est de nos jours majoritairement urbain<sup>8</sup>. L'image du Kurdistan coproduite par les discours nationalistes, artistiques mais aussi universitaires, est en train de changer. La recherche s'intéresse de plus en plus à la question des migrations et du monde urbain kurde, que ce soit dans les grandes villes de Turquie comme Istanbul ou Izmir ou au Kurdistan même. Au Kurdistan irakien, le discours des élites et des hommes politiques a changé lui aussi, notamment avec le développement des institutions publiques depuis 1992,

**Peshmergas.** Largement véhiculées par les médias, les images de combattants sur fond de paysage montagnard sont devenues un véritable symbole de la lutte du peuple kurde. Près du lac Dokan, Irak, 1974. © BRUNO BARBEY/MAGNUM PHOTOS

du Kurdistan (PKK) et l'armée turque, et les campagnes de destruction « Anfal » dans l'Irak de Saddam Hussein (1988), les villageois sont dépossédés de leurs villages et les éleveurs et les nomades, des alpages. Pourtant, ceux-ci (*zozan* en kurde) demeurent un lieu de référence dans l'imaginaire national kurde, associé à une tradition pastorale, à une vie gaie, simple et saine<sup>4</sup>.

Le village est la seconde allégorie du Kurdistan. Il est encore vif dans le souvenir de plusieurs générations, et c'est en tant que tel qu'il est dépeint ou remémoré. Ainsi l'œuvre d'Arjen Arî (1956-2012), disparu trop tôt, est une poésie de la mémoire ; il y dépeint son village natal, avec son histoire, ses goûts, ses odeurs, ses sensations<sup>5</sup>. Il en est de même pour le peintre Bachar, par exemple. Ses paysages, succession de reliefs collinaires et lignes d'horizon multiples, font penser à une mémoire ordonnée et aux différentes strates, plus ou moins profondes, qui la composent. D'autres – multitude de petits objets épars, devant lesquels se plante une figure humaine définie – ressemblent à des traces éparses laissées par une mémoire plus désordonnée<sup>6</sup>.

Mais le monde rural, tel qu'il est décrit par la poésie contemporaine notamment, semble s'ancrer dans un passé idyllique mais révolu<sup>7</sup>. Car, nous l'avons dit, ce monde rural fut détruit, en Turquie et en Irak notamment, au cours des années 1980 et 1990, la destruction du village et de l'idylle rurale symbolisant celle du Kurdistan tout entier. Sorti en 1999, le film *Ax* (La terre) de Kazim Öz, qui met en scène un vieil homme resté seul dans un village évacué au Kurdistan de Turquie, souligne l'attachement à la terre, la dépossession, la migration. Plus largement, que ce soit dans les arts ou les manuels scolaires, le peuple kurde est représenté comme un peuple de migrants et de réfugiés ; la dure vie de ce qui est défini comme la « métropole étrangère » est opposée à l'idylle rurale.

mais surtout depuis 2003, avec un développement politique et économique sans précédent ; de même en Turquie, depuis 1999, date à laquelle le parti prokurde a pris la direction de nombreuses municipalités du Kurdistan, dont celle d'une des rares municipalités métropolitaines de Turquie, Diyarbakir. Les institutions y travaillent au développement social et économique de la ville et aménagent de nouveaux espaces urbains, qui sont aussi présentés comme les symboles d'une modernité kurde. Metropoli et Diclekent, les nouveaux quartiers de Diyarbakir, symbolisent la ville moderne avec leurs tours, leurs centres commerciaux et culturels. Moderne, elle n'en reste pas moins spécifiquement kurde, comme le montrent ses nouveaux toponymes, ses sculptures ou son décor urbain<sup>9</sup>. Quant au KRG, il mène une politique de développement proche de celle que l'on peut observer à Dubaï ; les paysages urbains s'y transforment à toute vitesse.

Cette urbanité fait la preuve de la civilisation<sup>10</sup> et les discours sur le Kurdistan s'en trouvent transformés : si les institutions publiques kurdes reconnaissent l'héritage urbain ancien (lui aussi en redéveloppement, notamment à des fins touristiques nouvelles, que ce soit à Diyarbakir ou à Erbil, capitale du KRG), le paysage urbain contemporain se doit de symboliser une modernité kurde. Ces images de tours, de gratte-ciel et de centres commerciaux vont certainement se faire le complément de celles de l'idylle rurale. Reste à espérer que, sur le terrain, les espaces ruraux ne soient pas négligés par les politiques publiques au profit du développement des villes. •

Clémence Scalbert-Yücel est chargée de recherche à l'université d'Exeter, Exeter Centre for Ethno-Political Studies (Grande-Bretagne)

4. Clémence Scalbert-Yücel, « Kurdes sans Kurdistan », *Outre-terre* 12, 2005, p. 93-104.

5. Voir notamment Arjen Arî, *Ramûsan min vesar-tin li geliyekî*, Avesta, Istanbul, 1999.

6. Clémence Scalbert-Yücel, « Mémoire spontanée et travail de mémoire. Exil et diaspora : Le processus de création chez dix peintres kurdes en Europe », *Études Kurdes*, vol. 5, 2003, p. 7-23.

7. Clémence Scalbert-Yücel, « Le monde rural dans la poésie contemporaine kurmandji en Turquie », *Études rurales*, 186, 2011, p. 181-196.

8. Martin Van Bruinessen, « Kurds and the city », in Hamit Bozarslan, Clémence Scalbert-Yücel (dir.), *Joyce Blau, l'éternelle chez les Kurdes*, Paris, 2013 (à paraître).

9. Voir par exemple le chapitre 6 de Nicole Wotts, *Activists in office Kurdish politics and protests in Turkey*, Seattle, University of Washington Press, 2010.

10. Andrea Fisher-Tahir, « Representation of Peripheral space in Iraqi Kurdistan », *Études rurales*, 186, 2011, p. 117-132.



## Dossier

Les Kurdes un peuple  
sans État

# N'oublie pas

16 mars 1988. La ville kurde d'Halabja, au nord-est de l'Irak, qui vient de tomber aux mains des combattants de l'Union patriotique du Kurdistan, est attaquée à l'arme chimique.

C'est là l'un des épisodes les plus dramatiques de la sanglante campagne contre les Kurdes menée par Saddam Hussein. Vingt-cinq ans plus tard, l'heure est à la commémoration de ce génocide – un qualificatif dont l'emploi fait encore débat...



## Halabja

par François Zabbal

Halabja, samedi 16 mars. Atmosphère de kermesse. Les délégations officielles s'égarant dans la foule bariolée. Les enfants courent en tous sens et vous bousculent dans une jolie pagaille qui rassure. On ne sait comment s'organise la visite du mausolée, on se contente de suivre le mouvement. Les images des victimes tapissent les murs, et je vois deux gamins commenter une photographie. Que se racontent-ils? Que leur a-t-on appris sur le massacre? Dans la rotonde, au centre, les noms des martyrs, femmes, enfants, vieillards. Peu de texte.

« Avez-vous vu le consul ? »

À deux cents mètres de là, on a dressé un énorme chapiteau pour accueillir les invités étrangers, les officiels et tous ceux qui pouvaient se faufiler à l'intérieur. Une forêt de photographes et de cameramen obstrue la scène. Heureusement, deux écrans géants grossissent la tribune, peu visible. Bernard Kouchner a droit à un fauteuil au premier rang. À côté de lui Frédéric Tissot, un ancien « French doctor » qui fut le premier à diriger l'antenne diplomatique à Erbil. Kouchner s'inquiète: « Avez-vous vu le consul? Il était là il y a cinq minutes! » Non, on ne verra pas le consul, ni d'ailleurs aucun représentant officiel de la France. Tout à l'heure, au micro, on appellera Monsieur le Ministre Bernard Kouchner, éternel représentant de la France au Kurdistan.

Dans la cohue, des élèves se glissent et vous remettent un tract écrit dans un anglais épouvantable. De quoi les recaler tous à l'examen. Pour l'heure, le message est tonique: il dénonce. Un collectif d'habitants se plaint d'avoir été oublié par les pouvoirs publics, clairement accusés de démagogie et de corruption. De fait, personne ne nous a dit que le mémorial avait été incendié en 2006 par des habitants en colère d'avoir été négligés. 90% des pièces exposées alors avaient été détruites!

### Argument juridique

Au colloque, l'avant-veille, à Erbil, on avait vu se succéder des délégations parlementaires venues de toute l'Europe. Suédois, Norvégiens et Anglais étaient massivement présents à la « Conférence internationale sur le génocide kurde » qui s'est tenue au Centre de conférence Saad Abdulla d'Erbil. L'Italie avait envoyé pas moins de cinq élus, la France, pas un député, pas un sénateur! Quant aux responsables diplomatiques et culturels français d'Erbil, aucun n'était présent dans la salle de conférence où le président du gouvernement autonome Massoud Barzani a pris place à côté de son vieil ami Bernard Kouchner. Au journaliste du *Temps de Genève*, celui-ci avouera son scepticisme sur la qualifi-





Des photos de victimes de l'attaque à l'arme chimique perpétrée à Halabja en 1988 sont exposées sur le site du mémorial qui leur est consacré. Journée de commémoration du 16 mars 2013.  
© AFP PHOTO/ALTAI-SAAD

cation de génocide. Pourtant, tel était bien l'objectif de la conférence: apporter la démonstration que la campagne militaire d'Anfal répond point par point à la définition onusienne du génocide.

Nulle surprise donc, c'est l'argument juridique qui dominait à la tribune. Sur l'instigateur et ses complices, on ne s'attarda guère: la cause était entendue, et puis ils avaient été châtiés. Mais la machine de guerre, la mécanique de l'extermination, quelle était-elle? Aucun historien n'est venu nous expliquer le rôle joué par le nationalisme arabe ou l'idéologie baasiste. Aucun Arabe d'Irak ou d'ailleurs ne s'est présenté pour suggérer de tourner symboliquement la page des relations kurdo-arabes. Aucun Kurde de Turquie, de Syrie ou d'Iran n'a proposé de comparer les formes de négation de l'être kurde dans les États inhospitaliers de la région.

De retour de Halabja, les journalistes ont pu photographier tout leur soûl un autre lieu de mémoire: le centre de détention (et de torture) de Sulaymaniya, conservé tel quel. •



## L'opération Anfal

En 1988, l'armée irakienne lance contre les régions kurdes l'opération Anfal; elle va durer de février à septembre. La guerre Irak-Iran touche alors à sa fin, et 200 000 hommes seront mobilisés dans l'attaque avec le soutien de l'artillerie et de l'aviation. Le but de l'opération n'est pas seulement d'anéantir les *peshmergas* (combattants kurdes): selon Human Rights Watch, 50 000 à 100 000 civils sont portés manquants, dont des femmes et des enfants, 4 000 villages ont été détruits, ainsi que 1 754 écoles, 270 hôpitaux, 2 450 mosquées et 25 églises. Dans les zones investies, plus de 90 % des villages ont été anéantis.

Le nom de l'opération militaire est tiré d'une sourate du Coran, *al-Anfal* (Le Butin), supposée justifier pillage, destruction, meurtre voire enlèvement de femmes. Elle a été dirigée par le cousin de Saddam Hussein, Ali Hassan al-Majid, surnommé Ali le Chimique. Celui-ci avait déclaré le 26 mai 1987 devant les responsables du parti Baas son intention d'utiliser des armes chimiques pour anéantir les *peshmergas*. L'histoire retiendra surtout le massacre de Halabja qui a lieu du 23 février au 19 mars 1988, soit au début

de la campagne. 4 000 à 5 000 personnes ont péri sous l'effet de gaz chimiques, tel le sorin.

Mais la campagne d'Anfal était aussi une opération de grande envergure visant au déplacement de centaines de milliers d'habitants, dispersés ou enfermés dans des camps d'internement, voire exécutés sommairement. Et si les régions chiites du Kurdistan ont été visées en premier lieu, d'autres groupes furent victimes de la violence meurtrière, tels les Assyriens et les Yézidites. Les Assemblées de plusieurs parlements européens – Suède, Norvège et Angleterre – ont reconnu qu'il s'agissait bien là d'un génocide, au sens de l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Lors de son procès devant le Tribunal pénal irakien, Ali Hassan al-Majid a reconnu avoir ordonné l'utilisation de gaz chimiques contre les populations civiles kurdes du nord de l'Irak. Reconnu coupable de génocide, il a été condamné à mort le 17 janvier 2010 et exécuté le 25 janvier de la même année. •

**Délégations étrangères et familles de Kurdes** au mémorial de Halabja, 16 mars 2013.

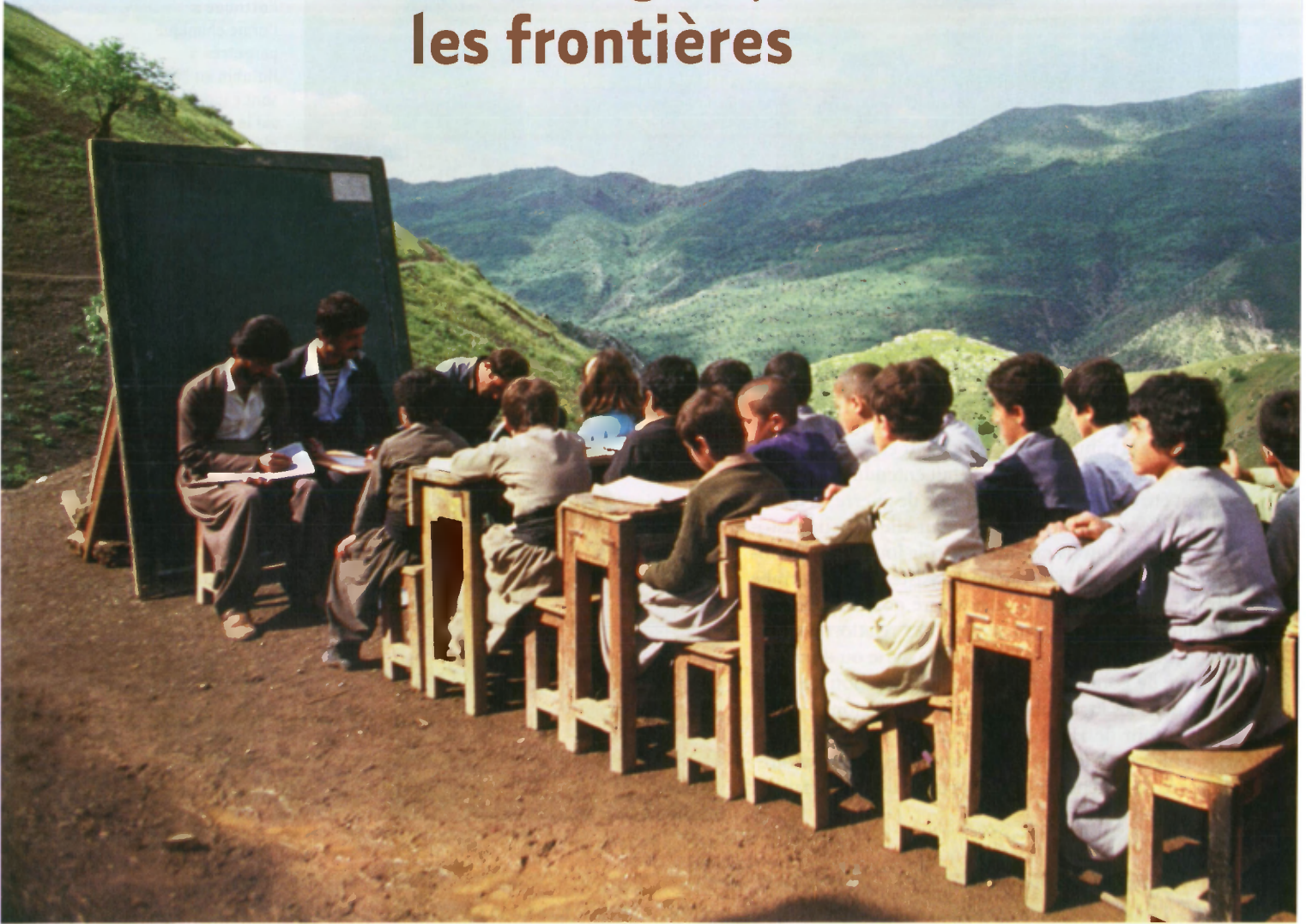
Page précédente: **Un monument aux martyrs** a été édifié à Kasnazan, à proximité d'Erbil. © FRANÇOIS ZABBAJ



## Dossier

Les Kurdes un peuple  
sans État

# Une langue par-delà les frontières



La langue kurde n'a pas de patrie... mais 35 millions de locuteurs. Dans le sillage de leurs luttes politiques, elle a arraché son droit de cité, du moins en Irak et, dans une certaine mesure, en Turquie ; et la vaste diaspora kurde d'Europe et d'Amérique œuvre activement à sa revivification. Toutefois, sa transcription en plusieurs alphabets et la fragilité de son usage en Turquie, où les jeunes générations ne la parlent plus, ou peu, sont autant d'écueils à sa pérennité et à la diffusion de la littérature en langue kurde.





par **Salih Akin**

Large autonomie en Irak, processus de reconnaissance en Turquie, positionnement dans la Syrie post-Assad: la communauté kurde a un poids croissant au Moyen-Orient, et la place de la langue kurde comme vecteur de son identité est plus que jamais d'actualité. Cette langue plusieurs fois millénaire, sans État, tout entière façonnée par sa géopolitique, est une exception.

### Complexes héritages

Parlé par environ 35 millions de locuteurs répartis entre cinq pays: Irak, Iran, Syrie, Turquie, ex-Union soviétique – sans compter une diaspora de plus d'un million de Kurdes installés en Europe –, le kurde est une langue

indo-européenne appartenant au groupe irano-aryen (lequel regroupe plusieurs langues modernes comme l'ossète, le persan et le baloutchi). La situation sociopolitique des Kurdes, l'absence de tout enseignement de cette langue, le relief montagneux du Kurdistan sont quelques-uns des facteurs à l'origine de la structure polydialectale qu'elle a adoptée au fil de son développement. Les deux dialectes principaux, nettement apparentés, sont le kurmanjî, parlé par la majorité des Kurdes de Turquie et de Syrie et des Kurdes répartis dans les républiques de l'ex-Union soviétique ainsi que par une partie de ceux qui vivent en Iran et en Irak; et le soranî, essentiellement parlé par des Kurdes d'Irak et d'Iran.

À cette structure polydialectale s'ajoute une écriture en trois alphabets distincts. Jusqu'aux années 1920, la notation recourait exclusivement à un alphabet arabe, ajusté aux particularités phonétiques du kurde, notamment avec l'ajout des signes diacritiques pour la notation des voyelles. C'est dans les différentes variantes de cet alphabet que furent produites les premières œuvres littéraires, celles d'Ehmed Mele Batê (XV<sup>e</sup> siècle), Meleyê Cizîrê (XVI<sup>e</sup>), Ehmedê Khanî et Feqiyê Teyran (XVII<sup>e</sup>). Cependant, après la Première Guerre mondiale, du fait de la partition des Kurdes entre plusieurs États dont aucun ne les reconnaissait, les lettrés kurdes furent contraints d'adapter la notation de leur langue aux alphabets utilisés dans ces États. Ainsi, en Irak et en Iran, qui utilisent l'alphabet arabe, les Kurdes continuent de transcrire les sons de leur langue dans cet alphabet. En revanche, un groupe d'intellectuels kurdes originaires de Turquie, réfugiés en Syrie sous le mandat français et inspirés de la réforme linguistique turque, a adapté au début des années 1930 l'alphabet latin aux particularités du dialecte kurmanjî. Cet alphabet, connu sous le nom de *hawar*, du nom de la revue du même nom (qui signifie en français « appel ») dans laquelle l'alphabet a été diffusé et popularisé, continue de servir de support d'écriture au dialecte kurmanjî en Turquie, en Syrie et dans une large partie des publications de la diaspora kurde. En outre, la présence d'une importante minorité kurde dans les républiques de l'ex-URSS, notamment en Arménie, a débouché sur l'usage de l'alphabet cyrillique pour le dialecte kurmanjî.

### Une ère de renouveau

Le kurde est devenu avec l'arabe la seconde langue de l'Irak depuis le référendum qui a inscrit dans la Constitution le principe fédéral du pays. Elle jouit dans ce pays d'un développement remarquable, tant du point de vue institutionnel que social et politique. En Turquie, où jusqu'à une période récente son usage même oral était interdit, le kurde bénéficie depuis une dizaine d'années d'une politique de libéralisation. Les interdictions concernant son usage ont été progressivement levées, une chaîne de télévision publique, TRT 6, émet depuis janvier 2009 des émissions exclusivement en kurde et, à quelques cas près, les publications en kurde ne sont

**Une école pour jeunes Kurdes, à ciel ouvert... et sous l'égide du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI).**  
Iran, 20 mai 1986.  
© PASCAL MANOUKIAN/SYGMA/CORBIS



# Dossier

**Les Kurdes** un peuple sans État

plus censurées. Toutefois, cette libéralisation n'a pas abouti pour l'instant à l'introduction du kurde dans le système éducatif turc, ce qui constitue l'une des principales revendications de la population kurde. Cette évolution en Irak et en Turquie contraste avec la situation du kurde en Iran et en Syrie où, malgré la tolérance des autorités, la langue ne jouit toujours pas de la moindre reconnaissance institutionnelle.

En dehors des territoires kurdes, c'est dans la diaspora que la langue connaît un renouveau. L'importance de cette diaspora a permis aux activistes et militants kurdes réfugiés en Europe et en Amérique de développer la littérature dans leur langue, de promouvoir l'expression littéraire et de revitaliser le kurde. Les travaux de la Commission Kurmanji, fondée en 1987 à Paris par l'Institut kurde de Paris, et ceux du Groupe VATE, fondé en 1996 à Stockholm, sont un exemple sans précédent de la prise en charge collective d'une politique linguistique par une diaspora et sans soutien gouvernemental. Ces travaux consistent essentiellement à collecter, créer, archiver et diffuser des mots kurdes; une revitalisation qui a permis de répondre aux besoins linguistiques des locuteurs dans de nombreux domaines: informatique, médecine, droit... dans lesquels la langue manquait de ressources propres. Cet activisme a aussi débouché sur l'enseignement officiel de la langue dans de nombreux pays comme la Suède, la Norvège et l'Allemagne, et sur l'élaboration de méthodes de langue, de grammaires et de dictionnaires.

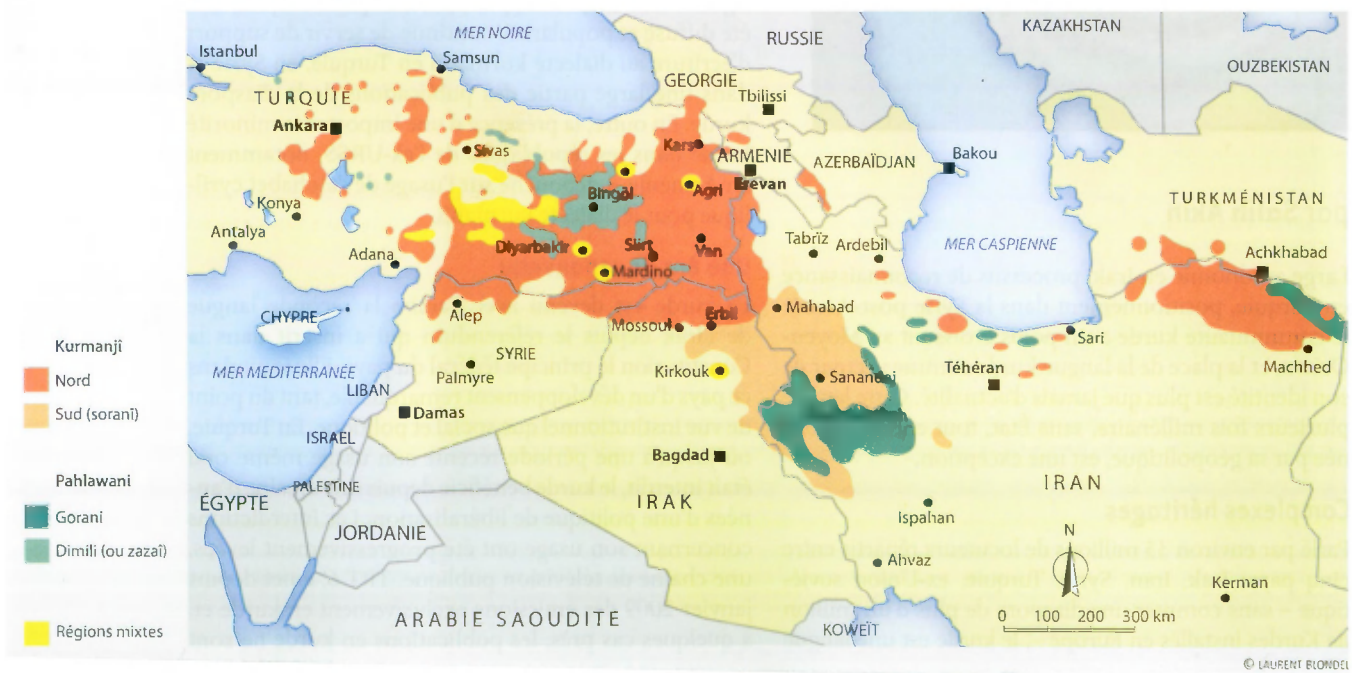
## La « frontière » des deux alphabets

Fruit d'une longue lutte pour la préservation de leur identité et de leur culture, les Kurdes peuvent se prévaloir aujourd'hui d'une langue dotée de codes écrits

et utilisée dans les technologies modernes. Mais les décennies à venir seront déterminantes pour l'unité linguistique et culturelle kurde. Certes, les contacts entre Kurdes, l'activisme linguistique de la diaspora, l'émergence de la région autonome du Kurdistan en Irak, qui attire des Kurdes de toutes parts, ont affaibli sinon aboli les frontières étatiques et politiques qui les séparaient. Les nombreuses chaînes satellitaires (Kurdistan Tv, Kurdsat, Newroz TV, Rudaw TV, Nûçe TV, etc.) qui émettent depuis le Kurdistan irakien ou l'Europe diffusent des émissions dans les différents dialectes. Ces émissions sensibilisent les Kurdes aux variations linguistiques et contribuent à leur intercompréhension. Les publications en ligne (sites Internet, journaux, revues, forums, chats...) ne font qu'accroître ce processus de rapprochement et de reconstruction identitaire.

Cependant, si la notation du kurde en alphabet cyrillique est aujourd'hui limitée, l'usage des deux alphabets arabe et latin constitue une frontière persistante entre les Kurdes de Turquie et ceux d'Irak et d'Iran. S'il est reconnu que l'alphabet latin rend mieux les sonorités du kurde, l'alphabet arabe est devenu pour les Kurdes irakiens et iraniens une partie de leur expression identitaire qui a donné naissance à une riche production littéraire. Mais cet alphabet ne peut être acquis que dans un cadre scolaire, ce dont les Kurdes de Turquie sont privés. La meilleure solution à ce problème résiderait dans l'enseignement simultané des alphabets arabe et latin dans les écoles publiques du Kurdistan irakien, ce qui a déjà cours dans certaines écoles privées. Un tel enseignement ne rapprocherait pas seulement les Kurdes entre eux, mais faciliterait aussi l'accès des Kurdes irakiens à l'immense littérature scientifique internationale écrite en alphabet latin.

## Les idiomes kurdes







**Melting pot.**  
À Kirkouk, dans le nord de l'Irak, des employés ajoutent des traductions en langue turkmène sur des panneaux de signalisation déjà trilingues arabe-kurde-anglais.  
Photographie de 2010. © REUTERS/ AKO RASHEED

À cette frontière scripturale entre les Kurdes s'ajoute une frontière intergénérationnelle qui apparaît de plus en plus dans les pratiques langagières. Une grande partie des jeunes générations kurdes de Turquie ne parle plus, ou très peu, sa langue maternelle, lui préférant le turc. Si l'absence d'éducation et les politiques d'assimilation forcée sont les deux principales causes de cette perte de la langue, le discours politique des organisations kurdes de Turquie, longtemps émis en langue turque, a considérablement réduit le champ d'utilisation du kurde et a inculqué l'idée,

injustifiée, que cette langue ne serait pas « suffisamment équipée » pour faire de la politique. Sous l'effet de telles représentations qui construisent une image dévalorisée du kurde, de nombreux parents choisissent de parler en turc à leurs enfants. Conséquence de cette tendance, la transmission intergénérationnelle de la langue pourrait être sérieusement remise en cause dans les années à venir. •

**Salih Akin**, Laboratoire Dynamiques Sociolangagières, Université de Rouen-CNRS

## La littérature kurde

Longtemps demeurée dans le domaine oral, comme en témoignent encore de nos jours les *dengbêj* (bardes traditionnels) et *çîrokêj* (conteurs), la littérature kurde écrite émerge au Moyen Âge. En dépit de l'absence de sources sur les premières attestations écrites, il semble que la première œuvre connue remonte au xv<sup>e</sup> siècle, sous la forme de poèmes composés par Elî Herîrî.

Le xvi<sup>e</sup> siècle marque un tournant dans l'émergence d'une littérature écrite, les écoles littéraires pouvant être réparties suivant les dialectes. Pour le domaine kurmanji, on peut mentionner Meleyê Cizîrê (1570-1640), Feqiyê Teyran (1590-1660) et Ehmedê Khanî (1650-1707). Pour le gorani, dont la littérature jouit d'un grand prestige de par son statut de « langue de la cour de la principauté d'Ar-dalan », les précurseurs sont Ahmad Taktî Marduki (1617-1692), Mostafa Besarani (1641-1702), Sayyed Abdal-Rahim Molla Saidî Tawfazi (1806-1882). Les domaines sorani et zazai apparaissent plus tardivement avec, respectivement, Malla Kedri

Ahmad Shaweyî Mikailî (1800-1856), plus connu sous le nom de Nalî, Abd-al-Rahman Beg Chahebqeran (1805-1869), Hajî Qader Koyî (1817-1897), Cheikh Reza Talabani (1813-1910) et Ehmedê Xasî (1866-1951). Leurs œuvres relèvent des productions caractéristiques de l'époque, comme la poésie lyrique, des *qasidas* (chants religieux), ou encore des épopées dont la plus célèbre est le *Mem û Zîn* d'Ehmedê Khanî.

À la suite de la Première Guerre mondiale, qui voit l'éclatement de la population kurde entre plusieurs États, la fragmentation du champ littéraire kurde s'accroît. Le domaine sorani connaît une éclosion en Irak. Une nouvelle génération d'écrivains apparaît, plus sensible aux problèmes civiques et sociaux, avec Abdullah Ziwer (1875-1948) et Fayîq Bêkes (1905-1948), ou à la question nationale kurde, avec Pîremerd (1867-1950), Abdulla Goran (1904-1962) et Cegerxwîn (1918-1984). Dans le même temps, le domaine kurmanji régresse en Turquie et en Syrie, mais connaît des développements en Arménie avec Erebê Chemo (1897-1978), auteur de *Chivanê kurd* (Le Berger kurde, 1935),

considéré comme le premier roman moderne d'expression kurmanji. Du fait des interdictions politiques, certains auteurs kurdes sont contraints d'écrire dans les langues des États dans lesquels ils vivent. Ainsi, Yachar Kemal (n. 1923) en Turquie et Salim Barakat (n. 1951) en Syrie, deux auteurs internationalement reconnus qui ont écrit respectivement en turc et en arabe.

Exilés en Europe, de nombreux lettrés kurdes profitent des libertés publiques pour régénérer la littérature kurde d'expression kurmanji. La Suède, qui accueille une communauté kurde active, constitue le centre névralgique d'une importante production littéraire qui voit apparaître des plumes telles que Mehmet Uzun (1957-2007), Mahmut Baksî (1944-2000), Firat Cevherî (n. 1959), Rojen Bernas (n. 1945). Depuis une dizaine d'années, et parallèlement à la démocratisation de la Turquie et à l'autonomie en Irak, nombre d'écrivains exilés ont pu retourner dans leur pays, animant la vie littéraire au sein d'une jeune génération d'écrivains parmi lesquels Arjen Arî (1956-2012), Aram Gernas, Ferhad Pîrbal, Jan Dost, Rênas Jiyan, Lokman Polat, Helim Yûsiv...



## Dossier

Les Kurdes un peuple  
sans État



# Des kurdologues... et des études qui font l'histoire

Par Sacha Alsancakli

Le « type kurde ». Gravure « ethnologique » de 1873. « Habitants du Caucase, Kurdes (à gauche) et Perses (à droite) ».

© HERITAGE IMAGES/LEEMAGE

1. Loren R. Graham, Wolf Lepenies et Peter Weingart (dir.), *Functions and Uses of Disciplinary History*, « Introduction », p. x, Dordrecht, D. Reidel, 1983.

2. Cf. notamment Clémence Scalbert-Yücel et Marie Le Ray, « Knowledge, Ideology and Power. Deconstructing Kurdish Studies » et Jordi Tejel, « Les constructions de l'identité kurde sous l'influence de la "connexion kurdo-française" au Levant (1930-1946) », dans *European Journal of Turkish Studies (EJTS)*, hors-série n°5, 2006; et Michel Leezenberg, « Soviet Kurdology and Kurdish Orientalism », dans S. Conermann et M. Kemper (dir.), *The Heritage of Soviet Oriental Studies*, Londres, Routledge, 2011.

Nées « classiquement » au XIX<sup>e</sup> siècle dans le sillage de la linguistique inda-européenne comparée, les études kurdes vont se démarquer par une forte interaction entre « kurdologues » et Kurdes : dans la Syrie sous mandat français, ces études vont dessiner les contours d'une identité toute tournée vers l'occidentalisation ; dans l'Irak prosoviétique, la formation marxiste des chercheurs kurdes exercera une influence non négligeable sur l'orientation de leur combat politique...

Les études kurdes n'ont pour l'instant été l'objet d'aucune histoire disciplinaire globale. Les ouvrages ou articles qui en retracent le passé se résument généralement à une liste d'ouvrages ou à des biographies d'auteurs mises bout à bout sans perspective critique, présentant ainsi « un tableau idéalisé de l'entreprise scientifique » et de ses « grands hommes »<sup>1</sup>. Ces dernières années ont, cependant, vu la publication de quelques articles présentant une telle perspective critique sur des moments précis du développement des études kurdes<sup>2</sup>.

### Débuts allemands, centralisation russe

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des évolutions dans les domaines de la théologie (essor de l'approche historique dans les études bibliques) et de la linguistique (découverte de la parenté du sanskrit avec le grec et le latin, qui marque l'avènement de la linguistique comparative et des études indo-européennes) conduisent à l'établissement de chaires d'études orientales dans les universités allemandes – pas moins de vingt-six chaires au sein de seize universités. La Deutschen Morgenländischen Gesellschaft (DMG, Société orientale allemande) est fondée en octobre 1845 comme



composante de l'Association des philologues allemands, elle-même établie en 1838.

Deux de ses membres fondateurs, les linguistes August Friedrich Pott (1802-1887) et Emil Rödiger (1801-1874), avaient déjà commencé à publier, à partir de 1840, leur série de *Kurdisch studien* (Études kurdes) dans le *Zeitschrift für Kunde des Morgenlandes*<sup>3</sup>. Cette série de quatre articles présente pour la première fois, en quelque 200 pages, le kurde comme une langue propre et non un dialecte du persan. C'est ainsi que, dans l'Allemagne du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les études kurdes se développent modestement en marge de la linguistique indo-européenne comparée.

L'établissement d'une Faculté de langues orientales à l'université de Saint-Petersbourg, en 1855, fait rapidement de la ville russe le centre mondial de ces études. Dans le cas des études kurdes, cette situation va presque relever du monopole. Comme le souligne une recension des *Forschungen über die Kurden* (Recherches sur les Kurdes) de Peter Lerch (1828-1884) dans le *Journal de la Société des savants*: «La Russie, par sa position, est appelée à donner une impulsion nouvelle à plusieurs branches des études orientales: elle ne peut mieux mériter de l'Europe savante qu'en nous faisant connaître certaines littératures et certains idiomes de l'Asie qui ne peuvent guère être étudiés que par elle.<sup>4</sup>» Et en effet, la quasi-totalité des études sur les Kurdes est alors publiée par l'Académie des Sciences de Saint-Petersbourg et ce, quelle que soit la nationalité de leurs auteurs. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les études orientales ne sont plus une discipline auxiliaire de la philologie; l'histoire et le folklore des peuples étudiés y apparaissent comme des thèmes de recherche prédominants.

### Mélanges et interactions

Deux caractéristiques propres aux études orientales en général se retrouvent, de manière accentuée, dans les études kurdes: le mélange entre amateurs et chercheurs professionnels et l'interaction entre Kurdes et kurdologues, articulée autour des liens entre savoir et pouvoir.

Le mélange entre amateurs et professionnels était un phénomène courant dans les études orientales au XIX<sup>e</sup> siècle, période de formation de la discipline. De son analyse statistique des auteurs allemands les plus prolifiques ayant écrit sur le Moyen-Orient, Ursula Wokoek conclut que seuls 32% d'entre eux étaient des universitaires, le reste étant constitué de voyageurs, diplomates, missionnaires, etc.<sup>5</sup> En France, Silvestre de Sacy obtenait une grande partie des manuscrits qu'il étudiait par le biais d'agents diplomatiques français en poste au Moyen-Orient.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la professionnalisation de la discipline fait disparaître ce phénomène – sauf pour les études kurdes, qui se constitueront bien plus tardivement en discipline spécifique. Quant à la forte interaction entre Kurdes et kurdologues, elle est mise en lumière au cours de deux périodes: l'époque mandataire et le développement au Levant d'une «connexion kurdo-française», selon l'expression de Jordi Tejel<sup>6</sup>; et les liens étroits entre kurdologie soviétique et études kurdes au Kurdistan d'Irak dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

### «Connexion franco-kurde»...

Après la proclamation de la République de Turquie (1923), des membres de l'élite kurde se retrouvent en exil dans la région de la haute Djéziré, en Syrie mandataire. Parmi ceux-ci, on trouve les frères Bedir Khan, et notamment Djeladet Bedir Khan (1893-1951), dont les travaux portent sur la standardisation du dialecte septentrional de la langue kurde, le kurmanjî, pour lequel il créa également un alphabet latin. Son rôle va cependant bien au-delà de simples travaux linguistiques.

Par la publication de journaux, et notamment de l'émblématique *Hawar*, il contribue à dessiner les «contours de l'identité kurde», identité qui se retrouvait souvent en porte-à-faux avec «les élites traditionnelles et les non-élites<sup>7</sup>»



«Kurdistan Missionary», journal de missionnaires américains au Kurdistan, 1923. © INSTITUT KURDE DE PARIS

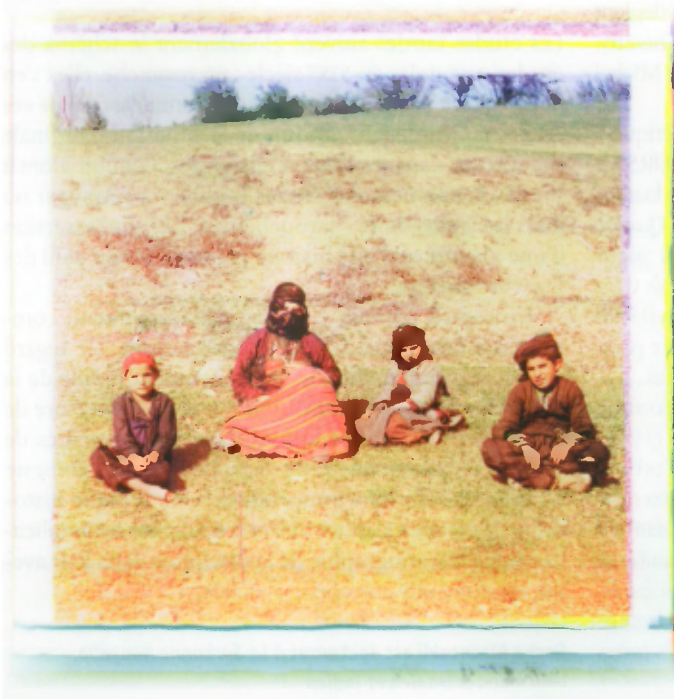
Femme kurde avec ses enfants. Cliché réalisé vers 1905-1915 grâce à la «chambre trichrome» mise au point par Sergueï Prokoudine-Gorski pour réaliser une documentation systématique de l'Empire russe. © LIBRARY OF CONGRESS

3. *Revue d'étude des pays d'Orient*, fondée à l'initiative d'Heinrich Ewald (1803-1875), qui avait également joué un rôle important dans l'établissement de la DMG.

4. *Le Journal des Savants*, cahier I, «Littérature orientale», Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, mai 1858, p. 328.

5. Ursula Wokoek, *German Orientalism*, Oxon, Routledge, 2009, p. 78-79 et l'ensemble du chapitre 3.

6. et 7. Jordi Tejel, «Les constructions de l'identité kurde...», *op. cit.*





# Dossier

Les Kurdes un peuple sans État

À Tawila, au Kurdistan irakien, près de la frontière iranienne. Photographie de Wilfred Thesiger (1910-2003), août-octobre 1950. © www.BRIDGEMANART.COM

Page suivante : L'Euphrate à Birecik, une bourgade kurde d'Anatolie. Turquie, 1964, photographie d'Henri Cartier-Bresson. © HENRI CARTIER-BRESSON / MAGNUM PHOTOS

kurdes. Ceci s'est fait en lien avec des officiers français, notamment Pierre Rondot (1904-2000) et Roger Lescot (1914-1975), devenus kurdologues après avoir commencé à étudier les Kurdes à des fins de politique mandataire.

Comme le souligne J. Tejel, « l'échange intellectuel entre l'élite kurde et les kurdologues français donne naissance à une sorte de doctrine nationaliste consensuelle [qui] se base sur quelques principes implicites », notamment une « même foi en la civilisation occidentale et le progrès technique, qui représentent la voie à suivre pour rattraper le retard qu'ont la société kurde et les sociétés musulmanes en général ». On remarque, dans les travaux des uns et des autres, la présence de certains mythes communs et récurrents des études kurdes. Cette collaboration intellectuelle se traduit sur le plan institutionnel et, en 1945, la première chaire d'études kurdes en Europe est créée pour Roger Lescot à l'École nationale des langues orientales vivantes ; il y est remplacé en 1947 par Kamuran Bedir Khan.

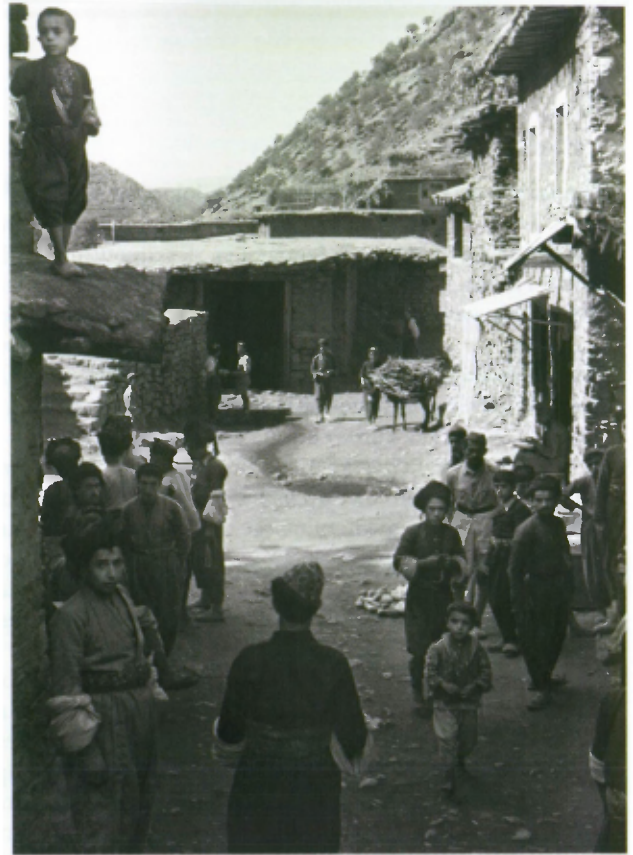
À la même époque, les Britanniques jouent un rôle similaire au Kurdistan d'Irak, rôle illustré par la collaboration entre Tawfiq Wahby (1891-1984) et Cecil J. Edmonds (1889-1979), qui publient un dictionnaire kurde-anglais et une grammaire du kurde.

## ... et folklorisation soviétique

Douze ans plus tard, en 1959, Iosef Orbeli (1887-1961) est à l'initiative de la création d'un Département kurde (Kurdskii kabinet) attaché à la branche de l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences d'URSS de Leningrad. Ceci accélère l'institutionnalisation de la kurdologie soviétique. Influencées par le nationalisme romantique allemand, les recherches menées sur les Kurdes en URSS privilégient largement l'oral à l'écrit et, en termes religieux, l'hétérodoxie à l'orthodoxie, dans un processus appelé par Michel Leezenberg la « folklorisation des Kurdes ».

Une autre des spécificités de la kurdologie soviétique – partagée par l'ensemble des études orientales en URSS – réside dans l'importante proportion de chercheurs kurdes travaillant au département. C'est ainsi le cas de Qanatê Kurdo (1909-1985), qui en devient le directeur à partir de 1961. À la même époque, l'établissement en Irak d'un gouvernement prosoviétique par le général Kassem (1958) conduit à faire de l'URSS une destination de choix pour tout une génération de jeunes étudiants kurdes d'Irak.

Parmi ceux-ci, on trouve des personnalités comme Izzeddin Resûl (né en 1931) et Merûf Xeznedar (1930-2010), ancien président de l'Académie kurde. Comme le souligne Michel Leezenberg, « la prédominance des chercheurs formés en URSS et influencés par le marxisme dans les départements kurdes nouvellement créés au sein des universités de Bagdad et de Sulaymaniya, ainsi qu'à l'Académie kurde, marque une rupture significative avec la génération précédente de chercheurs kurdes irakiens [...] éduqués dans des foyers privés [hujra] ou des madrasa. »



Ce phénomène exercera également une influence sur la situation au Kurdistan de Turquie, d'autant plus que les années 1970 voient réapparaître la question de l'identité kurde au sein de la gauche marxiste en Turquie. Ceci conduit au développement d'une kurdologie clandestine dont Musa Anter ou encore Mehmet Emin Bozarslan sont les représentants les plus en vue<sup>8</sup>. Leurs parcours ont comme point commun un passage par la case prison ; Musa Anter est assassiné en 1993 et M. Emin Bozarslan – comme de nombreux autres – condamné à l'exil<sup>9</sup>.

Les études kurdes suivent globalement le schéma des études orientales au XIX<sup>e</sup> siècle ; en revanche, elles s'en démarquent au XX<sup>e</sup>. La non-institutionnalisation de ces études au Kurdistan, produit de la situation marginale des Kurdes dans les États où ils vivent, conduit alors à un développement des études kurdes – à l'étranger ou dans la clandestinité – farouchement fixé sur l'assertion d'une identité et d'une histoire propres face au déni des États dominants.

Un regard critique a, seulement récemment, commencé à être porté sur les études kurdes. Ce regard est nécessaire ; en effet, le développement rapide de la région autonome du Kurdistan d'Irak et l'ouverture de départements d'études kurdes dans les universités de Turquie indiquent que cette discipline est sans conteste à l'aube d'évolutions importantes. Une critique historique des études kurdes, visant à souligner les implications de l'historiographie de la discipline dans leur avenir, est donc une entreprise cruciale. ●

Sacha Alsancakli est doctorant à La Sorbonne Nouvelle, UMR Mondes iranien et indien

8. Journaliste, Musa Anter fut, entre autres, l'auteur d'un dictionnaire kurde et de la première pièce de théâtre en kurde. Quant à M. Emin Bozarslan, il réalisa principalement des traductions, notamment de Mem û Zîn et du Charafnameh.

9. Ces exilés seront à la base du renouveau littéraire impulsé par la diaspora, notamment en Suède, au dialecte kurmanjî. Cf. Clémence Scalbert-Yücel, « La diaspora kurde en Suède », EJS, hors-série n°5, 2006.



## Dossier

Les Kurdes un peuple  
sans État

# De la rivalité à l'unité plurielle



Traditionnellement éclatés en de multiples clans rivaux, séparés dès le XVI<sup>e</sup> siècle, et à nouveau au XX<sup>e</sup>, au gré de l'histoire des nations, les Kurdes donnent aujourd'hui une expression originale à leur autonomie politique, en l'incarnant dans des entités distinctes. Le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, seule de ces entités à jouir d'une reconnaissance officielle, joue un rôle central en orchestrant les échanges entre Kurdes de tous les pays, définissant un nouveau « grand Kurdistan » que ne dessineraient plus des frontières, mais des hommes.

par Cyril Roussel

glorieux – des mythes fondateurs – qui structurent la conscience d'appartenir à un même groupe partageant la même destinée, sur un même territoire.

Or, au Moyen Âge, les Kurdes étaient, d'après les historiens, structurés en organisations claniques ou tribales, sortes de petites principautés indépendantes les unes des autres. Il semble que les premiers territoires construits sur ces marges d'empires où vivaient les Kurdes aient été structurés autour de grandes familles, conglomérat de zones d'influences rivales, véritables territoires de clans. Ceci constitue, à cette époque, le facteur majeur de la fragmentation territoriale du Kurdistan. Chacune de ces grandes familles formait socialement une unité indépendante basée sur des solidarités traditionnelles, c'est-à-dire sur une parenté réelle et des réseaux de patronage créateurs de parenté fictive.

Ainsi, les Kurdes n'ont jamais formé de « supertribu »; en effet, ils n'ont jamais élaboré de mythes fondant leur origine à partir d'un ancêtre unique, dont descendrait l'ensemble des clans composant « la communauté », légitimant ainsi leur unité sociale. L'organisation sociale, très fractionnée, est composée de groupes lignagers sans relations de parenté immédiate entre eux, chaque lignage pouvant se trouver en situation d'opposition, de conflit ou d'alliance avec les autres. Dans ces conditions, cette structure sociale n'a pas permis, avant le XX<sup>e</sup> siècle et à une échelle régionale

**Un éphémère Kurdistan iranien.** Dans un contexte de début de Guerre froide, l'URSS soutient la naissance en Iran d'une République autonome du Kurdistan. Née le 22 janvier 1946, elle sera balayée dès le mois de décembre.  
© ARCHIVES ENGLETON

Les régions kurdes ont servi de champ de bataille entre grands empires durant les siècles qui ont suivi les conquêtes arabes puis turques. En marge de ces empires, jamais les Kurdes n'ont réussi à se structurer en une entité politique cohérente, suffisamment forte pour résister aux forces centripètes qui émanaient de Damas, Bagdad, Istanbul ou Téhéran.

### Fractionnement clanique...

L'édification d'un territoire pour une communauté requiert du temps, demande la mobilisation de nombreux éléments, et passe généralement par des épisodes



tout du moins, la constitution d'un territoire de la communauté dans l'espace qu'elle occupait.

### ... et morcellement politique

À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, tout processus diachronique de construction territoriale devient difficile à mettre en place dans la mesure où les Kurdes se retrouvent, et pour longtemps, divisés par une des plus anciennes frontières du Moyen-Orient : celle qui sépare l'Empire safavide et l'Empire ottoman. Privés d'actes fondateurs et d'une histoire commune, les Kurdes n'ont pas réussi, malgré des éléments culturels communs, à construire ensemble une dynamique globale d'appropriation territoriale derrière un projet identitaire et politique. Et c'est pourtant un tel processus qui s'accompagne généralement, avec le temps, d'une volonté d'autonomisation, voire d'indépendance.

Après la Première Guerre mondiale, l'offensive au Moyen-Orient, diplomatique au début puis militaire, des puissances coloniales européennes victorieuses, a pour objectif d'occuper une partie des territoires qui constituaient jusqu'alors des provinces de l'Empire ottoman. La France négocie avec l'Angleterre son contrôle sur une vaste zone au nord de l'Arabie, sur laquelle les deux puissances tracent des frontières. Mais au début des années 1920, les frontières dessinées par les états-majors des armées servent exclusivement les visées coloniales de ces dernières : plusieurs États sont ainsi créés, mais les Kurdes n'obtiendront rien.

Ainsi, contrairement à d'autres communautés qui ont desservi les desseins coloniaux des grandes puissances (chrétiens du Liban, Alaouites ou Druzes en Syrie, juifs en Palestine), les Kurdes n'ont pas pesé sur l'échiquier. Privés de cohésion en raison de leur structure socio-politique, ils auraient pu être instrumentalisés par une puissance coloniale dans un but politique précis : celui de diviser pour mieux régner. Cet épisode aurait pu former l'acte fondateur d'un territoire commun, même s'il s'était agi d'une intervention extérieure. Pourtant, rien de tout cela ne s'est passé au Kurdistan : l'espace de peuplement kurde qui venait de sortir de la domination ottomane à tout bonnement été subdivisé une nouvelle fois entre trois entités naissantes : la Turquie, la Syrie et l'Irak. Le traité de Lausanne (24 juillet 1923) entérine le partage de la région. Les revendications kurdes concernant la constitution d'un territoire dans le sud-est de la

Turquie, demande formulée lors du traité de Sèvres du 10 août 1920, resteront lettre morte. Depuis, le sentiment national kurde n'a cessé de s'affirmer, mais avec une référence territoriale floue, liée à l'impossibilité des Kurdes à mettre en place une stratégie commune du fait de leur position de communauté minoritaire au sein d'États de plus en plus hostiles à leur combat politique.

### Vers un « Kurdistan ouvert »

Si les années vingt constituent une période de grands bouleversements pour les Kurdes de l'ex-Empire ottoman – car elles posent les bases de la problématique kurde telle que nous la connaissons aujourd'hui : un peuple divisé par des frontières étatiques et étouffé par des régimes forts –, la période actuelle apparaît comme une nouvelle accélération de l'histoire. La fin du régime autoritaire de Saddam Hussein a permis la création d'une entité politique et territoriale viable puisqu'elle remonte à 1991. Le vacillement du régime de Damas a libéré les forces autonomistes des Kurdes de Syrie qui depuis près d'une année contrôlent un territoire qui se superpose assez bien avec l'espace de peuplement kurde dans ce pays.

Pourtant, les frontières de ces territoires kurdes devenus autonomes (de manière officielle en Irak ;



de fait en Syrie) ne sont pas établies avec précision et restent donc disputées. La région autonome kurde d'Irak a été reconnue par la Constitution irakienne de 2005 mais une large bande de terre qui court de la Syrie à l'Irak et qui passe par Mossoul et Kirkouk demeure matière à conflit entre Erbil, la capitale du Kurdistan autonome, et Bagdad, la capitale irakienne. L'article 140 de la

### Derik, Kurdistan syrien.

Manifestation de soutien au leader kurde A. Öcalan, 29 août 2012.

© CHRISTOPHE PETIT TESSON

# Dossier

Les Kurdes un peuple sans État

Constitution irakienne prévoyait pourtant la mise en place en 2005 d'un processus de normalisation ; celui-ci aurait dû prendre fin en décembre 2007, après la tenue d'un référendum sur la gestion de ces territoires qui aurait permis de choisir entre le rattachement à Erbil ou à Bagdad. Aucune avancée ne s'est produite dans ce processus, qui stipulait le règlement de la question de l'arabisation dans les zones en discussion, le retour au découpage administratif de 1957 et l'organisation d'un recensement avant toute tenue du référendum. Ainsi, les zones en discussion – ou disputées – constituent en quelque sorte la frontière entre le Kurdistan autonome et le reste de l'Irak. En Syrie, aucun accord d'autonomie n'a été signé entre Damas et les Kurdes. C'est la situation de guerre civile qui leur a permis de contrôler les trois grandes poches de peuplement kurde du pays. Ici encore, pas de frontières stables mais des zones tenues par des *peshmegas*.

Un grand territoire kurde dans son ensemble relève du mythe inaccessible. Il ne correspond à aucune réalité politique ou historique. Il est pourtant parfois représenté sous la forme de cartes qui sont censées figurer l'ensemble des zones de peuplement kurde. Sur ce genre de représentation fantasmée, si la plupart des zones sont indéniablement peuplées par des Kurdes, d'autres sont des espaces de peuplement mixte ou lar-

gement minoritaire. Dans tous les cas, ce genre de carte ne peut exprimer de dessein à visée politique.

Actuellement, la solution la moins utopiste demeure l'accès, pour chaque communauté kurde nationale, à un territoire disposant d'un certain degré d'autonomie culturelle et politique. En Iran et en Turquie, nous en sommes encore loin. Mais l'exemple et la réussite de l'entreprise politico-territoriale des Kurdes d'Irak est un modèle indéniable pour les autres communautés kurdes qu'elles pourraient être tentées de suivre. Le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak joue de plus en plus un rôle de centralité pour les autres Kurdes. L'ouverture de cette région autonome sur ses voisins a engendré des dynamiques économiques et humaines nouvelles. Ainsi, malgré la présence de frontières qui morcellent l'espace de peuplement kurde, les interactions, via ce gouvernement régional, se renforcent entre les quatre parties qui composent le Kurdistan. Et même si, politiquement, le « grand Kurdistan » n'existe pas, les échanges culturels ou commerciaux, les circulations incessantes d'ordre familial et les migrations de travail ou bien encore forcées constituent un ensemble relativement ouvert de plus en plus cohérent et intégré. ◦

**Cyril Roussel** est docteur en géographie, Institut français du Proche-Orient

## Bibliographie

**Salih Akin** (dir.) « La langue kurde », *Études kurdes* n° 8, L'Harmattan, 2008

**Sandrine Alexie** (dir.) « La littérature kurde », *Études kurdes* n° 11, L'Harmattan, 2012

**Saywan Barzani** *Le Kurdistan d'Irak : 1918-2008*, L'Harmattan, 2009

**Feyzi Bilgin et Ali Sariihan** (éd.) *Understanding Turkey's Kurdish Question*, Lexington Books, 2013

**Philippe Boulanger** *Géopolitique des Kurdes*, Ellipses Marketing, 2006

**Hamit Bozarslan** *Conflit kurde. Le brasier oublié du Moyen-Orient*, Autrement, 2009

**Bernard Dorin et Gérard Chaliand** *Les Kurdes. Destin héroïque, destin tragique*, Lignes de Repères éditions, 2005

**A.-M. Eddé** *Saladin*, Flammarion, 2008, trad. Harvard University Press, Cambridge, 2011

**Boris James** « Saladin et les Kurdes ; perception d'un groupe au temps des croisades », *Études kurdes*, Hars série II, L'Harmattan, 2006  
Traduction en turc : *Selaheddin ve Kürtler*, Istanbul, Avesta, 2011

**Boris James** (dir.) « Les Kurdes : écrire l'histoire d'un peuple aux temps prémodernes », *Études kurdes* n° 10, L'Harmattan, 2010

**M. Khoubrouy-Pak** *Une République éphémère au Kurdistan*, L'Harmattan, 2002

**Janet Klein** *The Margins of Empire. Kurdish Militias in the Ottoman Tribal Zone*, Stanford University Press, Stanford, 2011

**Hélène Krulish** *Une Européenne au pays des Kurdes*, Karthala, 2011

**Chris Kutschera** *Le Mouvement national kurde*, Flammarion, 1979  
*Le Défi kurde ou le rêve fou de l'indépendance*, Bayard, 1997

**David McDowall** *A Modern History of the Kurds*, Tauris éd., 3<sup>e</sup> édition, 2004

**Vladimir Minorsky** *Studies in Caucasian history*, Londres, 1953

**Clémence Scalbert-Yücel** « Les langues des Kurdes de Turquie : la nécessité de repenser l'expression "langue kurde" », *Langage et société* 2006/3, n° 117

**Jordi Tejel** *Le Mouvement kurde de Turquie en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946)*, Peter Lang, 2007  
*Syria's Kurds. History, Politics and Society*, Routledge, 2009

*Génocide en Irak : la campagne d'Anfal contre les Kurdes*, ouvrage collectif, Karthala, 2003



## Dossier

Les Kurdes, un peuple sans État

4. Saadettin Pacha, *Saadetin Paşa'nın Anıları: Ermeni-Kürt Olayları (Van, 1896)*, préparé par Sami Önal, Istanbul, Remzi Kitabevi, 2003.

les Arméniens comme des traîtres, mais aussi comme une cinquième colonne qui ouvre la voie à l'ennemi sur le territoire. Dans les provinces orientales, les Kurdes entendent des rumeurs concernant les Européens, qui auraient l'intention d'obliger les Ottomans à attribuer un *beylik* (principauté indépendante) aux Arméniens<sup>4</sup>. Dès lors, les Arméniens ne sont plus de simples voisins dont ils convoitent les biens, mais des éléments étrangers infiltrés sur le sol ottoman qui risquent d'imposer leur loi si les manigances arméno-européo-russes aboutissent à la création du *beylik* présumé. Cela contribue à aiguïser la conscience politique identitaire des Kurdes.

La question de l'ingérence étrangère reste très délicate aujourd'hui encore. Il arrive souvent que des États, sous prétexte de défendre des groupes opprimés, tentent d'accéder aux ressources d'un pays – les « faucons humanitaires » prônent le devoir d'ingérence pour de pures raisons d'assistance aux personnes en danger. Or, une intervention étrangère, aussi nobles qu'en soient les motivations, peut produire des effets tout à fait contraires à ceux qui sont recherchés, comme le démontre l'exemple ottoman. En appelant à une protection des Arméniens comme minorité, les Européens ont ravivé les inquiétudes ottomanes au sujet de l'intégrité territoriale. En outre, ils ont introduit un nouveau concept avec le discours et les pratiques afférant à la notion d'identité minoritaire. Les chrétiens se trouvaient peut-être dans un état de subordination à certains égards sous le régime ottoman, mais pas parce qu'ils constituaient une minorité, terme qui introduit une confusion si on l'utilise à propos d'une période de l'histoire ottomane antérieure à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La notion de

minorité s'est d'abord appliquée aux non-musulmans (qui l'ont reprise à leur compte). Les groupes ethniques non-turcs ont commencé bien plus tard à se considérer comme des minorités. C'est seulement lorsque les États post-ottomans ont adopté des stratégies nationalistes excluantes et discriminatoires que les Kurdes sont devenus une minorité, gravement opprimée qui plus est. Cela ne veut pas dire pour autant que les Kurdes aient eu un statut d'Ottomans à part entière pendant tout le temps où ils sont restés sous la domination impériale ottomane.

### Turquisation tardive

Les rapports entre l'État et les Kurdes ont évolué constamment pour finir par revêtir un caractère oppressif à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et, surtout, au début du XX<sup>e</sup>. Le gouvernement ottoman était lui-même mélangé ethniquement, et non exclusivement turc. Il a toujours eu conscience de l'identité kurde, utilisant l'appellation historique de Kurdistan (« pays des Kurdes ») pour désigner leur aire de peuplement. L'édification d'un État moderne allant de pair avec une redéfinition des identités nationales, c'est l'identité ottomane, et non turque, qui devient « nationale ». Le qualificatif ottoman prend une acception assez générale pour englober (théoriquement) diverses composantes ethniques.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, quelques penseurs turcs commencent à parler d'une identité nationale (ou même d'une civilisation) turque, mais ce phénomène reste marginal. Cependant, les tentatives de réforme et d'assimilation qui ciblent en particulier les groupes tribaux comme les Kurdes ont des connotations ethniques. Les



La cavalerie kurde de l'armée ottomane pendant la Première Guerre mondiale. Photographie de 1915. © BETTMANN/CORBIS